

Digitized by the Internet Archive in 2010 with funding from University of Ottawa









45)

A B R E G É

DE

L'HISTOIRE

DELA

HOLLANDE.

TOME SECOND.

ABREGE

3 (1

BHISTOIRE

4-1 3 11

HOLLANDE.

TOME SECOND.

ABREGE

L'HISTOIRE

DE LA

HOLLANDE

ETDES

PROVINCES-UNIES,

DEPUIS LES TEMS LES PLUS ANCIENS JUSQU'A NOS JOURS.

P A R

Mr. L. G. F. KERROUX.

TOME SECOND.



CHEZ JACQUES MURRAY, LIBRAIRE.

M D C C L X X V I I I.

31 31 81 1 TAMES DO IN E MAJUII PREDVIVEES FRANCES Enmile -- Ile Ell - In Cas Municipal DISTANCE DE LA ME LIBRARY JUL 2 1 1972 WAIN US IN SON DOI 111 K4 to 2111 12 . YEAR IN THE THOUGHT THE

THE SE SE SO WAS SO ZE SO TO THE SECOND SECO

ABREGÉ

DE L'HISTOIRE

DELA

HOLLANDE.

TOME SECOND.

CHAPITRE VIL

Commençant vers la fin de l'année 1574.

El finissant à la mort de Guillaume

PREMIER, Prince d'Orange,

en 1585.

Il Es Etats de Hollande & de Zélande, s'étant a occupés pendant le cours de cette année 1574. des moyens de donner une forme stable & solide à leur nouveau Gouvernement, résolutent ensin, après bien des difficultés & des peines, d'offrir au Prince d'Orange la souveraine autorité pendant tout le tems de la guerre. Le Prince ne se resusa pas aux offres qui lui étaient saites; mais avant de se charger du fardeau de Tom. II, *V 3 l'Ad-

l'Administration, il demanda qu'il lui fut accordé quarante-cinq mille florins par mois, pour le payement des troupes & autres dépenses nécessaires. Les Etats, qui n'étaient déjà que trop. surchargés, opposèrent les plus grandes difficultés à cette demande. Le Prince offensé de leurs excuses & irrité de leurs oppositions, leur reprocha avec aigreur leur lenteur, leurs irrésolutions, leur peu de fermeté, & leur fausse politique; & déclara qu'il aimait mieux abandonner la partie & quitter le pays, en conservant son honneur & sa réputation, que d'accepter la Régence sur le pié proposé. Surpris & embarrassés d'une déclaration si peu ménagée, les Etats. qui, par la défection du Prince, allaient se voir exposés aux plus grands dangers, résolurent aussitôt de lui accorder, pendant six mois, les quarante - cinq - mille florins qu'il avait demandés, obligés pourtant, pour trouver cette somme, de hausser considérablement les Impôts. Cette grande disficulté ainsi levée, Guillaume accepta l'autorité suprême pendant tout le tens que devait durer la guerre. Il ne s'en vit pas plutôt revêtu, qu'il partit pour la Zélande; son dessein était d'y favoriser par sa présence une entreprise sur la ville d'Anvers, qu'il comptait faire réussir au moyen des intelligences qu'il avait dans cette ville, & d'une flotte de soixante vaisseaux rassemblés

Entreprise par ses ordres dans les ports de Flessingue. Mais au du Anvers. moment de l'exécution, Requeseus découvrit, on ne sait par quelle voye, le projet sormé contre Anvers, & eut le bonheur de le faire échouer, quoique la flotte cût déjà remonté l'Escaut jusqu'à Lillo, & que Martin Neyen, Clerc juré &

Gref.

Greffier de la chambre des Comtes de cette vil-Philippe le, y eut fait entrer secrétement bon nombre de III. gens de guerre, qu'il y tenait cachés. Quelques-uns de ses Complices surent arrêtés & punis, d'autres eurent l'habilité d'éluder les preuves qu'on forma contre eux; Neyen lui-même eut à peine le tems de s'échapper & de se sauver en Zélande.

Le Prince d'Orange étant en Zélande avait 1575. tâché envain de porter les Etats de cette Province à s'unir plus étroitement avec ceux de Traité Hollande. Cependant les Députés des deux Pro-entre la vinces s'étant assemblés à Dordrecht, ils parvin-Hollande rent le 4. Juin 1575. à conclure un traité d'al- & la Zeliance & d'union, par lequel on promettait de se lande. sécourir mutuellement, sous l'administration & l'obéissance du Prince d'Orange, & de ne traiter avec l'ennemi commun que d'un consentement réciproque & de l'avis du dit Prince. Mais ce ne fut qu'au mois d'Avril de l'année 1576. que ce traité sortit son plein effet. Cependant l'Empereur s'était interposé pour opérer un accommodement entre les parties belligérantes; & dès le commencement du mois de Mars l'on s'était assemblé à Bréda pour traiter de la paix. Négocia-Mais l'opiniatreté des Espagnols, qui insistaient tions inà ce que tous les Non-Catholiques sortissent des fructueu-fes à Bre-Pays-Bas, & qui ne voulurent jamais permettre da. qu'on portât l'affaire à une assemblée des Etats-Généraux, fut cause que les négociations furent rompues.

Sonot, qui commandait dans la West Frise Cruauté pour le Prince d'Orange, y donna cette année de Sonoi un exemple de la baibarie la plus atroce. Il Nord-s'é-Holiande.

111.

PHILIPPE s'était répandu parmi le peuple un bruit, que les Espagnols avaient loué plusieurs vagabonds & autres gens sans aveu, pour mettre le seu aux principaux villages de la Nord-Fiollande. Sonoi, plus barbare peut-être que d'Albe lui-meme, pour faire le proces à ceux de ces Coquins qui avaient été arretés, établit une commillion particulière, qui procéda avec tant de fuieur & de barbarie contre les malheureux qui lui étaient dénoncés, que, comme au Conseil des Troubles, énigé par le Duc d'Albe, on lui donna le nom de Tribunal de Sang. Les tourmens les plus affreux arracherent à ces prétendus incendmires les noms de quelques riches Paysans Catholiques, qu'ils acculèrent de tous les crimes dont on voulait qu'ils les accusassent. C'était là où le cruel Sonoi les attendait. Les Délateurs, malgré leurs rétractations, malgré même les promesses saites à quelques uns d'eux de leur accorder la vie s'ils chargeaient ces Payfans, expirerent dans les plus affreux supplices. Mais les cruautés inouies, exercées contre quelques uns de ces infortunés Paysans faussement accusés, ne pourraient être crues, si elles n'é aient pleinement attestées par les procédures. Nous voudrions épargner ces horreurs à nos lecteurs, mais l'impartialité do l'hittoire ne nous permet pas de cacher les excès dont un parti s'est rendu coupable, pour ne decouvrir que ceux du parti ennemi. Les tourmens ordinaires de la question la plus cruelle ne furent que les moindres des maux que l'on fit souffrir a ces innocens. Leurs membres disloqués, leurs corps déchirés de verges, étaient ensuite enveloppés dans des linges trempés dans de l'eau -

l'eau - de - vie; on y metrait le feu, & on les lais-Philipp sait dans cet état jusqu'à ce que leur peau noircie III. & retirée découvrît les nerfs dans différentes parties de leurs corps. On employait le souffre, & souvent même jusqu'à une demie livre de chandelles pour leur bruler les aisselles & les plantes des piés. Ainsi martirisés, on les laissait quelques nuits couchés par terre sans couverture, & à force de coups on chassait le sommeil loin d'eux. Du Hareng pec & autres alimens falés étaient la nourriture qu'on leur donnait, pour allumer dans leurs entrailles tous les feux d'une soif dévorante, sans leur permettre l'usage d'un verre d'eau, quelques supplications qu'ils fissent pour en obtenir. On posait des Escarbots sur le nombril des patiens, & l'on en retinait l'aiguillon qu'ils y avaient fiché de la longueur de l'articulation d'un doigt. Sonoi lui-même avait envoyé à cet affreux Tribunal certain nombre de rats que l'on plaçait sur la poitrine & sur le ventre de ces infortunés, sous un instrument de pierre ou de bois fait exprès & recouvert d'une plaque de cuivre: le feu posé sur cette plaque forçait ces animaux à ronger les chairs & à se faire un passage jusqu'au cœur & aux entrailles. On brulait ces blessures avec des charbons ardents; l'on faisait couler du lard fondu sur ces corps ensanglantés. A l'un de ces malheureuses victimes de la fureur la plus fanatique, l'on frotta de crême cette partie que la pudeur défend de nommer, & on la fit sucer à un veau de lait. D'autres horreurs plus révoltantes encore furent exercées avec un sang-froid, dont à peine on pourrait trouver d'exemple chez les

Pratier Cannibales, mais la décence nous défend de pourfurvre. L'un de ces malheureux mourut dans les rourmens de la torture, ses juges fanatiques crurent couvrir l'atrocité de leur barbarie, en faifant courir le bruit ridicule que le diable lui avait rompu le coû Un autre * vaincu par les douleurs qu'on lui avait fait soussfrir, & flatté de la promeste qu'il conserverait sa vie & ses biens, avoua enfin tout ce qu'on voulut; ses juges ausfitôt prononceient la sentence au nom de Sonoi, & le condamnérent à avoir le cœur arraché & à être écartelé. On remarque que, quoiqu'on eut eu la cruelle précaution de l'enyvrer le jour de son exécution, qui se fit à Hoorn, malgré toutes les oppositions du Magistrat, il assigna le Ministre Réformé, qui l'accompagnait à la mort, à comparaitre dans trois jours devant le Tribunal du Souverain Juge. Le Ministre, qui avait été témoin de toutes les protestations que le patient avait faites de son innocence, se retira chez lui dans l'abbatement de la plus sombre triftesse, & mourut reellement au bout du terme, ou peu apres.

On voudrait envain chercher des motifs pour excuser les procédures de cette horrible Commission, elles ont imprimé une tâche éternelle au nom Hollandais, & quoique Sonoi, le principal auteur de ces sanglantes tragédies, sut étranger, la Nation, qui n'ola s'y opposer ou l'en punir, ne se lavera jamais du reproche de barbarie, dont elle s'est gratuitement couverte aux

VCUX

^{*} C'était celui à qui l'on avait donné le veau de lait pour un de ses bourreaux.

yeux de toute l'Europe. On prétend que tout Philippe ce qui se sit alors, ne sut qu'un moyen pour ôter III. pour toujours aux Catholiques le prétexte & l'envie de chercher à introduire du changement dans le Gouvernement. Moyen atroce, & qu'aucune raison d'Etat ne légitimera jamais, non plus que les cruautés inouies exercées contre des gens absolument innocents des crimes dont on les accusait, & dont on ne peut lire les affreux détails sans frémir d'horreur, & sentir des mouvemens d'indignation & de haine.

Mondradon cependant s'était emparé du Oudewa-Klundert, du Fynaard & de Ruigenkil, ce qui ter empor-

interceptait la Navigation de la Zélande. Hier-té & déges de son côté après avoir ravagé toute la WestFrise, & pris Buuren, vint mettre le siège devant Oudewater, qu'il prit d'assaut le 7. du mois
d'Août. La ville sut livrée au pillage, & presqu'entièrement réduite en cendres, l'Eglise seule
& le Cloitre échappèrent à la sureur des slammes; presque tous les Bourgeois surent passés au
sil de l'épée sans distinction d'âge & de sèxe.

Jan Janszoon, Ministre résormé Hollandais,
quoiqu'il eut payé 500 florins pour sa rançon,
fut inhumainement pendu *. Le Ministre de

Vs

^{*} L'histoire observe comme une chose digne de remarque, que ce Ministre, après avoir resté seize mois à la potence, avait le même embonpoint, la couleur aussi fraiche, le visage si peu changé & les yeux aussi sains, que s'il n'était mort que depuis quatre jours. C'est ce qu'un Bourguemaître de Gouda, témoin oculaire, comme plusieurs autres personnes, de ce sait merveilleux, rapporta à l'Assemblée des Etats de Hollande, qui ordonna de coucher ce rapport sur ses Régitres.

Ш.

la Garnison Wallone sur plus heureux; il se sit passer pour simple soldat, & au moyen de cent écus il échappa à la corde. Le Baillif & deux ou trois autres personnes se servirent d'une ruse innocente pour se sauver. Quelques Bourgeois, ne pouvant payer la rançon à laquelle ils avaient été taxés, furent massacrés de sang froid. On vendit des femmes & des filles pour trois ou quatre Rixdales la pièce. Enfin il n'y eut point d'excès que ne commit dans cette malheureuse ville la soldatesque effrénée. Le 24. du même mois, Schoonhoven, effrayée du fort d'Oudewater, se rendit par composition. Les Forts de Krimpen & de Papendrest tombérent aussi au pouvoir de l'ennemi; ce qui le rendit maître des rivières de l'Issel, du Lek, & de la Merwede. Le Comte de Megen, frère d'Hierges, vint aussi mettre le siège devant Waerden; mais cette petite ville quoique bridée par sept Forts que le Général Espagnol avait fait construire, tint bon pendant onze mois, & força Megen à se retirer.

Troisième Les soins de la guerre n'empêchèrent pas le mariage du Prince d'Orange de penser à un troisième maria-Prince ge. Sa seconde semme, Anne de Saxe, vivait encore; mais la conduite peu régulière de cette

encore; mais la conduite peu régulière de cette Princesse, l'avait obligé à s'en séparer, & à la remettre à l'Electeur Auguste, son Oncle, qui la tenait rensermée dans son Palais à Dresde. Le Prince pour sa troisséme Epouse choisit Charlotte de Bourbon, sille du Duc de Monspensier; elle avait été Abbesse de Jouarre, mais en 1572. elle s'était retirée en Allemagne, où elle avait publiquement embrassé la Résorme. A peine la cérémonie du mariage, qui s'était fait à la Brile,

était

était achevée, que le Prince partit pour la Zé-Philippe lande, afin de mettre ordre aux affaires de cette III. Province, contre laquelle il était informé que Requesens formait une entreprise. En effet il en voulait à Ziericzée & à l'Isle de Schouwen, où il sit passer une partie de ses troupes. La marche qu'elles furent obligées de faire, est une des expéditions les plus remarquables de cette guerre, & mérite d'être au moins succintement rap-

portée.

QUELQUES Zélandais avaient fait observer Marcho à Don Louis combien il serait facile de passer de remarqua-Thoolen, encore toute Espagnolle, à Philipsland, pagnols au de là dans le Duiveland, & ensuite dans l'Isle de milieu des Schouwen. Requesens aussitôt fait équiper à An-eaux pour vers trente Galéres, & quelques barques; & ras-entrer dans semble dans le Pays de Thoolen trois mille fan- Duiveland tassins, quatre cens Cavaliers, & deux cens pion- & de niers. Ayant laissé les gens de cheval dans la Schouwen, ville, les autres se rendirent au village de Sainte Anneland, d'où quelques-uns s'embarquaient de jour pour passer à Philipsland, afin de sonder les gués. Il choisit alors quinze cens hommes & les pionniers pour passer le Zyp à gué jusqu'à Duiveland. Chacun de ces avanturiers avait pendu au coû un sac avec deux livres de poudre, une paire de gands, & du biscuit & du fromage pour trois jours. Le 28. de Septembre à minuit, ces troupes se mirent à l'eau deux à deux, tenant leurs armes élevées. La lune dans son déclin les éclairait dans cette marche périlleuse. Pour s'opposer à la descente des Espagnols, toute la flotte Zélandaise, s'était étendue des deux côtés des bancs, dont cette côte est parsemée;

PHILIPPE III.

quelques bâteaux plats, pour être plus à portée, s'étaient même avancés jusques sur les bancs, d'où, de même que de la flotte, l'on faisait un feu continuel sur les Espagnols. Cependant malgré tous les efforts des Zélandais, assez près de l'ennemi pour en assommer quelques - uns à coups de bâton, & pour en acrocher d'autres qu'ils tiraient ensuite à cux, le plus grand nombre passa. Le seul Gabriel de Peralta, qui avec sa Compagnie avait l'arrière garde, & qui s'était déjà avancé jusques sur les pas des Pionniers, fut surpris par la marée. Le désordre se met alors parmi les gens, qui se poussent, se heurtent, se pressent, & cèdent à la violence des flots. Ceux qui peuvent tenir ferme, ont de l'eau jusqu'aux aisselles, quelques uns même jusqu'au menton; il en périt un grand nombre; dix pionniers seulement se sauvèrent. Peralta, avec le reste, sut obligé de reprendre la route de Philipsland, qu'il ne regagna qu'après bien des peines & des difficultés. Jean Osorio d'Ulloa cependant s'étant trouvé le matin avec les autres Compagnies sur la rive Orientale du Duiveland, s'avança, après une courte prière à la Vierge & à Monsieur Saint Jacques, la lance en arrêt vers une digue, derrière laquelle étaient retranchées dix Compagnies de Français, d'Anglais & d'Ecossais, commandés par Charles de Boisot. Il devait sembler facile de repousser des gens fatigués d'une marche aussi pénible que dangereuse; mais soit par malheur, soit de dessein prémédité, Boisot ayant été tué par un des siens, les troupes des États furent si effrayées de cet accident, qu'elles se mirent à fuir à toutes junbes.

bes, ceux · ci vers les vaisseaux, ceux · là vers Philippe les différents Forts qui étaient dans l'Isle, mais III. qui tous furent bientôt emportés par les Espagnols. D'un autre côté la flotte ennemie, commandée par d'Avila, s'était aussi avancée jusqu'à Duiveland; la plus grande partie de l'Equipage entreprit alors de passer dans l'Isle de Schouwen, ce qu'ils exécuterent en traversant un ruisseau fangeux & embarrassé de roseaux, qui sépare cette Isle de celle de Duiveland. La simple vue des Espagnols épouvanta tellement cinq cens soldats des troupes d'Orange, que, comme leurs camarades de Duiveland, ils tournèrent le dos à l'ennemi, & se sauvèrent à Ziericzée. Toute l'Isle fut alors ravagée par les Espagnols, qui s'emparerent de Brouwershaven, d'où la Garnison s'était retirée. Le siège de Ziericzée, qui avait été un des principaux objets de Requesens dans cette difficile entreprise, fut aussitôt formé, & confié à Mondragon, qui pourtant ne pût se rendre maître de cette ville que l'Eté suivant.

En Hollande cependant les affaires n'étaient guères en meilleur état, & la nécessité de se procurer des secours étrangers, engagea Orange & les Provinces de son parti, à s'adresser à dissérentes Cours, ou pour leur offrir la Souveraineté des Pays-Bas, ou pour obtenir au-moins leur protection. Le Prince, les Nobles, & les Députés de la Zud-Hollande, étaient d'avis que l'on commençat par se soustraire à l'autorité du Roi; tyran, disait-on, qui ne cherchait qu'à opprimer ses Peuples, & que l'on se mit sous la protection de quelqu'autre Puissance. Orange avait

déjà.

III.

déjà proposé de traiter avec l'Empire; on jetta ensuite les yeux sur l'Angleterre & sur la France. Elizabeth, apres bien des délais, répondit aux Ambassadeurs de Hollande & de Zélande, qui lui offraient de la part de leurs maîtres la souveraineté de ces Provinces, qu'avant de se déclarer sur la proposition qui lui était faite, elle voulait essayer s'il n'y aurait pas moyen de ménager une paix entre Philippe & ses sujets. C'était refuser assez clairement de se charger d'un fardeau, dont elle craignait de porter seule tout le poids. La France donnait des espérances; mais elles étaient si faibles & si éloignées, que le Prince d'Orange & les Etats se trouvèrent plus embarrassés que jamais. L'on prétend même que ce tion désefut alors, ou bien peu après, que ce Prince fit la proposition désespérée de bruler tous les moud'Orange, lins, de percer toutes les digues, & de mettre par ce moyen tout le pays hors d'état d'être d'aucun avantage à l'ennemi. Il voulait qu'on s'embarquât ensuite avec femmes, enfans & tous les meilleurs effets que l'on pourrait transporter, & que l'on allat ailleurs chercher une demeure plus assurée & plus tranquille. L'on était encore dans cet état d'incertitude, lorsque Don Louis de Requesens mourut; une sièvre chaude l'ayant em-Mort de porté au bout de cinq jours de maladie, le c. du Requesens. mois de Mars de l'année 1576. Supérieur au 1576. Duc d'Albe par sa prudence, son habileté dans les affaires, sa modération & sa piété, il lui fut inférieur par le génie militaire. A la mort de Don Louis le Conseil d'Etat prit en main l'administration des affaires, qui lui fut confir-

mee

Proposi-

spérée du

Prince

Prince eut nommé un nouveau Gouverneur *.

La mort inattendue de Requesens fit un peu reprendre courage au Prince d'Orange, de même qu'aux Hollandais & aux Zélandais. On donna une forme plus solide encore au nouveau Gouvernement. Le Prince fut revêtu de toute la souveraine puissance pendant que la guerre durerait; & il engagea les Etats à fournir de plus fortes contributions qu'ils n'avaient encore fait. Aussitôt après ces arrangemens, Orange forma différentes entreprises sur plusieurs villes, dont aucune cependant ne réussit. Les Espagnols de leur côté ne furent pas plus heureux dans celles qu'ils formèrent sur Gertrudenberg & sur Gouda; mais au mois d'Août de cette année 1576. Ziericzée se rendit enfin à eux par composition. Les Troupes Espagnolles, employées au siège de Mutinerie des Trou-cette ville, n'ayant point été payées de vingt-deux mois, se mutinerent, & commirent les plus gnolles. grands excès. Mondragon, Mansfeld & autres Généraux n'ayant pû les appaiser, ils se jettèrent sur la Flandres & s'emparerent d' Aalst, mettant à contribution plus de cent soixante-dix villages. Le Conseil d'Etat déclara les séditieux rebelles au Roi, & ennemis de la Patrie. Bientôt

^{*} Parmi les différents Edits publiés pendant la Régence de Requesens, il en est un du 16. Août 1575. par lequel ce Gouverneur ordonnait, que, dans tous les Pays-Bas, l'année commencerait désormais au premier de Janvier, & non à Pâques, comme auparavant. Cet utile changement s'était déjà fait quelques années plutôt dans la Province de Hollande, comme il paraît par les Regîtres des Résolutions des Etats.

PHILIPPE tôt une nouvelle guerre fut déclarée entre le III. Conseil d'Etat & les troupes Espagnolles, ce qui pour un tems donna quelque relache au Prince d'Orange & aux Hollandais. Ce Prince ne négligea pas non plus de tirer avantage de ces divisions. Il écrivit aux Etats de Brahant, de Gueldres, de Flandres, d'Utrecht, & des autres Provinces, pour les engager à se réunir contre , les Espagnols, & à se procurer la liberté qui ,, se presentait d'elle-même, & qui leur était, , pour ainsi dire, offerte par leurs propres ty-, rans." Les Etats de Flandres prêtèrent l'oreille aux conseils du Prince, & lui demanderent du secours, qu'il leur envoya, & pour lequel on lui évacua Nieuroport & le Sas de Gand, aulieu de l'Ecluse, que le Sieur d'Auchy, Député des Flamands, lui avait d'abord promis.

Pacification de Gail.

CEPENDANT les Etars de Brabant, de Flandres, de Hainaut, & Auchy lui-même, ne tardèrent pas à prier le Prince de rappeller ses trou. pes. Ils avaient dessein, disaient ils, de reprendre les Négociations de Bréda, & de s'assembler à Gand pour cet effet. Orange, qui était bien-aise d'avoir un pié dans la Flandres, ne penfait à rien moins qu'à en faire sortir ses troupes; il ne voulut pourtant pas mettre obtlacle à la paix, & ses Députés, de même que ceux de Hollande & de Zélande, se rendirent à Gand au mois d'Octobre.

PENDANT que les Députés des différentes Provinces poussaient leurs Négociations avec assez de succès, les troupes Espagnolles persistaient dans leur révolte. Elles s'emparerent de Mastricht, où elles passèrent au fil de l'épée une bonne par-

tie de la Bourgeoisie, & commirent d'ailleurs Philappe tous les plus grands excès. Anvers essuya un III. fort plus affreux encore; plus de cinq cens maisons y furent reduites en cendres avec l'Hôtel de ville: quinze cens tant bourgeois que soldats des Etats y furent massacrés; un pareil nombre périt dans les caux. Ni âge ni sexe ne fur épargné. Fatigués du carnage, les Espagnols se mirent à piller, maisons, églises, cloitres. A force de tourmens ils forçaient les malheureux habitans à leur découvrir où leur argent était caché; vieillards, femmens enceintes, enfans même étaient mis à la torture. Enfin il n'est point d'horreurs, dont les Espagnols ne se rendirent coupables dans le sac d'Anvers. Roda cependant, un des membres du Conseil-d'Etat, dans le rapport qu'il en sit au Roi par écrit, dépeignit cette furie Espagnolle * comme une action digne d'éloges & de récompense.

CE qui venait de se passer à Anvers ne contribua pas peu à avancer les Négociations de Gand. En effet les Etats croyant s'appercevoir que les séditieux étaient excités & soutenus par les Seigneurs Espagnols, conclurent & signèrent le 8. de Novembre de l'année 1576. un Traité, 1576, sous le nom de Pacification de Gand; il contensit vingt- fix articles, portant en substance, que?

" Les Etats de Brabant, de Flandres, d'Artois, Principaux " de Hainaut, Valenciennes, Lille, Douai, Or articles du , chies, Namur, Tournai, Utrecht, & Malines Pacifica-

d'une part, & le Prince d'Orange avec les tion.

* Ce sut le nom que l'on donna à la malheureuse affaire d'Anvers. Turne 12 X

PHILIPPE III.

, Etats de Hollande, de Zélande, & leurs Al-, liés d'autre part, promettent d'entretenir une bonne & solide amitié ensemble, & de se sécourir mutuellement, sans épargner ni leur , sang ni leurs biens, pour chasser & tenir éloi-, gnés du Pays, les soldats étrangers, nommément les Espagnols. — Qu'ils convoqueront , ensuite l'Assemblée des Etats-Généraux, afin , de mettre ordre aux affaires des Provinces, & principalement à celles de la Religion en Hol-, lande, en Zélande, à Bommel &c. Que, Per-, sonne, hors de la Hollande, de la Zélande & , des Lieux qui se sont joints à ces Provinces, ne pourra rien entreprendre au desavantage de , la Religion Catholique - Romaine. Que l'exé-, cution des Edits rigoureux restera cependant suspendue jusqu'à ce que les Etats - Généraux , soient assemblés. Orange sera Amiral & Stadhouder de Hollande, Zélande, Bommel &c. l'on en excepte cependant les Lieux, qui ne font pas actuellement fous fon administration. quoique situés en Hollande ou en Zélande. L'on rendra la liberté à tous les prisonniers, & nommément au Comte de Bossie. - Le Prince & tous les autres Seigneurs sont rétablis dans leurs biens & honneur; nommément l'épouse du Rhyngrave, ci-devant veuve du Seigneur de Brédérode, & le Comte de Buuren. On abbatira les colonnes & autres trophées, que le Duc d'Albe a fait ériger pour deshonorer les dites personnes ou autres. Les Ecclésiastiques, possédant des biens en Hollande & en Zélande seront réta-, blis dans l'administration des dits biens, en

; ce qui concerne le temporel. On procurera Philippe, un entretien honnête aux Religieux sortis de III. leurs cloitres; le tout jusqu'à nouvel ordre des Etats-Généraux. Toute exhérédation, pour cause de religion ou des troubles, est annullée. On travaillera à remettre la monnoye sur un pié égal, en Hollande & en Zé; lande, où elle est portée à une trop haute valeur. Ce sera aussi aux Etats-Généraux à décider, si les fraix des deux Campagnes du Prince doivent être portés par toutes les Provinces des Pays-Bas. Les pays & villes attachés au Parti contraire (du Roi d'Espagne)

, ne jouiront pas des ayantages de cette allian-, ce, jusqu'à ce qu'ils ayent accédé à ce traité;

,, ce qu'il leur sera toujours libre de faire quand

,, bon leur semblera."

La Pacification de Gand remplit d'une véritable jove le plus grand nombre des habitans des Pays-Bas. Le jour même de la signature du traité, le Château de Gand se rendit aux troupes des Etats; & peu de jours auparavant le Comte de Hohenlo avait mis, pour le Prince d'Orange, garnison dans Ziericzée, évacuée par Mondragon & ses Espagnols. Le Comte de Bossu, qui venait d'être élargi, ne tarda pas à le ranger du parti des Etats; tandis que du côté d'Orange & des Etats on ne négligeait aucun moyen pour engager la Hollande, la Zélande, & l'Evêché d'Utrecht à se soumettre entiérement au Prince, qui pour cet effet écrivait ou faisait écrire lettres sur lettres aux villes de Harlem, d'Am-Alors les Provinces de Hollande & de Zélande commencerent à respirer X 2

Puillere un peu, après le départ des troupes Espagnolles. Bientot on s'y apperçut des heureux changemens que la moit du Gouverneur, le soulevement des soldats du Roi, & la Pacification de Gand, avaient opéré cette année pour les Pays-Das en général. Dès que les principales Provinces le furent réunies contre les Espagnols, le feu des guerres civiles s'eloigna tout-à-fait des frontières de la Hollinde & de la Zélanie. range en eut alors plus de liberté, pour porter les autres Provinces à embrasser son parti, & pour faire avec elles un traité, qui le mit en état de tenir tête au Roi d'Espagne. Aussi avant la fin de cette année, Muiden & Weesep se déclaicrent pour Orange; Harlem & Utrecht, s'étant affranchis de leur garnison Espagnolle, en firent de même avant le printems de 1577. ainsi que S hoonhoven, Nieuwport, Tholen & Goes.

Don Junt. Les changemens survenus après la mort de d'éuriste Requesens, firent craindre à Philippe que, si le Gouverneur. GA continuait à avoir l'autorité en main, c'en était I chil des

111.

fait de la puissance Espagnolle dans les Pays-Bas; Pays-Bas-il crut donc nécessaire de donner un successeur à Requiens. Don Juan d'Autriche, fière naturel du Roi, fut nommé au Gouvernement - Général des Pays-Bas, & fit son entrée à Bruxelles le 1. Mai de l'année 1577. Un de ses premicis foins fut d'engager les Provinces à faire avec lui un nouveau traite; toutes y consentirent, à l'exception pourtant de la Hollande & de la Zélande. On y promettait de maintenir la Religion Catholique-Romine; d'entretenir la Pacification de Gand; & de sester soumis au Roi, qui de son

CÓIC

Confeil-d'Etat, tel qu'il était actuellement,

pes Espagnolles. En conséquence de ce traité III.

Don Juan sit publier un Edit; contenant lès mêmes points, & qui sut nommé l'Edit perfétuel. Il sit même partir les troupes Espagnolles.

Mais les efforts qu'il sit bientôt après pour retenir les Allemands, & la prise du château de Namur & de Charlemont, rendirent ses vues suspectes, aux Etats-Généraux. Ils en écrivirent au Roi pour le prier d'ordonner au Gouverneur de s'en tenir aux articles de la Pacification de Gand; ils osèrent même quelque tems après demander le rappel de Don Juan, & que le Conseil-d'Etat sût revêtu de l'autorité suprême jusqu'à l'arrivée d'un autre Gouverneur.

Pendant l'été de cette même année; le Voyage Prince d'Orange, accompagné de son épouse, du Prince parcourut les distrérentes villes de la Hollande & en Hollande la West-Frise, où il sur reçu avec les plus de & à U-grandes marques d'affection & de respect. Danstrecht. toute la West-Frise le peuple ne le nomma que le Père Guillaume; — le Père Guillaume est venu! s'y disait-on les uns aux autres, avec cet air de familiarité respectueuse, qui peint dans lés yeux le contentement du cœur: le Père Guillaume est venu! — Tous couraient en esset audevant du Prince, croyant voir en lui le seul & véritable Libérateur de la patrie après Dieu. Arrivé à Woerden, la Régence d'Utrecht invita le

Prince à honorer cette ville de sa présence, en le priant cependant d'y venir sans être accompagné de gens de guerre. Malgré les conseils de son épouse, qui tâchait de l'en détourner,

il se rendit à Utrecht le 18. du mois d'Août, X 3 n'ayant III.

n'ayant à sa suite que les gens de sa cour. Au moment qu'il entrait par la Porte du Tolle-steeg, (de Tollesteege - poorte) un tampon échappé d'une des petites pièces d'artillerie, tirées à l'honneur du Prince, vint par halard tomber dans son carosse. La Princesse en fut si effravée que, sautant au coup de son époux, elle se mit à crier, nous sommes trabis! Mais le Prince, s'étant apperçu de ce que c'était, n'eut pas de peine à la tranquiliser. Le Prince s'arrêta à Utrecht jusques au 21., & à son départ il ne doutait plus que la Ville & tout le Diocèle n'embrassassent bientôt son parti, ce qui cut lieu en effet au mois d'Octobre de la même année.

Les Etatss'assurent de diffé-

CEPENDANT les Etats-Généraux s'étaient Généraux assurés d'Anvers, contre les entreprises de Don Juan, que l'on soupçonnait d'avoir des vues trèsrentes Pla-dangereuses. Peu de tems après ils s'assurèrent de même de Berg-op-Soom, de Steenbergen, de Tholen, & de Bois - le - Duc. Le Prince d'Orange de son coié, avait su se rendre maitre de Bréda par rose; d'ailleurs il avait si bien gagné l'aff ction des Brabançons, que s'étant ren lu dans leur Province, il fut reçu à Bruxelles & à Anvers avec beaucoup d'éclat; & que même le 22. d'Octobre il sut révêtu de la dignité de

Le Prince Ruwaard de Brabant. Dignité affez semblable d'Orange à celle de Dictateur chez les anciens Romains. élu Ru-Dans les tems difficiles on en revêtait dans ces aviard de la Provin-Provinces, & surtout dans le Brabant, quelce de Bra-qu'un des principaux Seigneurs du pays; aussi bans. l'Histoire fournit plus d'un exemple de Rusvaards,

devenus ensuite Ducs; & l'on prétend même, qu'en confiant cet important emploi au Prince d.O-

d'Orange, l'on voulait lui frayer le chemin à la Philippe Souveraineté du Brabant. Mais cette nouvelle III. élévation du Prince lui fit des jaloux, & près de vingt Seigneurs cabalèrent si bien, qu'ils sirent nommer l'Archiduc Mathias, frère de l'Empereur, Gouverneur-Général des Pays-Bas. Mathias cependant était trop jeune & d'un esprit trop borné pour soutenir avec gloire un si pésant fardeau; aussi resserra-t-on dans de trèsétroites bornes l'autorité qui lui fut confiée; & Orange, Stadbouder du Brabant, fut encore nommé Lieutenant ou Vice-Gouverneur-général de l'Archiduc. Le crédit du Prince en augmenta au point, que dès-lors on le regarda comme revêtu du pouvoir abiolu dans la plus grande partie des Pays-Bas; ce qui fit dire aux partisans de Don Juan, que l'Archiduc n'était que le Greffier du Prince d'Orange, d'autant qu'il n'avait autre chose à faire, qu'à figner ce qui lui était présenté par le Prince.

CEPENDANT l'on faisait tous ses efforts en Hollande pour gagner Amsterdam au parti d'Orange; mais l'on aurait voulu s'en rendre maître sans être obligé de pıller la ville & de violenter la Bourgeoisie. Cela n'empêcha pas que l'entreprise n'échouât, & que les Colonels Helling & Ruikhaver, à qui elle avait été confiée, ne perdissent la vie dans cette affaire. Peu de tems après cependant, ceux d'Utrecht ayant offert leur médiation, il y eut un traité de conclu par lequel la ville d'Amsterdam consentit à embrasser le parti des Etats. Bientôt les Amsterdamois traitèrent aussi avec le Prince, sous condition expresse cependant, que l'on ne porterait aucune atteinte ni X 4

Pantres à la Régence de la ville ni à ses privilèges, & que l'on n'y fouffritait l'exercice d'aucune Reli-Chare gion que de la scule Catholique - Romaine Toules ces précautions des Catholiques n'empêchède parle ent pourtant pas que les Protestans ne se relevas-Projessient bien ôt de l'abbaissement où l'on avait voulu les tenir dans cette ville. Le bannissement de plufieurs Eccléfialliques & de quelques ordres Religieux de certaines villes du Brabant, pour avoir resusé de prêter un nouveau serment que l'on exigeait d'eux, éleva le courage des Pretefians dans dissérents lieux, mais surrout à Amsterdam, où le 26. Mai de cette année 1578. ils se portèrent à des excès, qui ne peuvent être excutés que par les malheurs des tems. Plusieurs bannis étant rentiés dans cette ville, & s'étant joints à eux, ils occupérent tous les passages qui conduitent au Dam, s'emparèrent de l'Hotel de viile, d'où ils tirèrent le Baillif, & les membres tant anciens que nouveaux de la Magistrature qui s'y trouvaient, prirent les autres dans leurs propres maisons, & les conduissirent tous à la mussen du Poids. De-là on les sit passer, avec plusieurs Pretres & tous les Cordéliers, entre ilcux files de soldats, pour les conduire à différentes barques, qui devaient les transporter hors du territoire de la ville. La populace cependant les accompagnait en tumulte, criant qu'il fallait les mener à la potence, où ils en avaient fait attacher tant d'autres. Cependant il est remarquable, que dans toute cette affaire il n'y eut pas une seule personne de blessée; mais des que les Magistrats & leurs compagnons d'infortune

eurent-été remis à terre hors d'une des portes de

la ville, la populace se jetta sur le Cloitre des Philippe. Cordéliers, où elle brisa & autels & images. III. Le 28. ils firent l'élection de nouveaux Magistrats; & quelques jours après, les Protestans commencèrent à prêcher publiquement dans deux des principales églises de la ville; les Luthériens & les Anabatistes y tinrent aussi des assemblées religieuses, avec connaissance & permission des Magistrats, qui tolérèrent même que les Catholiques s'assemblassent sécrétement. La soldatesque & une partie de la populace se souleva de même à Harlem, le jour de la Fête-Dieu. A l'issur de la messe les séditieux entrent à main armée dans la Grande-Eglise, y commettent toutes sortes d'excès; blessent quelques bourgeois, & tuent un prêtre. Lorsqu'ils eurent tout brisé & pillé dans l'Eglise, le Baillif & un des Bourguemaîtres s'y prétenterent, & dissipérent sans peine cette vîle populace, à qui l'on avait laissé tout le tems d'exercer son zèle séditieux; & qui de la Grande-Eglise alla se jetter sur les Couvents des Cordéliers & des Jacobins, qui furent également pillés. L'Eglise resta fermée jusqu'au mois de Septembre, que la Régence la fit r'ouvrir pour la céder aux Réformés, qui y firent le service divin, malgré toutes les oppositions des Catholiques, qui soutenaient, qu'on ne pouvait les en dépouiller, sans violer l'accord fait avec eux & la Pacification de Gand qu'ils avaient embrassée. Les Etats de Hollande, pour témoigner combien ils desapprouvaient la conduite des troupes, qui avaient commencé le tumulte & commis les plus grands ex-Xr

PHILIPE III. cès, les mirent ailleurs en garnison, & firent

punir de mort le meurtrier du Prêtre.

C'ETAIT ainsi que les Réformés, à peine échappés à la persécution, devenaient eux - mêmes Persécuteurs: mais leur zèle ne se bornait pas à violenter les Catholiques; partout où ils étaient les plus forts, il se tournait contre les autres communions. A Middelbourg en Zélande les Résormés voulurent priver les Anabatistes du droit de bourgeoisie, parce qu'ils resusaient de prêter le serment d'usage. Le Prince s'étant interposé avec vigueur en faveur de ces derniers, on chercha un autre prétexte pour les inquiéter, & les forcer même à abandonner la ville. Le Magistrat prétendit les contraindre à monter la garde armés, ou, en cas de refus, à fermer leurs boutiques & leurs magazins. Ils eurent beau représenter, qu'ils étaient toujours disposés à payer toutes sortes d'impositions, & même à faire monter la garde par d'autres personnes qu'ils payeraient. Tout fut inutile. Mais s'étant de nouveau addressés au Prince d'Orange, il donna les ordres les plus précis au Magistrat, de laisser les Anabatistes tranquiles, sans en exiger ni serment ni port d'armes. Le Prince, en protégeant si ouvertement les personnes de cette Communion, leur témoignait, qu'il n'avait pas oublié les secours qu'il en avait reçus, lorsqu'en 1572. ils lui avaient compté une grande somme d'argent, pour l'aider dans ses entreprises.

CE n'était pas sculement en Hollande & en Zélande que les Réformés faisaient paraître qu'ils commençaient à sentir leurs forces. Dans les

Pays-

Pays - Bas Catholiques ils prirent de plus gran-Philippe des libertés qu'ils n'en avaient encore eues; à III. Anvers & à Gand ils établirent un culte presque public. Ils présent à l'Archiduc & au Conseil d'Etat une Requête, pour en obtenir le libre exercice de leur religion. L'Archiduc & le Conseil d'Etat, ayant pris leur Requête en considération, formèrent un plan pour concilier les deux partis. Cet écrit, connu sous le nom de Paix de Religion, contenait trente articles, Paix de dont les principaux étaient, que: ,, L'on regarderait comme non-arrivés les torts & les in-, jures faites de part & d'autre depuis la paci-,, fication de Gand, & que chacun pourrait vi-,, vre librement dans sa Communion; Que la , Religion Catholique - Romaine serait rétablie en , Hollande & en Zélande, pourvû que le nom-,, bre de ceux qui désireraient ce rétablissement , fut de cent familles, au-moins dans les gran-, des villes & les gros bourgs; & que dans les ,, petites villes & les moindres villages il fut ,, formé de la plus grande partie des habitans. ", Que les Non-Catholiques jouiraient dans tous ,, les Pays-Ras, & sur le même pié, d'une é-, gale liberté dans l'exercice de leur Religion. " Que pour cet effet, les Magistrats indique-, raient aux deux Communions des endroits où ,, elles pussent vaquer avec liberté & décence , à l'exercice de leur culte. Là où il n'y au-, rait qu'une seule Religion d'établie, l'on ne , pourrait cependant rechercher ni inquiéter per-, sonne sur sa foi. Celui qui entrerait dans une , église d'une Communion contraire à la sienne, serait obligé d'éviter d'y donner le moin-, dre

Philippe III.

,, dre scandale, mais se conformerait aux usages ,, de cette église. Les Non-Catholiques, excepté en Hollande & en Zélande, seraient dans l'obligation de fermer leurs boutiques, & de ,, s'abstenir de tout travail les jours de Diman-, ches, de Noël, des fêtes des Apôtres, de ,, l'Annonciation de la Vierge, de l'Ascension, ,, de la Purification, & de la Fête - Dieu. Dans le choix des personnes pour les charges & les ,, emplois, l'on n'aurait égard qu'au seul mérite, , sans distinction de Religion. Enfin dans cha-, que ville l'on nommerait tous les ans quatre ,, personnes d'honneur & de marque, qui, avec ,, le Magistrat, seraient chargées de veiller à ce , qu'il ne se commit rien contre le contenu de ,, cette Paix de Religion; & d'après leur rap-,, port, pourvû qu'il fut signé de trois d'entre ,, eux pour le moins, le Magistrat serait autho-,, risé à procéder sans délai contre les réfractai-,, res &c."

CETTE Paix de Religion, dès qu'elle fut connuë dans les différentes Provinces, ne plût ni
aux Catholiques ni aux Réformés. Dans le Hainaut, où il se trouvait peu de ces derniers, &
où un grand nombre d'Ecclésiastiques & de Religieux s'étaient refugiés, on regarda la Paix de
Religien avec horreur, & comme un chef-d'œuvre d'impiété. D'autres Provinces au contraire
la reçurent avec plus ou moins de dissiculté;
celles d'Utrecht & de Gueldres ne voulurent jamais s'y soumettre. Cette dernière Province
même s'opiniatrait à resuser la Résorme; & ce
ne su qu'en ulant de violence, que l'on vint à
bout de l'introduire dans les principales villes du
Du-

Duché. Ce fut par les mêmes moyens que la Philippes ville de Goes en Zélande se vit contrainte de cé-III. der à la supériorité des Protestans, qui s'emparèrent de force de la grande Eglise, qu'on leur resusait.

Le zèle des Réformés contre les Catholiques devint bientôt aussi ardent que l'avait été d'abord celui des Catholiques contre les Réformés. Dans toutes les Provinces la violence suppléa au bon droit, & ces mêmes Protestans qui s'étaient contentés au commencement de demander qu'on ne gênat pas leurs consciences, refusaient à seur tour cette tolérance si hautement préconisée de leur part. Pierre Dathenus *, ministre à Gand, porta l'audace de la prédication jusqu'à charger le Prince d'Orange d'Athéisme. C'était, s'écria-t-il plus d'une fois en chaire, un homme qui ne se souciait ni de Dieu ni de Religion. Et pourquoi Dathenus faisait-il un portrait si affreux d'un Prince, qui était un des plus fermes appuis de la Religion Réformée? parce que par un des articles de la Pacification de Gand on accordait liberté de Religion aux Catholiques, & qu'Orange voulait que cet article fut observé.

Au milieu de tous ces troubles l'on négociait toujours avec le Duc d'Aujou, qui enfin prit le tître de Protecteur de la liberté des Pays-Bas,

^{*} Ce Dathenus aussi connu chez les Hollandais par sa crapule que par sa maussade traduction Hollandaise des Pseaumes de Marot & de Béze, avait été Moine à Poperingen. De bonne-heure il embrassa la Resorme, & dès 1566. il avait prêché en Zelande. Quelque sems après il sut nommé Ministre des Résormés à Gand, & décoré du tître de Conseiller du Duc Jean Casimir.

PHILIPPE III.

Bas, à des conditions qui ne lui laissaient qu'une autorité assez précaire. Revêtu du souverain pouvoir, conjointement avec les Etats, dans les affaires de la guerre, on lui ôtait la connaissance de toutes celles du Gouvernement civil, que l'on laissait toute entière aux Etats, à l'Archiduc Mathias, & au Conseil-d'Etat; cependant l'on promettait à Anjou que, si l'on venait à changer de maître, on le préférerait à tout autre pour la souveraineté des Pays-Bas.

Mort de d' Autrisbe.

PENDANT que tout se disposait ainsi à rom-Don Juan pre le lien qui unissait encore ces Provinces à l'Espagne, don Juan mourut au village de Brage le 1. d'Octobre 1578. La peste qui regnait alors dans l'armée Espagnolle, fut regardée comme la cause de la mort de ce Prince, quoique l'on ne doutât presque pas, qu'il n'eut succombé au poison que l'on prétend lui avoir été donné par les ordres du Roi Philippe son frère, qui commençait à soupçonner sa fidélité. Alexandre Furnéze, Prince de Parme, fut nommé provisionnellement Généralissime de l'armée Espagnolle dans les Pays - Bas, & bientôt après revêtu de la dignité de Gouverneur - Général.

1579. Union d'U:recbt.

La Pacification de Gand avait bien réuni pour quelque tems les différentes Provinces contre l'ennemi commun, mais l'inobservation de plusieurs articles de ce traité avait sait conjecturer au Prince d'Orange, que la variété d'intérêts & la diversité de Religion ne permettraient pas aux Provinces de rester longtems unies. Le Prince d'Orange & son frère le Comte Jean de Nassau, travaillerent alors sous main, à former un nœud plus ferme & plus solide entre quelques Provin-

ccs.

ces. En effet le 23. Janvier de l'année 1579. Philippe fut conclue à Utrecht cette Union célèbre, que III. l'on peut à juste titre regarder comme la base de la République des Provinces-Unies. Ce traité contient 26 articles, portant en substance, que chaque Province conserverait la forme de son gouvernement, ses priviléges, & son culte; & que les Etats - Généraux des Provinces - Unies auraient l'administration générale de toutes les affaires de la guerre. Cinq Provinces signèrent d'abord l'Union, & furent bientôt suivies de quelques - autres. Orange, quoiqu'il pût être regardé comme le principal auteur de cette Confédération, fut, par des raisons de politique, quelque tems sans y accéder. La plupart des Provinces Catholiques s'accommodèrent alors avec le Duc de Parme, & se soumirent au Roi. L'Empereur cependant avait, dès le commencement de l'année, proposé des ouvertures pour une paix générale, & l'on s'était assemblé à Cologne pour y travailler fous sa médiation; mais les négociations ayant été poussées sans fruit jusques vers la fin de l'année, on se sépara sans avoir pu rien conclure. La guerre continuait toujours; cependant la campagne de 1579, ne fut guères remarquable que par la prise de Mastricht, qu'emporta Farnéze, qui projettait aussi de se rendre maître de Malines, Bruxelles, Bois - le - Duc, Anvers, & de quelques - autres villes. Cette année fournit encore l'exemple de plusieurs excès commis de part & d'autre par le zèle inconsidéré de la Religion. Le 9. & le 10. de Juin on chassa à Amersfoort & à Utrecht tous les Saints de leurs églises. A Anvers les choses furent encore

Proliffe III.

core poussées plus loin; le 28. Mai la populace s'était soulevée, & avait forcé le Magistrat, à faire sortir de la ville environ 120 Ecclésiastiques ou Religieux, qui devaient faire une procession publique. Ni l'autorité de l'Archiduc Mathias, ni celle du Prince d'Orange, qui voulut appaiser les mutins, ne purent servir à les ramener à leur devoir, & le Magistrat se vit sorcé d'obéir. Si les Réformés agissaient en maîtres partout où ils se trouvaient les plus sorts, & nommément à Anvers & à Gand, où Dathenus par ses séditieux sermons attisait toujours le feu de l'intolérance, les Catholiques de leur côté n'étaient pas plus raisonnables dans les Lieux où ils avaient la supériorité. A Bruges les Catholiques occasionnèrent une sorte de sédition. qui aurait pu avoir les suites les plus fâcheuses, si le Prince d'Orange n'était venu à tems remet. tre le calme dans les esprits. On le nomma depuis à la dignité de Stadbouder de Flandres, mais il le refusa.

Lorsque l'Union d'Utrecht avait été conclue, le Comte de Rennenberg, Stadhouder de Groningue & de quelques autres Provinces, l'avait signée, quoiqu'après bien des dissicultés Il ne
sut pas longtems à s'en repentir, & dès l'année
1580. il changea ouvertement de parti, en ramenant par rule & par force la ville de Groningue à l'obéissance du Roi d'Espagne. Le Prince d'Orange se hâta alors de mettre ordre aux
assaires de l'Overyssel, dont Rennenberg était aussi
Stadhouder; il se crut d'autant plus obligé de
s'assurer de cette Province, que les Résormés
cux-mêmes y mettaient tout en combustion.

Lla

Ils n'étaient pas plus tranquilles dans les autres Philippe Provinces; le 7. de Mars de cette année ils se III. jetterent à Utrecht sur les églises des Catholiques, y briscrent les images & les autels, & voulurent forcer le Magistrat à interdire dans leur ville l'exercice public de la Religion Catholique. Si on ne leur accorda pas tout - à fait leurs demandes, on se vit au-moins obligé de souscrire à une bonne partie de leurs volontés, de leur céder quatre des principales églises, & de leur promettre, que dans la distribution des charges & des emplois, qu'ils fussent ecclésiattiques ou civils, la différence de religion ne pourrait point être considérée comme un obstacle à les obtenir. La mort de Fréderic Schenk de Tautenbourg, Archevêque d'Utrecht, arrivée le 25. Octobre suivant, fit voir encore combien le parti Protesant s'était fortifié dans cette ville; quelques - uns de ceux qui suivaient le convoi funebre entonnèrent, en langue vulgaire, le Pseaume cent - trentième, &, malgré tous les efforts du Clergé Catholique, acheverent de le chanter. Aussi Tautenbourg peutil être regardé comme le dernier Archevêque d'Utrecht; tous ceux que le Pape a nommés depuis à ce siège, n'ayant jamais eu la liberté de faire publiquement les fonctions pastorales, ni pû obtenir des Etats les revenus temporels de l'Archevêché.

L'en remarque, comme une chose peu ordinaire à ces Provinces, que le 6. d'Avril on sentit par tous les Pays - Bas deux secousses de tremblement de terre, qui ébranlèrent les murs de quelques églises & clochers, sans causer pourtant de grands dommages.

Tome I.l

Y

PEN.

111.

PRILIPPE PENDANT que les affaires de la Religion semblaient prendre un tour favorable en faveur des Projessans, celles de la guerre avaient des succès moins heureux. Du côté des Etats l'on avait afficgé Groningue, redevenue Espagnolle, mais la défaite des troupes de Hohenlo près de Hardenberg, obligea de lever le siège, dont la direction avait été confiée à Escheda, après la mort du brave Barthold Entes, tué d'un coup de seu dans un: attaque d'un des fauxbourgs. Hobenlo ayant encore été battu dans les plaines de Bourtanges, le Comte de Rennenberg profita du désordre où ces différentes défaites jettaient les troupes des Etats, pour remporter disférents avantages. Koewerden & Oldenzeel furent obligées de lui ouvrir leurs portes; il assiégea ensuite Steenwyk, qu'il fit battre à boulets rouges, invention toute récente, & dont il n'y avait que cinq aus que l'on avait donné le premier exemple au siège de Dantzig. L'histoire a cru devoir remarquer ce qui arriva à deux foldats pendant le siège. L'ennemi, dès les premiers jours, avait mis le feu à la barrière de l'une des portes; Aart van Groningen, fils d'un Brasseur, & soldat de la Compagnie de Kornput, eut la hardiesse de braver une grêle de mousquetades, & d'aller & de revenir à plusieurs reprises puiser de l'eau, pour éteindre l'embrasement, ce qui lui réussit contre toute espérance. Le même soir un soldat ennemi s'était avancé jusques à une autre des portes de la ville, & vomissait avec fureur d'horribles blasphêmes contre Dieu, & des imprécations contre les Etats & Hoberdo. Une balle de mousquet, dirigée vers l'endroit d'où partait la VOIX .

voix, entra dans la bouche de ce furieux, ou Philippe, verte pour proférer de nouveaux blasphêmes, & III. le tua; particularité qui fut d'abord découverte, le cadavre de ce soldat ayant été aussitôt trainé dans la ville. Avec quelque vigueur cependant que Rennenberg poussât le siège de Steenwyk, il se vit obligé de le lever apres quatre mois d'at-

taque.

Avant que tout ceci se passât, Philippe avait fait une démarche qui précipita le moment qui devait lui enlever les plus belles Provinces des Pays-Bas. Persuadé qu'Orange était le principal auteur des troubles, & se flattant qu'ils cesferaient dès qu'il ne serait plus, le Roi d'Espagne crut, que le plus sûr moyen d'être promptement débarrassé d'un ennemi aussi dangereux, était de mettre sa tête à prix. Le Prince de Parme eut, en conséquence, ordre de publier le ban de proscription contre le Prince d'Orange, ce qu'il sit saire à Mastricht au mois d'Août de l'année 1580, au nom du Roi son maître.

,, PHILIPPE donc, avant amplement détaillé Ban de proscrip-, dans le préambule de son Edit de proscription tion con-, les honneurs, les faveurs, & les bienfaits dont tre le Prins, , l'Empereur Charle-Quint, son père, & lui-ce d'Oran-

, même depuis, avaient comblé Guillaume de ge.

"Nassau, étranger dans les Pays-Bas, leur "vassal d'ailleurs & leur sujet, lui reproche "avec aigreur son ingratitude, sa déloyauté, "son hypocrisse, & les crimes les plus odieux. "Il le dépeint comme l'unique auteur & fauteur

, des troubles des Pays - Bas; il l'accuse d'avoir , fait la guerre à son Souverain; d'avoir rompu

, toutes les négociations entamées pour la paix; Y 2 , foulé

PHILIPPE Ш.

, foulé aux piés les priviléges, & les alliances les plus sacrées; il le nomme calomniateur, întroducteur d'herésie, apostat, infame adultère, qui, du vivant de la première femme, a épousé une Religieuse & Abesse bénite solemnellement; pette de la Chretiente, & ennemi de tout le genre - humain. Comme Cain & Judas il cherche sa sureté dans un défiance perpétuelle, signe toujours certain d'une conscience bourrelée. Pour toutes ces caules le 27 Roi le déclare traitre & méchant, conlisque tous les Biens non encore confisqués, le proferit de tous les pays de sa domination, & le livre à la merci de tous & un chacun. Détenda t à tous les sujets, de quelqu'état, condition, & qualités qu'ils soient, de lui prêter aucun secours, de hanter, vivre, converler, , parler, ni communiquer avec lui; leur ordon -,, nant au-contraire à tous, de le retrancher de ,, leur société, & de l'abandonner dans le terme , d'un mois, sous peine de la vie, & de confiscation de biens, d'honneur & de noblesse, en faveur & au profit de ceux qui pourront -01 22 s'en rendre maîtres en quelques lieux que ce soit. Enfin, s'il se trouve quelqu'un, sujet -4 (UTL 00 3) ou étranger, si généreux de cœur & assez - 22 a fectionné au service du Roi & au bien public, pour livrer le Prince vif ou mort, ou 22 pour lui oter lui-même la vie, il promet sur la parole royale, de lui faire donner ou à ses héritiers, en fonds de terre ou déniers comp-, tants, à son choix, incontinent après la chose effectuée, la somme de vingt-cinq mille-écus , d'or; promet de plus, de lui pardonner, & 22 lui # Well p

, lui pardonne d'avance, tous les crimes quelque Philippe, énormes qu'ils soient, qu'il aurait pû com-

mettre; & si cette personne n'est pas noble,

, le Roi l'annoblit, avec tous ceux qui lui prê-

, teront assistance, promettant en outre, de les

,, favoriser & avancer, chacun selon son état & ,, le dégré des services qu'il aura rendus &c.".

De's que cet Edit de proscription eut été rendu public, le Prince en fit passer une copie aux Etats de Hollande & de Zélande. Il aurait souhaité, qu'ils y répondissent en leur nom, mais les Etats jugèrent, que c'était au Prince seul à se justifier, l'Edit le regardant personnellement. Ils se réservèrent cependant de répondre dans leurs assemblées aux différents points qui pourraient concerner l'Etat en général. D'ailleurs, appréhendant avec raison, que les grandes promesses faites par le Ban, n'engageassent quelque scélérat à l'assassinat proposé, ils résolurent, sur la prière que leur en avait faite le Prince lui-même, d'augmenter de cent-cinquante chevaux sa garde du - corps... Orange ne tarda pas à publier son Apologie; il en avait chargé son-Chapelain, Pierre de Villiers, qui s'en acquita d'une manière à ne rien laisser à désirer à celui qui employait sa plume. Le Prince, après l'avoir présentée aux Etats assemblés à Delft au mois de Décembre de l'année 1581. l'envoya ensuite à tous les Princes de l'Europe.

"LE Prince avouait dans son Apologie, qu'il Apologie, conservait une haute estime pour la mémoire d'Orange.

, de l'Empereur Charle-Quint; mais les bien-, faits qu'il en avait reçus, ne pouvaient, dit-il,

, être regardés comme une juste compensation

, des

Philippe III. , des services rendus par ses ancêtres & par luimême à la Maison d'Autriche; non plus que des grandes dépenses faites par lui pour tenir table ouverte, & en différentes ambassades? " le tout pour faire honneur à l'Empereur. Quant à Philippe, il ne lui avait aucune obli-, gation; car, il ne regardait pas comme des , graces, les gouvernemens, les honneurs & les n tîtres, qui exigeaient de sa part des dépenses excessives, & dont on avait si honteusement , violé les droits en sa personne, de même qu'en , celles des Comtes de Hoorn & d'Egmond, & , de plusieurs autres. Philippe cependant ofait , le traiter de scélérat & de traitre, Philippe, , qui n'aurait pû mettre tant de fastueux tîtres , a la tête de sa Proscription, si les Nassau & , les Orange ne les lui avaient acquis par leurs gloricux faits-d'armes, avant même qu'il fut né. Et quant à lui-même il le flattoit, que jamais on ne pourrait lui reprocher d'avoir deshonoré la Maison dont il était sorti. On , lui reprochait un mariage honnête & légiti-, me: & qui donc lui faisait ce reproche? Phi-, lippe, qui avait contracté un mariage inces-, tucux avec la fille de sa propre sœur; Phi-, lippe, qui avait été le meurtrier de sa femme , labelle, pour en épouser une autre; qui avait , fait tuer son propre fils, parce que ce jeune , Prince avait paru touché des malheurs des , Pays - Bas: Philippe enfin, qui avait fait épou-, ser au Prince d'Ascoli, Dona Eufrasia, après , avoir vécu lui-même avec elle dans un com-, merce criminel. Au reste, ajoutait Guillaume, son divorce avec Anne de Saxe s'était fair n du

, du consentement des parens de cette Princesse. Phillippe, Et quant à la fille du Duc de Montpensier, III. son épouse actuelle, elle n'avait jamais fait de vœux monastiques, ou ceux qu'elle avait faits, ne l'obligeaient en rien, puisqu'elle les avait faits dans son enfance. On objectait au Prince, qu'il était un étranger; 'si l'on entendait par là qu'il était né hors des Pays-Pas, le Roi était donc lui-même un étranger. Quant à lui, il était né en Allemagne, pays étroitement uni avec les Pays-Bas, & depuis plusieurs siécles sa Maison avait possédé des biens confidérables en Braband, dans le Luxembourg, en Flandres & en Hollande; ses ancêtres même avaient été Comtes de Gueldres, lorsque ceux du Roi n'étaient encore que Comtes de Habsbourg, & demeuraient en Suisse. De plus, on regardait comme indigenes dans les Pays-Bas, tous les possesseurs de Comtés & de Seigneuries, qui tenaient pour le parti de ces Frovinces - Ce n'était pas sur son compte qu'il fallait mettre l'origine des troubles, mais sur celui du Conseil d'Espagne. C'était la cruauté de ce Conseil qui l'avait ému de compassion pour les Non-Catholiques, lui qui dès sa tendre enfance avait été imbu des principes de la véritable foi. Et si ses Confrères, les Chevaliers de la Toison-d'or & le Conseil-d'Etat, avaient voulu agir de con-, cert avec lui, il n'aurait épargné ni ses biens ni sa vie, pour empêcher le Duc d'Albe de , mettre le pié dans les Pays-Bas. - Il se , faisait gloire, d'avoir engagé les Etats à insi-, ster sur le départ des Espagnols; & de ne s'être 32 point

PHILITE Ut. " point opposé à ce que les Nobles livrassent " leur Requête à la Gouvernante; parce qu'il , jugeait l'un & l'autre avantageux au salut de , la Patrie. - Il était aussi peu offensé du ,, nom d'Hérétique qu'on lui donnait & à son frère, que l'avait été Jésus - Christ lui - même, , lorsqu'on l'appella Samaritain. - Il n'avait jamais confeillé les Prèches publics, encore , moins avait - il conseillé la spoliation des égli-,, ses. Cependant, dès qu'il fut parti pour l'Al-, lemagne, on l'avait inhumainement persécuté , en la personne de son fils, en ses biens, en-, son honneur. On l'avait par là affranchi de , tout serment & de toute obligation, & force pour sa propre défense à prendre les armes, , qu'on lui reprochait d'avoir portées contre son , Souverain. Mais les ancêtres du Roi avaient ,, eu un droit égal, ou bien moindre encore, pour s'emparer des Royaumes de Castille & ,, de Léon. - De plus, lui, Prince d'Orange, , était un des principaux membres des Etats de , Brabant, appellé par les peuples pour les pro-, téger & les défendre. - Les Etats de , Hollande & de Zélande, poursuivait le Prince, ,, auraient d'abord permis l'exercice de la Reli-, gion Catholique, mais avertis des trahisons de , quelques Ecclésiastiques & autres personnes, ,, ils s'étaient vus obligés de l'interdire. , Il s'était constamment montré ennemi de la , persécution, c'était donc à tort qu'on le char-,, geait des mauvais traitemens & des supplices , exercés contre les Ecclésiastiques. -- Pour , décider si l'on a droit ou non de prendre les , armes contre les Espagnols, il s'en remet vo-, lon-

ontiers au jugement des Etars-Généraux -- Philippe , C'était par Don Juan & par le Roi lui mê-III. , me, non par lui, Prince d'Orange, que la Pa-, cification de Gand avait été voice. La four-, berie des négociations de paix du Sieur de , Selles avait été découverte, non par lui, mais , par la sage pénétration des Etats Généraux. , Le Congrès de Cologne n'avait eu pour objet , que de causer la perte des Pays-Bas. , On lui reprochait sa dissimulation. Etait ce , donc dissimulation, de les avoir averti, lors-, qu'ils étaient encore amis, des malheurs qu'ils , éprouvaient actuellement? De même, il n'y , avait point de dissimulation de sa part, en leur , faisant à présent une guerre ouverte. En quoi , donc pouvaient - ils l'accuser de dissimulation? , Mais supposé qu'il eut cherché sa sureté dans , la défiance; était - ce une raison pour le com-, parer à Cain & à Judas? Il y avait une , grande différence entre ne point mettre sa con-, fiance en Dieu, & se méfier d'hommes per-, vers & méchants, qui, par le bannissement ,, des Maures de Grenade, & le supplice des , Comtes d'Egmond & de Hourn, avaient fait , voir quel fonds l'on pouvait faire sur leur pa-, role. Cet Edit de proscription même témoi-, gnait assez combien leur conscience était en-, durcie comme celle de Judas, qu'ils avaient , le désespoir de Cain, & que, comme Saul, , ils étaient reprouvés de Dieu. - On l'ac-, culait d'avoir refulé tous les avantages parti-, culiers, qu'on lui avait offerts pour consentir , à une réconciliation entre le Roi & les peuples; mais loin que ce refus pût lui être re-Yr pro-

FHILIPPE III.

" proché, il se saisait gloire d'un pareil désin-, téressement. D'ailleurs, on ne lui avait ja-, mais fait d'offres aussi brillantes qu'on le sup-, posait. — Il faisait peu de cas des menaces qu'on lui faisait à la fin de l'Edit de proscription, où on lui inter disait le feu & l'eau; & il continucrait de vivre avec ses amis, tant qu'il plairait à Dieu, lequel seul avait en ses mains & sa vie & sa mort. — Si, avant la publication de ce Ban, l'on n'avait point publiquement mis sa tête à prix, comme on le faisait à présent, il n'ignorait pourtant pas combien de fois l'on avait fait sécrétement marché de sa vie. Au reste, les Espagnols montraient à découvert toute l'infamie de leurs ressources, puisqu'ils avaient l'impudence de promettre d'annoblir le scélérat qui lui arracherait la vie, en cas qu'il ne fut pas noble. Comme si un Gentil-homme, qui saurait ce que c'est que la noblesse, voudrait seulement manger avec l'infame coquin, qui aurait tué un homme pour de l'argent. Que si les Espagnols tenaient de telles gens pour nobles, ce n'était pas sans raison qu'on les croyait eux mêmes descendans des Maranes & des Juifs, & pour être sortis du sang de ceux qui achetèrent de Judas la vie du Sauveur pour , une somme d'argent. L'on osait même pro-, mettre au scélérat, le pardon de tous les cri-, mes qu'il aurait pû commettre, quelques ,, grands qu'ils fussent : c'était assez montrer , par là à tout l'univers, de quels moyens & , de quelles gens ils voul ient se servir, pour im-, moler à leur rage le défenseur de la liberté 22 d'un

d'un peuple opprimé. — Et quoique dans Philippe ce Ban de proteription les Etats fussent indi-III. rectement attaqués, ces menaces ne devaient ni les étonner ni les inquiéter La calomnie & les injures étaient les armes ordinaires & les derniéres ressources des femmes faibles & sans désense. Que, pourvû qu'ils restassent unis & otassent tenir tête à l'Espagnol, ils le verraient bientôt changer de ton. - Ce n'était, disaient ses ennemis, qu'à sa tête qu'on en voulait. Eh bien! il supporterait avec joye l'exil & la mort même, si l'un ou l'autre pouvait ramener le calme dans la Patrie. Si donc les Etats jugeaient que son absence pouvait leur apporter quelqu'avantage, ils n'avaient qu'à commander, il était prêt d'obéir, dut-il se retirer jusqu'aux confins de la terre. Ils pouvaient aussi à leur gré disposer de sa tête, sur laquelle nul Prince, nul Monarque n'avait de puissance qu'eux seuls. Mais s'ils jugeaient que le peu d'expérience qu'il s'était acquise, que les débris de sa fortune & sa vie même pussent être utilement employés à leur service, il espérait, avec l'aide de Dieu, maintenir & défendre avec la même fidélité, ce qu'ils trouveraient à propos de resoudre pour ,, le bien public & l'avancement de la Religion."

LES Etats-Généraux assemblés à Delft, à Réponse qui le Prince avait présenté son Apologie, lui des Etats répondirent, qu'ils jugeaient qu'il avait été inju-gie du stement chargé des crimes à lui imputés par l'Édis Prince de proscription; ils ajoutaient, qu'il s'avait accepté d'Oranges le Stadboudevat général été le souvernement par-

le Stadhouderat général & le gouvernement par-

PHILIPPE ticulier des Provinces qu'aux instantes priéres des Etats, qui le conjuraient de vouloir leur continuer HI. ses services; concluant enfin par l'offre d'entretenir une Compagnie de gens à cheval pour la garde & la sureté du Prince Egc.

QUELQUE force que Guillaume eut mis dans son Apologie, avec quelque peu de ménagement qu'il eut traité le Roi d'Espagne & son ministè-Le Princere, jamais ce monarque n'y répondit ou n'y fit d'Orange répondre de sa part. Cette année même Orange fut fait Stadhouder de Frise, à la place de Ren-Stadbouder nenberg, qui, comme on l'a vû, avait abandonde Frise. né le parti des Etats. En 1581. il se rendit dans 1681. son nouveau Gouvernement, avec le Comte de Hohenlo, pour y terminer quelques différends d'importance, concernant l'administration de cet-

te Province.

est fait

Rennen-

berg.

Rennenberg avait été forcé de lever le siège de Steenwyk. Stavoren & plusieurs autres places de la Frise tombèrent bientôt après entre les mains des Etats. Les troupes de Rennenberg furent même battues le 19. Juillet de cette année près de Groningue par Norrits & Sonoi. Ce même jour Mort du le Comte de Rennenberg, qui depuis quelque Comte de tems était attaqué d'une maladie de langueur, reçut les derniers Sacremens à Groningue, où il mourut le 23. Juillet. L'on prétend qu'à sa mort il fit paraitre quelque repentir d'avoir li. vré Groningue aux Espagnols, en changeant luimême de parti; quoi qu'il en soit il est sûr, qu'amis & ennemis, en considération de ses belles qualités, le plaignirent après sa mort, bien plus qu'ils ne l'acculerent.

AVANT que toutes ces choses se passassent,

AM-

AMSTERDAM, Harlem, Bruxelles, Anvers, Philippe & quelques-autres villes abolirent entiérement III. cette année tout exercice public de la Religion Catholique. Il se tint aussi un Synode à Middelbourg, dans lequel, entr'autres réglemens eccléfiastiques, il tut arrêté, que l'élection des Ministres, pour être valide, devrait être confirmée par l'approbation du Souverain; le Synode cependant ne jugea pas à propos de soumettre à la même clause l'élection des Anciens & des Diacres.

cipline ecclésiastique, & que la faiblesse des trou- de Parme pes des Etats les empêchait d'entreprendre quel- fe rend maître de que chose de considérable, le Prince de Parme Bréda, pensait à surprendre Vlissingue & Bréda. La première de ces villes lui échappa, mais le château de Bréda ayant été pris par trahison, Haute-penne se rendit maîtres de la ville le 28. Juin, malgré la courageuse résistance des bourgeois. Orange était Seigneur de Bréda, & l'on remarque, que ce Prince perdit la Capitale de sa Barronie le jour même qu'il acheta à l'encan le Marquisat de Veere pour la somme de 74500 storms, après avoir acheté la veille la Seigneurie de Vlessingue pour, 600 florins de plus.

IL y avait déjà quelque tems que trois affai- Le Roi res importantes occupaient l'assemblée des Etats- d'Espagne Généraux; l'acte par lequel le Roi d'Espagne déclaré déde chu de la devait être déclaré déchu de la souveraineté des Souverai-Pays Bas; celui qui appellait le Duc d'Anjou à neté des lui succéder; & celui par lequel on cédait au Pays-Bas. Prince d'Orange la souveraineté des Comtés de Hollande & de Zélande. Le 26. du mois de Juil-

lct

PHILIPPE III.

let fut signé à la Flaye. dans l'assemblée des Etats-Géneraux des Provinces - Unies, l'Edit qui dépouillait Philippe de tous ses droits de souverain fur les dites Provinces, & qui déliait les Peuples du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à ce Prince. Il était dit dans le préambule que; , les Peuples ne sont pas faits pour le Prince, mais que c'est le Prince qui est fait pour les , Peuples; qu'un Souverain qui traite ses sujets ,, en Esclaves n'est qu'un tyran, que l'on a droit , de chasser, surtout lorsque cette expulsion se , fait par délibération légale des Etats du Pays, , à qui il ne rette d'autre ressource pour conter-, ver leur liberté. Que cette vérité devait par-2, ticulièrement avoir lieu dans les Pars - Bas, où , le souverain était tenu de gouverner d'après , des conditions par lui jurées, à faute de quoi a il était déchu de tous les droits de Souve-2, rain." Après ce préambule suivait une longue enumération des fautes de Philippe pendant sa régence, & des cruautés que les Espagnols avaient commises par ses ordres. Les Etats poursuivaient par déclarer le Rei d'Espagne déchu ipso jure de touts droits & prétentions au Gouvernement des Pays - Bas unis; déliant tous vassaux, Officiers de justice & autres, de même que tous les habitans en général, du serment qu'ils lui avaient prêté. Ils ordonnèrent aussi de ne plus se servir dans les actes publics ni du nom ni du sceau du Roi. , En Hollande & en Zélande l'on , ferait usage du nom du Prince d'Orange & de , celui des Etats de ces deux Provinces; dans , les Provinces qui avaient traité avec le Duc 2) d'Anjou, l'on employerait le nom de ce Prince 22 86

, & celui du Conseil de chaque Province, ou Philippe, de celui des Etats-Généraux, tant que celli.

3, Conseil ne serait point entré en fonction. 3, Dans les affaires générales l'on se servirait du

" sceau des Etats-Généraux, & de celui de " chaque Province dans les affaires particulières.

, La monnoye ne serait plus au coin du Roi; , enfin tous Officiers & autres gens en charge , seraient obligés de jurer aux Etats particu- , liers, de qui ils dépendaient, ou à leurs dé-

, putés, qu'ils seraient fidèles aux Etats-Gé-, néraux contre le Roi d'Espagne & son parti."

L'Assemble des Etats-unis, où fut prise cette résolution importante, était composée alors des Députés du Brabant, de Gueldres & de Zutphen, de Flandres, de Hollande, de Zélande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel & de Malines. Cependant cet Edit ne fut pas publié partout; & plusieurs firent difficulté de prêter le nouveau ferment. A Middelbourg on refusa l'un & l'autre pour quelques différends qui ne pouvaient être terminés alors. En Frise le Conseiller Fakko Raida fut si affecté de cette révolution que, pendant qu'on lui lisait la formule du nouveau serment, il fut attaqué d'une apoplexie dont il mourut sur le champ. Michel Rudge, Ministre Luthérien à Woerden, prêcha & écrivit avec tant d'emportement contre l'Edit porté contre le Roi d'Espagne, que les Etats de Hollande se virent enfin forcés de le bannir de cette ville. Si la démarche des Etats-Géneraux contre leur souverain eut l'approbation du plus grand nombre dans les Provinces qui venaient d'en sécouer le joug, on en penla tout autrement chez l'étranger, où ella

III.

PHILIPPE elle sut presque généralement condamnée. Orange même en devint odieux à plusieurs Princes, qui se crurent moins affermis sur leurs trônes, si les sujets avaient jamais le droit de les en faire descendre. Mais ils ne comprenaient pas sansdoute, que ce droit ne peut avoir lieu contre des Princes qui gouvernent comme ils le doivent, & qu'il n'y a que les souverains qui rompent le contract qu'ils ont fait avec leurs sujets, qui doivent craindre qu'on ne s'en serve contre eux. Quoiqu'il en soit, les Etats de Hollande crurent devoir justifier leur conduite dans toute cette affaire, de même que les suites qu'elle avait eues, devant la Diete assemblée à Augsbourg; ce qu'ils firent par une Députation particulière.

Traité avec le Dic J'An-

10%.

Desque, par un acte si authentique, l'on le fut soustrait à l'obéissance de Philippe, dont les armoiries & les représentations furent partout bitfées ou rompues, les Etats conclurent leur traité avec le Duc d'Anjou, frére du Roi de France, & lui déférèrent la souveraineté des Pays - Bas. Les conditions que l'on prescrivit à ce Prince, rencontrèrent sur plusieurs points de grandes difficultés de la part des Français, qui auraient voulu le voir revêtu d'un pouvoir bien plus absolu, que ne lui accordaient les Etats. En effet l'expérience des tems passes ne permettait guères de lui en donner un plus étendu; aussi dans ce traité les Etats eurent bien soin de veiller à ce que les Droits, les Privilèges & les Franchises du Pays n'eussent aucune atteinte à souffrir de la part de Duc d'Anjou, & que la succession sut fixée desorte que, a l'exclusion des filles, ses fils seuls seraient appellés à lui succé-

der.

der, & qu'entre tous les enfants mâles qu'il pourrait laisser, les Etats seraient libres de choisir celui qu'ils jugeraient le plus propre à gouverner. L'Archiduc Mathias s'appercevant alors que sa faible autorité était entiérement anéantie, se hâta de retourner en Allemagne, quoique l'on assure qu'il eût préféré de s'arrêter plus longtems en Hollande, si les Etats avaient jugé à propos de consentir à un plus long séjour de sa part.

ANJOU ayant pris en main le gouvernement des Pays - Bus, fit marcher ses troupes au secours de Cambrai, assiégé depuis près d'un an par le Prince de Parme, & força ce Général à lever le siége. Après avoir fait son entrée dans cette ville, qui, quoiqu'impériale, lui prêta son serment & reçut le sien, le Duc s'avança vers Château-Cambresis qu'il força à se rendre. Forcé luimême peu après de congédier ses troupes, il profita du tems que lui laissait cette inaction pour passer en Angleterre, afin d'y conclure son mariage avec le Reine Elisabeth. Cependant, soit que des intrigues de cour empêchassent cette alliance, soit que le Reine n'y eût jamais sérieusement pensé, elle n'eut point lieu, quoique sur des lettres écrites par St. Aldegonde, qui avait accompagné le Duc, les Etats de Hollande, à la recommandation du Prince d'Orange, eussent fixé le 13. du mois de Décembre pour célébrer le jour de ce mariage par des actions de grace & des réjouissances publiques. Après avoir séjourné quelque tems encore en Angleterre, Anjou revint dans les Pays - Bas, où il recut en 1582. 1582. l'hommage des Peuples, comme Duc de Brabant, de Gueldres &c. Les Etats de Hollande, de Zé-Tome II land

lande & d'Utrecht, qui avaient dessein d'offrir en peu au Prince d'Orange la souveraineté de ces Provinces, s'excusèrent sous des prétextes hon-

nêtes de prêter hommage au Duc.

PENDANT que l'on s'occupait ainsi de l'élévation de Guillaume, un scélérat s'apprêtait à l'immoler à la rage de ses ennemis. Jean Jauregui, excité par l'appas des récompenses promises par le Roi d'Espagne, choisit le dimanche 18. de Janvier, jour où le Prince d'Orange donnait à diner à plusieurs Seigneurs, pour exécuter son horrible dessein. S'étant mêlé parmi les Domestiques de ces Seigneurs, il s'approcha du Prince qui sortait de table, comme pour lui présenter une requête. Tandis que le Prince lisait la prétendue requête, le scélérat lui tira à la tête un coup de pistolet de poche, dont la balle passant par l'oreille droite & le palais, sortit au desfous de la machoire gauche. Jauregui aussitôt percé de coups, par ceux qui étaient accourus au bruit, expia son forfait par une mort trop douce; le cadavre du meurtrier fut cependant écartelé quelque tems après, & ses complices recurent de même la punition qu'ils avaient méritée. Le bruit de l'assassinat du Prince se répandit bientôt dans Anvers, où le coup s'était fait, & qui pensa être funeste au Duc d'Anjou, que l'on soupçonna en être l'auteur. Aussicot on court aux armes, on arrête tous les Français qui étaient dans la ville, le Duc lui-même est ménacé, & peut être lui eut on fait un mauvais parti, si le Prince d'Orange, averti de ce qui se passait, n'eut écrit de sa propre main un billet, par lequel il déchargeait les Français de la violence commise contre sa personne, assurant qu'il était convaincu par les papiers trouvés chez Jauregui, que la main du meurtrier avait été dirigée par les Espagnols. Ce papier lû publique.

ment dans les rues appaisa le tumulte.

LE Prince se rétablit enfin, quoique bien lentement, & le 2 du mois de Mai il se rendit à l'Eglise pour y rendre au Ciel des actions de graces de son heureux rétablissement. Mais à peine il était échappé à ce danger, qu'il eut la douleur de perdre sa fidelle & tendre Epouse, Charlotte de Bourbon. Cette Princesse mourut trois jours après la guérison de son mari, enlevée par une fiévre chaude qu'elle avait contractée en veillant & en servant son Epoux pendant tout le tems de sa maladie. Au mois de Juillet suivant le Prince d'Orange & le Duc d'Anjou étant à Bruges, l'on découvrit heureusement un second attentat contre la vie du Prince, & même contre celle du Duc; les traitres ayant été saisis reçurent la punition due à leur crime.

En l'année 1583. les Brabançons offrirent au L'onoffre Prince d'Orange la souveraineté de leur Duché; le Duché mais Guillaume s'excusa honnêtement de l'accept de Brabans au Prince ter, parce qu'il n'avait, dit il, point des forces d'Orange. suffisantes pour le désendre, & que d'ailleurs il ne voulait point donner au Koi d'Espagne raison de dire, qu'il cherchait à lui enlever toutes ses Provinces. Quelque tems auparavant le Duc d'Anjou, qui voyait son autorité trop bornée, avait voulu d'un seul coup essayer de se rendre maître absolu, en s'emparant par force ou par surprise de différentes Places de Flandres, du Brabant & de la ville d'Anvers; mais l'entreprise trop mal

mal concertée & plus mal dirigée encore ne reutit point. Le courage & l'intreplaite de la Bourgeoilie d'Ant de liuva cette ville, contre laquelle les Français avuent dejà rointe le canon des remparts dont ils s'etnient d'abord saitis. Ce qui preserva viaisemblablement tous les Pays - Bas du malheur de n'ente echappe a la avrannie Lispagnelle, que pour plier sous le joug du pouvoir arbitraire d'une Nation plus ambitique encore, & peu faite pour gouverner un peup e naturellement ja oux de sa liberte. Africa après avoir vu perir une bonne partie de ses troupes, devant Amers, le cetira a la hate, & cerivit aux litats & au Prince d'Orange, pour exculer ou mieux qu'il put un attentat que rien ne pouvait excuser. Les Etats, sans faire betacoup d'attention à la justification forcee du Duc, le trouverent cependant fort embarrailles; mais sur les avis du Prince d'Ora ge, qui leur expola les dangers d'une reconciliation avec l'Erague, & l'impossibilité de se soutenir par eux mêmes, ils relolurent de renouer avec le Duc d'anna, & de lui proposer de nouvelles conditions, qui les missent eux-mêmes à couvert d'une nouvelle fatte l'estdans à l'entreprise sur que l'on travaillait à cette reconciliation, if fut attaque d'une maladie violente, causee, diton, par les debauches, & qui lui billuit rendre le lang par touts les conduits. Ce fut dans cette situation cruelle que le trouvèrent les Ambassa-

Mon du deurs des Etats à Charas Terre, où il mou-Duc d'al-rut quelque tems après dans la trente & unieme 313

201

sannée de son âge, ce qui fit soupçonner qu'il avait été empoisonné.

A PEU PRE'S vers ce tems ou peu aupara-Soulève-vant, il y eut un violent soulèvement dans la villement à d'Utrecht, où la Bourgeoisse s'opposoit avec vi-Utrecht, gueur à la levée de quelques Compagnies de milice *, & prétendait faire abolir certains impôts. Cependant le Prince & les Etats y ayant envoyé leurs Commissaires, le calme sur bientôt rétabli dans cette ville.

LE Prince d'Orange cependant avait quitté Anvers, où depuis l'entreprise du Duc d'Anjou il était vû d'affez mauvais œil, parce que sur d'assez vains prétextes quelques - uns le soupçonnaient de ne l'avoir pas ignorée. Mais ce qui augmenta la défiance que les ennemis de ce Prince voulaient inspirer contre lui, ce fut son quatriéme mariage avec Louise de Coligni, Fille de l'Amiral de ce nom, qui avec Teligni, premier Quatrième mari de cette Dame, avait été massacré à Paris mariage du la nuit de la Saint - Barthelemi. Ce mariage cé-d'Orange. lébré le 12. Avril 1583. acheva de faire soup-conner Orange de pancher vers la France, au joug de laquelle, disait on, il voulait soumettre les Pays-Ras. Quoique Guillaume fut bien éloigné d'avoir un pareil dessein, il crut cependant devoir prévenir les Etats de Hollande, à

^{*} Il y a dans le Hollandais Waardgelders; c'est une sorte de milice ou de soldats, qui ne vont point en campagne, & uniquement levés pour la garde des villes, de qui seules ils dépendent & par qui i's sont soudoyés. L'on aura occasion d'en parler encore dans la suite, & de faire voir de combien de maux ils ont presque toujours été la cause.

qui il concevait que dans les conjonctures présentes son alliance avec une Française ne pouvait être fort agréable, qu'il avait traité de ce mariage long-tems avant l'attentat du Duc d' Anjou.

Naissance Frederic -Henri.

1584.

L'on se prépare à faire le Prince d'Orange Comte de Holiande.

DE ce mariage naquit le 19 de Janvier de du Prinpe l'année 1584 le Prince Fréderic Henri, ainsi nommé du nom de ses pareins Fréderic, Roi de Danemarc, & Henri Roi de Navarre, depuis Roi de France La joye que ressentit le Prince de la naissance de ce fils, fut de courte durée, puisqu'il ne survécut pas un mois à la cérémonie de son batème. Mais avant de parler d'un évenement, qui remplit de deuil toutes les Provinces qui étaient affectionnées à Guillaume, il faut dire en peu de mots ce qui s'était passé à l'occasion de la souverameté de la Hollande & de la Zélande, que ces Provinces avaient résolu de transporter à ce Prince. Il y avait déjà quelque tems que cette affaire était sur le tapis, & depuis peu elle était poussée par quelques - uns avec tant de vigueur, que les Députés de Hollande avaient offeit à Orange la souveraineté de cette Province avec le titre de Comte & de Seigneur. & que ce Prince l'avait acceptée par une lettre écrite de sa main. L'Acte en était déjà formé & scellé par les Nobles & toutes les Villes, & l'on n'attendait que l'arrivée du Prince en Hollande pour procéder à son inauguration Mais les lenteurs de quelques villes de Zélande, de Middelhourg entr'autres, de Veere & de Goes, arrêtèrent aussi pour quelque tems en Hollande les résolutions ultérieures de quelques villes, surtout d'Amsterdam & de Gouda. Cependant malgré toutes ces lenteurs, il y a apparence que Guillaume

laume aurait été installé solemnellement Comte de Hollande, si ce Prince, sur le point de recueillir le fruit de ses long travaux, n'avait été inhumainement assassiné, par un des émissaires de

la Cour d'Espagne.

DEPUIS l'assassinat commis sur la personne Mort de du Prince par Jauregui en 1582., p.uneurs scé-Guillaume lérats avaient entrepris d'exécuter le coup que d'Orange. ce misérable avait manqué, mais presque tous avaient été découverts & punis. Toute l'horreur de cette action exécrable était réservée à l'infame Balthazar Gérard, qui eut la malheureuse adresse de prévenir quatre autres scélérats comme lui, un Français, un Lorrain, un Anglais, & un Ecossais, qui se trouvaient en même tems à Delft, dans la même intention, sans qu'aucun d'eux se connussent ou fussent instruits du dessein qui les retenait dans cette ville. Gérard, pour mieux exécuter son horrible résolution, avait pris le nom de François Guyon, & s'était dit fils de Pierre Guyon, Franc- Comtois, brulé vif à Bésançon pour avoir travaillé avec trop de zèle aux progrès de la Religion Protestante. Le faux Guyon assicha d'abord le zèle le plus ardent pour cette même Religion, ne manquait aucun prêche, & affectait touvent de porter la Bible ou un Pseautier sous le bras. Dès qu'il crut que son infernale hypocrisse avait suffisamment falciné tous les yeux, il se fit présenter au Prince, sous prétexte de lui offrir des Blanc-signés du Comte de Mansfeld, Gouverneur de Luxembourg, dont il s'était saiss pendant qu'il était au service de ce Seigneur, & qu'il croiait, disait-il, que le Prince pourrait Z 4

employer utilement pour former quelqu'entreprise sur les places de ce Duché. Quoique Guillaune ne fit pas d'abord grand cas de ces blancsfignés, il les envoya cependant en France, au Maréchal de Biron, & chargea Gérard de les lui porter. De retour de sa commission le malheureux fut introduit dans le cabinet du Prince, qui était encore au lit, & qu'il aurait tue dèslors s'il avait eu des armes. Renvoyé avec quelque récompense en argent, il l'employa a acheter deux pistolets de poche, des balles & de la poudre. Le 10. Juillet il reçut ordre du Prince de venir le trouver à la sortie de table, pour faire signer un passeport pour un second voyage, qu'il voulait lui faire entreprendre. Belthasar ne voulut pas laisser échapper cette occation; il charge ses deux pistolets de trois balles chacun; & comme le Prince sortait de la salle, il feint de lui présenter le passeport à signer, & Iti décharge l'un de ses pistolets au travers du corps. Le Prince expira fans prononcer une seule parole, quoique quelques uns prétendent, qu'il eut encore le tems de s'écrier en tombant. Mon Dieu! mon Dieu! age pitié de moi 3 de son pauvre peuple. Quoiqu'il en soit, Baltha ar, qui avait fait tenir un cheval prêt hors de la ville, s'etait sauvé par l'écurie, où il laissa tomber un de ses pistolets, & était déjà arrivé aux remparts. Comme il ne savait pas nager, il s'était muni de deux vessies, pour traverser le sossé à la nage, & il était occupé à les enfler au moyen d'un chalumeau, lorsqu'il fut arrêté par deux des Domestiques du Prince, & conduit en prison. Il avoua à la torture, qu'il avait été confirmé dans son infame projet par un Cordélier de Tournai, & par un fésuite de Trèves. Il ajouta, que le Conseiller d'Assonville lui avait dit de prendre le faux nom de François Guyon, mais lui avait surtout recommandé de ne point faire mention du Prince de Parme, quoique celui-ci louât son projet, & s'engageât à lui faire recevoir la récompense promise par le Ban de proscription. D'ailleurs il persista à soutenir qu'il avait fait une bonne action, que loin de s'en repentir, il l'exécuterait encore si elle était à faire, dût-il lui en couter mille vies; & que, généreux défenseur de la Religion Catholique-Romaine, il avait mérité le ciel par le coup qu'il venait de faire.

PAR la sentence qui fut prononcée à ce désespéré, il fut condamné à avoir la main droite brulée entre deux fers chauds, lá chair ténaillée en six différents endroits avec des sers rouges, à être écartelé vif, en commençant à le couper par en bas, à avoir le cœur arraché, pour lui en battre le visage; sa tête attachée à une perche fut élevée au haut d'une tour derrière l'hôtel du Prince, & ses membres furent exposés à quatre bastions de la ville. Balthafar souffrit ce supplice cruel avec une fermeté, qui lui valut les plus grands éloges de la part du Clergé Catho. lique; on éleva sa constance jusqu'au ciel; il fut presque regardé comme un martyr, on porta même l'oubli des bienséances au point, qu'à Bois-le-Duc on chanta le Te Deum, pour remercier Dieu de la mort du Prince d'Orange. Cependant quelques Espagnols témoignèrent une véritable horreur de ce meurtre, qui couvrait ZS

1

d'une éternelle infamie, autant le Roi qui l'avait conseillé, que le malheureux qui l'avait exécuté. Le Prince de Parme lui-même empêcha que l'on ne fit dans son armée des réjouissances pour une action qui déshonorait aux yeux de toute l'Europe, & sa Nation & son Maître. Il n'y a point d'expressions qui puissent rendre la douleur où furent plongées la ville de Deift & toute le Province. Le lendemain le corps du Prince fut embaumé, & placé sur un lit de parade où il resta exposé jusqu'au 3. d'Août, que les Etats de Hollande, de Zélande, de Frise & d'Utrecht lui firent faire à leurs frais des obseques magnifiques. Il fut enterré à Delft dans l'Église - neuve avec une pompe presque royale.

de Guillaume I. Prince d'Orange.

Caractère Ainsi perdit malheureusement la vie, à l'âge d'un peu moins de 52 ans Guillaume, Prince d'Orange & Comte de Nassau. Guillaume était d'une taille au dessus de la moyenne, avait le teint & les yeux bruns, mais très vifs Beaucoup d'affabilité & de douceur faisait le fond de son caractère; cependant il n'en était pas moins prompt à se faire obéir lorsque l'occasion s'en presentait. Par ses manières douces & prévénantes il eut l'art de s'attacher les cœurs & de se faire nombre d'amis. Il aimait assez la raillerie & les bons mots, surtout à table, dont il faisait les honneurs avec beaucoup de somptuosité, & où il lui arrivait même quelquetois de boire à l'Allemande. Il n'aimait ni le jeu, ni la chasse, ni l'exercice du cheval. Du reste Guillaume parlait peu, ce qui lui fit donner le surnom de taciturne par les ennemis. Cependant cette taciturnité, loin d'être un défaut que l'on

dût

dût reprocher à ce Prince, fut la source de sa grandeur & peut être même le premier instrument de la liberté Belgique. Aussi Granvelle ayant appris qu'Egmond & Hoorn avaient été arrêtés, dit, que l'on n'avait rien fait si l'on ne s'était pas saist du taciturne. Il eut douze enfans légitimes de ses quatre femmes. D'Anne d'Egmond, sa première épouse, il eut Philippe, depuis prisonnier en Espagne, & Marie. D'Anne de Saxe, Maurice, Anne & Emilie. Charlotte de Bourbon, sa troissème femme, lui donna six filles, Louise Julienne, Elizabeth, Catherine Belgique, Flandrine Charlotte, Brabantine, & Emilie Seconde. Six mois avant sa mort, sa quatrième & dernière Epouse, Louise de Coligni, accoucha du Prince Frédéric - Henri. Outre cette postérité nombreuse, & qui s'est alliée aux plus illustres maisons de l'Europe, Guillaume eut encore un fils naturel nommé Justin de Nassau. L'histoire au reste a parlé de ce Prince, comme de tous les grands hommes; & suivant la diversité des partis, Guillaume fut un Héros pour les uns, tandis que les autres ne voyaient en lui qu'un sujet criminel & rebelle. Nous n'entreprendrons pas, dit le Rédacteur Hollandais, de tracer un tableau exact & fini des vertus & des défauts de ce grand homme. Il nous suffira de dire, que de quelque manière que ses amis & ses ennemis en ayent parlé, sous quelques couleurs qu'ils l'ayent dépeint dans leurs écrits, personne cependant ne lui a refulé les louanges qu'il a si généralement & si justement méritées par son génie, sa modération, sa prudence, sa vigilance, & son affabilité. Les Espagnols, il est vrai, ont considéré

déré toutes ces belles qualités sous un autre point de vue, & Guillaume à leurs yeux n'a été qu'un traitre, un fourbe, un hypocrite, un ambiticux. Mais ses amis des Pays-Bas le regardèrent, & le regardent encore, comme l'honneur & l'ornement des Princes, comme un modèle de constance, de magnanimité, de douceur, enfin des vertus les plus sublimes. Il n'est donc point surprenant, que les Etats - Généraux des Provinces-Unies, ayant un peu repris haleine, ayent fait, pendant la trève de douze ans, élever un magnifique monument à ce Prince, dans le chœur de l'Eglise-neuve à Delft. Dans l'inscription ils le dépeignent comme le Reseaurateur de la Liberté & de la Religion, & lui donnent le plus beau tître, dont ait jamais été honoré aucun Prince, celui de Pe'RE DE LA PATRIE.

CHAPITRE VIII.

Commençant en 1584. à l'admission du Prince Maurice à la tête du Conseil d'État, & finissant en 1598. à la cession des Pays-Bas, faite par le Roi d'Espagne à l'Infante Isabelle Claire Eugenie.

Le Prince Maurice sait Chef du nou-

laume I. les Etats, Généraux, assemblés à Delft, établirent le 13. Novembre 1584., un Conteil d'Etat, dont ils déférèrent la Présiden-

ce à Maurice de Nassau, Prince d'Orange, second veau Confils de Guillaume I. Ce jeune Prince n'était alors seil d'Eâgé que d'environ dix-sept ans, & faisait ses tat.
Etudes à l'Université de Leyde. Ce Conseil d'Etat cependant, à qui l'on avait confié l'administration des affaires de la guerre, ne subsista que
peu de mois. Utrecht dont le Prince défunt
avait été Stadhouder, élut pour le remplacer,
Joos, ou fuste Zoete, Seigneur de Villers; le
Comte Guillaume, Louis de Nassau, qui avait
déjà été Stadhouder de Frise, y sut de nouveau
revêtu de cette Dignité, que les Etats de Hollande & de Zélande ne transportèrent au Prince
Maurice dans leurs Provinces que plus d'un an

après.

CEPENDANT des que Maurice eut-été déclaré Chef du Conseil de Régence, les différentes Provinces de l'Union travaillèrent à mettre sur un pié solide les dépenses à porter pour les frais de la guerre, qu'ils s'apprêtèrent à pousser de nouveau sous la conduite du jeune Prince, du courage & de la valeur duquel ils se promettaient les plus grands avantages. Le Prince de Parme. pourtant, qui avait mis le siège devant Anvers, resserrait de plus en plus cette ville. Il s'empara aussi presqu'à la fois de Dendermonde, Vilvoorden & Gand. Dathenus, après la prise de cette dernière ville, s'étant retiré en Hollande, eut l'audace dans ses séditieux sermons de précher contre les Négociations des Etats avec la France, à laquelle on voulait transporter la souveraineté des Pays · Bas, & de faire les éloges les plus fastueux du Prince de Parme. Cette conduite indiscréte du fougueux ministre, lui attira l'indignation des Etats,

Etats, qui s'assurcrent de sa personne; mais avant été relaché quelque tems après il alla s'établir à Elbing, où il est mort. Nous avons observé plus haut qu'il avait traduit en Hollandais les Pseaumes de Marot & de Bèze. Quel. qu'insipide, quelqu'indécente même que fût cette traduction en plusieurs endroits, les Eglises Protestantes des Pays · Bas s'en sont servis jusqu'en l'année 1774., que le Souverain en a interdit l'usage, & ordonné d'en introduire une autre version, qui est beaucoup plus fidellement exécutée, & répond bien mieux à la sublimité des expressions de l'Auteur sacré. LE Prince de Parme s'étant emparé de toute

tions avec veraineté des Pays-Bas.

la Flandres, & d'une partie du Brabant, les E-& l'Angle tats renouèrent les Négociations avec la France terre, pour au sujet de la Souverameté. La Reine-mère, Catherine de Médicis, à qui Henri III. son fils, de la Sou-plongé dans la mollesse & les plaisirs, laissait à son gré gouverner son Royaume, ne voyant point jour à défendre & à soutenir les Pays - Bas, & ne voulant pas leur donner des secours gratuits, refusa avec honnêteté pourtant l'offre que l'on faisait au Roi son fils. Tandis que l'on négociait en France, l'on travaillait aussi en Angleterre sur le même objet; & la prise de Bruxelles & d'Anvers par les Espagnols, qui vers le même tems s'étaient aussi rendus maîtres de Zutohen. de Nimégue, de Doesbourg, & d'autres villes de la Gueldres, jointe au refus des Français, engagea les Etats à pousser avec plus de vigueur les Négociations en Angleterre, & à faire à la Reine Elizabeth les mêmes offres qu'ils avaient faites à Henri III. Elizabeth refusa également & 12

la Souveraineté & la protection perpétuelle des Pays Bas; mais elle promit d'envoyer un certain nombre de troupes, commandées par un habile Général; pour lequel seçours les Etats lui engagèrent les villes de la Brille & de Vlis-

singue.

En effet la Reine envoya en 1585. Robert 1585. Dudlei, Comte de Leicester, dans les Pays - Bas, Le Comte avec environ cinq-mille hommes. Les Etats-de Leices-Généraux lui déférèrent aussi - tôt le Gouverne-ter vient ment général des Provinces. Celle de Hollande dans les cependant, qui venait d'élire Maurice pour son Pays-Bas; Stadhouder, stipula, que les différends qui surviendraient sur le fait des impôts, seraient décidés par ce Prince & par quelques personnes du Haut - Conseil, & du Conseil - Provincial. Tout cela n'empêcha pas que Leicester, qui s'était rendu agréable au peuple par ses feintes complaisances, & qui eut la politique de se concilier la faveur du Clergé Protestant, se vit bientôt revêtu dans toutes les Provinces d'une autorité absolue, & d'un pouvoir presqu'arbitraire en tout ce qui concernait la Police & l'administration de la Justice. Aussi ne tarda-t-il pas à montrer, qu'il se croyait le maître d'agir à son gré, réglant partout les affaires de la Régence comme il le jugeait à propos.

En l'année 1586. les Etats de Hollande élurent pour leur Conseiller-Pensionnaire, ou Avocat de la Province, Maître Jean van Oldenbarneveld. Ce grand homme, qui avait été trèsattaché au Prince d'Orange, & qui par ses conseils avait été cause que Maurice son fils, s'était vu, dans un âge si peu avancé, revêtu des premières

1586.

mières dignités de l'Etat, n'accepta qu'avec pcine un emploi toujours pénible, & souvent exposé à de grands dangers dans les tems disticles.

Avant de se charger d'un fardeau aussi pelant, il
stipula qu'on lui accorderait sa démission, dès le
moment que l'on penserait à traiter avec l'Espagne, pour rendre les Pays. Bas à cette Couronne; démarche que les circonstances présentes
lui faisaient craindre; il voulut de plus être assuré que, contre sa volonté, on ne l'employerait dans aucune Ambassade étrangère. L'on
aura dans le cours de cet Abregé si souvent occasion de parler de cet habile Politique, que
nous avons cru devoir marquer le tems auquel
il sut appellé au ministère de la République.

Grave livrée au Prince de Parme. LA guerre cependant continuait toujours, & Grave, depuis quelques semaines assiégée par le Comte de Mansfeld, allait être livrée par trahison aux Espagnols, lorsque les traitres furent heureusement découverts & punis. Ce que la perfidie n'avait pu faire, la lacheté l'exécuta, & Lubbregt Turk, Seigneur de Hemert, jeune Gentil-homme Gueldrois, qui commandait dans cette ville, la rendit par composition au Prince de Parme, après avoir écrit à Leicester, qu'il se trouvait encore en état de la défendre, & au moment pour ainsi dire que l'Anglais s'avançait pour sécourir la place & faire lever le siège. Par sentence du Conseil - de guerre, confirmée par Leicester, Hemert, & deux autres Officiers, payèrent de leurs têtes la résolution trop précipitée, qui les avait porté si lachement à capituler. La sévérité de la discipline militaire suffishit pour justifier la rigueur du Comte, à qui même

même les Etats de Hollande avaient demandé, que l'on laissat contre le Seigneur de Hemert un libre cours à la justice. Mais quelque tems après, Weltz, Capitaine Anglais, qui avait vendu Aalst à l'ennemi, & l'avait servi depuis, ayant été fait prisonnier par Hobento, on remit ce traitre à Leicester. L'on s'attendait qu'il le punirait avec la même sévérité au moins que celle · qu'il avait montrée dans l'affaire du Seigneur de Hemert. Le Comte cependant donna la vie & la liberté au perfide Weltz; il récompensa même son crime en lui accordant du service dans les troupes de sa Garde - du - Corps. Cette conduite indiscrète, & le choix qu'il fit de son parent Sidnei, pour lui donner le Régiment de Hautain, causèrent de grands murmures parmi les gens de guerre, qui s'en plaignirent au Comte de Hohenlo dans un mémoire signé par vingt-deux des principaux officiers. Mais Leicester, à qui cet écrit fut remis, n'en tint aucun compte, & le rejetta avec indignation.

La prise de Doesbourg & celle de quelques Forts aux environs de Zutphen, furent les principaux exploits de Leicester pendant la campagne de cette année. Dans une action, qui se passa près de Weinsfeld, son parent Philippe Sidnei requi une blessure à la cuisse, dont il mourut. Après avoir réglé les quartiers d'hyver, Leicester, qui voyait son autorité trop bornée en Hollande & en Zélande, par l'élévation du Prince Maurice au Stadhouderat de ces deux Provinces, sixa sa résidence à Utrecht. Le séjour de cette ville lui parut d'autant plus propre à ses vues ambitieuses, & à l'exécution des instructions secrè-

Aa

tes

Tome I.I

tes que lui avoit donné la politique Elisabeth, que le Stadbouder de cette Province était intièrement dans ses intérêts, & que la Bourgeoisse d'Utrecht, pour des raisons de commerce, était alors très-irritée contre les Hollandais & nommément contre ceux d'Amsterdam. L'on ne fut pas longtems à s'appercevoir des secrètes dispositions de l'Anglais. A peine il fut fixé à Utrecht, qu'il s'attacha avec une sorte d'affectation à certains esprits brouillons, dont les principaux étaient un Jacob Reingoud, Commis, chasse de son emploi pour ses malversations, un Gérard Prounink, & un Daniel de Burggraaf. Ces trois personnes avaient formé dans Utrecht une faction, composée des flatteurs de Leicesser & d'autres gens, qui prétendaient avoir des railons de mécontentement contre les Etats, & que l'on nomma depuis la faction des Reingoudistes. La première choie qu'il fit, fut d'ériger un Hôtel des Monnoyes à Amsterdam, dont il donna la direction à Hans de Vluming, ou Jean le Flamand, qui y fit battre des doubles Rosenobles au coin & aux armes d'Angleterre, & dont le cours fut porté à plus de quarante soûs au dessus de leur valeur. Les Etats en général, & la ville de Dordrecht surtout, qui prétendait avoir seule le droit de frapper monnoye en Hollande, furent très-mécontents d'une entreprise qui blessait si ouvertement un des premiers droits du Souverain. A cette innovation, qui cependant n'eut point de suites, succéda bientôt un Edit publié en son nom pour défendre l'importation des munitions de guerre & de bouche d'uns les pays de la domination d'Espagne. Il cherchait sans-doute par là à mettre

Elit de Lucilor con re l'importation des vivres.

les Espagnols plus à l'étroit; mais il ne comprenait pas que c'était aussi chasser la navigation & le commerce des Provinces de Hollande & de Zé: lande, & que l'ennemi cependant pourrait, comme auparavant, tirer ses provisions d'ailleurs. Pour mieux réuffir dans ses vues, il traitait avec la dernière complaisance le Clergé Protestant, qui à son tour le flattait bassement, & employait tout le crédit qu'il avait sur le peuple, pour étayer les projets du Comte. Aussi, sans en Il convodonner connoissance aux Etats, il convoqua de que un Syson autorité privée un Synode à la Haye, & con-node à la Haye. firma de même, sans en rien communiquer aux Etats, un Réglement eccléfiastique, arrêté dans ce Synode, & dont plusieurs articles furent trouvés blesser l'autorité du Souverain & le respect qui lui était dû. -

CEPENDANT les Officiers de la Bourgeoisse Entreprise d'Utrecht, qui ne voyaient que par les yeux de des Offi-Leicester, faisaient tous leurs efforts pour faire Milice céder pleinement & sans aucune condition, la Bourgeoise fouveraineté de cette Province à la Reine d'An-d'Utrecht.

gleterre. Il y eut même une requête de présentée à cet effet, à laquelle le sénat de la ville souscrivit, autant que la chose dépendait de lui. Amersfoort & Reenen y consentirent de même; mais Wyk te Duirsteede & Montfoort, arrêterent en quelque sorte ce pernicieux projet, en insistant sur la conservation de tous leurs priviléges, sans en excepter même ceux, qui pourraient être contraires à l'autorité de la Reine, exception que n'avaient même pas voulu faire les auteurs de la Requête. Pour faire paraître encore plus ouvertement combien ils favorisaient les intentions Aa2

du

du Comte, ces Officiers firent airêter en son nom & conduire en prison Maître Paul Buis, Pensionaire des Etats de Hollande avant Barneveld, parce que cet ancien ministre ne s'était pas soumis en tout aux volontés de l'Anglais. Ils firent plus encore, ils forcerent à bannir de la ville plulieurs personnes de marque, ils changerent la Régence avant le tems porté par les Loix, & élurent Prounink pour second Bourguemaitre, que les Erats-Généraux retuserent cependant d'admettre en cette qualité dans leur Assemblée.

Quelque tems après, Leicester, sous prétex-

en Angiebette.

salt un tour te que sa présence était nécessaire dans le Parlement, partit pour l'Angleterre où il fit reçu de la Reine avec les marques de la plus grande bienveillance. Avant son départ il remit au Conseil d'Etat l'administration des affaires civiles, &c celle de la guerre par terre. Le Prince Maurice, comme Amiral, & les différents Colléges de l'Amirauté, eurent la direction des forces navales, le tout jusqu'au retour du Comte, ou jusqu'à nouvel ordre de la part des Etats-Généraux. Au reste les entraves qu'il mit au pouvoir du Conseil d'Etat, ne laissait à ce corps qu'une autorité précaire & entiérement dépendante de la sienne. Les Etats-Généraux, résolus de faire de nouvelles offres à la Reine, pour engager cette Princesse à accepter, à des conditions raisonnaibles, la souveraincté de leurs Provinces. lui envoyerent, au commencement de 1587. une Ambassade solemnelle. Elizabeth, peu satissaite des conditions qu'on lui propolait, répondit avec

augreur aux Ambassadeurs, à qui elle reprocha l'a gratitude de leurs Maîtres. , Elle se plaignit

1587.

-100

,, du

, du peu d'autorité que l'on laissait à Leicester, , & de ce que; sur les affaires de la Républi, que, on ne lui avait pas fait toutes les ouver, tures auxquelles il avait droit de s'attendre;
, sur toute la terre, ajoutait la Reine irritée en
jurant par le Dieu vivant, il n'y avait pas
d'Etats ou de peuples plus mal-avisés que ceux
, des Pays-Bas. Elle finissait par assurer les
, Ambassadeurs, que si elle pouvait se resoudre
, encore à faire quelque chose pour les Provin, ces, elle prétendait en être traitée avec plus
, d'égards & de respect, & être plus sidelle, ment & plus amplement instruite de leurs af, faires &c."

Les Ambassadeurs, surpris autant que pénétrés d'une réponse à laquelle ils n'avaient guères lieu de s'attendre, se préparèrent à désendre par écrit la conduite de leurs maîtres. Tandis qu'ils travaillaient à cette justification, ils reçurent des nouvelles affligeantes, mais qui les mirent en état de mettre dans un plus grand jour leurs moyens de défense. Un Français, nommé Marchand, à qui le Conseil d'Etat avait été obligé de confier la garde du Château de Wourv près de Bergen · op · Soom, avait vendu ce Château au Prince de Parme le 17. Janvier pour dix mille florins pour lui, & trois mois de solde pour ses soldats. Guillaume Stanley d'un autre côté qui commandait dans Deventer, & Rolland York dans le Fort de Zutphen, avaient livré par trahison ces deux places aux Espagnols à la fin du même mois. Ces trahisons, suite du choix que Leicester avait voulu que l'on fit de ces personnes, contribuèrent beaucoup à lui faire perdre de son A 2 3 Crć~

crédit, lui enleverent une grande partie de ceux qui jusqu'alors s'étaient déclarés ses partisans, & firent hair généralement tous les Anglais employés dans ces Provinces. Cette hame augmenta bien plus encore, après que quelques troupes de Cavalerie Anglaise eurent souragé tout le plat-pays entre Utrecht, Amsterdam, Gouda, & les territoires de l'Alblas & de Crimpen, pour se payer des arrérages, qui leur étaient dûs par In Reine. Ces perfidies & ces excès engagèrent par la suite les Etats à se tenir mieux sur leurs gardes contre les projets de Leicester & de ses adhérans. Ils donnèrent plus d'autorité au Prince Maurice, & soudoyerent un plus grand nombre de troupes; plusieurs villes de la Hollande prirent même des Waardgelders, pour se mettre à couvert de toutes les entreprises que l'on pourrait faire contre leur liberté.

Retour de Leicester dans les Pays . Bas.

LEICESTER cependant était revenu dans les Pays - Bas au mois de Juillet de cette année 1587. & avait tenté inutilement de faire lever le siège de l'Ecluse, assiégée par le Prince de Parme. Mais bientôt l'on eut tout lieu de se mésier plus que jamais de la bonne foi de l'Anglais, qui, peu après son retour, fit proposer à l'assemblée des Etats-Généraux, s'il ne serait pas de l'intérêt des Provinces de faire la paix avec le Roi d'Espagne. Cette proposition venant de sa part, la découverte que l'on fit peu après qu' Elizabeth elle - même avait parue portée à faire la paix avec Philippe, la connaissance que l'on cut de quelques articles des instructions secrètes données à Leicester, enfin le projet que ce Comte avait formé de s'assurer du Prince Mau-Tice.

rice, du Comte de Hohenlo, du Pensionaire Barneveld & de quelques - autres personnes, frappèrent d'étonnement & d'effroi les véritables défenseurs de la Patrie, qui craignirent alors qu'il ne s'élevât de dangereuses séditions dans les grandes villes. La ville d'Amsterdam pour prévenir ou arrêter tout danger, eut la précaution de faire planter quelques piéces de canon de bronze devant l'Hôtel de ville. Leicester en effet s'y rendit, & par les intrigues de ses partisans il essaya de se rendre maître du mot du guet, ce qui devait faciliter le projet qu'il avait formé pour s'emparer de cette grande ville, dont il prétendait par un honteux supplice faire périr ceux des Magistrats, qui s'étaient opposés avec le plus de chaleur & de zèle à ses vues ambitieuses, & avaient osé soutenir hautement leurs droits & leurs priviléges. La fermeté du Bourguemaître Pierre Boom empêcha cependant la réussite de ce perfide dessein. Ce généreux Patriote eut le courage de déclarer, qu'il n'y avait que le Conseil de la ville seul, qui cut le droit de faire quelque changement dans la manière & l'usage de prendre le mot du guet. Cette déclaration soutenue des autres précautions prises par d'autres personnes bien intentionnées, ayant mis en défaut la perfide & cruelle politique de Leicester, il quitta la ville dès le lendemain pour se rendre à Utrecht. Il n'y fut pas plutôt qu'il en changea toute la Régence, malgré les oppositions du Comte de Nieuwenaar, qui soutenait que lui seul avait ce droit en sa qualité de Stadbouder de la Province. Prounink cependant, ce vil esclave des volontés du Comte, fut continué dans sa charge de Bourguemaître. Vers A 2 4

le milieu du mois d'Octobre Leicester partit pour la Nord-Hillande, où il fut très-bien reçu de ceux de Hoorn; mais le Magistrat d'Enchbuizen craignant qu'il ne formât quelqu'attentat contre la ville, lui envoya des députés, qui l'avant prévenusur l'affront qu'il recevrait, s'il persistait dans son dessein, il n'osa passer plus loin. Il voulut ensuite se rendre en Frise, mais étant ençoie a Medenblik dans la Nord-Hollande, il y recut des lettres par lesquelles les Etats de cette Province le priaient de suspendre son voyage pour quelque tems. Leicester, traversé partout, commença enfin à s'appercevoir qu'il lui serait disficile de soutenir longtems son crédit chancelant.

C'arre de 11 ... 12 BUX LIES de la Pros VIDOG.

Les choses en étaient là, lorsque le Clergé de ima da Hollande prit la liberté de faire par écrit des remontrances aux Etats de cette Province, pour les engager à la concorde, & prevenir les suites d'une plus grande rupture entre eux & son Excellence. Pour travailler avec fruit à cette utile réconciliation, le Clergé prinit les Etats de ne point se laisser conduire par des vues particuhéres, par des passions, qui ne pouvaient qu'y mettre obstacle. On répondit d'abord avec douceur à messieurs les Ministres, que l'on examinerait leur Ecrit, mais peu après, on leur fit dire par le Pennionaire Oldenbarneveld, , qu'il n'y , avait rien dans leur mémoire que Messieurs les Etats ne sussent aussi bien & beaucoup mieux , qu'eux.; que les dits Etats ne s'intéressaient , pas moins qu'eux au bien-être de la Patrie; ,, au reste que chacun d'eux pouvait se retirer

,, chez soi, & laisser à Messieurs les Etats le soin

22 de conduire & de diriger cette affaire.13

BIEN

BIEN-LOIN de prêter l'oreille aux indiscrètes Les Etats remontrances des Ministres & autres Partisans de de Hollan-Leicester, les Etats de Hollande publièrent au de publiene mois d'Octobre trois mémoires contre l'Anglais, moires servant à justifier la conduite des Etats, & a contre prouver combien Leicester avait outrepassé les Leicester. bornes de l'autorité que l'on avait bien voulu lui confier. Cependant ils firent peu d'effet, & le Comte n'en continua pas moins d'agir suivant les mesures qu'il avait déjà prises. Chaque jour, chaque démarche découvrait avec plus d'évidence quelles étaient ses vues. A Dordrecht son favori Prounink avait tâché, par le moyen d'un autre Brabançon, d'engager la Bourgeoisse à signer une Requête, addressée au Gouverneur-Général (Leicester), pour s'y plaindre de quelques membres de l'Assemblée des Etats de Hollande, qui prétendaient qu'il ne fallait pas se fier aux Anglais, parce que leur dessein était de livrer le Pays aux Espagnols; tandis qu'eux · mêmes, ajoutait la Requête, ne pouvaient être autrement considérés que comme des traitres. A Leyde il se forma vers le même tems une conspiration bien plus dangereuse encore. Il ne s'agissait de rien moins que de se rendre maître de cette ville, & d'y changer ensuite toute la Régence au gré de Leicester. Le Capitaine Cosmo Pescarengis, sécondé des soldats aux ordres du Capitaine Nicolas de Mauide, devait conduire l'affaire; mais ayant été soupçonné, arrêté & convaincu, Pescarenzis sut condamné à perdre la tête, de même que Maulde, & le nommé Volmar, l'un des anciens du Consisseire, qui avait trempé dans la même conspiration. Adrien Saravia, Profes-Aar

seur en Théologie, le Ministre Christien van de Wouwere, & Adolphe van Meetkerke avcc quelques - autres Complices, se dérobèrent par la fuite au supplice qu'ils avaient également mérité, & furent exclus du pardon général que le Prince Maurice fit publier quelque tems après, en faveur de ceux qui par ignorance ou simplicité avaient eu part à la trahison. A Gouda, où Leicester brassait quelque chose de semblable, on arrêta vers le même tems un Anglais, nommé Jacob Williams, qui y fut décapité pour crime de Lèze-Majesté. Leicester ne sut pas plus heureux dans le projet qu'il avait formé de s'assurer de la personne de messire Guillaume van Zuilen van Nyveld; car ce Seigneur, averti par quelques Paysans, eut le tems d'éviter par la fuite le piége qu'on lui tendait. Déconcerté dars tous ses projets, dont aucun n'avait pû réussir, traversé même en Frise & à Utrecht, où le nombre de ses partisans diminuait de jour en jour, Leicester comprit qu'il lui serait impossible de faire jamais plier ces Provinces sous le joug du pouvoir arbitraire qu'il prétendait usurper. On lit même dans des mémoires dignes de foi, qu'il fut si étourdi de la nouvelle, que le complot sur Leide avait manqué, qu'il lui échappa de dire, qu'il était tems actuellement qu'il mit sa tête à couvert. Départ de Aussi ne tarda-t-il pas à se retirer. La crain-

Leicester pour l'An-Eleserre.

te qu'il eût qu'on ne pensât à l'arrêter, lui fit précipiter son départ de la Nord-Hollande, d'où il se rendit à Utrecht, de là à Dordrecht & ensuite à Vlissingue, où il ne s'arrêta que quinze jours. Le 6. du mois de Décembre il fit voile pour l'Angleterre, où ayant appris que les Am-

baffa-

bassadeurs des Etats se préparaient à l'accuser devant le l'arlement, il conjura la Reme avec larmes d'interposer son autorité pour le soustraire à cette honte: Elizabeth lui ayant donné sa parole Royale, il se présenta le sendemain à la Chambre - Haute, y prit sa place parmi les Scigneurs, & au moment que le sécrétaire se mit à lire les chefs d'accusation portés contre lui, il l'interrompit & l'arrêta tout court, en protestant qu'il n'avait agi que d'après les Instructions secrètes qu'il avait reçues de la Reine, à laquelle il en appellait. L'aveu du Comte & la conduite d'Elizabeth en cette occasion, prouvent clairement, que cette Princesse avait des vues cachées sur la souveraineté des Provinces, & que si elle avait refusé hautement de l'accepter lors. qu'on la lui offrit, c'est qu'elle avait voulu paraître ménager la Cour d'Espagne; & que d'ailleurs elle se flattait que Leicester trouverait bien les moyens de la lui acquérir d'une manière, qui ne mettrait pas à son autorité des bornes aussi étroites, que celles qu'avaient voulu lui préscrire les Etats. Mais lorsqu'Elizabeth eut compris que le Comte s'était mis, par son inconduite, hors d'état de répondre à ses vues secrètes, elle lui ordonna de se démettre du Gouvernement des Pays-Bas, & d'en remettre les rênes aux Etats-Généraux. Ainsi se termina la Régence de Leicester. Après son départ la constitution des Provinces prit peu à peu une forme plus folide, & fut dès lors portée presque sur le même pié qu'elle a toujours conservé depuis sous l'administration des Stadhouders.

La démission de Leicester, quoiqu'assez géné-

nommée l'Invincible. 1188.

ralement désirée, ne laissa pas de causer quelques troubles dans les Provinces. Les troupes se mutinèrent dans différents lieux; les ministres de sa Religion, toujours portés pour les Anglais, augmentaient l'embarras par leurs intrigues; & le Prince de Parme, qui venait de se rendre maître de Gertrudenberg par surprise, aurait pû tirer de plus grands avantages du desordre qui regnait partout, mais nommément dans les Provinces de Hollande, de Zélande & d'Utrecht, s'il ne s'était vû arrêté au milieu de ses progrès, par les nouveaux desseins de Philippe son maître. C'était à l'Angleterre que le Roi d'Espagne en voulait actuellement; le Pape Sixte V. venait d'excommunier Elizabeth; il avait mis son Royaume à l'interdit, & c'était pour la chasser du trône, dont l'avait déclarée indigne la Bulle du Fontife, que La Flotte le Monarque Espagnol se préparait depuis quel-Espagnolle que tems à faire une descente en Angleterre. l'année 1588. il équipa une flotte d'environ 140 gros vaisseaux, outre un bon nombre de navires de moindre port. Vingt mille hommes montaient cette Flotte, qui portait le fastueux nom d'Invincible, & dont le commandement avait été confié à Alphonse Perez de Gusman, Duc de Medira Sidonia. Le Prince de Parme de son côté avait levé en Flandres une armée de 30,000 hommes, qui devaient s'embarquer sur vingt - huit vaisseaux qui étaient dans les ports de Dunkerque. Elizibeth, qui pendant longtems n'avait pû croire que cette flotte formidable dût être destinée à l'attaquer, se réveilla enfin de cette espèce de léthargie, & demanda aux Etats un seçours de vingt vaisseaux de guerre, qui lui furent ac-COL-

cordés. Bientôt l'Invincible parut à la vue de l'Angleterre, où elle aurait pû sans peine débarquer les troupes, après avoir enlevé ou dispersé la flotille, qui gardait les côtes, si Philippe ne lui avait ordonné de ne rien entreprendre que lorsqu'elle se serait réunie à la flotte de Parme, que l'Amiral Henry Seymours, avec une partie des vaisseaux Hollandais & Zélandais tenait heureusement bloquée dans les ports de Dunkerque. Enfin le 31. de Juillet les flottes Espagnolle & Anglaise en vinrent aux mains devant Plymoutb. Le Jendemain l'Amiral Drake prit un Gallion d'Espagne, que le canon des Anglais avait fort maltraité. Un peu plus tard le feu prit au vaisseau du Vice-Amiral, Michel d'Oquendo. Le 2. du mois d'Août les deux flottes ayant recommencé le combat, les Espagnols perdirent plusieurs vaisseaux & beaucoup de monde. Le 6. la flotte Espagnolle jetta l'ancre devant Calais. Les Anglais y envoyèrent 8 Brulots, qui achevèrent de mettre toute la flotte en desordre, & la forcèrent de prendre le large avec perte de plusieurs. vaisseaux. Messire Pierre van der Does, Vice-Amiral de Hollande, s'empara alors du Gallion monté par Don Diégo de Piémontel, & en apendit le pavillon dans l'Eglise de Leyde. L'Invincible réduite à 75 vaisseaux, & ne voyant aucun moyen-de se joindre à la flotte du Prince de Parme, n'osa plus s'exposer à tenir tête à celle d'Angleterre. Il fut donc résolu de regagner l'Espagne, en faisant cours vers le Nord, pour passer derriére l'Irlande. Surprise d'une furieuse tempête dans une mer peu fréquentée & peu connue des Espagnols, la flotte de Philippe vit briser ou échouer

Dispersion chouer sur les côtes d'Irlande plusieurs de ses de la Flot-vaisseaux, de sorte qu'à peine il en retourna 50 te Estag- dans les ports d'Espagne. Plus de la moitié des troupes & de l'Equipage avait péri dans cette malheureuse expédition; le nombre des morts se

malheureuse expédition; le nombre des morts se trouva même si excessif parmi les principales samilles d'Espagne, que le Roi crut devoir défendre d'en porter le deuil. Il craignait que le grand nombre de personnes, qui seraient obligées de le porter, ne servit à exagérer aux yeux du peuple la grandeur de la perte que venait de souffrir le Royaume. Il est remarquable que, quoique le canon de l'Ennemi eut extraordinairement mal - traité la flotte Anglaise, elle ne perdit pourtant pas un seul de ses vaisseaux. Au reste en Angleterre & en Hollande la victoire remportée sur les Espagnels, & la destruction ou dispersion du rette de l'orgueilleuse & redourable Invincible, furent regardés comme les effets d'une faveur particulière de la Providence, que les deux Nations célébrèrent par de solemnelles actions de graces. Un autre sujet de joye pour les Hollandais sut la mort de Leicester, arrivée peu de jours après le départ des Espagnols. Fier d'avoir réduit ses ac-culateurs à se taire, & de s'être vû, pour prix des services rendus à sa souveraine, revêtu par elle de la charge de Généralissime de toutes ses troupes de terre en Angleterre, il n'avait pas manqué une seule occasion de fomenter & auprès d'Elizabeth & dans ces Provinces par ses lettres, le mécontentement qu'il y avait inspiré contre les Etats, qui se virent enfin heureusement délivrés d'un ennemi d'autant plus dangereux, que dans son Pays il jouissait de toute la faveur de sa maî-

treffe,

Mort du Comte de Leicester.

tresse, & qu'en Hollande, il se servait du crédit du Clergé, toujours maître de diriger à son gré les mouvemens du peuple, pour y attiser le seu des

discordes que lui - même y avait allumé.

PARME cependant, chagrin du mauvais succès Le Prince de l'entreprise formée contre l'Angleterre, sem-de Parme bla ne se résoudre qu'avec peine à faire le siège de Bergen. Bergen - op - Zoom. Il crut avant tout devoir ep . Zooms s'emparer de l'Isle de Tholen en Zélande; mais ce projet ayant manqué, il assiégea cette premiére ville, dont il croyait se rendre maître par trahison. En effet un Enseigne, nommé Grimston, & un Vivandier, s'étant offert d'introduire ses troupes dans deux Forts, qui couvraient la ville du côté de l'Escaut, il accepta la proposition, à condition cependant que les deux guides, enchais nés & menés par deux soldats armés, conduiraient aux forts une troupe de trois mille hommes. Les prétendus traitres, qui n'agissaient, que par les ordres de Thomas Morgan, Gouverneur de Bergen · op - Zoom, se soumirent à la condition. Arrivé devant l'un des Forts l'on trouva effectivement la porte ouverte. Les guides y entrèrent, suivis de la première Division de cinquante hommes; mais le second guichet ayant aussitôt été fermé, les Espagnols qui se virent pris, n'oserent se jetter sur leurs faux guides pour se venger d'en avoir été trompés. Quoique le reste du Détachement, qui était encore en dehors, s'apperçut alors de la trahison, il voulut cependant tenter par la force ce qu'il n'avait pû exécuter par surprise. Ces troupes aussitôt se jettent dans le fossé, qui était guéable, & s'efforcent en grimpant de gagner le haut du parapet; mais

mais elles furent repoussées avec tant de vigueur, que les Espagnols furent enfin obligés de reculer avec perte de huit-cens hommes. Parme, après cet échec, désespérant d'emporter la ville, leva le siège & se retira, avec le gros de son armée.

Mouveneis à Utrecht.

DEPUIS le départ de Leicester des Pays - Bas la ville d'Utrecht était restée divisée en deux factions, dont l'une tenait pour les Etats, l'autre favorisait toujours le parti de l'Anglais. Les Etats, voulant mettre fin aux troubles, qui naissaient de cette division, donnérent ordre au Conste de Nicuwenaar de faire dans la Régence les changemens nécessaires, quoique hors du tems porté par les loix. Trillo fut démis de la charge de Baillif, que l'on rendit à Messire Nicelus van Zuilen de Drakenbourg. Prounink, ce Bourguemaître de la main de Leicester, après une longue détention, n'échappa qu'avec peine au dernier supplice. A la recommandation d'Elizabeih on lui accorda la vie, mais pour satisfaire la haine presque générale qu'il s'était attirée, il sut banni de la ville & de la Province d'Utrecht, & déclaré pour toujours inhabile à tous emplois.

1189.

Au mois d'Août de l'année 1589. Martin Schenk, Officier de fortune, mais d'un courage éprouvé, entreprit de surprendre Nimégue. Il choisit une nuit des plus sombres pour cette expédition, & vint avec vingt vaisseaux & cinq grands bateaux plats chargés de gens armés se présenter devant la ville. Déjà une des portes était abbatue, & une partic des troupes de Schenk avait pénétré dans une maison, où malheureusement pour lui l'on sétait une nôce.

L'allarme fut bientôt générale; la Bourgeoisse & la garnison s'étant armées à la hâte, la maison fut reprise, & les Hollandais obligés de céder au nombre & à la force, se retirerent avec précipitation & en desordre vers leurs vaisseaux. Schenk, pesamment armé, voulant sauter dans une des barques déjà trop surchargée, elle se déroba sous lui, & ce brave Officier, tombé dans l'eau, v périt malheureusement. Deux mois plus tard le Comte de Nieuwenaar périt d'une manière aussi funeste. Il était à Utrecht occupé à examiner des munitions de guerres, destinées pour Rynberk, affiégée par les Espagnols depuis environ deux ans, lorsqu'une étincelle tombant dans la poudre, fit partir deux armes à feu d'une nouvelle invention. Le Comte fut si dangereusement blessé, que dix jours après il en mourut. Les Stadhouderats de Gueldres, d'Utrecht & d'Overy//el, vacants par sa mort, ne furent remplis que les deux années suivantes, que l'on en disposa en faveur du Prince Maurice.

VERS le commencement de l'année 1590. les 1590. affaires des Pays - Bas semblèrent prendre un tour plus favorable qu'auparavant. L'Espagnol, affaibli par les pertes qu'il avait faites dans sa malheureuse entreprise sur l'Angleterre, & par les troupes qu'il venait de faire rentrer en France au secours de la Ligue, se trouvait hors d'état de pousser la guerre avec vigueur dans les Pays-Bas. Le Prince Maurice au contraire, qui venait d'être revêtu des trois Stadhouderats, vacants par la mort du Comte de Nieuwenaar, & Eloge du à qui les Etats avaient confié le Généralat de Prince toutes leurs troupes, s'était dès-lors appliqué à Maurice.

Tome II . Bb

l'art militaire avec tant de succès, que de jour en jour l'on s'appercevait avec surprise des progres étonnants qu'il faisait dans cette science. Habile à prévoir les desseins de l'ennemi, il était aussi prompt à le prévenir, & plus d'une fois sa célérité sit échouer les projets les mieux concertés. Rien n'échappait à sa prévoyance, il entrait dans tous les détails, les choses même de la plus petite conséquence attiraient son attention. Il avait soin que toutes les Places sussent toujours en état de désense, & que l'on y fit une garde exacte. D'un coup d'œil admirable, il montra dans toutes les occasions la plus grande habileté dans le choix de ses campemens. Dans les siéges il tenait toujours prêt tout ce qui pouvait être nécessaire à un assaut. Le soldat peu formé jusqu'alors à l'attaque des Places, & à se battre en bataille rangée, apprit sous ce Prince une méthode toute nouvelle & qu'il s'était faite à lui - même, de mieux manier un cheval, de garder ses rangs, de porter lui-même en campagne ses propres vivres, & de travailler aux retranchemens & autres fortifications. Aussi l'armée de Maurice devint bientôt une Ecole militaire, surtout lorsqu'il cut éprouvé le bonheur des armes, où la jeune Noblesse étrangère venait s'instruire dans l'art de la guerre. En un mot ce fut à ce jeune Prince, que la nouvelle République des Provinces - Unies dût ce dégré de force, de sureté & de consistance, dont son Père n'avait fait que poser les premiers fondemens.

Brêda pris La prise de Bréda pendant le printems de cetpar surpuse. te année, sut la première des heureuses entreprises de Maurice. Héraugières, à qui la conduite

de

de cette affaire avait été confiée, se servit pour surprendre la ville du nommé Adrien Janszoon van Bergen, qui accoutumé de livrer des tourbes à la garnison du Château, passait & repassait continuellement avec un sauf-conduit des deux partis. Vers le milieu de Février Héraugières choisit environ soixante-dix soldats de diverses compagnies, & s'embarqua de nuit avec eux à Zevenbergen, dans le bateau du Tourbier, sans être apperçu de personne. Afin de loger cette troupe d'avanturiers, le bateau était partagé dans sa longueur par un plancher, recouvert d'une charge de tourbes. Après bien des difficultés & de grandes incommodités que souffrirent les foldats dans la traversée, le bateau parvint heureusement devant le Château, où il fut visité par un Caporal, mais avec si peu d'exactitude, que n'ayant rien découvert, on se mit à décharger les tourbes *. Les soldats découvraient déjà la lumiére du jour par les ouvertures de l'entre-sol, lorsque le batelier, sous prétexte que lui & ses gens étaient fatigués, remit au lendemain à décharger le reste de sa provision. A minuit Héraugières, favorisé de la faible clarté de la lune, fait débarquer ses soldats, tandis que, pour dérober

^{*} Il est surprenant que parmi tant de personnes, qui avec l'incommodité d'une posture genante, avaient pendant plusieurs jours lutté contre le froid & la faim, aucun inconvénient ne les décélat, quoique plusieurs d'entr'eux eusent été fort incommodés de la toux pendant la traversée. L'on rapporte à cette occasion, qu'un des soldats ne pouvant retenir celle qui l'étoussait, offrit généreusement sa vie à ses camarades, en les conjurant de l'immoler à leur propre surteté.

ber à la sentinelle le bruit qu'ils ne pouvaient manquer de faire en sortant du bateau, le batelier faisait pomper sans relâche. La garde surprise sut bientôt égorgée, & le reste de la garnison repoussé jusques dans l'intérieur du Château. Paulo Antonio Landsavechia, jeune homme lans expérience, qui y commandait en l'absence de son père, tenta une sortie avec trentesix hommes, qui presque tous furent massacrés. La Bourgeoisie, voulant se jetter sur le château pour en chasser l'ennemi, en fut elle-même chas-- sée par le seu continuel qu'il sit sur elle. Le Prince Maurice & le Comte de Hohenlo, instruits de l'heureuse réussite de leur stratageme, s'avancèrent vers la ville, qui se racheta du pillage pour deux mois de solde en faveur de ceux qui avaient aidé à la surprendre. Maurice après avoir fait son entrée dans Bréda, & pris le serment de fidélité des habitans, en donna le Gouvernement à Héraugières. Le Batelier & ses deux garçons reçurent des Etats une gratification en argent comptint, & une pension honnête pour le reste de leurs jours. Chaque soldat, qui avait été dans le bateau du tourbier, eut, outre deux mois de paye, une médaille d'or de la valeur de vingt-cinq florins. Le Pensionnaire Oldenbarneveld, qui avait beaucoup contribué à la réussite de l'entreprise, fut gratifié d'une magnifique tasse de vermeil, sur laquelle toute l'histoire de la surprise de Bréda était artistement gravée.

PARME cependant, informé de ce qui venait de se passer, donna ordre à Manssell de reprendre Bréli. Il l'investit en esset avant la fin de Mars, & prit même Zevenbergen. Mais désespé-

rant

rant d'emporter Bréda, que Maurice avait eu soin de pourvoir de tout ce qui était nécessaire à une longue défense, Mansfeld abandonna l'entreprile pour suivre le Prince, qui s'était exprès jetté dans le Béturve comme s'il avait eu quelque dessein sur Nimégue. Cette diversion sauva Bréda; & Maurice, qui n'avait point eu d'autre vuë, se tint dans le Bétuwe avec son armée, dont il posta une partie le long des bords du Waal, faisant d'ailleurs occuper ce fleuve par ses vaisseaux', jusqu'à l'endroit où la Meuse s'y décharge. Il fit construire aussi vis-à-vis de Nimégue le Fort de Knodsenbourg, ce qui l'occupa le reste de l'Eté. Dans le courant des mois de Septembre & d'Octobre il prit les Châteaux de Hemert & de Heel, & les forts de Telshout, Crevecoeur & ter Heide. Steenberg & le fort de Roozendaal lui tombèrent aussi entre les mains.

Le 30. Mai 1591 Maurice prit Zutphen par composition. La garnison eut la liberté de se retirer, & la ville obtint la conservation de ses priviléges; il n'y eut que sur le fait de la Religion qu'elle fut obligée de se régler sur le même pié que les autres villes; ce que l'on remarque exprès ici, parce que dans la suite toutes les places qui tombaient au pouvoir des Etats, étaient d'ordinaire contraintes de se soumettre aux mêmes conditions. Le Prince attaqua ensuite Déventer, qui fut vaillamment défendue par le Comte Herman van den Berg; mais se voyant ménacé d'un second assaut, il rendit la ville par capitulation le 10. de Juin. Groningue fut assiégée ensuite, mais au bout de six jours Maurice, informé que Parme s'avançait contre lui, leva le siége, se conten-B b 3 tant

1591.

tant d'emporter quelques Forts circonvoisins, de même que la Forteresse de Delfzyl qu'il fit mettie en meilleur état de défense. Parme en effet s'était mis en marche pour secourir Groningue, mais rebuté de la difficulté des chemins, il alla assiéger le Fort de Knodzenbourg vis à - vis de Nimégue. Maurice à son tour se hâta de venir au secours de cette place, & en estet ayant atriré dans une embuscade & battu un détachement de Cavallerie envoyé pour le reconnaître, Parme n'osant l'attendre, leva le siège & fit entrer les troupes dans leurs quartiers d'hyver. Maurice, toujours actit, n'eut pas plutôt délivré Knodzenbourg, qu'il fait embarquer une partie de ses troupes sur 300 barques, passe dans le Pays de Waas, se rend d'abord maître de toutes les fortifications de ce territoire, & au bout de cinq jours emporte la ville de Hulst le 25. Septembre. La Garnison de Bréda s'était aussi emparée des Châ-Le Prince teaux de Turnbout & de Westerlo. Lorsque l'on

Maurice affiége & megue.

s'y attendait le moins, Maurice vint au mois prend Ni- d'Octobre mettre le siège devant Nimègue. Le peu d'espoir d'être sécourue par les Espagnols, & le seu vis & continuel des assiégeans, qui met. tait la ville dans le plus grand danger, l'obligerent enfin à capituler; la populace s'étant rendue en troupes à l'Hôtel de ville pour y forcer, par ses représentations, les Magistrats à ouvrir les portes à Maurice. Ce Prince y ayant changé la Régence, & mis ses troupes dans les Quartiers

Sonretour d'hyver, reprit la route de la Hollande. Il y fut en Hollan-reçu partout avec des marques inexprimables de 8: · respect & de joye; non-seulement on l'y regar-

dait comme le Protecteur de la Patrie; mais

COM1-

comme le Héros qui en avait reculé les limites. Compatriotes, Etrangers, tous admiraient avec étonnement sa conduite, sa valeur, son expérience dans un âge si peu avancé. Un si grand nombre de Placas fortes qu'il venait de prendre cette année, rendaient aussi les Etats maîtres de presque tous les sleuves, & assuraient une partie considérable du Commerce & de la Navi-

gation des habitans.

L'Absence du Prince de Parme, qui, avec des troupes nombreuses, était entré en France pour tâcher de forcer Henri IV. à lever le siége de Rouen, mit le Prince Maurice en état d'entreprendre encore cette année 1592. quelqu'action d'éclat. Il ouvrit la Campagne par le siège de Steenwyk, dont la garnison se défendit avec courage pendant plus d'un mois contre une armée de 8 à 9000 hommes. Le feu fut même quelquefois si vif de la part des assiégés, que Maurice y fut blessé d'un coup de mousquet à la joue gauche, & que le Colonel Guillaume van Dorp en reçut un en même tems à la cuisse, dont il mourut le lendemain. Le Prince cependant, bientôt guéri de sa blessure, poussa le siège avec plus de vigueur, & força enfin le s. de Juillet la garnison à capituler. Elle sortit l'épée au côté, mais fut obligée de jurer que de six mois elle ne porterait les armes à l'Est du Rhin Les Etats, inquiets pour les jours du Prince, de qui seul semblait désormais dépendre tout le succès de la guerre, lui conseillèrent alors de s'en tenir pour cette fois à la prise de Steenwyk, & de prendre quelque repos, surtout la canicule approchant, saison toujours dangereuse pour les blessures. B b 4 Maus

1592.

Maurice n'était pas homme à s'arrêter si facilement; aussi avant la fin du mois il assiégea Loevirden, avec l'agrément des Etats, & s'en rendit maître par capitulation le 12. de Septembre, à la vue même de l'armée du Prince de Parme, commandée alors par Verdugo.

Mort du Prince de Parisa.

PARME cependant, qui était repassé dans les Pays-Bas, avait reçu de nouveaux ordres de Philippe de rentrer en France. Il partit de Bruxelles vers la fin d'Octobre, mais pendant que son armée avançait il s'arrêta à Arras, où il mourut le 3. de Décembre. Cet habile Général avait pendant quatorze ans gouverné les Pays-Bas pour le Roi son maître. Le sort des armes, qui l'avait favorisé pendant les neuf premières années de son gouvernement, ayant continué pendant les cinq autres années a lui être. contraire, contribua peut-être autant que tout le reste à la maladie de langueur qui l'emporta, quoique l'on aît cru aussi qu'il avait eu le même fort que Don Juan, & que, comme de Prince, il avait été empoisonné. Après sa mort le gouve:nement général fut confié provisionnellement au vieux Comte Pierre Ernest de Mansfell, quoique deux Elgagnols, Don Pedro Henriquez d'Azevedo, Comte de Fuentes, & Don Estevan d'Ibar. ra, cuffent de fait toute la puissance en main.

1593. Alzerico 3 9, 5 la Eruleisberg.

LE 27. Mars de l'année 1593. Maurice ouvrit la campagne par le siège de Gertrudenberg, qui lui fut livrée le 24. Juin, à la vue de l'armée enprend Ger-nemie aux ordres du Comte de Mansfeld, qui ne pût empêcher la reddition de cette Place. Lo Gouvernement de la ville sut donné au jeune Prince Fréderic Heuri, à qui les Etats avaient

accordé depuis peu un Régiment d'Infanterie de 20 Compagnies. Vers la fin de l'année les troupes Espagnolles se mutinerent, & commirent les plus grands excès dans différentes Provinces; mais tandis que l'ennemi s'affaibliffait ainsi luimême, le commerce & la navigation des Hollandais & des Zélandais eurent beaucoup à souffrix par la violence d'une furieuse tempête, qui s'éleva le 24. d'Octobre. Plus de 20 Vaisscaux furent brisés dans les Ports du Texel, du Vlie & ailleurs, grand nombre de matelots y perdirent la vie; & le dommage que d'autres personnes en souffrirent, fut si considérable, que plusieurs riches Négocians se trouvèrent hors d'état de faire honneur à leurs affaires, ce qui causa une grande. décadence dans différentes branches du Commerce.

L'ARCHIDUC Ernest d'Autriche, Frère de l'Empereur, venait d'être nommé par Philippe au gouvernement général des Pays-Bas, dont Mansfeld n'avait été revêtu que provisionnellement. Le changement de Gouverneur n'en apporta point à la conduite des Espagnols, comme l'on s'en était d'abord flatté; aussi le prépara-ton de la part des Etats-unis à pousser la guerre avec vigueur. Au mois de Février de l'année 1594. le Prince Maurice tenta de s'emparer de 1594. Bois · le - Duc par surprise, mais son projet ayant manqué, il essaya de surprendre Mestricht, en quoi cependant il ne fut pas plus heureux. Les Espagnols de leur côté voulurent de même se rendre maîtres par trabilon des villes de Tholen & de Bergen - op - Zoom, mais de même ils virent aussi échouer cette double entreprise. Le siège de Bbs

Siége & prife de Gronin-gue.

Groningue fut donc l'action la plus importante de Maurice pendant cette campagne. Il y courut risque de la vie, ayant été atteint d'une balle, pendant qu'il visitait les travailleurs qui minaient le Ravelin; heureusement la balle ne porta que sur la rondache * du Prince, qui pensa en être renversé par terre. Après une vigoureuse résistance, la ville cependant sut obligée de se rendre aut bout de deux mois de siége. La prise de Groningue, qui par un des Articles de la Capitulation, avait promis d'accéder au traité d'Union fait à Utrecht en 1579., fit dès lors avec les Ommelandes la Septiéme des Provinces-Unies, qui jusqu'alors n'avaient été qu'au nombre de fix. Les Etats, obligés d'y mettre une forte garnison, jugèrent leur armée trop affaiblie pour entreprendre quelque nouveau siège du reste de l'année.

Vers le Printems de cette année l'Archiduc Ernest écrivit aux Etats des Provinces-Unies pour les porter à faire la paix avec le Roi d'Espagne, & à se remettre sous son obéissance, à des conditions raisonnables. Mais elles le parurent si peu aux Etats, qui d'ailleurs avaient tout lieu de se mésier de la bonne soi de Philippe, que les négociations ne surent même pas commencées. Aureste les Provinces de l'Union voyaient leurs armes prospérer si heureusement sous la conduite de Maurice, qu'elles en étaient moins portées à la paix. Pour en détourner même le peuple, l'on assectait de répandre partout, que l'opinion de plusieurs

Espèce de Bouclier rond & fort, dont l'usage n'était pas encore entiérement passes.

sieurs d'entre les Catholiques était, que l'on n'était point obligé de garder aux Hérétiques la foi qu'on leur avait promise. Il n'en fallait pas davantage pour faire rejetter partout les propositions de l'Archiduc. Mais ce qui acheva d'éloigner les esprits de toute ouverture de la part de l'Espagne, sut la découverte d'un complot formé contre la vie du Prince.

CERTAIN Michel Renichon, prêtre dans le Pays Attentats de Namur, avait été arrêté comme Espion, & contre les conduit à la Haye, où lui-même avait tâché d'a-Prince débreger ses jours par la corde. Dans les interroga-couverts & toires qu'on lui sit subir, il avoua avoir été ga-punis.

gné par le Comte de Barlaimont, de l'aveu de l'Archiduc lui-même, pour assassiner le Prince Maurice. Que dans cette vue, lui & plusieurs autres s'étaient rendus en Hollande; que l'un d'eux, qu'il nomma, avait aussi formé un attentat contre la vie du jeune Prince Fréderic - Henri, qui étudiait alors à Leyde; enfin, que Barneveld, Aldegonde, & autres personnes de marque, couraient le même danger. Par sentence d'une Commission particulière, nommée par les Etats-Généraux, Renichon fut décapité & ensuite écartelé à la Haye le 3. de Juin. Au mois de Novembre suivant l'on exécuta aussi à Bergenop · Zoom certain soldat, nommé Pierre du Four, qui avait de même avoué, que la Motte, d'Assonville & l'Archiduc l'avaient engagé à assassiner le Prince Maurice. La découverte de ces infames attentats acheva de rendre odieux les Espagnols & tout ce qui venait de leur part.

L'Archiduc, qui était attaqué d'une sorte de consomption, & qui se trouvait hors d'état de

1505

remédier au délabrement où se trouvaient les affaires de son maître, fit assembler au commencement de 1595. le Clergé & la Noblesse des Pays · Bas Catholiques, pour délibérer avec eux des moyens de parvenir à la paix, que le peuple demandait, & que le Roi, ajoutait il, désirait lui-même. Le Duc d'Aarschot ayant déclaré dans cette assemblée, qu'il n'y avait point de paix à espérer tant que l'on ne retirerait pas les troupes étrangères, & qu'on laisserait aux Espagnols la principale administration de toutes les affaires, la liberté du Duc plut aux Etats autant qu'elle les surprit; mais l'Archiduc ayant répondu qu'il ne pouvait rien conclure que de l'aveu du Roi, à qui il ferait part de tout, en lui conseillant trèssérieusement de penser à la paix, l'assemblée se Tépara sans avoir pû prendre aucune résolution.

He'raugie'res cependant, Gouverneur de Bréda pour le Prince, surprit Hui dans le Pays de Liége, le 6. du mois de Février. Mais il n'en sur sur la maître que jusqu'au 7. de Mars, que la Motte la reprit pour l'Evêque de Liége, qui, s'étant plaint inutilement aux Etats de l'Union de la prétendue violation de son territoire, s'était adressé à l'Archiduc pour en obtenir du secours. Mais avant que ses troupes cussent repris Hui sur les Etats, ce Prince mourut le 20. de Février des suites d'une hémorrhagie. Le Comte de Fuentes, à qui, avant sa mort, il avait remis, par provision, le Gouvernement des Pays-Bas, y

fut confirmé par Philippe.

La campagne ne fut pas heureuse cette année pour les armes de l'Union. Dans le Luxembourg l'on ne s'occupa que de la prise de quelque forts, après

après quoi Philippe de Nassau, qui y commandair, fit embarquer son Infanterie pour la Hollande, où il ramena lui-même la Cavalerie, en prenant sa marche bien avant par l'Allemagne. Le Prince Maurice assiégea Grol, mais Mondragon l'obligea d'en lever le siège. Il y eut encore quelques propositions de paix de faites de la part du Marquis d'Havrech; mais elles furent aussi infructueuses que toutes les précédentes. Au reste cette année fut remarquable par la mort de plusieurs grands hommes. Mansfeld mourut en Hongrie, où le Roi d'Espagne l'avait envoyé servir l'Empereur dans la guerre contre le Turc. François Verdugo, après avoir pris plusieurs places, sut attaqué d'une maladie, qui l'emporta le 2. Septembre au milieu de ses conquêtes. Christophe de Mondragon mourut à la fin de la compagne agé de 92. ans. Le Comte Philippe de Nassau fut emporté des suites d'une blessure reçue dans une action près de la Lippe. Don Antoine, Roi détroné de Portugal, mourut aussi à Paris le 24. du mois d'Août; & l'on soupçonna fort les Espagnols d'avoir abregé par le poison les jours de ce monarque fugitif. Le Duc d'Aarschot, le même qui avait parlé avec tant de liberté dans l'assemblée convoquée par l'Archiduc Ernest, s'était retiré à Venise, où, disait - il, il lui serait du moins permis de mourir libre. En effet ce Seigneur, qui par sa naissance & ses biens tenait lepremier rang parmi la Noblesse des Pays - Bas, mourut dans sa retraite le 11. du mois de Décembre de la même année. Charles de Croi Prince de Chimai, son fils, hérita de tous ses Biens.

Cherté e. nve er Hollawle.

LA disette des grains fut si grande cette annie dans toute la Hollande, que dans plusieurs lieux le seigle fut porté de cinquante, à cent cinquanțe florius d'or *. A Amsterdam les magazins publics furent trouvés si peu fournis, que les Magiltrats, qui en avaient pris l'inspection. s'engagèrent entre eux par serment à tenir la chose secrète; aussi n'en donnèrent-ils connaissance qu'au seul Barneveld. La raison de cette précaution était d'un côté la crainte d'un soulevement de la part du peuple; de l'autre l'on appréhendait, que l'on ne défendit l'exportation des grains, si l'on venait à savoir combien cette grande ville en était peu aprovisionnée. Cette cherté excessive diminua pourtant bientôt par le retour de nombre de vaisseaux Hollandais, revenus de Dintzig avec d'abondantes cargailons. PHILIPPE II. voulant donner un nouveau

Gouverneur Général à ses Provinces des Pays - Bus, nomma à cet Emploi le Cardinal - Archiduc Albert d'Autriche, stère puiné de l'Archiduc Ernest. Ce Prince, après avoir fait une irruption en France, & s'y être emparé de quelques places, commença ses expéditions militaires dans les Pays-Bas par le siège de Hulst, qui se rendit par capitulation le 18. d'Août 1596. Après la prise de cette Place, les Espagnols n'ayant pas reçu d'Espagne les secours qu'ils en attendaient, & les Etats - unis voyant leur armée extraordinairement assablie, n'entreprirent plus rien de cette année, se contentant, chacun de son côté, de se pré-

1796.

^{*} Le florin d'or en Hollande est évalué à vingt-huit sous monnoie du pays.

préparer pour la campagne suivante. Sur mer cependant les forces combinées de Hollande & d'Angleterre, avaient battu devant Cadix & dispersé une flotte considérable de l'ennêmi. La ville fut ensuite prise & pillée; & les Espagnols eux mêmes mirent le feu à tous les vaisseaux marchands qu'ils avaient dans le port. L'on prétend que les flammes consumèrent dans cette occasion pour plus de dix-millions d'effets. Avant de passer aux évènemens de l'année 1597. nous croyons devoir ajouter ici, que les Etats-Généraux ayant conclu une alliancé avec la France *: Henri IV., pour leur témoigner combien il était reconnaissant des secours qu'il en avait reçu, déclara que les témoignages Académiques donnés par les Professeurs de l'Université de Leyde, seraient désormais admissibles en France, & que les tîtres de leurs Gradués y seraient de même reconnus.

L'AL-

^{*} Cette alliance peut être regardée comme la premiére. que les Etats de l'Union ayent fait avec une Tête couron. née, comme de Souverain à Souverain. La Reine d'Angleterre, qui voyait avec quelque chagrin qu'Henri IV. traitait d'égal à égal avec une Nation qui venait à peine de se foustraire à la domination de ses Maîtres, aurait voulu que ce Prince n'eut traité avec les Etats que comme avec des Peuples qui étaient encore sous la protection de l'Angleterre. Mais Henri, qui aimait les Hollandais, & qui en avait reçu de grands services, passa outre, & se plut à faire voir 2 l'Espagne elle-même & à toute l'Europe, qu'il considérait les Etats-Généraux comme jouissant par eux-mêmes de tous les droits de Souveraineté. Aussi les Etats se sentirentils si honorés de cette marque de considération de la part d'un si grand Roi, qu'ils voulurent que cette alliance sut célébrée dans toutes les Provinces par des réjouissances publiques.

1597.

L'ALLIANCE nouvellement conclue avec la France, mit les Provinces - Unies en état d'entreprendre cette année 1597. quelque chose d'important. Aussi dès le 23. * de Janvier le Prince Maurice attaqua près de Turnhout l'armée Espagnolle, commandée par le Comte de Varax. Près de 2000 hommes des Ennemis, & le Général luimême périrent dans cette action; où Maurice sit 500 prisonniers, enleva trente huit Drapeaux, & l'étandart du Régiment de Mondragon, qui furent tous transportés à la Haye & appendus à la voûte de la grande salle de la Cour. Maurice, qui n'avait perdu que dix hommes dans cette bataille, se rendit d'abord à la Haye, où il fut reçu avec les plus grands applaudissemens, récompense bien méritée du premier essai de son habileté en bataille rangée. Les deux armées ayant passé tout le printems & une partie de l'Eté dans une sorte d'inaction, les Espagnols essayèrent enfin de surprendre Schenken-Kans (le Fort de Schenk), mais cette entreprise echoua, ainsi que celle qu'ils avaient formée contre Sieenwik, qu'ils avaient même déjà escaladé en différents endroits, lorsqu'ils furent repoussés avec perte par la bravoure de la garnison. Muurice de son côté ne fut pas plus heureux dans le projet de se rendre maître de Venlo, au moyen des intelligences qu'il avait dans cette ville; un des deux vaisseaux fur lesquels il avait fait embarquer son monde n'ayant pû avancer faute de vent, & la courageulc

Monsieur Wagenair met le 23. & de ses deux Réducteurs l'un piace ce combat au 3. l'autre au 13. de Janvier.

geule résistance des habitans l'ayant forcé à se retirer avec le reste; il eut même le chagrin de perdre dans cette affaire un de ses plus braves Officiers, nommé Mathieu Held. Ce Prince fut Progrès plus heureux le reste de la Campagne. Au mois Maurice. d'Août il prit à composition Rynberk, ville forte, après un siège de dix-huit jours. Louis de Nassau sut blessé d'un coup de feu à la cuisse, pendant que l'on travaillait à la tranchée. Mauvice lui-même courut grand danger de la vie, un boulet ayant percé sa tente. Meurs capitula le 12. de Septembre, & Grol le 27. du même mois. Brevoort fut emporté d'assaut le 9. d'Octobre. Enschede & Ootmarsum se rendirent à la première sommation. Oldenzeel ne se rendic qu'après avoir été vivement canonné. Maurice termina cette glorieuse campagne par le siège de Lingen, qui se rendit le 12. de Novembre.

PLUSIEURS Souverains cependant s'efforçaient de ménager une paix entre Philippe II. & les anciens sujets, mais il n'était guères possible d'y réussir, tant que l'Espagne refuserait la liberté de conscience; & un exemple tout récent faisait trop voir, que sur cet objet il n'y avoit point d'adoucissement à en espérer. Une servante, nommée Anneke van den Hove venait d'être enterrée vive à Bruxelles, pour sa constance à professer la Religion Reformée. Cette exécution barbare s'était faite du sû & de l'aveu du Cardinal - Archiduc, qui avait dit, à ce que l'on prétend, qu'il fallait la traiter selon toute la rigueur des Edits. Le supplice de cette femme mérite d'autant plus d'être remarqué, qu'il ne parait pas qu'après elle personne aît été con-· Tome II Cc damné

damné à mort dans les Pays Bas Espagnels pour cause de Religion. Cependant les Etats des Provinces - Unies se servirent de cet exemple pour justifier devant toute l'Europe, de même qu'aux yeux de leurs peuples, leur éloignement pour la paix proposée avec l'Espagne.

Paix de Vervins.

1598.

La guerre qui depuis plusieurs années durait entre l'Espagne & la France, fut enfin terminée par la paix signée à Vervins le 2. de Mai 1598. Calais & autres villes furent rendues à la France, & l'Espagnol sut remis dans la possession du Comté de Charolois, à condition qu'il le tiendrait en sief de la Couronne de France. Peu après cette paix, que les Etats - Généraux auraient voulu empêcher, l'on publia les Lettres - patentes par lesquelles Philippe II. cédait à sa fille Isabelle - Claire · Eugénie, qui devait épouser l'Archiduc Albert, la souveraineté des Pays-Bas. Cette Princesse envoya quelque tems après une procuration à l'Archiduc, pour prendre, en son nom, la souveraine puissance en main. Albert, qui venait de quitter le Chapeau de Cardinal, & qui s'était fait séculariser par le Pape, reçut dans le Palais de Bruxelles le serment des Peuples, au nom de sa future Epouse, & fut installé avec de grandes marques extérieures de satisfaction & de joye, de la part des Pays - Bas Espagnols.

CHAPITRE IX.

Commençant à l'année 1598. Es finissant en l'année 1609. à la conclusion de la Trêve de douze ans.

TERS le Printems de cette année 1508. Phi- Arrivée lippe fit partir pour les Pays-Bas quatre. de 4000 Espagnols mille Espagnols, qui débarquèrent à Galais. L'ar-dans les rivée de ces nouvelles troupes fut vue générale- Pays Bas. ment d'assez mauvais œil, d'autant que l'on prévit par là que les Provinces, comme sous le gouvernement précédent, continueraient d'être administrées par les Espagnols. Cependant l'Archiduc Albert fit faire de nouvelles propositions de paix aux Etats de l'Union. Mais l'on y était si peu disposé à risquer, pour une paix douteuse, de retomber sous la domination d'un nouveau. maître, que l'on ne délibéra même pas sur la réponse qu'il y avait à faire. D'ailleurs par d's lettres du Roi, que l'on avait interceptées, l'on était instruit combien peu l'on pouvait compter sur tout ce qui venait de la part de l'Espagne. Mais ce qui augmentait la méfiance des Etats, & leur éloignement pour la paix, que leur faisait proposer l'ennemi, ce fut la découverte d'un nouvel attentat contre les jours du Prince Maurice. nommé Pierre Panne, natif d'Ipres, mais habitué à Leyde, où il exerçait alors le métier de tonnelier, y fut arrêté sur quelques soupçons. ,, Il , avoua avoir été excité par les Jésuites de Dou-, ai à assassiner le Prince; que ces bons Pères, Cc 2 a, pour

" pour le fortifier contre tous les scrupules, lui , avaient promis le ciel pour sa récompense, , après quoi il en avait reçu la communion & de , l'argent pour son voyage; & qu'il s'était ren-, du à Leyde dans le dessein d'y tuer le Prince , d'un couteau empoisonné, & garni par le haut , de trois crochets recourbés." Par sentence des Echevins de Leyde ce fanatique sut condamné à avoir la tête trànchée & à être ensuite écartelé, & suir la conséquence exécuté à Leyde le 22. de Juin.

L'Archiduc Albert fait un voyage en Essagne.

La guerre se faisant avec assez peu de vigueur, l'Archiduc Albert partit pour l'Espagne le 14. de Septembre, après avoir remis le gouvernement des Pays - Bas, pendant son absence, au Cardinal André d' Autriche, son Oncle. Philippe - Guillaume de Nassau, frère ainé du Prince Maurice, accompagna Albert dans ce voyage; ce qui surprit d'autant plus, que l'on croyait que ce Prince ne devait guères être porté pour un Pays où il avait été si longtems détenu. Mais Philippe - Guillaume avait ses vues, & cherchait à se faire remettre en possession de sa Principauté d'Orange, par les bons offices du Roi d'Espagne, qui venait de faire la paix avec Henri IV. En effet cette principauté lui fut renduc, non sans cauler quelque déplaisir au Prince Maurice, son frère, qui quelque tems auparavant avait inutilement employé Aidegonde, pour essayer s'il pourrait se rendre maître d'Orange par négociations ou par quelqu'autre moyen.

Mort de Philippe II. ALBERT n'était point encore arrivé en Espagne, qu'il apprit en chemin que Philippe II. son Beau-Père, y était mort au Palais de l'Escurial

le 13. Septembre, ainsi la veille même de son départ de Bruxelles. Depuis quelque tems ce Monarque avait été extrêmement tourmenté de la goûte; transporté à l'Escurial pour y changer d'air, il y fut pris de la fiévre, & attaqué d'un retirement de nerss extraordinaire. A ces maux se joignirent plusieurs abcès, jusqu'alors cachés, aux genoux, en diverses autres parties du corps, mais principalement à la poitrine. Les remedes qu'on y appliqua en ayant fait sortir quantité de matiére fétide, il s'y engendra bientôt un si grand nombre de poux, que ceux qui prenaient soin de lui pendant sa maladie, ne purent parvenir à détruire cette vermine. ,, Il se , joignit à cela, dit un auteur Français, un sa-, tyriasme perpétuel qui faisait écouler ses forces 2, & son sang avec un prurit effroyable. La , puanteur insupportable, qui sortait de ces ul-2, cères, & cette vilaine vermine qui le man-, geait jusqu'aux os, faisaient faillir le cœur à , tous ceux qui l'approchaient." * Cependant malgré les cruelles douleurs que devait souffrir ce Prince, qui sentait ronger ses entrailles, l'on assure qu'il supporta tous ces maux avec une fermeté & une patience dont il y a peu d'exemples, & qu'il vit approcher sa fin avec la plus grande résignation. Philippe, quand il mourut, était dans la soixante - douzième année de son âge, & la quarante · troisséme de son Regne. Plusieurs l'ont extrêmement loué pour sa modération, son activité, sa prudence, sa sage politique, & sa piété

^{*} Mézerai, ou plutôt son Continuateur, Abregé Chronezlogique, tom. 6. p. 194.

extérieure *. Mais les habitans des Pays-Bas n'ont que trop éprouvé combien son ambition était démésurée, & sa haine implacable. D'ailleurs vindicatif, soupçonneux, rusé & fourbe, Philippe n'a pû éviter le reproche d'avoir été cruel & sanguinaire. Aussi ses ennemis regardèrent · ils sa dernière maladie comme une punition visible du Ciel, qui se vengeait du double meurtre de son fils & de sa femme. Ils le comparaient à Antiochus Epiphane, à Hérodes & autres monstres de l'antiquité, sans faire attention que des hommes très-célèbres & très-recommandables par leur probité & leurs vertus, ont été exposés à des maladies aussi révoltantes. L'idée qu'il s'était formée dès sa jeunesse, que ses suicts des Pays - Bas devaient être dans une dépendance absolue de leurs souverains, l'opinion qu'il s'était faite que ce qu'il appellait Hérése était un crime horrible & irrémissible, lui sirent juger sans-doute qu'il n'avait rien à ménager visa-vis de ses sujets rebelles, & qu'il ne pouvait les traiter trop sévérement. Il en devint l'ennemi irréconciliable de ces peuples, dont une partie se vit enfin forcée de se soustraire à son obéissance. Plu-

Mémoires de la Houssaye, Tom. 1.

Philippe s'était fait une idée assez singulière de la véritable piété, & des moyens d'obtenir le ciel. Peu avant sa mort, il sit, dit on, écrire cette protestation à son Consesseur: Père Confesseur, comme vous êtes en la place de Dieu, je protesse devant vous, que je ferai ce que vous me direz qu'il est nécessaire que je fasse pour me sauver, sa qu'ainsi ce que je ne ferai pas restera sur votre compte, d'autant que je suis prêt à m'acquiter de tout ce qui me sera ce donné.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 407

Plusieurs d'entre les habitans des Provinces - Unies ne se crurent réellement déliés, qu'à la mort de Philippe, du serment de fidélité qu'ils lui avaient juré. Dans leur simplicité ils croyaient qu'il n'est jamais permis de prendre les armes contre son souverain, quelque injustice qu'il commette. Mais ils ne pensaient pas sans - doute, que résister aux tyrans n'est pas se revolter contre ses maîtres. Philippe III. Prince d'un jugement assez faible, succéda à tous les Etats de son Père Philippe III. à la reserve pourtant des Pays - Bas & de la Franche - Comté, qu'il avait donnés en dot à sa fille Isabelle - Claire - Eugénie *.

Le reste de cette année sut encore remarquable par la mort de quelques autres grands Personnages. Le 9. de Septembre mourut Florent de Pallant, Comte de Culembourg, qui avait joué un grand rôle dans les premiers troubles, mais

* Voici le portrait en miniature de Philippe II. en quatre petits vers Espagnols, faits, dit-on, une heure après la mort de ce Monarque:

", Siendo moço, luxuriofo; ", Siendo hombre, fue cruel; ", Siendo viejo, codiciofo;

" Que se puedo esperar del?"

c'est - à - dire :

Il fut poillard en sa jeunesse; Homme fait, il devint cruel; Il fut avare en sa vieillesse; Jugez s'il a gagné le cicl?

ou, comme dit l'Espagnol: que peut-on espérer de lui! (de son salut.)

Mémoires de la Houssaye, Tom. 1.

Cc 4'

mais qui vivait retiré depuis plusieurs années. Le 15. de Décembre mourut aussi à Leyde le célèbre Philippe de Marnix, Seigneur de St. Aldegonde; depuis quelques années il s'occupait à travailler à une nouvelle version de la Bible. Le lendemain de la mort de ce grand homme, le Chancelier Elbert Leoninus décéda aussi à Arnhem. Avant la Pacification de Gand il avait suivi le parti de l'Espagne, mais ayant ensuite embrassé celui des Etats-Unis, il sut employé, jusqu'à la mort, dans

les affaires les plus importantes.

Mendoze, Amirante d'Arragon, avait pendant cette année pris pour les Espagnols, Rynberk & Deutichem, & mis garnison Espagnolle dans Wezel, Rees & Emmerik. Le Prince Maurice de son côté, à qui la faiblesse de son armée ne permettait pas d'entreprendre grand' chose, s'était contenté de s'assurer de Zevensar, Heussen & Lobeth, places du Duché de Clèves. * Les mêmes raisons, qui avaient empêché Maurice de faire une campagne plus glorieuse, en l'année 1598. subsissant encore en 1599., il ne put que forcer l'Amirante à lever le siège de Bommel, & à se retirer du Tielerwaard. Le Comte Guillaume de Nassau reprit aussi Deutichem sur l'ennemi.

PHI-

2599.

^{*} L'Historien de la Hollande a remarqué, comme une des particularités de cette année, qu'entre Katsuyk & Scheveningen, sut pris le 3. de Février, une espèce de Baleine, que la marée y avait apportée, & qu'elle y avait presque laissée à sec. Cet animal était mâle, & avait 52 piés de long. Les Etats de Hollande, comme représentant le Scuverain, s'en saissirent, & le firent vendre à l'encan; il sur porté à 126 slorius.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 409

PHILIPPE III. moins bon politique que son père, qui avait toléré, que les Hollandais navigessent & commerçassent dans tous les ports de ies Royaumes, publia un Edit pour leur inter. Edits pudire le commerce & la navigation dans tous ses bliés de Etats. L'Infante Isabelle en publia un pareil, part & qui interdisait aux habitans des Provinces - Unies pour déle commerce dans la Franche - Comté & les Pays-fendre le Bas. Les Etats-Généraux répondirent à ces commerce deux Edits par un Edit semblable, par lequel & la navi-ils défendaient l'exportation de toutes sortes dé les Etats vivres & de marchandises dans les Etats du Roirespectifs. d'Espagne; défense qu'ils ne bornaient pas aux seuls habitans des Provinces - Unies, mais qu'ils étendaient à toutes les nations commerçantes; menaçant qu'ils saisiraient partout, & déclareraient de bonne prise, tous effets, vaisseaux & autres voitures qu'ils rencontreraient chargés pour l'Espagne. Ils ne s'en tinrent pas aux simples défentes; ils équipèrent une flotte de plus de soixante-dix vaisseaux, aux ordres de l'Amiral Pierre van der Does, qui sortit des ports de la Meuse le 25. de Mai. Sa commission portait, qu'il devait se rendre à la Corogne pour y atta- Expédiquer & détruire la flotte Espagnolle qu'on y équi-tions mapait; de piller les vaisseaux des Indes Occidenta-ricines. les, & de ravager toutes les côtes d'Espagne. L'Amiral arriva heureusement à la Corogne, mais les vaisseaux Espagnols s'étant retirés sous le canon du château, l'on fit un feu si violent sur les Hollandais, qu'ils furent obligés de se retirer. Van der Does ayant dirigé son cours vers les Isles Canaries, fit cannonner le château de la plus grande de ces Isles, & s'en rendit maître. Alle-Ccr

legona & Gomera furent réduites en cendres. L'Amiral voulait se rendre ensuite au Brésil, mais il fut arrêté dans l'Isle de S. Thomé par une maladie qui l'emporta en peu de jours. La flotte cependant continua sa route vers le Brésil, d'où elle ne remporta pas grand' chose. Elle revint en Hollande diminuée par le perte de deux vaisseaux, & fort affaibile par la mort d'une grande partie de l'équipage, qui avait succombe aux maladies causées par les trop grandes chaleurs. Desorte que cette expédition sut très - desavantageuse à la Hollande. D'un autre côté cependant les vaisseaux des Etats prirent cinq Corsaires Dunkerquois, dont tout l'équipage fut condamné à être pendu. Six vaisseaux de guerre cannonnèrent avec tant de succès, à la vue de Vlissique, les galères de Fréderic Spinola, qui infestaient continuellement les côtes de la Zélande, qu'elles furent mises hors d'état de servir de longtems. Ces avantages compensèrent au moins en quelque forte les pertes que l'on venait de faire d'un autre côte.

L'Archiduc Albert cependant qui avait épousé à Valence l'Infante Isabelle, était revenu dans les Pays-Bas avec son Epouse. Bientôt l'on se prépara de part & d'autre à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais. Les Etats, surtout, aidés du secours de la France, firent des préparatifs considérables; aussi la campagne de 1600 sut-elle pour eux plus heureuse que les précédentes. Dès le mois de Janvier le Comte Louis de Nassau surprit Is agrendonk, place forte du haut quartier de Gueldres. Vers la fin de Mars Maurice emporta le Fort de Crevecoeur après trois jours

1600.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 411

jours d'attaque; & s'étant ensuite rendu maître du Château de Batenbourg & du Fort Saint-André, il passa en Flandres, prit Philippine & quelques-autres forts, & alla mettre le siège devant Nieuwport. L'Archiduc Albert, ayant rassemblé une armée de dix mille hommes d'Infanterie & de seize-cens chevaux, s'avance en diligence vers Nieuwport; attaque, chemin faisant, Ernest de Nassau, envoyé le matin par Maurice pour lui disputer le passage d'un pont, & le chasse devant lui avec perte de 800 hommes. Presque sûr de la victoire Albert vient se poster dans les dunes à la vue de l'armée Hollandaise, qui fut si effrayée de se voir l'ennemi sur les bras, qu'elle pensait à chercher son salut dans la fuite. Mais Maurice y avait mis bon ordre, en faifant retirer en pleine mer tous les vaisseaux, qui étaient à la rade; desorte que les Hollandais qui avaient l'armée des E/pagnols devant eux, & la mer à dos, furent obligés de tenir ferme. Depuis longtems les affaires de la nouvelle République ne s'étaient vues dans un plus grand danger. Maurice cependant à qui le courage ni les Bataille ressources, ne manquaient jamais, avait rangé ses de Nieuwtroupes en si bon ordre, s'était si bien servi de port gagnée l'avantage du vent & du Soleil pour choisir son rice. terrein, & avait si bien pris toutes ses mesures, qu'après un combat des plus opiniâtres, il força l'ennemi à abandonner le champ de bataille, & à lui céder une victoire aussi complette & aussi glorieuse qu'elle avait été long-tems & courageusement disputée. Albert qui courait de rang en rang le visage découvert, reçut une blessure à l'oreille, & ne quitta le combat que lorsqu'il n'y

A12 ABREGE' DE L'HISTOPRE

n'y eut plus d'espérance de vaincre. Cette mémorable bataille, qui avait duré depuis le matin du 2. Juillet jusqu'à 7 heures du toir, fut une des plus sanglantes qui se fussent données pendant cette guerre. Les Espagnols y perdirent trois mille hommes, sans compter un grand nombre de prisonniers, entre lesquels se trouva l'Amirante lui-même. Du côté des Etats la perte fut d'environ mille hommes, outre les 800 qu'Ernest de Nassau avait perdus le matin. L'on rapporte que Philippe - Guillaume, Prince d'Orange & Frère de Maurice, fit tenir pendant l'action tous seschevaux sellés, & posta plusieurs domestiques en différents endroits pour venir lui annoncer le fuccès d'une bataille, dont il croyait que dépendait sa sureté. Albert, à la suite duquel se trouvait ce Prince, avait affuré, dit-on, que s'il remportait la victoire, il enverrait prisonniers en Espagne, le Prince Maurice & le Comte Fréderie-Henri son frère. En ce cas la liberté de Philippe-Guillaume courait elle-même un grand danger. Aussi, résolu de prendre la fuite si l'Espagnol était vainqueur, il passa en prières tout le tems que dura le combat, demandant au Ciel qu'il lui plût d'accorder la victoire à ses frères. La journée de Nieuwport, qui augmentait la réputation de Maurice, & le couvrait d'une gloire bien méritée, le rendit cependant suspect à quelques - uns. L'on prétend même que ce fut dès lors, que le grand Pensionaire Barneveld commença à craindre que ce Prince ne cherchât à se rendre souverain des Provinces, qu'il savait si bien désendre, ou du moins à se faire revêtir d'une autorité plus étendue & moins précaire, que

que celle qu'il avait eue jusqu'alors. Cependant l'on netrouve nulle part sur quel motif pouvait être fondée la crainte, que l'on attribue à cet habile ministre.

· PENDANT que les armes des Etats triomphaient de leurs ennemis, l'esprit de discorde & de sédition éclatait dans quelques Provinces de l'Union. La ville de Groningue refusait opiniàtrément de payer les arrérages qu'elle devait pour les impositions ordinaires. Les troubles causés par ce refus dans cette Province engagèrent enfin les Etats - Généraux à charger le Comte Guillaume-Louis de porter Groningue à obéir par force. Les Groninguois furent bientôt mis à la raison; un Château que l'on fit construire dans leur ville, ne contribua pas peu, avec les troupes du Comte, à leur faire payer quatre-tonnes d'or. La Régence ayant ensuite été changée, & composée de Magistrats ou plus paisibles, ou plus complaisants, la tranquillité fut partout rétablie, & depuis les impôts y ont été portés & perçus sur le même pié qu'en Hollande. Les taxes sur les bêtes à cornes, & les prairies (paturages) occasionnèrent aussi cette année de grands troubles dans la Frise. Les villes de la Province qui n'étaient que faiblement taxées, consentaient sans peine à l'imposition; mais Oostergo & Westergo, qui se trouvaient trop chargés, refusaient de s'y soumettre. Ces différends furent poussés si loin, que les Etats de la Province se partagèrent, & tinrent des assemblées séparées à Francker & à Leeuwarden. Le Comte Guillaume, ayant tâché envain d'appaiser les esprits par l'autorité de la Cour de Frise, eut encore recours aux armes;

ce remède, secondé des esforts des autres Provinces, fut efficace, les différends furent tout-àfait éteints, & la concorde fut rétablie.

Runberk afficgé & prs par Maurice. 1601.

albert.

MAURICE ouvrit la campagne de 1601, par le siège de Rynberk, qu'il prit par composition le 30. Juillet après six semaines d'attaque. Le 7. du mois d'Août il s'assura de Meurs; après quoi il alla assiéger Bois-le-Duc, mais il eut le déplaisir de se voir forcé d'abandonner la place avant la fin de Novembre; les gelées subitement survenues lui ayant fait craindre que l'ennemi n'en profitat pour se jetter sur la Hollande & saire le dégat dans cette Province. Cependant Siège d'O-l'Archiduc avait mis le siège devant Osende, liente par avant même que celui de Bois-le-Duc eut été l'Archiduc formé. Siége mémorable, qui dura plus de trois ans, qui fut l'école de la plus brillante noblesse étrangère, qui accourait de toutes parts pour s'instruire, & se couvrir de gloire; siège enfin où fut employé avec une habileté, une bravoure & une constance égales, tout ce que peut l'art de l'attaque & de la défense des Places. Nous verrous par la suite quel en sut le succès.

1602. ment de terre.

Le 2. du mois de Janvier de l'année 1602. Tremble vers le midi, l'on sentit par toute la Hollande un tremblement de terre, qui cependant n'y causa aucun dommage. Au Printems Maurice passa la Meuse, entra dans le pays de Liège, & vint se loger à S. Truin, non loin de l'armée ennemie, qui s'était postée à Tienen afin de lui disputer l'entrée du Brahant. Mendoze Amirante d'Arragon, qui avait été fait prisonnier à la journée de Nieuwport, & qui venait d'être échangé, lui fcul

seul contre tous les prisonniers faits sur les Etats de l'Union, dans les Indes, en Espagne, en Portugal, & aux Pays · Bas, avait reçu d'Albert le commandement de cette armée. Plus faible que celle de Maurice, elle se tint toujours si bien retranchée, que ce Prince ne put jamais l'engager à risquer une bataille. Maurice donc recule vers la Meuse, & pour que l'on ne pût dire qu'il avait terminé la campagne sans rien exécuter, il s'assure en chemin du Château de Helmont, & vient le 18. de Juillet mettre le siège devant Gra- Siège de ve. Mendoze décampe alors de Tienen, suit l'ar-Grave. mée de Maurice, & se campe au dessous de la ville, dans le dessein de se servir de l'avantage d'une nuit fort sombre pour y jetter quelque secours d'hommes; dessein que l'activité de Maurice fit échouer. L'Amirante s'étant ensuite retiré vers Venlo, le siège fut poussé avec vigueur de la part des Hollandais, mais la ville fut aussi défendue avec tant de bravoure, qu'elle ne se rendit que le 19. de Septembre à des conditions honorables. Maurice s'étant fait reconnaître & installer solemnellement Seigneur de Grave, qui faisait une partie des domaines qu'avait possédés son père, congédia sa Cavalerie Allemande, & mit le reste de ses troupes dans leurs quartiers d'hyver. Le Comte Louis de Nassau s'était à l'approche de l'hyver jetté dans le Luxembourg, qu'il avait mis à contribution, & où après s'être emparé de S. Vit, il avait employé tout un mois à piller & à bruler une grande quantité de villages. Sur mer les Hollandais avaient eu cette année d'assez grands avan- Avantages tages sur l'ennemi. De 8 Galéres que Fréderic remportés

Spi- fur mer.

Spinola avait ramenées d'Espagne, les Anglais en avaient détruit deux dans le Portugal. Deux autres avaient été entiérement brilées près de Gravelines par les vaisseaux de guerre des Etats. L'inexpérience des pilotes en sit périr une près de Calais. Deux qui étaient fort endommagées gagnèrent Nieuwport, & la dernière, que Spinola lui-même montait, ne parvint, qu'après bien des peines & avoir couru les plus grands dangers, à entrer dans le port de Dunkerquer

Compaenie des Indes - Ovientales.

PHILIPPE III. ne voyait qu'avec peine les progrès du commerce des Hollandais & des Zélandais dans les Indes. Les richesses qu'ils en rapportaient en augmentant leur puissance, les mettaient en état de soutenir avec moins de peines une guerre longue & coûteuse. Occupé des moyens de détruire ou de resserrer aumoins ce commerce si préjudiciable à ses intérêts, il donna ordre à ses amiraux dans les mers des Indes d'empêcher que les sujets des Etats n'y commerçassent, & même de traiter en ennemis les Princes Indiens, qui favoriseraient le commerce des Hollandais. Jusqu'alors celui des Indes ne s'était fait que par des sociétés particulières, dont les facultés & la puissance n'étaient point assez étendues pour qu'elles pussent tenir tête à un ennemi austi puissant que l'Espagnol. D'ailleurs l'intérêt même du commerce souffrait de cette multiplicité d'associations. Les Etats-Généraux, informés des ordres de Philippe, jugerent que l'occasion se présentait d'elle-même de réunir toutes ces sociétés différentes en un seul corps. En esset cette résolution, dont devait naître tant d'avan-

tages pour la République naissante, fut exécutée. L'Octroi accordé à cette célèbre Compagnie, est du 20. Avril de cette année 1602. Il était concédé pour 21 ans confécutifs, & permettait aux seuls vaisseaux de la Compagnie de naviguer pendant ce terme à l'Est du Cap de Bonne-Espérance, & par le Détroit de Magellan. Dès l'année même de son érection la Compagnie, mit en mer une flotte de quatorze vaisseaux, commandée par l'Amiral Wybrand de Warwick. Vers la fin de l'année 1603. elle ajouta à cette 1603. flotte treize autres vaisseaux aux ordres d'Etienne. van der Hagen. L'on fait monter à plus de deux tonnes d'or l'équipement de ces deux flottes. Nous aurons occasion dans la suite de parler des expéditions faites par la Compagnie dans les Indes, & de faire voir peut être par quels - moyens elle y a fait de si grands progrès *.

Le commencement de l'année 1603. fut re- 1603. marquable par la mort d'Elizabeth, Reine d'An-Mort d'Egleterre; cette grande Princesse étant morte le 3. lizabeth.
Reine d'Avril d'une espèce de maladie de langueur d'Angle Avant sa mort elle avait nommé pour lui succé-terre. der à la Couronne, Jacques VI. Roi d'Ecosse. Un an plus tard ce Prince prit le nom de Jacques I. Roi de la Grande - Bretagne, son dessein étant de ne faire qu'un seul & même Royaume

* L'on fait monter communément les premiers fonds, ou le Capital de la Compagnie des Indes, à 66 tonnes d'or (6600000 florins). Ces fonds n'ont pas toujours augmenté, & l'Auteur assure que l'on prétendait que 90 ans après son Etablissement ce Capital avait soussert une saible diminution, n'étant évalué alors qu'à 6440200 florins.

. Tome II

Dd

Couronne.

Les hostilités cependant continuaient toujours entre les Espagnels & les Provinces de l'Union. Dès le 5. du mois de Mars, le Comte Henri de Bergues avait surpris le Château de Wagtendonk, au moyen de quelques troupes cachées dans une barque chargée de paille. Mais la garnison de la ville ayant été renforcée de quelque Cavalerie, reprit le Château pour les Etats au bout de fix jours. Quelques semaines plus tard Grobbendonk surprit cinq Cornettes de Cavalerie des Etats, qu'il obligea de prendre la fuite après avoir perdu soixante dix des leurs. Ce petit desavantage ne tarda pas à être abondamment compensé par la perte que les Zélandais causèrent à Fréderic Spinola. Il méditait une descente dans l'Ille de Walcheren, & étant sorti le 26. Mai du port de l'Ecluse avec huit Galères, il profita de l'avantage du vent & du Soleil pour attaquer, dans le Wielingen, troix vaisseaux de guerre des Etats & deux Galères, aux ordres du Vice-Amiral de Zélande, Juste de Moor. Mais l'équipage de de Moor, qui n'avait qu'un très-petit nombre de troupes sur ses vaisseaux, s'acquitta si bien de son devoir, & combattit avec tant de courage, que les Galères de Spinola, qui en étaient d'abord venues à l'abordage, furent obligées de se retirer à l'Ecluse, avec perte de plus de cent hommes, entre lesquels se trouva Spinola lui-même.

MAURICE, ayant encore assiégé Bois-le-Duc cette année sans pouvoir s'en rendre maitre, remporta cependant quelques - autres avantages sur l'ennemi. Ensuite il se jetta sur le pays de Cadfand où il emporta plusieurs forts. De là il passa à l'Ecluse, qu'il assiégea, & qui capitula le 20. du mois d'Août de l'année 1604. La perse de l'Ecluse fut sensible à l'ennemi, mais elle sut en quelque sorte réparée par la prise d'Ostende, qu' Ambroise Spinola, eut la gloire d'obliger à capituler, après un siège des plus meurtriers & qui avait duré plus de trois ans. Cette ville, qui ne présentait plus qu'un amas de décombres, se rendit le 2. du mois de Septembre de l'année 1604. Des deux côtés la perte fut égale, les Espagnols & les Etats ayant perdu chacun plus de 50,000 hommes. Il est inconcevable les sommes jugge coûta ce siège à l'ennemi, les frais pour la défense se montant du côté des Etats à cent mille florins par mois. Lorsqu' Albert & Isabelle y firent leur entrée après la reddition de la place, Ostende n'offrit plus à leurs yeux qu'un vaste terrein presque nud; ici s'élevaient des mon-Dd 2 ceaux

1604.

ceaux de terre & de sables; là le terrein creusé en fosses profondes & tortueuses failait douter s'il y avait jamais eu d'édifices en cet endroit. Tous les ouvrages avaient été si totalement détruits, les ruines en étaient si confusément éparses, que l'on ne pouvait plus distinguer ceux qui avaient servi à la défense ou à l'attaque. Les murs des maifons de la vieille ville étaient seuls restés sur pié. Enfin, comme le dit du Maurier dans ses mémoires de Hollande; , Les Espagnols ne se virent , maîtres que d'un morceau de terre, qui pas-, sait plûtôt pour un Cimetière que pour une , ville *." Les soldats de la garnison, reduits à trois mille hommes, qui s'étaient retirés à l'Ecluse avec leurs armes & quatre pièces de canon, y furent reçus par le Prince Maurice plutôt en vainqueurs qu'en hommes, qui avaient été obligés de se laisser vaincre. Les habitans se rendirent aussi à l'Ecluse, & il se passa un tems assez considérable, avant que personne vint s'établir à Ostende.

LE Roi d'Angleterre fit la paix cette année avec l'Espagne; quelques articles du traité se trouvèrent si opposés aux intérêts des Provinces-Unies, qui perdaient par là un allié puissant, que les Etats, pour en témoigner au Roi combien ils s'en trouvaient offensés, sermèrent à ses sujets la Navigation de l'Escaut. Cependant quelque tems après ils jugèrent à propos de dissimuler leur mécontentement, & renvoyèrent même en Angleterre leur Agent ordinaire Noël de Caron, avec le tître d'Ambassadeur; tître sous lequel ce ministre

Mémoires de du Maurier pag. 250.

nistre fut reçu & reconnu par le Roi, malgré toutes les oppositions de l'Ambassadeur d'Es-

pagne.

LE Prince Maurice avait formé le dessein d'ouvrir la campagne de cette année 1605, par 1605, le siège d'Anvers, alors encore la plus riche ville des Pays-Bas, quoiqu'elle eut déjà beaucoup perdu de sa splendeur, depuis qu'une grande partie de son commerce & de ses manufactures eut passé à Amsterdam & ailleurs. Mais le bruit des grands préparatifs que faisait le Prince pour cette entreprile, s'étant répandu trop tôt, Anvers, dont Spinola renforça aussitôt la garnison, se tint sur ses gardes, & Maurice sut obligé pour cette fois d'abandonner la partie. Un autre projet pour surprendre la ville de Gueldre échoua de même; & Spinola qui avait pris Oldenzeel & Lingen, eut encore la gloire d'obliger Maurice à faire une retraite qu'il fit en bon ordre, il est vrai, mais qui dérangea aussi toutes ses mesures pour le reste de la campagne. A peu près vers le même tems Bucquoi s'empara aussi de Wagtendonk & du château de Krakou pour les Espagnols. Sur mer les Etats avaient eu quelqu'avantage; le Lieutenant Amiral Hautain ayant attaqué près des côtes de l'Angleterre une Escadre qui conduisait aux Pays - Bas douze - cens soldats de vicilles troupes Espagnolles, il s'empara de la plus grande partie des vaisseaux, dont plus de la moitié des troupes périt dans le combat avec l'officier qui les commandait.

L'AMIRAL de la Compagnie des Indes, Etien-remportés ne van der Hagen, après s'être emparé sur les par la Com-Portugais du château d'Amboine, & pris d'as-pagnie des faut Indes. Dd 3

faut celui de Tidor dans les Isles Malucques, s'assura de tout le commerce du girosse, & conclut
dissérents traités avec les Rois de Tidor & de
Tornate, & le Samorin de la côte de Mulabar.
Les avantages qui en revinrent à la Compagnie
lui parurent si considérables, qu'elle sit partir
cette année une nouvelle flotte de onze vaisseaux
pour les Indes, dont elle donna la commandement
à Corneille Maatelief de Jonge (ou le jeune),
Tun de ses Directeurs.

1605.

SPINOLA prit en 1606. Lochem, Grol, & Rynberk. Maurice, quoiqu'à la tête d'une armée suffisante, ne jugea cependant pas à propos de faire aucun mouvement pour faire lever le siège de cette dernière ville. Il craignait avec raison que, s'il dégarnissait les bords de l'Affel où il s'était porté, l'ennemi ne retournat de ce côté, pour essayer de passer les sleuves. Il aima donc mieux camper près de Wezel, où, pour tenir cependant le soldat en action, il prit à composition tous les forts que l'ennemi avait commencé à élever vers le confluent de la Lippe & du Rhin. La perte de Rynberk fut d'autant plus sensible aux Etats de l'Union, qu'ils s'appercevaient combien peu d'avantage l'on retirait des Places fortes, lorsqu'on les attaquait avec quelque vigueur. D'ailleurs l'on s'était généralement attendu à quelque chose de plus important de la part d'une armée aussi forte que celle que l'on avait mis cette année sur pié. D'un autre côté Fréderic - Henri avait été repoussé, de devant Venlo, qu'il avait voulu surprendre; il avait encore échoué dans une autre entreprise, formée pour emporter quelques villes de Flandres au moyen d'un nomnombre de Nageurs & de quelques navires Zélandais. Maurice ne fut pas plus heureux devant Grol, qu'il affiégea avant la fin de cette année, mais qu'il abandonna bientôt après, pour ne pas risquer une bataille contre Spinola, dont l'armée pourtant était fort inférieure à celle du Prince.

Si l'armée de terre ne remporta pas de grands avantages cette année, les forces navales furent peut être moins heureuses encore. Le Lieutenant - Amiral Guillaume Hautain envoyé par les Etats avec une flotte de vingt - quatre vaisseaux, pour se vanger de la prise de quelques navires marchands dont les Espagnols avaient noyé, pendu, & brulé l'équipage, prit d'abord plusieurs vaisseaux de l'ennemi, & retint même si longtems la flotte Portugaise enfermée, que désespérant de pouvoir sortir des ports, elle sut obligée de desappareiller. Hautain avait ordre aussi d'attaquer les vaisseaux Espagnols destinés pour les Indes Occidentales. Il tut moins heureux dans cette expédition; un des vaisseaux Espagnols en ayant accroché un des siens, le seu s'y mit & les consuma tous deux. La tempête en fit périr trois autres de l'ennemi, qui avec quatre qui lui restaient regagna la Havane, pour y attendre une meilleure occasion de mettre en mer. Ainsi Hautain, à qui les vivres commençaient à manquer, revint au commencement de l'Eté, bien plutôt qu'il n'était attendu, & sans avoir pû remplie toute la commission dont il était chargé. Au mois de Septembre suivant il fit voile pour la seconde fois avec vingt-quatre autres vaisseaux, dont six furent d'abord dispersés & écartés de Dd4 la

la flotte par une tempête. Aux environs du

Cap S. Vincent, Don Louis de Fasciardo, qui commandait dans ces parages les forces navales d'Espagne, se jetta à la faveur du vent si inopinément sur la flotte Hollandaise avec huit gros Gallions, qu'avant que l'on se fut apperçu, que l'ennemi était si près, le Vice-Amiral de Zélande, Reinier Klaaszoon, se trouva engagé dans un rude combat avec l'un de ces Gallions. La vue de ce combat & la grandeur énorme des Gallions effrayèrent tellement les Hollandais, qu'ils se tinrent hors de la portée du canon, & que vers la nuit ils prirent le large. Le brave Kliaszoon, quoiqu'abandonné des siens, soutint deux jours entiers avec une intrépidité sans exemple Résolution tout le seu de l'ennemi. Enfin ayant perdu presdesespérce que tout son monde, son vaisseau étant tout - à du Vice . fait dématé & faisant eau de toutes parts, Klaaszoon, dans l'impossibilité d'échapper à l'ennemi, propose & fait approuver au reste de son équipage le dessein désespéré qu'il venait de former, & qui dans l'extrêmité à laquelle il se voyait reduit, ne pouvait, selon lui, qu'être avantageux à sa patrie. Il se jette aussiôt à genoux avec tout son monde; demande à Dieu le pardon de l'action qu'ils allaient commettre, & mettant d'abord le seu aux poudres, il se fait sauter en l'air avec son vaisseau & soixante hommes Deux de ces malheureux furent retirés de l'eau à demi brulés; les Espagnols admirèrent avec une sorte d'effroi la férocité & l'opiniatreté qui se peignaient encore dans les yeux & les expressions de ces hommes déjà expirants.

Courte de

Amiral

Kings -

Reon.

Mort du Au mois de Mars de cette année mourut à Is-Sel-

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 425

la jeunesse de Maurice, les Etats lui avaient con-du Comte sié le commandement de leurs forces. Guerrier sean de plein de courage, on lui reproche d'avoir manqué quelquesois de conduite. Jean de Nassau, surnommé l'Ancien, frère de Guillaume l. Prince d'Orange, mourut aussi au mois de Décembre, dans un âge fort avancé. Dès le commencement des troubles il avait rendu de grands services à son frère & aux Etats-Unis & par ses conseils & par sa bourse. Il avait été sait Stadhouder de la Province de Gueldres, & avait été l'un des principaux Auteurs de l'Union d'Utrecht.

PHILIPPE-GUILLAUME, Prince d'O- Mariage range, épousa aussi cette année la fille du Prince de Philip-de Condé. Ce mariage avec une fille de la mai-pe-Guilson de Bourbon, l'ailliait au Roi Henri IV. ce Prince qui par la suite lui assura la paisible jouissance de d'Orange.

la ville & de la principauté d'Orange.

DE's le commencement du printems de l'année 1607. il se sit comme à l'ordinaire plusieurs entreprises de part & d'autre; qui toutes pourtant furent d'assez peu d'importance. L'ennemi prit & brula un fort près du Bommelerwaart; Fréderic-Henri de son côté s'empara d'Erkelens par surprise. Le Comte Henri de Bergues y ayant été fait prisonnier, son frère, le Comte Fréderic, résolut pour s'en venger, de surprendre Aardenbourg au moyen des intelligences qu'il y entretenait. Mais le complot sut découvert à tems, & les traitres surent punis.

VERS le même tems les Etats-Généraux con-Le Châsentirent, aux instantes prières du Magistrat de teau de Groningue, à faire démolir le Château que l'on démoli.

Dd 5 y

y avait fait construire en 1600. Depuis que le repos était rétabli dans cette ville, gouvernée d'ailleurs par des personnes à l'abri de tout soupcon, cette sorteresse était devenue inutile; desorte que les Etats-Généraux jugèrent qu'il ne convenait pas de laisser subsister plus longtems ce monument de leur supériorité sur un peuple, qui jouissait de la même liberté que le reste des Provinces de l'Union.

Heemskerk avait déjà fait le dangereux voyage de la Noubat la flotte velle - Zemble, fut mis à la tête d'une flotte de Ejpagnolle, vingt-six vaisseaux de guerre, envoyée par les

Etats contre les Espagnols. Don Juan Alvarez d'Avila était à l'ancre avec neuf Gallions & douze vaisseaux de guerre dans la Baye de Gilbraltar. Lorsqu'il vit les vaisseaux Hollandais, de beaucoup plus petits que les siens, s'avancer vers lui, il demanda à un prisonnier qu'il avait sur son bord. ce qu'il pensait du dessein qu'ils pouvaient avoir. Mais lorsque l'autre lui eut répondu qu'il devait s'attendre à en être attaqué dans l'instant, d'Avila, qui estimait son vaisseau Amiral seul plus fort que toute la flotte Holiandaise, éclata de rire, ne pouvant s'imaginer que son prisonnier parlât sérieusement. Le combat pourtant sut bientôt engagé; à la seconde bordée que lacha d'Avila contre le vaisseau de Heèmskerk, celui-ci eut la jambe gauche emportée, dont il mourut quelques momens après. Avant d'expirer il exhorta les siens à continuer le combat avec vigueur, & à chercher dans la défaite de l'ennemi à se consoler de la perte qu'ils allaient faire de leur Amiral. En effet les Hollandais se battirent

avcc

avec tant de bravoure, que bientôt ils eurent remporté une victoire complette, qui les couvrit de
gloire, mais qui ne leur procura pas de grands
avantages. Le corps du brave Heemskerk rapporté dans sa Patrie, sut enterré aux dépens de l'Etat * dans la vieille Eglise d'Amsterdam, où quelque tems après, pour perpétuer la mémoire de
ce grand homme, on lui éleva un superbe monument.

CEPENDANT les Archiducs, de l'aveu & avec Négocia: la permission du Roi d'Espagne, étaient entrés en tions, pour négociations avec les Etats, comme avec un Peu-parvenir à ple libre sur lequel l'on ne formait plus de pré-la paix ou tentions. Les Espagnols désiraient ardemment la une Trêpaix, ou du moins une trêve de quelques années. ve. Le Père Jean Nyen, Provincial des Cordéliers, fut employé par les Archiducs pour traiter avec les Députés des Etats. Bientôt il y eut une suspension d'armes de conclue pour huit mois, mais avec des restrictions, qui laissaient aux Hollandais la liberté de continuer les hostilités sur mer, où ils étaient plus forts que les Espagnols; & même sur terre avec leur cavalerie, très-supérieure aussi à celle de l'ennemi. Pendant l'Armistice le Père Nyen tenta la fidélité de plusieurs personnes, soit par son éloquence, soit par ses promesses. Celui pourtant qu'il s'appliqua le plus à gagner, fur le sieur Corneille Aarsens, Greffier des Etats-Généraux. Il lui promit de la part de Spinola cinquante-mille écus s'il avançait par ses conseils la

L'on remarque que personne en Hollande avant Heemskerk n'avait eu la gloire d'être enterré aux dépens du Public.

la conclusion de la paix, ou d'une trêve de neuf ans. Il lui remit en même tems une obligation de la dite somme, dont il offrit de lui faire payer sur le champ quinze mille écus, & lui présenta un diamant de prix pour sa femme. Aarsens hésita quelque tems; mais après plusieurs refus il accepta le diamant & l'obligation; avec la précaution cependant d'en donner connaissance au Prince Maurice & au Pensionaire Barnevelt, & même quelque tems après aux Etats-Généraux, qui remirent l'un & l'autre présent à leur Trésorier George de Bie, homme d'une fidélité à toute épreuve. Le diamant & l'obligation furent ensuite remis par ordre des Etats-Généraux à Louis Verreiken, qui leur apportait la ratification de la suspension d'armes de la part des Archiducs. Verreiken, feignant d'être surpris que l'on reprochât à ses maîtres d'avoir voulu corrompre la fidélité de quelques membres des Etats ou celle de leurs Ministres, assura que les Archiducs n'avaient eu aucune part à quelqu'action de cette nature que ce fut, ajoutant qu'il ne fallait pas s'étonner que des Moines, gens naturellement avares, jugeassent des autres par eux-mêmes. Aarsens cependant ne put éviter le reproche d'avoir prêté l'oreille à la corruption, ce qui l'obligea à publier une espèce d'apologie de sa conduite, qui comme tous les écrits de cette espèce, fut diversement interprêtée.

Vues différentes de Roi d'Espagne, ceux qui voulaient la continua-Maurice & tion de la guerre, & ceux qui avaient désiré de Barneveld. que la paix pût se conclure, faisaient tous leurs efforts pour gagner des partisans de leurs diffé-

ren-

rentes opinions. Le Prince Maurice, & le Pensionnaire Barneveld, pouvaient être considérés comme les chefs de ces deux factions opposées. Le Prince, qui aimait la gloire que donnent les armes, & qui prévoyait d'ailleurs que la paix ne pouvait que diminuer la grande autorité qu'il avait en main, mettait tout en œuvre pour engager la Frise & Groningue à se déclarer avec la Zélande, contre les négociations. Les Ministres de la Religion, presque tous dévoués à Maurice, sécondaient ses vues avec zèle, & prêchaient publiquement qu'il ne fallait point traiter avec l'Espagnol; parler de paix, être porté pour la paix, était, selon eux & ceux de leur parti, avoir des intelligences secrètes & criminelles avec l'ennemi. La Magistrature de la plûpart des villes désirait cependant la fin de la guerre; l'éloquence persuasive du Pensionnaire les ayant presque tous gagné à son opinion. Le Prince, qui ne pouvait souffrir patiemment que cet habile politique le traversat ainsi dans ses vues, témoignait assez ouvertement qu'il suspectait sa fidélité. D'un autre côté, quoique Barneveld ne parlât jamais du Prince qu'avec le plus grand respect, il faisait pourtant paraître quelquefois qu'il craignait que Maurice ne cherchat à se rendre trop puissant dans l'Etat, & que ce ne fut là l'unique motif qui portât ce Prince à insister si vivement pour la continuation de la guerre. Il n'était guères possible de tarir si bien la source de cette mesintelligence entre ces deux grands hommes, qu'elle ne se r'ouvrît de tems à autre. L'on raconte même que la colère de Maurice s'échauffa un jour au point, qu'il donna

MIO ABREGE' DE L'HISTOIRE

un démenti public à Barneveld, en levant en même tems la main pour le frapper. Au reste, comme l'on n'a d'autre preuve d'une violence, si peu digne d'un aussi grand Prince, que ce qu'en dit Aubery du Maurier * dans ses Mémoires, l'on n'oserait assurer que Maurice se soit oublié à ce point.

Le Beem- L'Esperance d'une paix prochaine, ster dessé- jointe à l'activité naturelle des Hollandais, qui ne leur permettait pas de jouir de l'augmentation de leurs richesses, sans en faire un usage utile, engagerent vers ce tems quelques particuliers à demander permission aux Etats de dessécher le Beemster, Lac de la Nord - Hollande, profond de six piés & de sept lieues de circuit. La permission sut accordée, & l'ouvrage commencé en 1608, ne sur achevé qu'en 1612. Le desséchement de ce Lac a par la suite beauconp contribué à l'accroissement de la petite ville de Purmerende.

fadeurs d'Essagne.

Au commencement du mois de février de l'an-Négocia. née 1608. les Ambassadeurs d'Espagne se renditions avec rent en Hollande pour y entamer les négociales Ambas-tions de paix. Le Marquis Ambrosio Spinola, le même qui avait forcé Ostende à capituler, était à la tête de l'Ambassade, composée de quatre autres personnes, Jean Richardot, membre du Conseil d'Etat des Archiducs, & Président du Conseil privé; Don Juan de Mancicidor Sécrétaire du Roi d'Espagne; le Père Neyen & Verreiken. Le Prince Maurice, accompagné & fuivi d'un cortége nombreux, alla au devant des

A' la page 293.

Ambassadeurs jusqu'à une demie-lieuë de la Haye. Les deux plus grands Généraux que l'Europe eut alors, se saluèrent avec cette estime sentie & véritable que les grands hommes conservent toujours pour leurs semblables, dans quelque parti qu'ils se trouvent engagés. Spinola entra ensuite dans le Carosse de Maurice, où ces deux Héros se donnèrent sur leur bravoure réciproque de ces louanges justement méritées que l'envie ne déguise point, & que n'exagère pas la flatterie. Dès que les Ambassadeurs Espagnols eurent reçu leur première audience des États-Généraux, ils entrèrent en négociation avec les Plénipotentiaires de leurs Hautes-Puissances, qui avaient choisi la Haye pour le lieu des conférences. Avant d'entamer aucune négociation les Etats se firent reconnaître par les Espagnols pour une Puissance libre & indépendante; ce que ceux-ci firent si pleinement, que Richardot dit même à cette occasion, que, quand même les Provinces de l'Union voudraient se faire ériger en royaume, eux Espagnols ne s'y opposeraient pas. L'article de la Navigation des Indes rencontra, au contraire, de trèsgrandes difficultés de la part des Espagnols. Comme l'on prévoyait aussi qu'il ne serait guères plus facile de s'accorder sur l'article de la Religion, on le recula jusqu'à la fin des négociations. Il s'éleva encore de grandes contestations au sujet du commerce respectif, les Etats s'obstinant à refuser de r'ouvrir aux Espagnols la navigation libre d'Anvers, sur laquelle ceux - ci insistaient. Les Négociations trainant ainsi en longueur, on prolongea l'armistice jusqu'à la fin

41 m 15 %

O'BLI

de l'année; mais les Espagnols ne voulant point accorder aux Hollandais la liberté de naviguen aux Indes, & prétendant que les Catholiques-Romains eussent le libre exercice de leur Religion dans les Provinces - Unies, les Etats - Gé-

La paix était devenue impossible par l'opinia-

néraux rompirent les Négociations.

treté des Espagnols sur deux points, dont les Etats ne pouvaient se relacher avec honneur, & par la fermeté de ceux-ci à ne point vouloir céder des droits & des avantages, auxquels étaient si étroitement liés l'intérêt de leur conscience, & celui de la prospérité de Jeur République naissante. Les Ambassadeurs de Franbassadeurs ce & d'Angleterre proposèrent alors, & conseilde France lèrent de la part de leurs Maîtres, de travail-& d'Angle-ler au moins à conclure une trêve de plusieurs années. Suivant un traité fait avec la France, Henri IV. en cas que la guerre se prolongeat, se serait trouvé obligé de fournir des secours,

dont il ne voulait pas porter seul tous les frais, & Jacques I. Roi d'Angleterre refusait d'y contribuer pour sa part; d'ailleurs Henri n'ignorait pas que, dès le commencement des Négociations, les Espagnols avaient paru portés pour une trêve. Un autre motif, à ce que l'on prétend, engageait ce Monarque à déconseiller la continuation de la guerre: il cherchait, dit-on, à se rendre maître des Provinces Unies, par le secours du Prince Maurice, du Comte Guillaume de Nassau, du Pentionaire Barneveld, & de quelques - autres. Le Président Jeannin, Ambassadeur de France, offrit vers ce tems un présent de 20,000 florins au Pensionnaire, que ce-

lui - ci

seillent la trève.

lui ci accepta après quelques resus. Barneveld cependant déclara toujours que ce don ne lui avait été remis de la part du Roi que comme une gratification de services antérieurs rendus à Sa Majesté, & en conséquence d'une promesse, qui lui en avait été saite en 1598; ajoutant que jamais il n'avait traité avec personne, pour céder au Roi de France la souveraineté des Provinces - Unies *.

Les Etats, à l'exception de ceux de Zélande ce-

* Il se peut que Barneveld ait accusé vrai; l'on doit même croire, que ce sage Ministre, qui avait rendu & qui rendit encore de si grands services à sa patrie, n'était pas homme à se laisser corrompre pour la remettre sous le joug d'une Puissance étrangère. Cependant, quand l'on considère le tems auquel il reçut les 20,000 florins dont on vient de parler, & que l'on fait attention à un article des instructions sécrètes du Président Jeannin, il est assez dissicile de ne pas former quelque foupçon fur le motif qui fit offrir & accepter un présent aussi considérable. Dans une de ses lettres i Henri IV. Jeannin demandait à ce Prince, " si Sa Ma-" jesté ne trouverait pas à propos, que l'on offrit des pen-" sions au Prince Maurice & au Comte Guillaume, & qu'on " leur déclarat ce qu'Elle voulait faire pour eux, en cas que n par leur secours le Roi pût se rendre maître des Provin-, ces-Unies? Et ce que, en pareil cas, Sa Majesté vou-, drait faire pour Monsieur Barneveld?" Le Roi répondit : " En cas de paix ou d'une trêve de plusieurs années, " l'on donnera au Prince Maurice une pension de dix-mille , florins, & une de quatre - mille à chacun des deux autres. 5, Sa Majesté permet au Sieur Jeannin de promettre aux dits ,, Messieurs, & à tous autres, pour la fin ci-dessus men-, tionnée, tels présens & telles pensions qu'il jugera nél'ont cru ses ennemis, il est toujours sûr, que dans les circonstances où il se trouvait, sa conduste a été très-strégui lière, & peut-être justement suspectée.

Tome II

cependant, résolurent unanimément d'écouter les propositions de la trêve. Mais avant tout ils exigerent que l'on y reconnaitrait & confirmerait leur liberté & leur indépendance, non conditionnellement & pour un certain tems, mais purement & simplement & d'une manière irrévocable. Le Prince Maurice, à qui une trêve, de même que la paix, ne pouvait être que désavantageuse, & par la diminution de sa puissance, & par celle de ses revenus, mettait tout en œuvre pour faire échouer le dessein de la trêve. Il est vrai que ce Prince ne se servait pas hautement des motifs de son propre intérêt pour la déconseiller; mais il écrivit aux différentes villes de la Hollande une lettre, dans laquelle il leur représentait, que si les Provinces ne pouvaient s'assurer d'une paix solide & durable, elles resteraient surchargées de tout le fardeau de la guerre: que le commerce en souffrirait, celui surtout dont les profits dépendaient de la continuation de la guerre, & qui faisait subsister plus d'un tiers des habitans; ce qui serait cause qu'aussitôt après l'expiration de la trêve, peut-être même avant ce terme, l'on se verrait obligé de faire un traité honteux avec l'ennemi, & de se soumettre lâchement au joug qu'il voudrait leur impoler de nouveau. Au reste en donnant son avis le Prince affurait qu'il n'avait en vue que le bienêtre des Provinces. Un nommé Lambert, que le Prince avait envoyé en France, cut l'imprudence d'y faire courir le bruit, que ,, la plupart des , villes de Hollande, & toute la Zélande étaient , d'accord avec Maurice, qui aimerait mieux , mourir que de contentir à la trêve proposée: , que bon gré, malgré, les autres Provinces se, raient forcées de suivre l'exemple de la Hol, lande & de la Zélande, & d'en recevoir la loi:
, qu'Oldenharneveld commençait à s'appercevoir
, de sa faute, & à rechercher la faveur de Mau, rice: que lui & les deux Aarsens avaient trahi
, l'Etat: que le Pensionnaire & le Gressier Aar, sens couraient grand risque de la vie, ou du
, moins de perdre leurs emplois." Il est vrai
que Maurice lui-même déclara quelque tems
après, qu'il n'avait jamais donné ordre de répan-

dre ces bruits. L'AMBASSADEUR de France cependant prévoyant que cette mesintelligence allait replonger l'Etat dans une guerre, qui ne pouvait probablement que hâter sa chûte, parla avec force dans l'assemblée des Etats-Généraux, pour les engager à commencer & à pousser sans délai les négociations de la trêve. Il livra en même tems un Mémoire, dans lequel il répondait article par article à toutes les raisons employés par le Prince dans sa lettre aux villes de la Hollande. Maurice de son côté écrivit une seconde lettre pour faire voir la solidité des raisons qu'il avait alléguées pour rejetter la trêve. Il appuyait principalement sur le grand danger que la trêve ne fomentât la division dans les Provinces; qu'elle ne facilitat à l'ennemi les moyens de corrompre certaines personnes; danger qu'aucune autorité ou puissance ne pourrait alors prévenir ou empêcher. Maurice ne s'en tint pas là; il fit un tour dans la plupart des villes de la Hollande, où il ne négligea aucun des motifs qu'il crut les plus propres à convaincre les Magi-Ee 2 itrais,

Arats, qu'il ne fallait point penser à conclure de trêve, par laquelle l'indépendance & la liber-, té du pays ne seraient point confirmées pour toujours, en termes clairs & précis, & d'une

manière irrévocable.

Les lettres du Prince & plusieurs autres écrits de moindre importance qui parurent alors, causerent une violente fermentation dans les Esprits. Dans ces libelles l'on faisait du Pensionnaire & des deux Aarsens le portrait le plus affreux. Trois lettres anonymes, que l'on remit aux Etats, qui les firent lire dans leur Assemblée, parlaient de la trêve comme d'une ruse inventée par l'ennemi & par Barneveld, qui, disoit on, employait les intrigues & des machinations criminelles pour forcer les Etats à la conclure, &c venir à bout de ses pernicieux desseins; conduite pour laquelle on le jugcait digne d'être puni du supplice des traitres. Cette lecture excita l'indignation de toute l'assemblée contre l'auteur des Burneveld lettres; Maurice lui-même déclara qu'il fallait

fe de met de rou les Emplois.

en faire des perquisitions & tâcher de s'assurer de sa personne. Barneveld, se voyant exposé à rous les coups d'une haine si furicuse, se démit au moment même de tous ses emplois, après avoir assuré les Etats; que, ,, le mécontente-, ment & la haine des grands n'avaient pour lui , rien de nouveau; que, quoiqu'il s'y fut vû , exposé, aucune crainte, aucun danger n'a-, vaient pû le détourner de rendre service à sa , patrie, parce que contre tous les cris de la , calomnie, contre tous les accidens imprévus ,, il s'était toujours armé de l'idée consolante , que sa conscience était pure. Mais aujour-

" d'hui,

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX: 437

,, d'hui, ajoute-t-il, que l'affaire de la trêve, , désagréable par elle-même, devient odieuse , par la haine que l'on en portait à sa person-, ne, il priait les Etats de nommer à sa place ,, un ministre moins hai, pour travailler au bien-Pensionnaire s'étant levé, se retira. Les Etats cependant, qui eussent difficillement trouvé un ministre plus habile & plus intègre, lui députérent quelques personnes d'entre eux, pour le prier de ne point abandonner l'Etat dans des rems aussi difficiles, lui qui l'avait si longtems & si sidellement servi par ses conseils. Barne- Il se laisse devoirs envers elle pour s'opiniâtrer à lui refu-prendre, ses ses services. Il lui fit encore le facrifice de fon repos, & reprit l'emploi pénible & dangereux de Pensionnaire. Toute l'Assemblée témoigna la plus grande satisfaction du retour de cet habile ministre; les ennemis même qu'il y avait, n'osèrent dans cette occasion faire paraître leur mécontentement.

BIENTÔT la plus grande partie des membres La plupare de l'Assemblée des Etats de Hollande consentit des Proà la trêve; cinq autres Provinces y accédèrent vinces conaussi peu après; de sorte qu'il n'y eut que la accepter la Zélande & le Prince Maurice, qui continuèrent trêve, à y apporter les plus fortes oppositions. Mais dès que Jeannin & Spencer Ambassadeurs de France & d'Angleterre, eurent représenté aux Zélandais, que la République n'avait aucuns secours à attendre de leurs maîtres, si l'on s'obstinait à rejetter la trêve, les Deputés de Zélande se rapprochèrent un peu de la pluralité. Maurice lei-E e 2 mê-

même, que Jeannin était parvenu à réconcilier avec Barneveld, changea de sentiment, & confentit enfin à donner la voix; surtout après que le Pensionnaire eut accordé à ce Prince, que pendant la durée de la trêve, il était nécessaire d'avoir sur pié une armée de trente mille hommes.

La trêve fignée & publice.

DELFT & Amsterdam étaient les seules villes de la Hollande qui persistaient à refuser leurs fuffrages; elles se joignirent enfin aux autres villes de la Province; & la Zélande ayant, avant la fin du mois de Novembre, envoyé ses Députés à la Haye avec ordre d'accéder à la majorité, il fut résolu de pousser les Négociations, Quoique l'on eut encore de part & d'autre quelques obstacles à surmonter, principalement au sujet de la navigation & du Commerce des Indes, l'on pavint enfin à signer à Bergen- op - Zoom, le 9 Avril 1609, une Trêve de douze ans, qui fut solemnellement publiée à la Haye le 21. du même mois. Le Roi d'Espagne & les Archiducs, par la traité conclu sous la garantie des Rois de France & d'Angleterre, y reconnaissaient & déclaraient les Etats-Généraux des Provinces - Unies, pour Pays, Provinces & Etats libres & indépendants, sur lesquels Sa Majesté & les Archiducs n'avaient aucun droit ni aucunes prétentions à former. Pour indemniser le Prince Maurice, les Etats lui conserverent toutes ses Pensions, montant à quatre-vingt mille slorins par an. Ils lui accorderent une somme pareille, pour le dédommager de la perte des contributions & confiscations qu'il pouvait espérer en tems de guerre. S'il venait à se marier, les Etats

1609.

Etats lui promettaient encore une pension annuelle de vingt-cinq mille florins; & quoique le Prince ne se soit jamais marié, feannin sit si bien auprès des Etats, qu'il les engagea à assurer dès lors même cette pension au Prince. Les appointemens du Comte Fréderic-Henri, frère de Maurice, surent portés à trente-mille florins; & ceux du Comte Guillaume-Louis à environ cin-

quante-mille florins par an.

HENRI IV. qui procurait tous ces avantages à la maison de Nassau, mais principalement à Maurice, qu'il cherchait à s'attacher de plus en plus, ne s'en tint pas là. Il voulut que l'on accordat au Prince plus d'autorité dans l'administration de la République, pourvû cependant que Barneveld fût continué dans le ministère. 11 fallait pour cela faire quelques changemens dans la forme actuelle du gouvernement, qui depuis quelques années était sur un tout autre pié qu'au commencement de la guerre. L'Assemblée des Etats-Généraux jouissait de la plus haute considération; les fréquentes Ambassades qu'elle avait reçues des plus puissants Princes de l'Europe pendant les Négociations de la trêve, n'avaient pas peu contribué à augmenter l'éclat & la gloire de cet auguste Corps. Barneveld quoique simple Ministre des Etats de Hollande, jouissait luimême d'une grande partie de cette considération, en ce que Député ordinaire de sa Province à l'Assemblée des Etats-Généraux, il avait l'art d'y faire valoir toutes les délibérations de ses maîtres, & de donner du poids à leur suffrage. D'ailleurs le grand crédit, où ses longs services l'avaient mis auprès des Etats de Hollande, fai-Ees fair

sait qu'il était maître d'y diriger les voix à sa volonté. Et comme la plûpart des autres Provinces se rangeaient d'ordinaire du côté de celle de Hollande comme la plus puissante, il ne faut point s'étonner que maître de presque toutes les voix, le grand Pensionnaire, par son habileté, se fut acquis tant de considération & d'autorité dans l'Assemblée des Etats-Généraux. Ce n'était donc qu'en Zélande que le crédit du Prince Murice l'emportait, & ce fut aussi par la résiflance de cette seule Province, qu'il arrêta fi longtems les résolutions de l'Assemblée pour la paix du pour une trêve, que Barneveld jugeait indispensables.

blir un Com elld'Eut.

L'on pro Telle était alors la forme du gouvernement. rule d'éta L'on jugea que, s'il s'élevait quelque dissérence entre les Provinces, ou entre les villes de chaque Province, l'on manquait d'un moyen fixe & affure de décider la querelle. Pour prévenir cet inconvénient, faire cesser la longueur des délibérations des États-Généraux, & terminer avec plus de célérité toutes les affaires, qui en exigewient, l'on proposa d'établir un Conscil-d'Etat, dont le Prince Maurice scrait le Chef. Le Roi de France lui - même ordonna à son Ambas--sadeur de travailler avec prudence à saire réussir ce projet. Mais Jeannin n'ignorait pas qu'il serait tiès-difficile de porter Barneveld à y consentir *. Le Pensionnaire ne prévoyait que trop, que

Le Conseiller Franken, qui, à ce que rapporte le Rédict ur Il llaudris, avait plus d'une fois été trouvé it enteur par Uitenloguard, avait raconté à ce Ministre, que "le ,, l'enfionnaire lui avait de, avant que la tiève fut con-., clue,

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 446

que si l'on mettait le Prince à la tête d'un Conseil de régence, son autorité, à lui, en souffrirait une diminution considérable; d'ailleurs il appréhendait les suites les plus facheuses, si l'on accordait au Prince un pouvoir si étendu. Ensin, dit le célèbre Grotius, ceux qui avaient intérêt que les choses restassent telles qu'elles étaient alors, n'eurent point de peine à faire reculer, jusqu'après la conclusion de la trêve, & ensuite jusqu'à la fin de l'année, les changemens proposés dans la forme du Gouvernement; desorte que, de délais en délais, l'affaire ne sut plus remise sur le tapis.

La Trêve de douze ans ayant enfin été heu- Les Etats reusement conclue, les Etats, de même que les congéd ent Archiducs, ne tardèrent pas à congédier une par- une partie de leurs troupes. Toutes les compagnies fu troupes. rent reduites à soixante-dix hommes chacune, desorte qu'à la grande satisfaction des Officiers, il n'y eut pas une seule Compagnie d'entièrement congédiée. Par cette réduction le total

as-

des troupes de la République, qui avait été, à la dernière revue, de quarante - deux - mille Fan-

[&]quot; clue, qu'il fallait traiter avec le Prince aux mêmes con" ditions qu'on l'avait fait avec Guillaume I. son Père; mais
" que depuis ce tems le Pensionnaire n'avait plus parlé de
" cette affaire." Au reste, ajoute encore le Rédacteur,
ceci ne prouve nullement, que le Pensionnaire ait réellement jamais eu cette opinion: & Franken, qui n'était ni
l'ami de Barneveld ni celui d'Uitenbogaard, a très-bien pû
faire ce récit controuvé, pour saire savoir à d'autres ce que
lui-même désirait; peut-être aussi pour saire continuer,
ou même rendre encore plus grande, la mesintelligence qui
était alors entre le Prince Maurice & Barneveld.

tassins, & de quatre-mille Cavaliers, sut porté à trente mille hommes d'Infanterie & trois mille chevaux.

Le 7. du mois de Juillet fut remise aux Etats la ratification de la trêve par le Roi d'Espagne. Ce Prince la confirmait en toutes ses parties, pour tout ce qui le concernait, & promettait de l'entretenir inviolablement de son côté. Cette ratification ayant mis la dernière main à la trêve de douze ans, les Provinces - Unies se virent rendues à un état de tranquillité que la plupart de leurs habitans n'avaient point connue, & à laquelle même plusieurs eurent de la peine à s'accoutumer. Les Nations étrangères admiraient comme une chose au dessus de toute croyance, que l'on eut pû forcer un monarque aussi puissant que celui d'Espagne à reconnaître la liberté & l'indépendance des Provinces - Unies, & à leur céder une grande partie du Commerce des Indes. C'était la meilleure & la plus forte preuve que l'on put apporter en faveur des forces & de la puissance d'une République libre, & de la sagesse de son gouvernement. Aussi plusieurs Princes & Etats se firent-ils depuis une gloire de rechercher l'Alliance des Provinces - Unies.

CHAPITRE X.

Commençant en 1609. à la conclusion de la trêve, & finissant en 1625. à la mort de MAURICE, Prince d'Orange.

I A Trêve qui venait de se conclure rendait, pour un tems au moins, aux Provinces de l'Union un repos, dont elles avaient bien besoin pour achever d'élever l'édifice de leur liberté & de leur indépendance. Elles ne craignaient pas, il est vrai, que l'Espagnol cherchat à le détruire; mais les fondemens en étaient encore trop fraichement posés, pour que l'on se rassurât inconsidérément sur toutes les secousses, qui pouvaient contribuer à l'ébranler, & peut-être à le renverser ensuite tout-à-fait. Pour ne laisser aucun doute sur les droits de souveraineté qu'ils s'étaient si chérement acquis, les Etats-Généraux commencèrent dès lors à agir en tout en Souverains libres & indépendants. Ils envoyèrent dans toutes les Cours étrangères des Ministres revêtus du tître d'Ambassadeurs; ils reçurent de tous les Princes des Ambassades solemnelles; ils conclurent enfin, comme peuple libre & souverain, divers traités avec plusieurs Puissances, & entr'autres un d'alliance & de commerce cette année même 1609. avec Muley Zaiden, Roi de Maroc.

TANDISQUE la nouvelle République, respectée

pectée au dehors, y jouissait de la gloire de s'être si courageusement affranchie; tandis que, pendant le filence des armes, elle s'occupait au dedans des moyens d'assurer sa puissance & de gouverner ses peuples avec sagesse & douceur; des troubles intestins, d'autant plus dangereux que la source en était moins connue, déchiraient son sein & la mirent à deux doigts de sa chûte.

g'ises Reformées des Provinces-Unics.

Divisions Jacques Arminius & François Gomarus, tous dans les E-deux Professeurs en Theologie à l'Université de Leyde, soutinrent, sur les Décrets de Dieu, la Confession de foi, & le Cathéchisme, des opinions si diamétralement opposées, & se chargerent l'un l'autre d'inculpations si odieuses, que dès le mois de Décembre de 1608. ils avaient été cités à comparaître devant le Haut-Conseil, qui imposa silence aux deux Professeurs, leur ordonnant de se supporter en concorde, & d'attendre en paix que cette dispute sut décidée & terminée dans un Synode National ou Provincial; le silence cependant fut mal observé, & les opinions des deux Professeurs percèrent de plus en plus. Les Ministres pour la plupart suivaient le sentiment de Gomarus, qui soutenaient que, "Dieu, par un Décret éternel & absolu, , avait arrêté quels hommes seraient sauvés, & , quels seraient damnés. Que, suivant ce Dé-, cret quelques - uns etaient attirés à la foi & à , la piete, tandis que Dieu laissait les autres , ensevelis dans leur misere & leur impiété." La Magistrature au contraire était assez généralement pour l'opinion plus modérée d'Arminius, qui disait que, , Dieu de toute éternité , avait avait fait cette distinction entre les Pécheurs; que ceux qui se repentiraient de leurs fautes , & mettraient leur confiance en Jesus-Christ, , recevraient le pardon de leurs péchés & la vie , éternelle; mais que les impénitens seraient , punis. Que Dieu désirait que tous les hom-, mes se convertissent, & persévérassent dans , la connaissance de la verité, mais qu'il ne , contraignait personne." Au milieu de toutes ces disputes Arminius vint à mourir d'une maladie de langueur. Avant sa mort il déclara n'avoir rien enseigné que ce que, d'après l'examen le plus sevère, il avait jugé conforme à la Sainte. Ecriture, & le plus propre à réunir les Protestans. On nomma pour le remplacer dans le Professorat Conrad Vorstius, qui dans l'esprit de plusieurs personnes passait pour être encore plus éloigné qu'Arminius de la Doctrine ordinaire des Réformés.

CEPENDANT la division avait jetté partout Troubles de profondes racines; & bientôt l'on en vit les à Alkmaar, funestes effets. A Alkmaar, où l'on avait sus- & ailleurs. pendu de ses fonctions le Ministre Adolphe Venator, pour avoir refusé de signer le Cathéchisme & la Confession de soi, il s'éleva des troubles qui furent portés si loin, que l'on se vit obligé d'y changer la Régence hors de tems. La tédition pensa avoir des suites plus funestes encore à Leeuwarden en Frise, où les mécontens en vinrent aux voies de fait. Le premier jour de l'année 1610. la populace s'attroupa devant l'Hôtel 1610. de ville, en cassa les vîtres, força la porte de la chambre où le Conseil était assemblé, en chassa tous les membres, & aidée ensuite des Corps

Corps de métier, qui avaient fait mettre la Bourgeoise sous les armes, forma à sa fantaisse un nouveau corps de régence. A Utrecht les choics furent poussées si loin par l'esprit remuant d'un Thiery Kanter, & de sa cabale, que le Conice Fréderic-Henri eut ordre de faire le siège de cette ville, qui après avoir paru vouloir faire quelque résistance, ouvrit enfin ses portes au bout de six jours. La tranquilité paraissait rétablie, mais Kanter & quelques - autres ayant remué encore, & formé une conspiration contre la régence, qui se trouva alors toute composée de personnes attachées aux sentimens d'Arminius, on s'assura de leurs personnes; leur procès leur fut fait, & ils furent condamnés à perdre la tête. Cependant ou commua la peine de mort en un bannissement perpétuel, & confiscation de leurs biens.

CEPENDANT les Ministres de l'Ecole d'Ar-Les Armiminius, qui formaient le plus petit nombre en niens présentent aux Hollande, prévoyant qu'ils auraient de la peine Etats de à se soutenir contre la puissance de leurs adver-Hollande saires, présentèrent aux Etats de Hollande un un Mémémoire, où ils se justifiaient du reproche qu'on moire, connu de leur faisait de vouloir introduire du changement puis sous dans la Religion, & exciter les peuples à se soule nom de lever. Ils y expliquaient ensuite leurs sentimens, Remonqu'ils réduisaient à cinq articles principaux *. Ils Granices.

Comme il se pourrait que plus d'un Lesteur étranger ignorât ce que contenzient ces cinq articles, devenus si sameux par le schisme qu'ils ont causé dans les Eglises Protessantes des Pays-Bas, nous avons cru devoir les placer en note. Les Arminiens soutenaient donc: 1°. Que Dieu avoit resolu

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 447

finissaient par prier les Etats de la Province, dont ils avouaient reconnoître la jurisdiction souveraine dans le Spirituel comme dans le temporel, de faire que leurs raisons sussent entendues dans un Synode libre & légitimement assemblé; ou, si la chose ne pouvait avoir lieu, d'interposer leur autorité pour que les deux partis se supportassent comme frères, promettant & assurant que de leur côté, ils étaient prêts à tout contribuer pour le bien de la paix. Sur cette Rémontrance, dont ceux du parti d'Arminius ont été appellés Rémontrans, les Etats de Hollande résolurent d'ordonner aux Classes * de la Province, que

résolu de toute éternité d'élire & d'appeller à la vie éternelle, ceux qui par sa grace croiraient en Jesus-Christ, & qui persévéreraient jusqu'à la fin dans la foi & l'obéissance; & de reprouver & rejetter à la damnation éternelle les incrédules & impénitens. 2'. Que Christ était mort pour tous, de façon cependant, qu'il n'y avait que les croyans qui fussent, de fait, réconciliés par sa mort. 3'. Que l'homme n'avait point la grace santifiante par lui-même, ni par son libre arbitre, mais que pour l'obtenir il avait besoin de la grace de Dieu, en Jesus-Christ. 4. Que cette grace était le commencement, le progrès & l'achèvement du salut des hommes; que c'était à elle qu'il fallait attribuer toutes les bonnes œuvres; que cependant elle n'opérait pas irrésistiblement. 5'. Que la grace de Dieu donnait au vrai fidèle des forces suffisantes pour surmonter le mal; mais s'il ne pouvait pas la perdre cette grace, c'était là un point qu'ils croyaient devoir examiner de plus près, avant d'oser l'enseigner avec une entière constance. Quelque tems après cependant ils se déclarèrent moins équivoquement sur ce cinquiéme article, en disant, qu'un vrai fidèle pouvait par sa propre faute s'éloigner toutà-fait de Dieu, & perdre la grace.

* Le Gouvernement ecclésiastique des Eglises Protestantes des Pays Bas, est divisé en Consisteire, en Classe, en Synode.

que jusqu'à nouvel ordre ils n'exigeassent de qui que ce sut, de confesser autre chose que ce qui était contenu dans les cinq articles; leur enjoignant de travailler cependant à conserver la concorde & la paix. Cet ordre du Souverain sut si peu respecté; que quelques Classes, entr'autres celle de Leyde, déclarèrent ne pouvoir s'y soumettre.

Au

Le Confissoire est l'assemblée des Ministres, Aciens, & Discres d'une seule Eglise La Clife est l'assemblée de tous les Ministres de plusieurs villes & villiges, remp pour connaître de toutes les affaires ecclésiasiques, dans toute l'étendue de la jurisdiction spirituelle; de sorte que chaque Province peut avoir & a effectivement plusieurs Casses, tous tes indépendantes les unes des autres. Les Caljes sont subordonnées au Synode, qui est ou Provincial ou National, Il n'y a eu de Synode National dans ces Provinces que celui qui se tint à Dordrecht en 1618 & 1619. Il était formé des Députes de toutes les Eglises Protestantes des Pays-Bas. les Etrangers qui s'y trouverent n'y ayant comparu qu'en qualité d'invites. Le Synode Provincial est forme des Députes de toutes les Eglises d'une même Province; il connaît de toutes les affaires eccléfiastiques, sait dans la doctrine à la discipline les changemens ou corrections qu'il luze nécessaires : confirme, reforme, ou casse nême les decitions des Classes. Mais le Clergé Prot stant, toujour bride par la présence des Députes des Etat, consus en 1101 que sous le nom de Commissaires Politiques, ne peut saire aucun changement, exécuter aucune resolution, que le tout n'ait reçu l'approbation des dits Commissaires. Sige prévoyance, qui sait qu'une Puissance ne peut impunément chercher à empiéter sur l'autre; ou p'utôt qui sait, que dans toute l'é'endue de la République il n'y a point réellement de punsance spirituelle. Il en nait moins de troubles dans l'Etat, quoique cependant il ne soit pas possible de les prévent tors.

NB. Les Eglises Wallonnes & Franguises des Pays - Bas

ont leur Synode à part.

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 449

, Au Printems de l'année 1611. il se tint à la 1611. Haye, en présence des Etats de Hollande, une Conféren-Conférence entre six Ministres des deux partis ce de la Cette Conférence, devenue célèbre dans ces Pro-Haye. vinces sous le nom de Conférence de la Haye, roulait sur les cinq Articles proposés par les Arminiens, connus depuis sous le nom de Rémontrans. Les Etats n'attribuèrent la victoire à aucun des deux partis, se contentant, comme à l'ordinaire, de leur ordonner d'entretenir entre eux la concorde & la paix; ordre que les uns & les autres, qui se donnaient encore le nom de Frères, reçurent alors sans y faire d'opposition. Avant l'ouverture de la Conférence les Gomaristes Hollandais avaient aussi présenté un mémoire aux Etats contre les sentimens des Arminiens, ce qui leur fit donner par la suite le nom de Contre-Rémontrans. Ils y expliquaient en sept articles leurs opinions sur la grace & la prédestination absolue, qu'ils admertaient purement & simplement dans toute la rigidité du systême de Calvin. Ils proposèrent aussi, comme un moyen assuré de faire cesser toutes les disputes. la tenue d'un Synode National, ou d'envoyer les points controversés aux universités étrangères à la décision desquelles ils promettaient de se soumettre. La suite de cette histoire fera voir duquel de ces deux moyens l'on jugea à propos de se servir; mais il est tems de reprendre le fil des autres événemens de l'année 1610.

CETTE année, si fatale à la France par le coup seneste qui lui enleva Henri IV. le meilleur & le plus grand de ses Rois, sit perdre aux Provinces Unies un ami & un Allié, dont ils avaient Tome II F f Merc.

recu les plus grands services, & à qui ils étaient, en grande partie, redevables de l'établissement La Reine-de leur République. Marie de Médicis, qui gouvernait pendant la minorité de Louis XIII. ion fils, renouvella cependant avec les Etats-Généraux, l'alliance qu'ils avaient déjà conclue avec Henri IV. & envoya même à leurs priéres quelques troupes sous le Maréchal de la Châtre, qui devait aider celles des Etats à s'emparer de Juliers. Le Duc de Cléves & de Juliers était mort l'année précédente, & sa succession, sur laquelle plusieurs Princes formaient des prétentions, avait engagé la République dans une nouvelle guerre. Les Etars s'étant déclarés en faveur des Princes de Brandebourg & de Nieurobourg, envoyèrent le Prince Maurile avec une armée de 14,000 hommes d'Infanterie & de 3,000 Chevaux faire le siège de Juliers. La ville sur investie le 29. de Juillet, & ayant capitulé le 2. de Septembre suivant, elle fut remise entre les mains des deux Princes que l'ont vient de nommer.

Ynventions C'est à peu près vers ce tems que furent indes Lunet-ventées à Middelbourg les Lunettes d'approche, tes d'appar un Lunettier nommé Zacharie Jansen 11 est proche. cependant plus vraisemblable que cette invention, qui depuis a éte si perfectionnée, doit datter de plus haut, purque des l'année 1608 les Etats en avaient ordonne deux à l'inventeur, pour en faire présent au Roi de Ir nee.

MALGRE tous les soins que se donnaient les EGII. Etats pour entretenir la paix dans l'Eglie, les troubles, loin de s'appailer, devenaient plus viss de jour en jour. Vorsius, à qui l'on avait don-

donné une chaire de Professeur en Théologie à l'Université de Leyde, fut cette année 1611. suspendu de ses fonctions avant d'être entré en exercice, quoique les Curateurs le laissassent jouir des honoraires attachés au Professorat. Quelque tems auparavant Gomarus avait lui-même demandé sa démission, & s'était retiré ailleurs. Pour remplir les deux chaires vacantes on nomma Jean Polyander & Simon Episcopius. Le premier était attaché à l'opinion des Gomaristes ou Contre - Rémontrans; l'autre avait défendu dans la Conférence de la Haye le sentiment d'Arminius ou des Rémontrans. Par le choix de ces deux personnes les Curateurs de l'Université semblaient, de même que les Etats, accorder un droit égal aux deux partis, & vouloir de cette façon entretenir la paix. Barneveld, qui désirait ardemment que la concorde pût se rétablir entre les Ecclésiastiques, remit sur le tapis le projet d'une ordonnance de Discipline de 1791. qui accordait au Souverain un pouvoir très-étendu dans le spirituel; rélativement surtout au choix des Ministres. Dès le mois de Février 1612. cette Ordonnance fut renouvellée du moins en partie; mais les Contre - Rémontrans refusèrent de s'y soumettre, parce que, selon eux, l'on y donnait trop d'autorité au Souverain fur plusieurs points qu'ils soutenaient n'être point de sa compétence. Dans plusieurs villes cependant l'on tenait la main à l'exécution des édits publiés pour le maintien de l'union & de la paix dans l'Eglise. Le Magistrat de Rotterdam déposa Corneille Geselius, parce qu'il jugea que ce Ministre prêchait avec trop d'emportement con-Ff2 tre

tre les Rémontrans. Le zèle un peu outré de Geselius lui ayant fait tenir des assemblées clandestines, & nommer l'Eglise persécutée * le petit troupeau qui formait ces conventicules, le Magistrat lui ordonna de quitter la ville, & sur fon refus d'obéir l'en fit chasser par le Baillif & ses archers. Cela ne l'empêcha pas de continuer ses prêches à Schiedam & à Delfshaven, presqu'aux portes de Rotterdam, & même d'ètre appellé ensuite à Edam. Aureste si à Rotterdam l'on empêchait les Contre-Rémontrans de passer dans leurs sermons les bornes sagement prescrites par les Ordonnances, les Rémontrans n'étaient pas mieux traités ailleurs : dans quelques lieux même on s'opposait à ce qu'ils montassent en chaire; on barricadait même les portes des Eglises pour les empêcher d'y entrer. Si la discorde regnait en Hollande parmi les Pasteurs Spirituels, l'union n'en était pas mieux affermie dans les autres Provinces, où les Gomaristes & les Arminiens se faisaient une guerre déclarée.

L'Archie L'Archiduc Mathias, le même qui en duc Maduc Mathias est Eu Empereur.

* C'est ce que le Hollandais nomme Kruiskerk (Eglise sous la croix). Dénomination qui semble empruntée des Protestais Français; qui, dans le tems que l'on y mettait à exécution les edits rigoureux contre les Calvinsstes, s'asfemblèrent sécretement dans les campagnes & autres lieux écartés, pour y saire le service divin, ce qu'ils appellaient, & appellent encore, précher saus la croix; parce que l'on pendait sans remission & sans autre forme de procès, tout Predicant ou Ministre, surpris saisant les sonctions de son ministère, & que l'on envoyait aux galères les autres Protessaus dont on pouvait se saisse.

Pays-Bas, & qui depuis avait été Roi de Honggrie, fut revêtu cette année de la pourpe impériale, à la place de l'Empereur Rodolphe II. son frère, mort à Prague le 10. de Janvier.

Jusqu'ici le Prince Maurice ne s'était guère mêlé des affaires de l'Eglise, quoique les Contre - Rémontrans jugeassent qu'il serait plus porté pour eux que pour les Rémontrans, qui s'adressaient trop souvent à Barneveld, parce que ce sage Politique conseillait la concorde & la paix, qu'eux-mêmes semblaient désirer fincérement. Le Comte Guillaume était de même peu porté pour les Rémontrans, & l'on prétend qu'il avait conseillé à Maurice de s'opposer à cux ou aux Magistrats qui les favorisaient. Quoiqu'il en soit, Guillaume lui-même proposa en 1613. une Conférence, semblable à celle qui 1613. s'était tenué à la Haye en 1610. Trois Mini- Conférence stres de chaeun des deux partis se rendirent à ce de Delft qui avait été choisie pour le lieu de la Delft, Conférence, & se retirerent aussi peu avancés qu'auparavant, parce que les Contre - Rémontrans, qui en appellaient toujours à un Synode National, ne voulurent jamais avouer que les cinq articles des Rémontrans fussent supportables.

Pendant que l'on travaillait envain en Hol- Le Roi lande à pacifier les esprits, Jacques I. Roi d'Andle-gleterre, qui prétendait être instruit à fonds de mêle dans toutes les disputes théologiques, écrivit aux E- la dispute, tats Généraux & à ceux de Hollande en particulier, qu'il tenait pour très-supportable la doctrine contestée de part & d'autre. Ce jugement surprit d'autant plus les Contre-Rémontrans, que quelque tens auparavant Jacques s'était ouverte-

F'S men

. ment déclaré contre Vorsiius, dans certaines lettres, où il traitait tous les Rémontrans d'Hérétiques & de Schismatiques. Aussitot les Gomarises accuserent le celèbre Hugo Grotius, alors Avocat-Fiscal des Etats de Hollande, d'avoir fabriqué la minute de ces dernières lettres, & d'avoir surpris la Religion du Roi par un faux exposé de la question. Grotius, qui était alors en Angleterre, pour les affaires de la Compagnie des Indes - Orientales, y publia vers ce tems son excellent ouvrage intitulé Pietas Ordinum Hellandie & Westfrisse La Piété des Etats de Hollande & de West - Frise.) Il y expliquait & justifiait la conduite des Etats, qui avaient recommandé & ordonné la tolérance aux deux partis. Cet ouvrage, écrit avec autant de retenue que d'impartialité & de jugement, plut tellement aux Etats de Hollande, qu'un Professeur de Franeker, y ayant répondu, ils défendirent la publication de son livre, qu'ils traitaient de libelle diffamatoire.

Les Etats de Hollande, s'appercevant enfin que tous ces Ecrits de part & d'autre ne tendaient qu'à élargir & envenimer la blessure faite à la paix de l'Eglise, formèrent a la pluralité des suffrages une Résolution ou Ordonnance, qui aurait dû rétablir l'union & la paix entre les ministres, si une facheuse expérience n'avait appris de tout tems, que les querelles des gens d'Eglise ne se terminent que par l'oppression de l'un des partis. Cette Résolution, qui après bien des dissiplieultés sut ensin approuvée au mois de Janvier de l'année suivante, portait tous les caractères de modération, de piété, & de véaie soi. Il

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 455

y était dit en substance que; , les Etats, se Résolution ,, servant de la puissance qui leur appartenait, des Etats de Hollan-,, comme Souverain légitime, ordonnaient que, de Houan dans l'explication de l'Ecriture - Sainte, on rétablir la cut soin de bien inculquer à leurs bons & si-paix dans dèles sujets, que le commencement, les moyens, l'Eglise. & la fin du salut de l'homme, & nommément la foi, ne devaient être attribués ni à ses forces naturelles, ni à ses œuvres, mais uniquement à la grace de Dieu en Jésus-Christ: que Dieu n'avait créé personne pour la perdition; qu'il ne forçait personne au péché; qu'il n'invitait aussi personne au salut, à qui il n'avait pas décrété de le donner. *. Qu'il serait permis aux Professeurs & aux savans de disputer amiablement dans les écoles,

* Il y a dans le Hollandais: terwyl by bestooten hadt, bun die niet te geeven (tandis qu'il avait résolu de ne pas le leur donner.) Grotius dans un long discours, qu'il prononça devant le Conseil d'Amsterdam, pour justifier la résolution des Etats de Hollande, explique ce passage, qui avait paru équivoque à quelques-uns, par les mots: wien by ze niet geeven wilde (à qui il ne voulait pas le donner;) & ajoute, que ,, la proposition contraire n'était pas, que " Dieu avait résolu de sauver tous ceux qu'il invitait (au " fa'ut), mais qu'il n'y invitait personne que ceux de qui " en quelque sorte il souhaitait le salut, ou à qui il avait en ", quelque sorte résolu de le donner. Ce qui," ajoutait ce grand homme, "étais très conforme à ce que les Contres " Rémontrans eux mêmes avaient soutenu dans la Confé-,, rence de la Haye, & aux sentimens de tous les Docteurs " de l'Eglise tant anciens que modernes." Il ne nous convient pas de juger du dégré d'intelligibilité que Grotius a donné à cette proposition, c'est au Lecteur instruit à décider jusqu'à quel point cette explication lève l'équivoque qui semble être dans le texte.

, & même d'être d'un sentiment contraire, sur , le dogme de la Prédestination; mais qu'ils n'entendaient pas, que ces disputes fussent portées en chaire, ou enseignées aux peuples de quelque manière que ce fut : qu'ils ne voulaient pas non plus, que l'on inquiétat ou forçât à prêcher & enseigner une Dockrine plus relevée, ceux qui se contentaient d'enseigner & de croire simplement, que Dieu de toute éternité avait élu, en Jésus-Christ, pour le salut éternel, ceux qui par sa grace croiraient en Christ, & persévéreraient dans cette foi; & qu'aucontraire il réprouvait & condamnait à la perdition éternelle ceux qui ne croiraient pas & s'opiniâtreraient dans leur incrédulité; parce que les Etats jugeaient cette Doctrine suffisante au salut, & propre à l'édification , Chrétienne. Enfin, ils ordonnaient à tous les Ministres de s'en tenir, sur tous les autres points de Doctrine, à la Parole de Dieu, & à , ce qui était reçu dans les Eglises Reformées, , & enseigné dans celles de ces Provinces; & , de se supporter les uns les autres en charité, , en concorde & en bon exemple, conformé-, ment à ce qui avait été arrêté par les précé-, dentes Résolutions des Etats." La pluralité des membres des Etats de Hollands crut, par ce juste tempéramment, avoir trouvé le moyen de rétablir la paix dans l'Eglise; mais si les Rémontrans se soumirent avec joye à ce qui leur était ordonné, si même plusieurs des Contre-Rémontrans promirent d'éviter tout ce que désapprouvaient les Etats, quelques-uns cependant s'y refuscirent encore, sous le prétexte que l'on voulaic lait leur interdire de prêcher la vérité. Mais il est tems de reprendre le fil des évènemens his-

toriques de l'année 1613.

PENDANT le cours de cette année les Etats-Généraux avaient conclu différents traités d'alliance & de commerce, avec la ville de Lubek, & le Roi de Suéde, pour assurer contre le Roi de Danemark, la Navigation de la Baltique & de l'Océan Germanique; & avec quelque Princes d'Allemagne, rélativement surtout à l'affaire de Cléves & de Juliers. Les différentes expéditions que l'on avait faites à plusieurs reprises à la Nouvelle Zemble & au Détroit de Waaigats, pour chercher par le Nord un passage à la Chine, avaient découvert aux Navigateurs, qu'il se tenait dans ces mers, un grand nombre de Baleines, de Narwals, de Chiens-marins & autres animaux semblables, dont le lard, la peau & les dents pouvaient faire un objet considérable de commerce. Cette découverte sut l'origine de la Pêche du Groenland ou de la Baleine. Bientôt se forma en Hollande la Compagnie du Nord, qui d'abord rapporta de grands profits, mais les avantages que l'on retirait de cette Pêche, ayant peu-à-peu considérablement diminué, la Compagnie du Nord, dont le dernier Octroi expira en 1642. se fondit d'elle-même, & depuis cette Pêche est restée entre les mains & pour le compte des particuliers.

Les Princes possesseurs de la succession de Clé-Affaires ves & de Juliers, s'étant bientôt divisés d'inté-de Juliers, rêts, l'Archiduc Albert, s'imaginant que les E-tats, qui soutenaient Brandebourg, contre Nieuw-bourg devenu son ennemi, cherchaient sous ce prétexte à s'emparer eux-mêmes de Juliers, sit

mar-

Ff5

marcher ses troupes sous Spinola, qui, après s'ètre rendu Maître d'Aix-la-Chapelle, s'empara bientôt de Duuren, d'Orsoi, de Duisberg, de Wezel & d'autres lieux. Maurice de son côté entra en campagne, & s'empara d'Emmerik, de Rees, de Goch, de Kraanenbourg & de Gennip, mettant partout garnison Brandebourgerise ou Hollundaise. Ces hostilités cependant ne rompaient pas la trêve, & n'empêchaient pas les officiers & les soldats des deux partis de se traiter amicalement lorsqu'ils se rencontraient; les deux armées n'agissant, disait-elles, que pour avancer ou rétablir la tranquillité dans des pays neutres. L'on en vint enfin à des négociations, qui semblaient devoir réconcilier & satisfaire les Princes de Brandebourg & de Nieuwbourg; mais le Roi d'Espagne n'ayant pas voulu souscrire au traité déjà arrêté, les troupes des Etats & celles de l'Archiduc continuèrent à occuper les Places dont elles s'étaient emparées.

Université Jusqu'a Lors il n'y avait eu que deux Ude Gronin- niversités dans toute l'étendue de la République; cue. celle de Leyde en Hollande, & celle de Franc-

ker en Frise. Les Etats de Groningue & des Ommelandes, résolurent, d'après les avis & les instances de leur Stadhouder, le Comte Guiliaume-Louis, d'en ériger une troissème dans la ville de Groningue même. La dedicace solemnelle s'en sit le 23. du mois d'Août de l'année 1614.

Suite des Les avantages que les Etats de Hollande s'éaffaires de taient promis de leur dernière ordonnance pour l'Eglise. la paix de l'Eglise, ne répondirent guères à leur attente & à leurs vues pacifiques. La Classe de Hoorn condamna trois Ministres Rémontrans,

Mala

malgré les défenses qui lui en avaient été faites par le Collége des Conseillers - Commissaires; & depuis elle tint ses Assemblées à part. A Rosterdam, où tous les Pasteurs étaient pour la paix, c'est-à-dire, qu'ils étaient Rémontrans, il se trouvait des gens qui, par leurs insultes, leurs pasquins, & leur desobéissance aux ordres du Ma-gistrat, cherchaient à semer la discorde parmi. le peuple. Certain Courtier osa dire, qu'il aimerait mieux recevoir la bénédiction nuptiale d'un cochon; que d'aucun des Ministres de la ville: méritait punition; le Magistrat lui ota pour un an son droit de bourgeoisse, & l'interdit pour toujours de ses fonctions de Courtier. Un autre Artisan sut banni de la ville pour s'être formellement opposé aux ordres de la Régence dans les affaires de l'Eglise. Quelque juste, quelque modérée même que dût paraître la sévérité du Magistrat de cette ville, elle sembla cependant si outrée à plusieurs, qu'un Imprimeur de Schiedam, ayant pris à Enckhuisen quelques billets de lotterie, y sit mettre pour devise deux méchants vers * qui faisaient un paralléle odieux de ce qu'il

* Zeg my, trekker frisch, ter eere van Oranje, Wat onderscheid daar is, tusschen Rosterdams Inquisitie en Spanje?

Ces deux vers, qu'il ne serait guères possible de rendre en Français d'une manière un peu passable, signifiaient:

Dis moi, gentil-tireur, à l'honneur d'Orange.
Où est la différence entre l'Inquisition de Rotterdam & celle d'Espagne?

Au reste, ajoute l'Historien, la prétendue devise de l'Imprimeur montrait, pour lequel des deux partis quelques-uns jugeaient que penchait le Prince Maurice-

Bruits desavantageux qui fe répandent contre Barneveld.

qu'il appellait l'Inquisition de Rotterdam avec celle d'Espagne. Les Conseillers - Commissaires de Hollande, pour punir le Rimeur de son insolence, déclarerent ses billets confisqués, & le condamnèrent pour quinze jours au pain à l'eau; sentence qui pourtant ne fut guères rigoureusement exécutée. Barneveld lui-même ne fut pas ménagé; ses ennemis répandaient de tous côtés, que son dessein était de faire rentrer les Provinces sous le joug de l'Espazne, & que c'était dans cette vue qu'il cherchait à introduire du changement dans la Religion de l'Etat. Lui & le Ministre Uitenbogaard, disait on, étaient pensionnaires de l'Espagne, & distribuaient à leurs créatures l'argent des Espagnols, pour ac: célérer la ruine du pays. Vers ce même tems, François Aarsens, qui avait été Ambassadeur des Etats en France, & qui en voulait au Grand-Pensionnaire, qu'il croyait avoir causé son rappel de cette honorable & lucrative Ambassade *, laissa, dit-on, échapper ces mots; , que le , crédit de certaines personnes n'était pas si soli-, dement établi, qu'il ne put facilement être , renversé." Paroles qui par la suite ne paru-

Aubery dans ses mémoires, sait de ce François Aarsens un portrait qui n'est guères avantageux; il sut, dit il entr'autres, l'auteur de tous les conseils violents & le principal executeur des possions du Prince. Au reste, Aubery, qui devait être assez bien instruit de la chose, attribue le rappel d'Aarsens de son Ambassade de France, non au Pensionaire Barneveld, mais aux solsicitations de la Cour de France elle-même, indignée de ce que, pour en extorquer un présent, il avait sait accroire à leurs Majessés, qu'il se retirait tout-à-sait, pour vivre tranquille en Hollande.

Voyez Aubery pag. 420, &c.

rent que trop avoir annoncé le malheur que l'on

préparait au Pensionnaire.

Les Contre-Rémontrans d'Amsterdam qui se sentaient fortement soutenus par la Régence de cette grande ville, y eurent le crédit en 1615. de faire suspendre de ses sonctions Simon Goulart, Pasteur de l'Eglise Wallone, parce qu'il avait prêché en faveur de la grace (universelle), & resuté en chaire la réprobation des petits Ensans. Dès lors l'on commença à Amsterdam & dans quelques-autres villes à se séparer des Rémontrans. A Leeuwarden, où de nouveaux troubles avaient sorcé de saire du changement dans les membres de la Régence, on distinguait les deux partis par les noms de Gueux de Genéve & de Gueux Politiques.

TANDISQUE la division regnait dans l'E-Les villes glise, & que Barneveld, pour ses longs services, de Flessin-était l'objet de la haine ou de l'envie, ce grand mekens & homme rendit à sa patrie le plus grand service la Brille qu'elle put en attendre. Les malheurs des tems rachetées & le besoin de secours avaient forcé les Etats à par les engager à Flizabeth. Reine d'Angleterre, Flesse Etats.

& le besoin de secours avaient forcé les Etats à sengager à Elizabeth, Reine d'Angleterre, Flessingue, le Château de Rammekens & la Brille,
pour sureté des sommes considérables que leur avait avancées cette Princesse. Jacques I. qui
par ses prodigalités se trouvait sans cesse avoir besoin d'argent, ne pouvant obtenir de nouveaux subsides du Parlement, demanda aux Etats le payement des arrérages qui lui étaient dûs pour la solde des troupes Anglaises en garnison dans les trois places de sureté. Barneveld crut l'occasion savorable de retirer ces Places des mains de l'Anglais. Mais il fallait user de ménagement

1615.

dans une affaire de cette importance, & savoir mettre à profit l'embarras où se trouvait le Monarque. Si les Etats propolaient d'eux-mêmes le rachat des villes, il leur en coutait huit millions. L'habile & fage Ministre sut si bien conduire cette affaire, que Jacques, pour avoir de l'argent, proposa de lui même de rendre les trois places de surcté, pour la somme, une sois payée, de deux - millions - sept - cens - vingt - huit mille florins, que les Etats lui firent remettre au terme stipulé, pour tous les ariérages que ce Prince pouvait prétendre d'eux. Si dans ces Provinces l'on donna à Barneveld tout l'honneur d'une négociation si délicate, ce Ministre, pour avoir trop bien servi ses maîtres, se fit un ennemi de plus en la personne de Jacques I. La restitution des trois places de sureté affranchissait, il est vrai, les Provinces - Unies du seul reste de la dépendance où elles avaient été des puissances étrangères, & otait aux Anglais jusqu'à l'ombre de cette autorité prétendue qu'ils s'attribuaient dans la République, & qu'ils faisaient sonner fort haut chez l'étranger. Mais le Roi d'ingleterre, venant enfin à s'appercevoir qu'il avait fait un méchant marché, & qu'il était dupe de gens plus habiles que lui, , en , conserva toute sa vie, dit Auber, , une gran-,, de animosité contre Monsseur de Barne-" veld."

Kouvelle Résolution des Etats de Hollande, pour la paix de l'Eglise.

1616.

Les Etats de Hollande, pour arrêter le schisme qui commençait à se former dans plusieurs lieux de la Province, & rendre enfin la paix à l'Eglise, s'il était possible, arrêtèrent le 18. Mars une nouvelle Resolution ou ordonnance,

qui

qui confirmait les précédentes, recommandait l'union & la paix, & ménaçait de traiter & puair comme perturbateurs du repos public ceux qui fomenteraient les troubles par leurs divisions & leur opiniatreté à tenir des assemblées séparées. La nouvelle Résolution avait encore été formée à la pluralité, mais tant que la ville d'Amsterdam refuserait d'y souscrire, il n'était gueres possible qu'elle produisit tous les avantages que l'on s'en promettait. Cette considération engagea les Etats de Hollande à envoyer aux Magistrats de cette riche & puissante ville une députation solemnelle, pour la porter à s'unir à la majorité. Messire Adrien de Mathenesse, Seigneur de Rivière, Chef de la Députation, se rendit à Amsterdam avec les autres Députés, Hugo Muis van Holy, Baillif de Dordrecht, Gérard Janszoon van der Eik, Bourguemaitre de Delft, Maitre Huge Grotius, Conseiller Pensionnaire de Rosterdam, & Guillaume Pieterszoon Hases, Bourguemaître de Horn. La Députation avant été admise le 23. d'Avril a l'audience du Conseil, Grotius, au nom de tous, porta la parole, & prononça ce long mais éloquent discours, dont nous avons parlé plus haut. Toutes les raisons cependant qu'il put apporter pour justifier la conduite des autres membres de la Province, & pour engager Amsterdam a se joindre à eux pour le bien & le repos de l'Eglise & de l'Etat, ne firent aucune impression sur le Conseil, qui persista à demander la convocation d'un Synode légalement affemblé; ajoutant, qu'il ne souffrirait jamais qu'aucun Ministre Centre Rémontrant fut suspendu ou déposé, pour n'avoir

pû entretenir l'Union Ecclésiastique avec les Rés montrans. Cela n'empêcha pas la pluralité des membres des Etats de Hollande de persister dans les Résolutions qu'ils avaient cru devoir prendre. Cette diversité de sentimens & de Résolutions ne servit qu'à augmenter la division & la discorde. Dans plusieurs villes on suspendit de leurs fonctions les Ministres Contre-Rémontrans; qui refusaient de se trouver avec les Rémontrans dans une même Classe. Les Baillifs & Drossarts eurent ordre de tenir la main à l'exécution des Edits, & de faire ensorte que la paix fut rétablie. Mais il était assez disficile d'y réussir; les Rémontrans étant soutenus d'un côté, tandis que de l'autre c'étoit les Gontre-Rémontrans que l'on favorisait.

1617.

En l'année 1617. les Contre-Rémontrans à Amsterdam & à la Haye résolurent de s'unir plus étroitement, & de ne plus entretenir l'unité ecclésiastique avec les Rémontrans. Ceux-ci de leur côté suivirent l'exemple qu'on leur donnait, de sorte qu'il n'y eut plus moyen d'empêcher ou de prévenir le schisme. Le Prince Maurice proposa alors aux Etats de permettre aux Ministres Contre - Rémontrans de prêcher librement, de rétablir à certaines conditions ceux qui avaient été suspendus ou déposés, ou, si cela ne se pouvait, de les remplacer par d'autres Pasteurs qui auraient les mêmes opinions. Les Rémontrans d'Amsterdam, qui s'étaient entiérement séparés du corps des autres Pasteurs, louèrent un grand Magazin pour y tenir leurs assemblées & y prêcher. Excitée par les sermons séditieux des Contre-Rémontrans, la populace s'attroupa le douze de

de Février devant ce Magazin, s'y jetta en tumulte, força par ses menaces & ses cris furieux, le Ministre à interrompre son discours; & bientôt fut brisé & détruit tout ce qui tomba sous la main de ces désespérés. Le Pasteur eut toutes les peines du monde à échapper à leur fureur; son petit troupeau, cherchant à se sauver les uns d'un côté les autres de l'autre, fut insulté, bafoué; les maisons de deux fréres du fameux Episcopius furent pillées, les meubles brisés ou détruits. Ni les uns ni les autres ne purent cependant obtenir le moindre dédommagement, aucun même des féditieux ne fut puni, ou ne le fut que légèrement. L'esprit de discorde fut presque partout le même; tous les moyens, les plus violents même, étaient employés de part & d'autre pour parvenir à ses fins. A la Haye les Contre - Rémontrans, qui se sentaient appuyés du Prince Maurice, s'emparèrent malgré le Magistrat, d'une Eglise ", où le Prince commença des-lors, & continua par la suite, à affister au service divin. Quoiqu'une grande partie des principaux Seigneurs affectaffent de suivre son exemple, on remarque cependant que la Princesse Douairière d'Orange & son fils le Comte Fréderic - Henri, de même que Barneveld, plusieurs Grands, & le Magistrat de la Haye, restèrent toujours attachés à la grande Eglise, où l'on permettait encore aux Rémontrans de prêcher. L'animosité enfin sut poussée si loin, qu'il

^{*} Celle dite du Cloitre (de Klooster-kerk) qui depuis sut nommée l'Eglise du Prince.

qu'il semblait que tout se préparât à une guerre de religion *. Bientôt même l'on vit paraître une liste imprimée des villes &t des Forts, qui étaient contre les Arminiens; & l'on prétend que leurs antagonistes les Contre-Rémontrans, ne portaient à ce point l'audace de leurs entrepuses, que parce, qu'ils s'y sentaient encouragés par une lettre du Roi d'Angleterre, qui parut au jour au printems de cette année. Elle était bien distérente de celle qu'il avait écrite quelque tems auparavant aux Etats; dans celle-ci ce Prince ne conseillait plus de déclarer tolérables les questions controversées; il voulait qu'on les décidât par l'autorité d'un Synode National.

CE schisme occasiona dans la Régence des changemens extraordinaires. Pour les saire ré-ussir cependant les Contre-Rémontrans usèrent d'intrigues & de précautions: ils éprouvèrent d'abord leurs forces dans les moindres villes, qui n'avaient point de voix à l'assemblée des Etats de Hollande, résolus d'essayer ensuite ce qu'ils pourraient saire dans les grandes villes. Barneveld & plusieurs membres de l'assemblée s'apperçurent bientôt de ce que l'on cherchait. Quel-

* Parmi les différentes marques de haine d'un parti contre l'autre, & que l'on pouvait regarder comme le tocsin de la discorde & de la sédition, l'on observe que quelques Bateliers avaient sait peindre dans leurs Pavillons les armes du Prince avec ces mots Hollandais.

> Liever met Oranje te leggen in 't vold, . Dan langer met de Arminianen te zyn gekweld.

(Plutôt périr dans les combats avec Orange, que d'être plus long-tems tourmenté par les Arminiens.

Quelques personnes commencèrent même à croire, que la Religion n'était qu'un prétexte dont
l'on le servait pour parvenir avec plus de sureté
à ces sortes de changemens; l'on soupçonna même le Prince d'y prêter la main, ou d'y employer
ses créatures, pour se procurer par ce moyen
plus d'autorité qu'il n'en avait encore. Ceux
qui entraient dans ses vues lui répétaient sans cesse,
que Barneveld & autres personnes mettaient tout
en œuvre pour diminuer son crédit & sa puissance, tandis que les Contre-Rémontrans, ces
vrais & anciens Résormés, qui, comme il le disait lui-même, avaient procuré l'élévation de
Guillaume I. son père, n'avaient rien tant à cœur
que de coöpérer à l'accroissement de son pouvoir.

Dans des circonstances aussi épineuses, il était Quelques raisonnable de songer aux moyens de conserver villes lè vent des la paix dans les dissérentes villes. Le plus con-Waardgelvenable & le moins dangereux parut aux Etats ders,

de Hollande la levée de cette sorte de milice, que l'on nomme Waardgelders. Par un arrêté, que l'on nomma depuis Résolution rigoureuse, il fut permis aux villes, qui croiraient en avoir besoin, de soudoyer certain nombre de ces soldats; Harlem, Leide, Gouda, Rotterdam, Schoonhoven, Hoorn, & peut-être encore une ville ou deux, prirent donc des Waardgelders, dont le nombre cependant ne monta pas dans toute la Hollande à 1800 hommes. Utrecht, sur les remontrances & par les conseils de Ledenberg, Sécrétaire des Etats de la Province, suivit cet exemple, pendant le tems que, pour son masheur, Barneveld était arrêté dans cette ville par une indisposition. L'on observe qu' Amsterdam & Gg 2

les plus grands désordres.

Les delibérations pour la tenue d'un Synode National, que quelques Provinces jugeaient indispensable, furent enfin ertamées, mas trouverent les plus grandes oppositions de la part d'autres Provinces, & nommement de la Hollieue, qui se fondant sur l'article XIII. de l'Union d'Urrecht de 1579., soutenaient que chaque Province s'était réservé le pouvoir de regler chez elle tout ce qui concernait la Religion. L'opiniâtreté avec laquelle chaque membre des Etats - Généraux soutenait son opinion, rendit les assemblées si tumultucules, & la forme de donner & de prendre les suffrages & irregulière, que tout s'y passa dans la plus grande confusion. Enfin le 11. du mois de Novembre le Synode National fut arrête dans l'assemblée des Etats-Généraux, à la pluralité, non des Provinces, fuivant la coûtume & la régle établie des la naissance de la Republique, mais du nombre des Députés de chaque Province. La ville de Dordrecht fut nommée pour le siège du Synode. Mais lorsque l'on vint à lire les lettres, que les Etats-

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 465

Etats · Généraux voulaient faire écrire à quelques Puissances Etrangéres pour les prier d'envoyer à Dordrecht quelques Députés de leurs Eglises, de même que les lettres de convocation pour les différentes l'rovinces de l'Union, tous les Députés de Hollande, à l'exception de celui d'Amsterdam, ceux d'Utresht & d'Overissel, & deux Députés extraordinaires de la Gueldres * se retirerent de l'Assemblée. Ceux de Hollande & d'Utrecht & d'Overyssel protestèrent dès le lendemain, & firent enregitrer qu'ils tensient pour nul & de nulle valeur sout ce qui s'était fait la veille sur l'Article de la Religion; les Députés du Weluwe affurèrent auffi, qu'ils persistaient dans leur première opinion. Cette diversité d'opinions non - seulement entre les sept Provinces, mais entre les différents membres de chaque Province, donnait une forme si étrange & si monstrueuse même au gouvernement actuel, que l'on craignit que le schisme de l'Eglise ne passat aux Provinces, & ne mit la discorde & la division entre les différents membres de chacune d'entre elles. Les plus clairvoyants d'entre les Rémontrans ne se promettaient de la tenue du Synode que la ruine entière de leur parti; aussi eussent-ils souhaité que de leur côté, l'on y eut consenti tout simplement, afin de prévenir par la les changemens que l'on allait sans doute faire dans la Régence, & qui ne pouvaient que tourner à leur désavan-

Gg 3

^{*} Ils avaient été envoyés par le quartier du Welawe pour déclarer aux État - Généraux qu'ils n'avaient point-ordre de pousser la tenue d'un Synnde ou d'y confenile, si la Province de Hellande s'y opposait.

tage. Le Ministre Uitenbogaard avait même tâché d'emmener les siens & Barneveld lui-même, à se soumettre à la nécessite, mais celui-ci lui avait, dit-on, répondu, voulez-vous céder la justice & les droits du pays? ce n'est pas mon dessein à moi.

Le Prince engager les

nal.

QUELQUE-TEMS après le Prince fit un cherche à tour dans quelques villes de la Province, écrivilles de la vit à d'autres pour les porter à consentir à la Hollande & convocation d'un Synode, & à congédier les consenur à Waardgelders. Les peines qu'il se donna pour arriver à ses fins, ne furent pas sans-doute inla tenue d'un Syno. de Natio. fructueuses, puisque dans l'Assemblée des Etats de Hollande l'on s'apperçut bientôt, que plusieurs de ces villes commençaient à pencher pour la convocation d'un Synode National. Harlem cependant dans un mémoire plein de force, se déclara hautement pour la confirmation des Rélo-

lutions déjà prises, de même que peur la défense des droits & de l'autorité des Etats de Hollande; pour le maintien de la Religion, d'où il fallait bannir toute recherche sur la foi, & toute contrainte; pour la confervation des priviléges des villes contre les prétentions des Cours de lustice, en cas de procédures en matiere criminelle &c. Leide, Gouds, Rotterdam, Schoonboven, la Brille, Alkmur & Hoorn accéderent de même à la déclaration faite par la ville de Harlem

Au Printems de l'année 1618. le Prince se ren-1618. dit en Gueldres, où il changea hors de tems toute la Régence de Nimégue, malgré les oppositions & protestations du Magistrat. S'étant rendu au mois de Mai suivant dans l'Overyssel, il

par-

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 471

parvint à gagner cette Province pour la convocation d'un Synode. Les Waardgelders commençaient cependant à être fort à charge à la Province d'Utrecht. Certains membres des Etats proposaient de ne les conserver qu'au cas que la Hollande voulût les payer; d'autres voulaient au contraire, qu'on les licentiat tout- à fait, & que l'on demandât au Prince quelques Compagnies pour le maintien de la tranquillité publique. D'un autre côté l'exemple tout récent de Nimégue faisait craindre à Utrecht, que Maurice n'y vint faire dans la Régence les mêmes changemens qu'il avait faits dans cette ville de la Gueldres. Il est vrai que la résolution en était prise, mais avant tout il fallait voir de congédier les Waardgelders. Aussi les Etats-Généraux envoyèrent pour cet effet à Utrecht quelques personnes de leur Assemblée avec le Prince Maurice. Les Etats de Hollande de leur côté, voulant prévenir ce coup d'autorité, y avaient envoyé aussi quelques députés. Ceux-ci étant allés saluer le Prince à son arrivée, & la conversation étant tombée sur l'objet de leurs commissions respectives, Maurice leur dit, que les mésiances & la division qui regnaient dans le Gouvernement actuel étaient l'ouvrage du Grand-Pensionaire; que l'on avait cherché à lui faire perdre son autorité & son crédit, à lui Prince d'Orange, & à le chasser du Pays; qu'il savait très-bien ce qu'il faisait; que cinq Provinces étaient pour lui, & qu'il attendait des députés des six villes de Hollande *, que

^{*} Ces six villes étaient Dordrecht, Amsterdam, Enckbuyzen, Edam, Purmerende, & Schiedam qui se joignit aux Gg 4

qui le soutiendraient; qu'enfin les Waardgelders étaient pires que les citadelles des Espagnols, & qu'ainsi il fallait s'en défaire. A ces reproches & à ces acculations, Grotius, qui était l'un des députés, répondit ,, qu'il ne connaissait personne , qui cut jamais formé le moindre dessein au désa-, vantage de son Excellence; que, quand même ,, le Pensionnaire ne seroit plus, eux tous se croi-,, raient obligés de désendre & de protéger les , droits & les priviléges de la Province. Qu'il ,, semblait que l'on méprisat actuellement la Fiol-, lande, & que l'on voulût l'assujettir aux autres " Provinces." Le Prince repartit là dessus, que le Pensionnaire semblait au contraire des seuls Etats de Hollande vouloir faire les Etats · Genéraux. Cet entretien sit juger aux députés de cette Province, qu'il n'y avait guères d'apparence qu'ils pussent réussir dans la Commission dont les avaient chargés leurs Maîtres. Quant à ce qu'avait fait entendre le Prince, que l'on cherchait à le dépouiller de ses dignités, il parait par le témoignage d'autres personnes, qu'il n'y avait pas le moindre fondement à ce reproche. Il semble cependant que l'on avait inspiré ce soupçon au Prince, puisqu'il est sûr que l'on rechercha par la suite dans Utrecht, ou parmi les personnes de la Régence de cette ville, si l'on n'y avait jamais fait quelque proposition pour ôter le Stadhouderat à Maurice & en revêtir le Comte de Kuilenbourg. On soupgonna même que quelques personnes pouvaient avoir jetté les yeux sur le Comte Fréderie - Henri.

LES

cinq premières, pour presser la convocation d'un Synode National.

Les Députés de Hollande, s'appercevant enfin que les Officiers des Waardgelders, non plus que ceux de la garnison ordinaire, n'étaient pas portés à obéir aux Etats d'Utrecht, & qu'ainsi ils ne pouvaient espérer de leur Commission le succès qu'ils s'en étaient promis d'abord, jugèrent à propos de se retirer. Ils crurent d'autant plus devoir hâter leur départ, que la plupart des Magistrats & le Sécrétaire Ledenberg, avaient déjà abandonné la ville, dans la crainte qu'on ne leur y fit un mauvais parti. Au moment de leur départ ils virent arriver & descendre de leurs voitures les autres députés de Dordrecht, d'Amsterdam, de Schiedam, d'Enckhuizen, d'Edam & de Purmerende; & furent informés après, que s'ils s'étaient arrêtés à Utrecht une demie heure de plus, ils y auraient été arrêtés comme prisonniers d'Etat. Dès le même jour le Prince licentia les Waardgelders, & fit ensuite des changemens dans la Régence, qui prit alors une forme toute nouvelle. L'on a cru devoir faire observer ici, que Nicolas Berk fut fait alors Bourguemaître, & que Corneille van de Poll, qui l'était déjà, fut continué dans cette charge *. Dès que les Contre-Rémontrans se sentirent assurés de la faveur

^{*} L'on verra plus bas, lorsque l'on parlera du procès fait à Barneveld, pourquoi le Rédacteur à fait mention du Bourguemaître Berk. Quant à van de Poll, c'est lui, diton, que Grotius avait en vue lorsque dans son Apologie il parle d'une certaine personne, qui dès lors, dit-il, avait, résolu de faire annuller les Résolutions auxquelles luimême avait ou part, & d'abandonner la cause des Etats, d'Utrecht, asin de trouver son propre avantage dans le, changement de la Régence."

des nouveaux Magistrats, ils demandèrent & obtinrent sans peine une des Eglises publiques; mais s'y trouvant bientôt trop resserrés, il fut ordonné aux Rémontrans de leur céder la Cathédrale, & de se contenter pour eux - mêmes de l'autre Eglise *. Les changemens faits à Utrecht frayèrent le chemin à ceux qui se firent peu après en Hollande, & à la tenue du Synode National. En effet les Waardgelders furent bientôt licentiés par toute la Hollande, sur les promesses, dit Grotius, que l'on fit, que, par ce moyen, la tranquillité serait entiérement rétablie & conservée. L'affaire du Synode fut reprile alors avec plus de vigueur que jamais, aussi toutes les villes de Hollande, à l'exception de Gouda, y consentirent le 25. d'Août, avec certaines restrictions cependant, qui portaient en substance, ", qu'il fau-,, drait y traiter les affaires de façon à accommo-, der, non à décider les différends; & que les actes du Synode n'auraient de force que lorsqu'ils auraient été approuvés par les États as-, semblés." Avant que les villes de Fiollande se vissent forcées, par le licentiement des Waardgelders, de donner leur consentement à la tenue d'un Synode, les Etats de cette Province avaient fait quelques démarches, qui prouvaient combien ils étaient éloignés de se désister de leurs premières oppositions. Les Lettres de convocation avaient été envoyées aux différentes Provinces de l'Union, aux Rois de France & d'Anelc-

^{*} Cette dernière église, nommée Buurkerk en Hollandais, est très-petite, en comparaison du Domkerk ou de la Cathedrale d'Utrecht, qui est d'une vaste étendue.

gleterre, aux Eglises Reformées de France, & à différents Princes & Etats, qui protégeaient ou toléraient le Religion Protestante. On y priait ces Souverains de vouloir bien envoyer quelques Théologiens au Synode qui devait se tenir à Dordrecht. Les Etats de Hollande, de leur côté, jugeant que, par la convocation d'une Assemblée ecclésiastique, faite sans leur consentement, dans une ville de leur Province, les Etats-Généraux s'attribuaient une autorité qui ne leur appartenait pas, renvoyèrent jusqu'à deux reprises les lettres de convocation, sans les avoir-ouvertes. Ils écrivirent aussi aux Rois de France & d'Angleterre, de même qu'aux autres Puissances auxquelles les Etats-Généraux avaient écrit sur la tenue de leur Synode. Dans ces lettres les Etats de Hollande prizient ces Souverains, de ne point permettre qu'aucun de leurs Théologiens vint appuyer un projet qui portait préjudice à l'autorité Souveraine & à la paix de l'Eglise *. Toutes ces précautions avaient été inutiles, & la Hollande, qui voyait de jour en jour avilir & abbaisser son autorité, se vit enfin obligée de souscrire forcément à des résolutions qu'elle ne pouvait plus empêcher. L'on en était encore aux délibérations sur cette affaire, lorsque le 29. Août † l'on apprit

Le Roi de France qui avait des sujets particuliers de mécontentement contre les Etats-Généraux, désendit en effet aux Eglises Résormées de son Royaume d'envoyer des Députés au Synode de Dordrecht.

† Du Maurier dans ses mémoires place au 22. d'Août la prise de Barneveld; & il parait assez difficile de concilier la date de notre auteur avec ce qu'il dit plus haut, que, tous, tes les villes de Hollande, excepté Gouda, consentirent

Barneveld, apprit que Barneveld avait été arrêté, ce qui Grotius, pour quelque-tems fit cesser tout-à-fait celles Hogerbeets des Erres de Hollands

Hogerbeets des Etats de Hollande. & Leden-

berg font

arrêtés.

La mesintelligence qui regnait depuis longtems entre le Prince Maurice & le Pensionaire, avait fait prévoir à plusieurs la disgrace de celui-ci; aussi en fut-on moins surpris d'apprendre qu'il avait été arrêté. Il était même plusieurs fois échappé au Prince des expressions, qui ne témoignaient que trop combien il soupconnait Barneveld de lui être contraire, & qu'il saurait trouver un jour l'occasion de s'en venger. Outre l'accusation vague de trahison, l'on donnait quatre raisons principales du mécontentement contre le Pensionnaire & ceux de son parti. On l'accusait premièrement d'avoir trop savorisé les Rémontrans; en second lieu d'avoir conseillé la le-

" le 25. à la tenue du Synode." Et il ajoute tout de suite que ,, la nouvelle de la prise de Barneveld sit tout à sait ", cesser pour un tems les délibérations des Etats de Hol-" lande sur cette affaire sc'est à dire la tenue du Synode ". Si les Etats de Hollande délibéraient encore sur le part qu'ils prendraient, ils n'avaient donc pas encore consenti lors de la prise de Barneveld; & s'ils avaient dé à consenti, cette prise ne pouvait plus arrêter leurs délibérations. D'ailleurs Mr. Wagenaar dit lui-même un peu plus haut, que ,, l'on ", avait délibéré sur cette affaire jusqu'au 29. & que les sen-", timens avaient été alors portés si près de l'unanimité " que, comme le Pensionnaire l'a lai même déclaré après. " l'on aurait dans l'espace de trois heures pleinement con-" fenti au synode; lorsqu'un événement extraordinaire ar-" rêta tout-à-fait pour un tems les délibérations de la HI. " lande. Je veux parler, continue Mr. Wagenaur, de la , prise de Barneveld &c." Il n'est guères possible, comme l'on voit, de ne pas trouver de l'erreur dans l'une des deux dates posées par notre auteur.

levée des Waardgelders; troissèmement d'avoir exigé un nouveau serment des garnisons ordinaires; & enfin d'avoir été cause que les Etats de Hollande avaient envoyé leurs députés à Utrecht, pour y empêcher, s'il était possible, que l'on n'y

licentiat les Waardgelders.

La veille du jour fixé pour s'affurer de sa personne, le Conseiller Berkhout & une autre personne étaient venus l'avertir, que surement il serait arrêté. Barneveld se contenta de remercier ces Messieurs de leur avis, mais ne jugea pas à propos de se retirer. Le Dimanche 29. d'Août, le Ministre Uitenbogaard se rendit dès les sept heures chez Barneveld pour le prier de livrer encore un mémoire en faveur des Rémontrans. Il trouva le Pensionnaire plus triste que de coutume, ce qui l'engagea à le consoler par l'exemple de plusieurs grands hommes, qui tous avaient été indignement récompensés pour avoir rendu les plus grands services à leur patrie. Une demie heure après que le Ministre se fut retiré, Barneveld monta en carosse pour se rendre à la Cour. A peine il y était arrivé, qu'un des Gentils - hommes de la chambre vint lui dire, que le Prince désirait de lui parler Il passa pour cet effet dans l'appartement où Maurice donnait d'ordinaire ses audiences particulières, d'où ayant d'abord été conduit dans un autre, il y fut arrêté, au nom des Etats-Généraux par Nythof Lieutenant des Gardes du Corps du Prince. Il demanda à parler à son Excellence *, mais on

On ne donnait encore que ce tître au Prince Maurice; son srère Fréderic - Henri ayant été le premier de cette mai-

le lui refusa. Grotius, étant peu après entré à l'Assemblée des Conseillers-Commissaires, fut prié de même de passer chez le Prince, où, lui dit-on, le Pensionnaire était aussi. Il était à peine monté, que Pierre van der Meulen, Capitaine des armes, l'arrêta au nom des Etats-Généraux. Hogerbeets fut traité de la même manière. Ils furent d'abord placés dans autant d'appartemens particuliers, sans qu'aucun d'eux put être instruit de l'emprisonnement des autres. tin du même jour l'on avait envoyé quelqu'un à Utrecht pour s'y saisir de Ledenberg, qui depuis quelques semaines était arrêté dans sa propre maison. On le conduisit à la Haye sous une torte escorte, &, comme les autres, il sut enfermé dans un appartement séparé de la Cour.

Que l'oues-uns ont crû que Barneveld, Grotius & Hogerbeets n'avaient été arrêté que par les ordres de peu de personnes du Corps des Etats-Généraux qui s'étaient concertées avec le Prince, sans en donner connaissance aux Etats de Hollande. Mais Hogerbeets, dans un mémoire qui se trouve dans l'Historien Brandt, a observé lui-même, que cette affaire avait été résolue & arrêtée par les mêmes que les Etats-Généraux avaient députés à Utrecht, qu'ils avaient chargé le Prince de l'exécution, & qu'ensuite ils l'avaient fait approuver dans l'Assemblée des Etats-Généraux, où la chose n'avait jamais été proposée auparavant; ce qui est assez conforme à ce qui se trouve marqué, sous ce jour, dans

son qui sut honoré de celui d'Altesse en 1637. par Louis XIII. Roi de France,

le Regître des Résolutions des Etats de Hol-lande.

Le même jour les Etats-Généraux députèrent quelques personnes à ceux de Hollande pour Les Etats leur dire, que ce n'était que pour le bien de l'Etat de Hollanque l'on s'était assuré de ces trois Messieurs. Le nent de la corps des Nobles & la plupart des villes répon-violation dirent, qu'ils étaient très-fachés de ce qui venait de leurs de se passer, & qu'ils ne pouvaient considérer droits. cette démarche, que comme une violation de la liberté & des droits de la Province, qu'ainsi ils désiraient que l'on relachât d'abord les prisonniers. Mais les députés des six villes, Dordrecht, Amsterdam, Schiedam, Enckhuizen, Edam & Purmerende, dirent simplement, qu'ils feraient leur rapport, & qu'ils désiraient que les choses restassent cependant dans l'état où elles étaient. Les Nobles & la plupart des villes s'adressèrent le même jour au Prince, lui représentant sans détour, que la Majesté, la Liberté & les Droits de la Province de Hollande ayant été ouvertement violés par cette démarche, ils prizient son Excellence, en sa qualité de Stadhouder, de remédier à tout ce qui s'était fait. Les six villes, toujours opposées à ce que proposait la majorité des Etats, livrèrent une Déclaration au contraire, par laquelle elles desapprouvaient les plaintes & la prière des autres membres. Le Réponse Prince répondit, que ce qui venait de se passer, ce aux E-n'avait pas été fait par ses ordres, mais par ceux tats de des Etats-Généraux, que l'on devait croire n'a- Hollandol voir point agi sans de justes motifs; qu'il ne voulait pas disputer à la Hollaude les droits qu'elle prétendait, & que les Etats de Hollande trou-

VC-

veraient bien le moyen d'arranger ce différend avec les Etats-Généraux. Sur cette réponse il fut résolu d'attendre, à désendre & à maintetenir les droits de la Province, jusqu'au retour de quelques membres qui étaient allés faire leur rapport à leurs villes, & de veiller cependant à ce que les Prisonniers sussent bien traités de la part des États-Généraux.

mens de

L'EMPRISONNEMENT de Mr. de Barneveld plongea toute sa famille dans la douleur & la famille duPension-l'abbattement. Messieurs van der Alyle & l'eennaire pour buizen ses Gendres, & Monsieur de Groenevell le saire re-son fils-ainé, se rendirent l'après midi chez le lacher. Prince, pour le conjurer d'avoir égard au grand âge de leur Père, & de lui donner sa maison

pour prison. C'est l'affaire des Etats-Généraux, leur répondit Maurice; il ne sera point fait de tort à votre père, pas plus qu'à moi. Monsieur Veenbuizen cependant, voulant excuser la conduite de son Beau-Père, pour avoir été contre l'Eglise du Cloitre *, à peine le Prince eut entendu le mot d'Eglise de Cloitre, qu'il s'écria en colère,

Le Lesteur se rappellera que des que les Contre - Rémontrans se surent emparés du Klooller-Kerk (l'Eglise du Cloitre) le Prince Maurice assecta de n'assister au service divin que dans cette Eglise, tandes que Barneveld retta attaché à la grande Eglise, où l'on to érait encore les sermons des Rémentrans. La men ce renfermée dans l'expression proverbiale dont se servit le Prince, en répondant à Veenbuizen, était assez claire, & ne saisant que trop prévoir quelle scrait la destinée d'un horame à qui, venoit on d'affurer, il ne serait point fait de tert. Au reste ces particularités, dit notre auteur, sont tirées d'un Journal du Ministre Uitenbogaard, qui assure les tenir de la bouche de van der Myle lui-même.

quiconque veut s'opposer à l'Eglise du Cloitre, sis piés ne l'emporteront point d'ici. l'eu rassurés sur le sort de leur malheureux père, le fils & les deux gendres s'adresserent aux Etats - Généraux, qui ne firent point de réponse à leur requête. Vers le même tems les Seigneurs de Schagen & d'Asperen, tous deux membres du Corps des Nobles, entreprirent de délivrer Barneveld de sa prison. Ayant pénétré jusqu'à l'appartement où il était renfermé, ils demandèrent qu'on le relachât aussitôt; mais le Prince accourant au bruit, ordonna de desarmer ces deux Seigneurs, & de s'assurer de leurs personnes. jusqu'à ce que l'on sût ce qu'il plairait aux Etats-Généraux d'en ordonner. Mais le moment d'après il déclara qu'il suffirait, à son avis, de leur faire une réprimande, & de les relâcher fous caution; ce qui fut d'abord exécuté. Le jour même de l'emprisonnement de son ami, Vitenbogaard quitta la Haye; plusieurs autres suivirent son exemple, & van der Myle lui - même, averti que l'on épiait toutes ses démarches, ne tarda pas à se retirer en France, d'où il revint cependant l'année suivante.

Une Déclaration, sortie le même jour de la Moyens presse de l'Imprimeur des Etats, mais sans signa-employés ture, instruisit bientôt le Public de cet évène pour noire ment. L'on vit aussitôt revivre les odieuses ac- sonniers cusations de trahison, de perfidie, & d'intelli-dans PEsgence avec l'Espagne. Dans des libelles de tout prit du genre, auxquels on laissait actuellement un libre peuple. cours, l'on faisait des prisonniers le portrait le plus affreux. Plusieurs prétendaient être convaincus, que l'on avait découvert à Utrecht des

Hh Tome II

rimes horribles à leur charge; conviction qui ne naissait cependant que de l'interprétation odieuse & forcée, que l'on faisait de quelques expressions vagues de la déclaration ci-dessus mentionnée *. Il parait même que quelques- uns des députés des Etats-Généraux soupçonnaient le Pensionnaire de trahison, quoique l'on ne pût guères l'établir sur ce que l'on prétendait avoir découvert à Utrecht, rélativement à cette incul-

pation.

Les quatre autres chefs d'accusation, dont nous avons dit un mot en passant +, suffisaient seuls pour rendre vaison du mécontentement pris contre Barneveld & ses compagnons d'infortune. Dans l'explication que l'on donnait de ces quatre prétendus crimes, on mettait la conduite du Pensionnaire dans le jour le plus odieux. 1º. Il avait, disait-on, favorisé les Rémontrans, qui attribuaient au Souverain une grande autorité dans les asfaires de l'Eglise; c'était aussi par lui ou à sa recommandation, que l'on avait donné des Prosesseurs Rémontrans pour Successeurs à Arminius, ce qui devait nécessairement contribuer à augmenter le nombre des Ministres attachés aux mêmes opinions. 2°. Il avait fait prendre & exécuter la résolution de soudoyer les Waardgel·lers, qui prétaient un serment particulier aux Magistrats des villes. 3°. C'était lui qui dans plusieurs endroits avait sait exiger un serment pareil des garnisons ordinaires; ce qui aux yeux du Prin-

f A' la page 476.

^{* 11} y était dit que, l'on avait découvert des choses, que l'on avait dejà sou connes auparavant.

Prince était une violation des droits attachés à sa charge de Capitaine - Général, & une démarche par laquelle on avait cherché à diminuer son crédit & son autorité. 4°. Ce qui s'était passé à Utrecht tendait à la même fin : car il était affez clair, que tout s'y était fait par les intrigues de Barneveld Il savait que le Prince travaillait à y faire licentier les Waardgelders, & cependant il n'en avait pas moins fait nommer une députation, qui s'était rendue à Utrecht, pour prévenir ce licentiement, ou pour employer la force de ces mêmes Waardgelders, afin d'y mettre la Magistrature, autant qu'il se pourrait, à couvert de toute entreprise de la part du Prince. Hogerbeets & Grotius, ajoutait-on, étaient de tous ces députés ceux qui avaient le plus de mérite & de capacité. Raison qui devait suffire pour leur faire partager la disgrace que le Pensionnaire s'était attirée par cette Députation. D'ailleurs ils avaient conseillé de s'assurer des portes de la ville, de doubler les gardes, & avaient sérieusement condamné le refus des Waardgelders de prendre la défense des Etats & de la Régence. Actions que le Prince regardait comme une résistance violente & criminelle faite à lui-même & aux Députés des Etats-Généraux. Tels étaient les chefs d'accusation portés contre le Pensionnaire, Hogerbeets & Grotius; c'était pour leur faire rendre compte de ces crimes, que l'on avait cru devoir s'assurer de leurs personnes.

IL était tout naturel de s'attendre que l'on en Le Prince tamerait d'abord les procédures, & que l'on ne fait hors de différerait pas de faire subir les interrogatoires aux grands prétendus criminels. Bien des gens en esset trou-changes

Hh a

de plu ficurs : illanie; ci par quel mouf.

mens dans verent étrange que plusieurs semaines se passasla Régence sent sans que l'on tit des recherches ultérieures fur cette grande affaire. Mais l'on ne tarda pas les de Hol. à être instruit, ou à se douter du moins, des motifs de ces délais. Les membres des Etats de Hollande, qui voulaient être présents aux interrogatoires, s'étaient séparés pour se rassembler quelques jours après, & avaient exigé qu'en attendant l'on ne passat pas outre. Rotterdam, d'un autre côté, avait instamment demandé au Prince l'élargissement de Grotius, devenu Pensionnaire de cette ville, ou du moins qu'on lui donnât sa maison pour prison. Les Magistrats de Leyde voulaient que l'on ne procédat contre Hogerbeets, leur Pensionnaire, que conformément aux priviléges de leur ville. L'une & l'autre prétendaient que c'était au Prince, comme Stadbeuder, à maintenir les Priviléges, mais Mauvice pour toute réponse, les renvoya aux Etats-Généraux. D'autres villes, disait - on, devaient à l'assemblée prochaine des Etats de la Province, insister sur l'élargissement des Prisonniers, & décharer ,, que l'on recevrait ensuite les accusations ,, que l'on voudrait porter contre eux; que, si , elles concernaient les affaires intérieures de la , Province, ce serait aux Etats de Hollande à , en juger. Que l'on prierait le Prince de maintenir les Priviléges, mais que si l'on ne pouvait obtenir d'abord ni l'un ni l'autre, l'on , ne permettrait d'interroger les Prisonniers qu'en , présence des Ambassadeurs de France, d'An-" gleterre & de Suéde, & des Députés de tous , les membres, de Hollande & de West - Frise; 2, & que l'on ne pourrait procéder sur aucun 2) point

, point d'importance, sans leur en avoir donné , connaissance & obtenu leur consentement. Mais si les Prisonniers, ou quelqu'un d'eux, avaient eu des intelligences secrettes avec les Espagnols, les Archiducs, ou leurs partisans, , au désavantage des Provinces - Unies, & que , ces accusations pussent être clairement & suf-, fisamment prouvées, on en ferait un exemple , pour les autres, en les traitant sans miséricor-, de, comme méritent d'être traités les scélé-, rats & les traitres." Il eut été difficile, sansdoute, de faire des propositions plus justes & plus raisonnables; mais les six villes, si souvent mentionnées, & dans toute cette affaire toujours en opposition avec les autres, n'entendaient pas que l'on dût demander l'élargissement des prisonniers, & permettre qu'ils fussent mis en justice dans les villes particulières, ou qu'on ne leur donnât que des juges Hollandais; c'était, selon ces villes, leur faire une faveur qu'ils ne méritaient pas. Pour prévenir donc tous les nouveaux obstacles qui pouvaient naître de cette diversité de vues & de sentimens, le Prince résolut, de concert avec quelques membres des Etats de Hollande, de faire un changement extraordinaire, & hors de tems, dans la Régence de plusieurs villes de cette Province. Une démarche pareille, & à laquelle il semblait que l'on ne dût pas s'attendre, après le licentiement des Waardgelders, & le consentement donné pour la tenue d'un Synode, étonna plusieurs, & sut différemment interprétée. En général l'on ne s'en promettait rien de favorable à la cause des Pri-Hh 3

sonniers, qui en virent reculer de plus de deux

mois le commencement des procédures.

Le 7. de Septembre le Prince partit de la Haye pour aller remplir la Commission dont il s'était chargé. Il se rendit d'abord à Schounboyen &c delà à la Brille, & créa dans ces deux villes une Régence toute nouvelle, après avoir remercié tous les anciens membres de leurs services. Il fit ensuite différents changemens à Delft, Schiedam, Gorinchem, Oudewater, Woerden, Monnikendam, Medenblik, Alkmaar & Hoorn. Dans cette dernière ville cependant le Prince rencontra quelque difficulté. La Régence, prévoyant qu'il viendrait, l'avait fait prier de n'y point entrer avec une suite nombreuse. Mauria ce avait répondu que ,, si Messieurs de Hoorn ne , voulaient pas qu'il entrât dans leur ville, il , était prêt de prendre une autre route, mais il , verrait après ce qu'il aurait à faire. Et quant , à son train il ne le diminuerait pas d'un seul 22 l'age." Il fut donc résolu de lui ouvrir les portes, & on le recut avec de grandes marques de respect & de consiance. On le pria ensuite de ne point faire de changemens dans le corps de la Magistrature, ou de n'en faire que pour augmenter le nombre des Conseillers. Le Prince parut goûter cette proposition; mais le troisse. me jour de son arrivée, quelques Compagnies de soldats, qu'il avait mandés de Frise & d'ailleurs, étant entrées dans le port, il le rendit à l'Hôtel de ville, accompagné d'un grand nombre de Gentils-hommes & de quelques centaines de soldats, & y ayant sait venir toute la Régence, il la délia de son serment & la remercia de 1cs

fes services. Il rendit cependant leurs places à huit des anciens membres, & en nomma douze nouveaux pour compléter le Conseil. De toutes les villes de la West. Frise, Purmerende sur la seule où le Prince ne sit point de changement, quoiqu'il s'y sut rendu comme dans les autres.

DE retour à la Haye, Maurice fut complimenté & remercié par la plupart des membres des Etats de Hollande, de toutes les peines qu'il avait bien voulu prendre. Dans le rapport qu'il avait fait de sa Commission, & qu'il n'avait pu remplir, disait-il, sans coufir les plus grands dangers, le Prince n'avait pas manqué d'infinuer que le bien de l'Etat exigeait, que l'on fit de pareils changemens dans les autres villes de la Province. Les Etats de Hollande, convaincus du desintéressement de son Excellence dans toute cette affaire, la conjurèrent de continuer à veiller au rétablissement de la tranquillité publique, & de faire tous les changemens qu'elle jugerait nécessaires. En conséquence Maurice, toujours accompagné d'une forte escorte, se rendit à Leyde, à Harlem, à Rotterdam, à Gouda & à Amsterdam, où il en agit partout comme il avait déjà fat dans les autres villes de la Province. Dans rette dernière ville cependant, l'ancien Bourguanaître Corneille Pieterszoon Flooft, ola adreser la parole au Prince, & le prier de voular bien ménager cette bonne ville, & l'honoralie Corps de ses Magistrats. Hooft s'était un pu étendu sur la conduite que toute la Régenceavait tenue dans cette affaire; la réponse du Prince sut plus courte; Bon-homme, lui dit-il, pur cette sois il faut que la chose se fasse, la néclité & le vien Hh4

de la Province l'exigent. Cependant il n'y eur que sept des membres du Conseil qui furent démis de leurs charges de Conseillers, sans l'être des autres emplois dont ils étaient revôtus. Il pe sit point de changement à Dordrecht, quoiqu'il y eut déjà une liste d'onze personnes, que l'on assurait devoir perdre leur place au Conscil. Mais Hugues Muis van Holy, Baillif de la ville, qui était bien avant dans les bonnes graces du Prince, prévint le coup en représentant à son Excellence, que , les Magistrats de Dordreche , étaient étroitement unis les uns aux autres & , par le lang & par des alliances entre les dif-,, férentes fimilles; qu'ainsi ce serait faire ré-, tomber sur tous, le tort sait à quelques - uns.'s Suivant la différence disposition des Esprits l'on pails différemment de ce que le Prince venzit de faire; pais les Etats de Hollande approuvèrent tout, confirmerent tout.

Avant que tous ces changemens se sussente saits, & peu après l'emprisonnement de Barne-veld, l'Ambassadeur de France avait présenté un mémoire à l'Assemblée des Etats-Généraux, pur lequel il déclarait, être très-étonné de ce, qui venait de se passer; qu'il craignait que, sou maître ne s'en tint offensé, & qu'il se pourrait bien qu'il prit le Pensionnaire en sa, protession." Les Etats qui n'avaient plus le même bsoin de la France que sous le regne précédent, épondirent de manière à ne point choquer trop uvertement Louis XIII., mais de saçon aussi à ui laisser peu d'espérance de réussie dans son increession. Barneveld cependant & Grotius avaien été instruits de bonne-heure de

la

la Déclaration publiée contre eux, le jour même qu'ils avaient été arrêtés. L'un & l'autre en parurent également inquiets & très-offensés. Ils apprirent de même les changemens faits dans la Régence. Par un billet écrit en latin, & qui fut intercepté *, l'on mandait au Pensionnaire; , Ne vous reposez pas sur les Etats de Hollande; , car le Prince d'Orange a changé la Magistra-,, ture dans plusieurs villes. Dudlei Karleton † , n'est point votre ami." Cette nouvelle ne causa pas peu d'inquiétude à l'honnête vieillard; il regarda la démarche du Prince comme un acte de Souveraineté, qui lui fit craindre plus que jamais, que Maurice ne cherchât réellement à se rendre maître de l'Etat; quoiqu'il n'eut jamais imaginé, dit-il, que le Prince s'y serait pris de cette manière +. Cependant l'on avait transféré le Pensionnaire dans l'appartement, où avait été détenu l'Amirante d'Arragon, & que l'on avait réconstruit pour en faire une prison plus forte & plus sure.

IL

* Barneveld avait déjà reçu plusieurs billets roulés dans un tuyan de plume très mince, & inséré avec subtilité dans de très belles poires qu'on lui envoyait; un de ses gardes ayant pris une de cos poires, y trouva ce dernier billet, & découvrit ainsi le moyen dont on se servait pour saire savoir aux prisonniers ce qui se passait au dehors.

† L'Ambassadeur d'Angleterre.

[†] Jean Franken, domestique très-attaché à Barneveld, qui sut toujours près de ce grand homme dans sa prison, & lui rendit les derniers services jusque sur l'échasaut, a écrit, dans une histoire qu'il a donnée de son bon maître, que ce surent là les propres expressions dont se servit le Pensionnaire, lorsqu'il apprit les changemens saits dans la Magistrature de presque toutes les villes de la Hollande.

Hogerbeets Il était tems de penser à la recherche des criinterrogé. mes imputés aux Prisonniers. L'on commença par Hogerbects. Le 27. de Septembre il subit son premier interrogatoire, dans l'appartement même où il était arrêté. Les Etats de Hollande avaient, à la pluralité des voix, remis la connaissance de toute cette grande affaire aux Etats-Généraux & au Prince Maurice. Hogerbeets, avant de répondre, déclina la jurisdiction de ses Commissaires, déclarant que par ses réponses devant des Etrangers *, il ne prétendait pas porter la moindre atteinte à ses droits & priviléges, comme sujet indigéne de la Hollande & citoyen de Leyde. Pierre van Leeuwen, un des Fiscaux, lui demanda,, si Barneveld ne lui avait pas con-, seillé de prendre le Pensionnariat de Leyde?" il répondit que non; mais qu'ayant demandé le conseil de ce Ministre, il lui avait exposé les dangers & les difficultés du pour & du contre, & lui avait laissé la liberté du choix. Sur l'article de

Les deux Procureurs Fiscaux, nommés par les États-Généraux & le Prince pour cette Commission, étaient Laurent Sylla, pour la Province de Gueldre, & Pierre van Leurent Duik pour la Hollande; peut-être, dit l'auteur, qu'on les choisit exprès de ces trois Provinces, parce qu'elles étaient les plus intéressées aux recherches que l'on allait saire. Cinq autres Commissaires accompagnés du Gressier Henri Pots, se rendirent dans la chambre de Hugerbeets, Veogd, pour la Gueldre; Mannaker, pour la Zelande; Adrien Ploos pour Usrecht; Zavartszenbourg, pour la Frise; & Koenders, pour Groningue. L'on dot observer que de ces cinq personnes, trois avaient été députées pour se rendre avec le Prince à Utrecht, alin d'y licentier les ll'aardgelders & changer la Régence.

de la levée des Waardgelders à Leyde; il répondit que la chose s'était passée avant qu'il fut en-tré dans le minissére de cette ville, & qu'il n'avait pas conseillé leur licentiement, parce qu'il ne voyait pas que la ville en put retirer quelqu'avantage, ou que la tranquillité dût par ce moyen y être rétablie. Ce sut là à peu pres, dit Hogerbeets lui-même dans ses mémoires, ce qui se passa

d'essentiel dans le premier interrogatoire,

LEDENBERG qui avait déjà été examiné à Utrecht, d'où il avait été depuis transféré dans les prisons de la Haye, y subit le même jour son premier interrogatoire. Ses réponses n'ayant pas satisfait les Commissaires, le Fiscal van Leeuwen le menaça, dit-on, de la torture, pour le lendemain, s'il persistait à ne vouloir rien confesser de plus que ce qu'il avait avoué jusqu'alors. Ledenberg, effrayé de ces menaces, résolut d'en prévenir les suites terribles. ' C'est du moins à ce motif, que quelques-uns ont cru devoir attribuer sa fin funeste, quoique d'autres ayent prétendu que, se sentant réellement coupable, il n'avait fait que se soustraire à un supplice ignominieux. Il est vrai que les Fiscaux van Leeuwen & Sylla ont déclaré eux - mêmes qu'ils n'avaient jamais employé ni dureté ni menace contre ce Prisonnier; mais il est vrai aussi, que Grotius assure avoir appris de Nythoff, le même qui l'avait arrêté, que Ledenberg avait déjà été menacé de la question à Utrecht, & que l'exécuteur avait même mis la main sur lui.

Quoiqu'il en soit, dès que van Leeuwen & Syl- Ledenberg la se furent retirés, Ledenberg passa quelque tems se une luien prières. Il donna ensuite à l'un de ses fils, même dans

quita prison.

qui avait obtenu permission de lui tenir compagnie, un billet écrit en François, langue que le jeune homme n'entendait pas. Il lui recommanda en même tems de bien conserver ce billet, & de ne point se lever s'il entendait quelque bruit pendant la nuit, parce que peut-être lui-même serait obligé de se lever pour quelques besoins. Cette nuit & la suivante il ne se passa rien; mais dans la nuit du 28. au 29. Septembre, le fils entendit son père pousser une sorte de cri si peu ordinaire, qu'il se leva, & demanda de la lumière à la garde. L'on trouva le malheureux baigné dans son sang, & déjà expiré; il s'était donné dans le ventre deux coups d'un couteau de table, & s'était coupé la gorge. Le billet, que son fils remit alors, était conquen ces termes: , Je scai que l'inclination est de statuer en ma per-, sonne l'exemple, me confronter avecq mes meil-, leurs amis, me torturer, apres me convaincre , de contrarietez & de faussetez, comme on diet, , & apres sur des pointes & des pointilles fonder , une sentence ignominieuse, car ainsy faut il fai-, re, pour justifier la (le) saisissement & empri-, sonnement. Pour échapper tout cela, je me vay , rendre a Dieu par plus court chemin. Contre not l'homme mort ne tombe sentence de confiscation, des biens. Assum XVII. Septembris 1718. Stil. , vet. *" Les parens du Désunt demandèrent aux Etats-Généraux, qu'il leur fut permis de l'enterrer; mais comme le Prince était alors ab-

Dans cette lettre, copiée de la grande histoire de Mr. Wagensar, l'on a conservé l'ortographe & la ponsulution de l'original.

sent, l'on ne jugea pas à propos de rien statuer sur la requête. Le cadavre sut donc mis dans un cercueil, & conservé jusqu'à l'année

suivante, que l'on prononça sa sentence.

Avant de passer aux interrogatoires de Barneveld & de Grotius, l'on en fit subir un second à Hogerbeets, principalement sur l'affaire d'Utrecht, dans lequel n'ayant rien avoué, on le laissa neuf semaines entières sans l'examiner de nouveau. Mais l'on jugea à propos de lui refuser la consolation de voir sa femme ou ses parens, quoiqu'il eut instamment sollicité cette grace. Le 3. de Novembre Grotius fut interrogé; &, de même que Hogerbeets, il en appella à son droit d'indigénat, qui devait l'affranchir de l'obligation de répondre juridiquement à des Commissaires étrangers. Pressé pourtant de s'expliquer, il justifia sa conduite dans tout ce qui s'était passé. Mais un des Commissaires s'étant le lendemain rendu seul dans sa chambre, il lui dit que , l'on avait des preuves des crimes imputés à Barneveld dans certains écrits publiés de-, puis peu; savoir qu'il avait tiré de l'argent des Espagnols, pour faire conclure la trêve, &. , empêcher l'établissement de la Compagnie des , Indes - Occidentales." Il finit par avertir & conseiller le prisonnier, de déclarer ce qu'il savait. de rélatif à ces accusations. Grotius fut d'abord assez crédule pour ajouter foi à ce qu'on lui disait, & soupçonna même quelque tems la probité du Pensionnaire, dont certaines démarches pouvaient recevoir une interprétation sinistre, s'il était vrai que l'on eut d'ailleurs des preuves qu'il eut manqué à son devoir. Depuis il fut

cependant persuadé que tout ce qu'on lui avait dit, au desavantage du Pensionnaire, n'avait été qu'une ruse des Commissaires, pour lui saire perdre courage à lui-même, & lui arracher l'aveu

des secrets, dont il pourrait être instruit.

LE 17. de Novembre l'on commença par examiner Barneveld. Il déclara d'abord que ,, ce , qu'il dirait ne servirait qu'à établir les Droits de ses Maîtres les Etats de Hollande; & que , les Etais-Généraux n'avaient point celui de l'arrêter & de le retenir prisonnier." Les interrogatoires du Pensionnaire surent continués pendant vingt jours, & souvent repris le matin & l'après midi du même jour: Il doit cependant paraître affez extraordinaire, que l'on ne trouve nulle part ni les demandes des Commissaires, ni les réponses de Barneveld, sur tant de différents articles, qui firent l'objet de séances si nombreuses & si longues. Tandis que l'on était occupé à lui faire subir son premier interrogatoire, on se saissit de tous ses papiers, dont on ne lui rendit après qu'une partie. L'on en fit autant à Hogerbeets, lorsque l'on eut découvert qu'il avait trouvé le moyen de se procurer des avis du dehors. Trois des Commissaires s'étant même rendus dans l'appartement où ce dernier était arrêté, lui demanderent; Quelles lettres il avait envoyées à Anvers au mois de Mai dernier, & à qui elles étaient écrites? Il répondit que , jamais il n'avait écrit ou envoyé de let-, tres à personne demeurant en pays ennemi, , soit à Anvers, soit ailleurs." A la question qu'on lui fit, quelle connaissince il avait avec le Père Tempel? il répondit ,, qu'il ne connaissait

3, point ce père, & qu'il ne savait même pas 3, l'avoir jamais vû." Ces Messieurs s'étant retirés sans avoir pris note de ce qui venait de se passer, les Commissaires revinrent à la charge le six & le sept de Décembre, & sirent subir un troissème interrogatoire à Hogerbeets, qui persista toujours dans les réponses qu'il avait déjà faites. Grotius, à qui l'on sit aussi subir plussieurs interrogatoires, qui semblaient tendre principalement à découvrir certain prétendu dessein extraordinaire, formé, disait-on, par le Pensionnaire, de concert avec huit villes, contre le Prince, s'expliqua toujours de manière à justissier la conduite de Barneveld, & à prouver son respect, & son attachement pour le Prince.

Que l'oues jours avant la fin de toutes ces Les Ams procédures, qui durèrent jusqu'au vingt-un de bassadeurs de France, Boisse & du Maurier, Ambassadeurs de France présentent de France, avaient présenté des mémoires aux un mémoi-Etats-Généraux en faveur des Prisonniers. Ils re aux Eleur représentaient que Barneveld surtout, pour tats-Généraux en se longs services, méritait d'être traité savora-faveur des blement; & qu'il serait très-difficile de soupçon-prisonner ce grand homme de trahison, si l'on prenait niers, ce terme dans sa signification propre. Ils insi-stèrent aussi beaucoup à demander qu'on ne don-

nât aux acusés que des Juges impartiaux; & conjurèrent les nouveaux Magistrats de gouverner les peuples en général avec justice & douceur; & d'user de modération envers les personnes que l'on avait cru devoir démettre de leurs emplois. Les Etats répondirent en termes assez vagues à la proposition des Ambassadeurs; justifièrent leur conduite par la nécessité de prévenir

venir des complots qui ne tendaient qu'à la ruine de l'Etat; promirent de prononcer en peu un jugement, dont l'équité serait approuvée du Roi de France lui - même; ajoutant, qu'ils useraient, comme il convenait, de toute la douceur & de toute la clémence, à laquelle ils é uent Ils finissaient par prier naturellement enclins. Sa Majesté de vouloir bien, sur les affaires de leur gouvernement, ajouter foi à leur rapport plutôt qu'à ce que d'autres lui en diraient.

Micyens Ingénieux rius pour in!truire les prisonquisc pas. fait.

CETTE réponse ne présageait rien de bien favorable aux trois Prisonniers. Le célèbre Pierde S. rive- re Scriverius, qui demeurait alors à Leyde, eut recours à un moyen aussi ingénieux qu'il paraissait sûr, pour les instruire & de cette réponse nicis de ce & de quelques - autres objets rélatifs à leur état. Scriverius donnait alors une nouveile édition des Poësies Latines de Janus Secundus, Poëte de la Haye. Il imagina, pendant l'impression, de rejetter certains vers de quelques épreuves, & de remplir ce vuide par d'autres vers, qui contiendraient ce qu'il voulait mander à ses amis. Les seuilles, qui rensermaient le mystère, avaient été exprès brochées de façon qu'en rognant le livre, elles avaient été conservées entières & fermées. L'ouvrage fut envoyé à Grotius & à Hogerbeets. Les vers ajoutés par Scriverius indiquaient aux prisonniers un moyen de se procurer des avis secrets; ils y apprenaient de plus, que , les interrogatoires du Pensionnaire n'avançaient ,, que lentement; que l'on espérait quelque cho-,, se de bon du mécontentement du Roi de Fran-, ce, dont les Ambassadeurs prenaient sort à , cœur l'affaire des prisonniers, & qui avaient 22 reçu

, reçu pour réponse, que bientôt on leur ferait , justice, que les Etats de Hollande devaient , s'affembler le 15. du mois de Janvier; qu'alors

,, sans-doute on procéderait à nommer des ju-, ges; que les Ministres étaient très-méprisés

,, où il était (à Leide), & qu'on y parlait beau-

,, coup de guerre, que le soulèvement arrivé de-

,, puis peu à Rotterdam, pourrait leur être a-

y, vantageux." *

GROTIUS plus jeune & plus vif que Hogerheets, n'eut pas de peine à découvrir le myftère que renfermait le présent de son ami; & se se servit des moyens qu'on lui indiquait de se procurer de nouveaux avis. Hogerheets mit le livie de côté; en lui sit demander plusieurs sois s'il l'avait déjà lû, & on lui en conseillait fortement la lecture, s'il ne l'avait pas saite encore. Cette curiosité, ces avis sirent naître quelque

Le Lecteur étranger sera sans doute bien aise de voir ces vers Latins, que nous n'avons rendus qu'en substance, d'apprès la traduction de Mr. Wagenaar lui-même, qui a en l'attention de les insérer dans son Histoire.

Nestoris examen tardum est, longumque gubernal;
Limen ad offensum substitit ista nape.

Seria Liligeri juvat indignatio Regis,
Et facit boc aliquid motus in urbe tua.

Spernitur interpres facer bic, Gradivus amatur;
Et ter quinque duces, si numerentur, erunt.

Hac retro quosdam sua vertere lumina cogunt.

Si qua sides distis, jam citò sinis erit.

Talia legati Hestoridum responsa tulere

Quos pronos cause scito savere tuæ.

Conventum patriæ mox nostra Batavia cernet,
Quindecimum dederis tu modo fane diem.

Tunc de Judicibus certum est disponere vestris.

Tome Il

que soupçon. L'on força Hogerbeets de remettre le livre aux Commuffaires; l'ouvrage lû avec la plus grande attention, découvrit la ruse ingénieuse de Scriverius, avant que l'infortuné Pensionnaire de Leyde pût en faire usage. L'histoire ne marque pas si le savant Scriverius fut inquiété par les Etats pour s'être servi de cette ruse inpocente en faveur de ses amis. Mais il fit, quelque tems après, des vers latins pour être mis au bas d'un portrait gravé de Hogerbeets. Après y avoir détaillé en peu de mots tout ce que ce généreux patriote avait fait de grand, il terminait son éloge par demander, muis de tant de versus quelle est la récompense? Seriverius, pour cet éloge, ou plutôt pour ce seul dernier vers, fut cité en justice, & condamné de même que son Imprimeur, à une amande de deux cens flo-Tins.

Firection L'EMPRISONNEMENT de Barneveld peut de la Com- être regardé comme une des principales causes pagn e de l'établissement de la Compagnie des Indes Oc- dentales. Ce projet avait été mis plusieurs sois sur le tapis, & récemment encore. Mais Barneveld, jugeant qu'il ne pouvait avoir lieu, sans porter atteinte aux conditions de la trêve conclue avec les Epagnols, avait eu le crédit d'en empêcher l'exécution. Les négocians n'ayant plus à craindre l'influence du pouvoir de

cċ

^{*} Il est à remarquer que ce savant, ne pouvant se persunder qu'il eut comme une saute qui méritit l'animadversion de la Justice, resusa constamment de payer l'amande, amant mieux l'asser e cauter une partie de ses meubles, que de s'avoner coupable par un acquit volontaire.

ce grand homme, présentèrent de nouveaux mémoires aux Etats généraux, qui au mois de Novembre de cette année (1618.) accordèrent leur consentement. L'Octroi en fut cependant envoyé aux différentes Provinces, ce qui fut cause qu'il se passa quelques années encore, avant que la Compagnie pût s'établir solidement.

PENDANT l'Été, les eaux étant basses, l'on Découverdécouvrit près de Goeréde les fondemens d'une te d'une Ville très - ancienne, que l'on conjectura être les ville. restes d'une Ville autrefois célèbre par son commerce, à laquelle des écrivains du neuvième siècle donnent le nom de Witlam, & qu'ils placent sur la Meuse: L'on trouva dans ces ruines quelques monnoies Romaines & autres antiques, ce qui fit juger que cette Ville avait été dans un état florissant du tems de la domination des Romains dans ces Provinces.

L'Apparition des Comètes était encore Apparition généralement regardée comme le présage d'évè-de deux Comètes, nemens malheureux. Il en parut deux cette année dans les Pays · Bas, l'une pendant l'été, & qui ne fut visible que huit jours; l'autre plus grande vers la fin du mois de Novembre, & qui se fit voir plus longtems. Savants & ignorants se mêlèrent de faire l'application de leurs malignes influences; & ne manquèrent pas de les donner pour de tristes présages des malheurs de la patrie. Il faut cependant avouer, que des lors même il se trouva des gens, quoiqu'en très - petit nombre, qui osaient croire que l'on ne pouvait rien prédire avec fondement, de l'apparition Mort du de ces phénoménes de la nature. Cette même Prince année était mort à Bruxelles Philippe Guillaume, Philippe-I i 2 Prin-Guillaume

(

Prince d'Orange Comme il ne laissait point d'enfans, il institua son héritier universel Maurice, son frère, qui prit alors le titre de Prince

d'Orange.

Ouverture Enfin le tems approchait où l'on espérait voir du Synode rendre à l'église la paix dont elle était privée National. depuis si longrems; ou plutôt, le moment était arrivé qui devait pour toujours décider du sort des Rémontrans. En effet tout se disposait à leur saire sentir que le foible a toujours tort. Dans une assemblée, uniquement convoquée pour décider des questions qui n'avaient pû l'être encore, il semblait à quelques - uns que les deux partis dussent jouir d'un droit égal. Aussi les Rémontrans demandèrent-ils à être admis au Synode comme membres d'un même corps, & non comme accusés, cités devant leurs juges. La demande aurait pû paraître juste, & le danger de l'accorder était d'autant moins à craindre, que les Rémontrans étaient en trop petit nombre, pour qu'ils pussent se flater d'avoir la prépondérance dans les délibérations sur les points controversés. Mais l'on peut dire que leur cause était décidée, avant même d'avoir été jugée; aussi de toutes les Provinces de l'union il n'y eut que celle d'Utrecht qui envoya deux Députés Rémontrans au Synode. Au commencement du Mois de Novembre l'on vit arriver à Dordrecht, outre les Députés nationnaux, (*) ceux des E-

^{*} Le sameux Synode de Dordrecht était composé de soixante quatre Députés nationnaux, dont cinq Prosesseurs trente-six Ministres, Contre-Rémontrans, vingt anciens, & les deux Ministres Rémontrans de la Province d'Utrecht avec

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 501

glises d'Angleterre, du Palatinat, de la Hesse, de la Suisse, de Genève, du Brandebourg, de Nassau, de l'Oost-Frise & de Bréme. Le 13. se fit l'ouverture du Synode par deux sermons, l'un en Hollandais, l'autre en Français. Dès la troisième session on cita treize ministres Rémontrans à comparaître au Synode. A la vingttroisième session, ils y comparurent en effet; &

un Ancien, outre dix-huit Députés des Etats-Généraux, nommés d'ordinaire Commissaires - Politiques. Les Théologiens étrangers étaient au nombre de vingt-huit. L'on a vû plus haut, pourquoi il ne vint pas de Députés des Eglises de France; la Principauté d'Anhalt n'en envoya pas non plus, parce que les Etats ne les avaient pas invités. Les Cantons de Zurich, de Berne, de Bâle & de Schaff. bouze avaient d'abord refusé de se mêler dans les disputes ", qui divisaient les Eglises des Pays - Bas, & qui, selon eux; ; n'intéressaient nullement la Suisse. D'ailleurs, disaient-ils, , des les premiers tems de l'Eglise l'on avait retiré peu d'avan-" tages des Conciles & des Synodes; & l'on aurait dû dans " les circonstances actuelles, s'en tenir au conseil, donné " il y avait quelques années par le Roi de la Grande - Bre-" tagne, de s'abstenir en chaire de parler des points con-" troversés." Les Suisses cependant changèrent eux mêmes d'avis quelque tems après, sur les représentations de Pierre de Brédérode, envoyé vers eux par les Etats-Généraux; & ils consentirent à faire partir quelques Députés pour le Synode, sans que l'on ait pû savoir de quels motifs s'était servi ce Seigneur, pour déterminer les Cantons à cette démarche. Jean Bogerman, Ministre à Leeuwarden sut élu Président de l'Assemblée; on lui donna pour Assesseurs Jacques Rolandus & Herman Faukelius, Ministres à Amsterdam à Middelbourg; la charge de secrétaire ou de Scribe sut conférée à Sébastien Damman & à Festus Hommius, Ministres à Zutphen & à Leyde. Tous ces Ecclésiastiques étaient connus pour zélés Contre - Rémontrans; le seul Damman avait été autrefois dans l'opinion d'Arminius, & n'en était qua Li 3 plus ardent à la combattre,

il est bon d'observer que les deux Députés Rémontrans de la Province d'Utrecht, qui jusqu'alors avaient été considérés comme membres du Synode, en furent exclus par le Président Bogerman, qui dans cette même session leur incima de se joindre à leurs confrères cités, à quoi ils se résolurent dès le lendemain. Episcopius (*), Professeur à Leide, ayant donc paru au Synode le 7. Décembre, jour de la Vingt-troisième séance, à la tête de ceux de son parti, y fit un discours éloquent, dans lequel il s'étendit principalement sur ces trois points. ,, 1. Que les , Rémontrans avaient toujours condamnés les opinions trop peu modérées de quelques-uns , sur la Prédestination. 2. Qu'ils avaient bla-,, mé le schisme causé par ces disputes, avant , que quelque Synode en eut décidé. 3. Qu'ils , avaient proposé & conseillé de se supporter , mutuellement, & qu'ils avaient soutenu que , l'autorité suprême en matière ecclésiastique, ,, appartenait au Souverain." Il finissait son long discours par prier l'assemblée, de ne point faire attention à leur petit nombre, & de n'employer contre eux que l'autorité de l'Écriture Sainte, & la saine raison. Le savant Professeur ayant cessé de parler, le Président Bogerman, voulut qu'il donnât une copie de son Discours. - Episcopius répondit qu'il n'en avait point qui fut affez au net; ou comme le rapportent d'autres, qu'il

^{*} Et iscepius avait d'abord été invité avec Polyander comme devant être membre du Synode. Mais on resus it à prétent de le reconn ître en cette qualité, quelque peine qu'il se donnat pour y être admis.

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 503

en copierait une plus au net. On voulut croire qu'il avait nié avoir aucune copie de son discours, ce qui fit que, lorsque l'on se fut ensuite apperçu du contraire, on lui reprocha avec aigreur sa mauvaise foi & sa dissimulation. Mais Daniel Heinsius, Sécrétaire des Commissaires-Politiques, exigea alors qu'il remit telle qu'elle était la Copie qu'il avait; à quoi Episcopius obéit après qu'elle eut été signée par tous les Rémontrans assignés.

DANS la session suivante les Rémontrans, Les Rédans un second mémoire qu'ils présentèrent, montrans soutinrent que le Synode ne pouvait être leur reconnaître juge compétant, & refuserent de le reconnaître le Synode en cette qualité. Quelques tems après ils don pour juge. nèrent par écrit leurs sentimens sur les cinq articles; & après bien des difficultés de leur part, ils communiquèrent aussi à l'assemblée ce qu'ils pensaient sur la Confession de foi & le Cathéchisme. Il fut ensuite question de permettre aux Rémontrans de défendre la Doctrine des différents articles livrés par eux. Ils demandèrent qu'en leur accordant d'exposer leur sentiment, il bur fut permis de combattre ceux de leurs adversures. Le Synode avait ses raisons pour ne pointentrer dans une dispute réglée, & s'opiniatre à leur refuser une demande qui semblait raisnnable. Après bien des débats de part & d'aure, il fut résolu de les juger sur leurs propres érits. On leur offrit cependant encore de lev permettre de répondre de bouche ou par écit, suivant que le cas l'exigerait, à certaines juestions qui leur seraient proposées. Les Rénntrans voulutent se prêter à cet expédient, sais à certaines Ii 4 CON-

conditions qui leur furent refusées. Dans la cinquante - septième session ils livrèrent par écrit les motifs de leur résolution précédente, de répondre par écrit, & aux conditions par eux proposées. Cette fermeté, qui fut regardée par la plupart des membres comme une desobéissance opiniatre, déplut surtout au Président Bogerman, qui leur demanda s'ils persistaient dans ce qu'ils avaient exposé dans ce dernier écrit; tous répondirent qu'oui. On exigea qu'ils fignassent Les Ré-cet écrit, & tous l'ayant signé, Bogerman les renvoya, le 14. Janvier 1615, après leur avoir fait une forte réprimande, reproché leur opiniatreté, & les avoir ménacés des censures ecclésiastiques. Au nom des Seigneurs Commissaires, ajouta-t-il, & du Synode, je vous donne votre congé; l'on vous renvoye, sorrez. Ils obéirent, mais les Commissaires leur firent intimer aussitôt de ne point partir de Dordrecht jusqu'à nouvel

1615.

21:01:17a115 font ren-

vores.

ordre. In parait d'abord que les raisons qui firent chasser les Rémontrans du Synode, étaient de peu d'importance, puisque dans le fonds il ne s'agissait que de la manière dont ils détendraient leurs opinions & combattraient celle de leurs adversaires. ,, Mais, dit judicieusement l'Auteur de , la grande Hiltoire, si l'on considère que tous , les membres du Synode ne pensaient pas éga-, lement sur la doctrine de la Prédestination, ,, & que elle de la Réprobation, sur laquelle ,, en particulier les Rémontrans voulaient s'étendre. , présentait e grandes difficultés, l'on conçoit fa-,, cilement purquoi le Synode voulait prescrire a à ceux - ci la manière & la forme de la dé-

fen-

" fense & de la dispute. Les Rémontrans comp-" taient se prévaloir de la diversité d'opinions " des différents membres de l'assemblée sur l'ar-" ticle de la Réprobation, si on leur permet-" tait de traiter cette matière avec quelqu'é-" tendue; & le Synode était bien éloigné de

,, leur accorder un si grand avantage sur lui." L'on passa ensuite à la lecture des écrits des Rémontrans, ce qui ne put se faire sans causer de tems en tems des débats très-vifs entre quelques membres du Synode. Ces écrits étaient d'ailleurs si étendus, que l'on ne put les lire tous; plusieurs même se plaignirent de leur longueur, ajourant que, s'il fallait examiner tout ce que les Rémontrans avaient écrit pour justifier leurdoctrine, il faudrait continuer le Synode pendant plus de douze ans. Il fut ensuite question de lire les différents jugemens sur les cinq articles. Les Théologiens Anglais voulaient que cette lecture se fit publiquement; mais le Président Bogerman, ne jugeant pas à propos que chacun fut instruit des différents sentimens des membres de l'assemblée, infista & obtint que cette lecture se fit à huis clos. Il parut alors que tous les Théologiens étrangers & plusieurs d'entre les nationnaux étaient d'un sentiment contraire à celui de Gomarus sur le dogme de la Prédestination, Dans la même session l'on établit les Canons Synodaux, & l'on prononça la sentence de condamnation contre les Rémontrans, qui fut ensuite approuvée & confirmée par les Etats-Généraux. Après avoir été occupés pendant centcinquante deux séances de tous ces objets & de quelques - autres moins importants, les Théololis gions

giens nationnaux, qui ne se soucioient pas que les etrangers sussent présents aux réglemens qui restaient à faire sur la discipline ecclésiastique, les remercierent solemnellement, le 9. de Mai, d'avoir honoré le Synode de leur présence, & de leur avoir communiqué leurs lumières. Le lendemain les Etats-Généraux firent remettre à chacun des Théologiens étrangers, une médaille d'or de la valeur de 150 florins, pendue à une chaine de 50 florins. Après 26 autres sessions sur la discipline ecclésiastique, & quelques-autres objets, le Synode se sépara, le 25. Mai, avec les cérémonies d'usage dans ces sortes d'assemblées. L'on fait monter à un million de florins, d'autres à beaucoup plus, les fraix qu'il en couta à la République pour la tenue de ce Synode national, qui depuis a été regardé dans l'Eglise dominante des Pays-Bas comme l'unique règle, par laquelle il soit permis d'entendre & d'explipliquer l'Ecriture - Sainte.

Suite des DES QUE les affaires de l'Eglise eurent été procédures réglées, mais pourtant avant la cloture du Synocontre les Prison de, l'on pensa à achever les procédures commers.

mers. mencées contre les trois Prisonniers d'Etat. Cependant avant de nommer les juges, qui deviient décider ce procès important, le Prince d'Orange crut devoir augmenter le Collége des Nobles * de deux nouveaux membres. L'un était

Da-

Le Collège ou le Corps des Nobles est ce qu'on nomme en Holla ide, bet Lid et Rull'erfebap. Pour y être admis, il ne sussit pas d'être ne centilhomme; il saut de plus être indigéne, c'est-à-dire ne dans la Province, & y possèder des bless jourssant de teus ses droits seigneuriaux. Autre-sols

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 507

Daniel de Hartaing, Seigneur de Marquette, l'autre François Aursens, Seigneur de Sommelsdyk, tous deux étrangers, & le dernier, ennemix personnel du Pensionnaire. Selon la constitution de l'Etat & les priviléges du corps de la noblesse, ces deux Messieurs, quoique naturalisés depuis peu, étaient inadmissibles; aussi la proposition rencontra de grands obstacles, surrout au sujet d' Agrsens; mais le crédit du Prince l'emporta, & à une très-petite pluralité Marquette & Aarsens furent déclarés membres du Corps des Nobles, avec cette clause expresse cependant, que cette condescendance que l'on avait pour la recommandation du Prince, ne tirerait point à conséquence pour l'avenir, & ne préjus dicierait en aucune façon aux droits & privileges de cet illustre corps.

LE lendemain l'Assemblée des Etats-Génée raux établit la Commission qui devait juger définitivement le procès des trois illustres accusés.

Elle-

fois les nobles des autres Provinces de l'Union n'étaient point admis dans le Collège du Ridderschap de Hollande, mais il s'est fait quelque changement depuis, & au moyen de lettres de naturalisation, ils peuvent actuellement se faire inscrire sur le catalogue des Nobles de cette Province. Cet illustre corps au reste n'est formé que d'un petit nombre de personnes, qui tous ensemble ne forment qu'un seul membre de l'Assemblée des Etats de Hollande, & n'ont par conséquent qu'une seule voix. Mais comme cette voix ne peut se former qu'à la pluralité des suffrages de chaque individu de ce Collège, l'on conçoit aisément qu'il était de l'intérêt de Maurice d'augmenter de quelques personnes de confiance le nombre des membres actuels du Corps des Nobles, dont plusieurs paraissaient assez opposés aux vues que l'on prétait à ce Prince.

Elle fut composée de vingt-quatre membres, dont douze furent choisis de la Province de Hollande, les douze autres, pris à nombre égal, de chacune des six autres Provinces. Les Etats-Géneraux, de qui ces juges délegués reçurent leur Commission, leur donnérent aussi des lettres scellées, par lesquelles ils leur promettaient de les protéger & de les défendre contre tous les torts que pourrait leur attirer quelque jour à eux ou à leurs familles, l'exécution des ordres dont ils était chargés. Eux-mêmes s'obligèrent entre eux par serment à ne rien découvrir de ce qui se passerait devant leur tribunal. En cas de maladie, de mort, ou de quelqu'autre obstacle qui pourrait diminuer le nombre des juges, on ne serait pas tenu de remplir ce vuide, mais les autres continueraient les procédures, & décideraient à la pluralité.

CETTE nouvelle cour de Justice, composée en grande partie de personnes intéressées à porter contre les accusés un jugement désavorable*,

fit

^{*} C'est ce que Gratius sit bien sentir à ses juges en leur représentant que ,, quelques-uns d'entre eux étaient intéres,, sés dans l'affaire qu'ils devaient juger, puisque contre l'a, vis des Etats d'Utrecht, ils avaient éte d'opinion que l'on , licentiat les Waardgelders. Que d'ailleurs il y en avait par, mi eux qui l'avaient menacé de la torture, lui & quelques, autres." On peut encore observer, que la Famille de Barneveld avait récusé Aarsens comme ennemi de l'accuse, & Muis & Pauw comme ses accusateurs & ses parties. Le premier, il est vrai, avait eu la générosité de sortir de l'Assemblée lorsqu'on y traitant l'assaire du Pensionnaire; mais Muis & Pauw, se croiant soupçonnes à tort, avaient continué d'assister à toutes les délibérations, & avaient même été choi-sis au nombre des vingt-quatre juges.

fit d'abord comparaître devant soi Hogerbeets &

Grotius, que l'on interrogea encore sur les mêmes points, qui avaient tant de fois occupé les Commissaires. L'un & l'autre, après avoir récusé envain la jurisdiction de leurs juges, persistèrent dans leurs premiers aveux, ou ne confesserent rien qui pût les charger. Le 7. Mars on passa à l'examen du Pensionnaire. Pendant trois jours entiers il disputa à ses juges la compétance de leur jurisdiction. Enfin il répondit, sauf ses droits & ses priviléges, aux différentes questions qu'on lui fit. Deux déclarations informes, l'une du Greffier Aarsens, l'autre de van Berk, Bourguemaître d'Utrecht, semblaient renfermer contre l'infortuné vieillard des accusations plus graves & mieux constatées que toutes celles dont Mais Barneveld on l'avait chargé jusqu'alors. sit voir par ses réponses, & la futilité de ces inculpations, & la nullité des pièces produites contre lui. Interrogé encore à plusieurs reprises Aveux de pendant le Mois d'Avril, il avoua, avoir reçu Barneveld du Roi de France un présent de 20,000 florins, Juges. , en conséquence d'une promesse qui lui en a-, vait été faite en l'année 1598; qu'il avait aussi , reçu des présens de quelques autres personnes , pour des services qu'il leur avait rendus; qu'il ,, en avait refusé qui lui avaient été offerts par ,, d'autres; qu'il n'avait jamais rien reçu des , Espagnols, ni personne autre non plus; aucun , du moins dont il eut connaissance. Ce qu' Aar-,, sens & Berk avaient déclarés, de quelques pa-,, roles qu'il aurait dites, il y avait plus de dou-,, ze ans, me croyait pas que l'on pût s'en ervir à sa charge. Et s'ils avaient cru que 33 le

, le service & le bien-être de l'Etat y sussent , intéresses, ils n'auraient pas dû ni même pû garder là dessus un silence de douze ans. Il , n'avait jamais traité ni avec le Duc de Sully, , ni avec Buzanval, ni avec qui que ce fût, pour faire céder au Roi de France la souve-, raineté des Provinces. Il avait craint, il est , vrai, que son Excellence le Prince Maurice, ne cherchat lui - même à se rendre souverain, , ou du moins à se faire revêtir d'une autorité , plus étendue, que celle dont il jouissait déja.... , il avait de même appréhendé que l'on ne , voulût changer le gouvernement en y exci-, tant des troubles ... Il avait dit franchement ,, au Prince, qu'il courait un bruit, que les Con-, tre - Rémontrans ne seraient point satisfaits, que l'on n'eut fait son Excellence Comte de Hol-, lande; & qu'on lui avait dit de bonne part, 3, que certain Bourguemaître * avait jugé que , c'était au Pensionnaire à proposer la chose; , quoique ce Bourguemaître, ayant été prié de , sa part de s'expliquer là-dessus, eut déclaré , ensuite que c'était un mal-entendu... ses in-, tentions avaient été pures lorqu'il avait tra-, vaillé à faire prendre les Résolutions pour le , maintien de la paix & de la tolérance (dans , l'Eglise); les points controversés n'étaient pas, , selon lui, d'assez d'importance, pour que la , concorde en fût troublée & l'union rompue; , & que d'ailleurs lorsque l'on avait pris les ar-THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF

21 4

L'on croit qu'il voulait parier de Reinier Pauw, Bour-guemaitre d'Amsterdam.

mes (contre l'Espagne) on avait non-seulement accordé à tous liberté de conscience, mais même l'exercice de différents cultes.... Il soutenait aussi, que les Provinces de Hollande , & d'Utrecht avaient droit de lever une milice particulière (les Waardgelders) pour leur sure-, té, & que l'on ne pouvait les licentier mal-, gré elles & sans leur consentement... &c.

Jusqu'a Lors le Pensionnaire n'avait pas eu la moindre idée que l'on eut dessein de le faire mourir. Mais pendant qu'on lui faisait subir son dernier interrogatoire, les Etats-Généraux ordonnèrent un jour de prière pour le dix-sept d'Ayril. Barneveld en ayant eu connaissance, jugea que c'était l'avertir de se préparer à la mort. On lisait entr'autres dans les lettres circulaires, que depuis quelques années certains , ambitieux, pour l'avancement de leurs vues , particulières & ambitieuses, ayant jetté l'E-, glise & l'Etat dans le plus grand danger d'u-, ne ruine totale, l'on avait heureusement sauvé , l'un & l'autre par la convocation du Synode , nationnal. Que l'on attendait aussi en peu , un jugement légal contre ceux qui avaient ,, troublé l'Etat; jugement par lequel on se , flattait que tout rentrerait dans l'ordre; que , l'on devait en rendre graces à Dieu, & le , prier entr'autres, qu'il lui plût de rompre les , projets des ennemis, & les complots qu'ils ,, avaient formés contre la Patrie." Barneveld ne fut pas le seul qui jugea que le contenu de ces lettres circulaires lui présageait un mauvais parti. Plusieurs Ministres mêmes firent difficulté de publier dans leurs Eglises les P[9

ordres pour un pareil jour de prière. Dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, d'Overissel & ailleurs, on y sit de si grands changemens, que l'on en facilita la publication. D'autres Ministres cependant, en plus grand nombre, se firent un devoir de prêcher d'après le texte, que leur fournissaient les premières Lettres circulaires; ils rendirent même des actions de graces à l'Eternel, de ce qu'il avait arrêté les desseins des ambitieux, & empêché le carnage qu'ils voulaient

faire.

Du Maurier, Ambassadeur de France, jugeant comme tous les autres, que l'affaire des prisonniers allait bientôt être décidée, demanda audience aux Etats-Généraux, & y fit en présence de Maurice un discours très-fort & trèsétendu en faveur des accusés. Il y représenta entr'autres au Prince, combien il serait généreux & digne de lui d'en user avec clémence envers ceux dont il croyait avoir été offensé. L'Eloquence de l'Ambassadeur sut infructueuse. Le Comte Guillaume de Nassau, & Duik, un des trois Fiscaux, s'intéressaient cependant auprès de Maurice pour qu'il sauvât la vie à Barneveld. Le Prince y consentait à condition que la famille du Pensionnaire demandât son pardon. La Princesse Douairière, Louise de Coligny, en parla aux Parens; ils se consultèrent; mais convaincus de l'innocence de l'accusé, & sachant que demander des lettres d'abolition, c'est avouer le crime, ils ne purent s'y résoudre. Ils eurent même la fermeté de déclarer à la Princesse, , qu'ils ne feraient point un pas dans cette vue, , dût leur Parent y perdre la tête." Les Etats rérésolurent donc de passer outre, & de lui faire annoncer qu'il était condamné à mourir.

CE fut le 12. de Mai que le Fiscal van Leeuwen, accompagné de Sylla son Collégue, vint lui dire, au nom des Etats-Généraux, qu'il se préparât à entendre le lendemain prononcer sa fentence de mort. Une sentence de mort! répondit ce respectable Vieillard, plus surpris qu'abbatu de cette nouvelle, une sentence de mort! ce n'est pas à quoi je m'étais attendu. Je pensais que l'on aurait voulu m'entendre encore. On lui permit d'écrire pour la dernière fois à son époufe. Pendant qu'il écrivait, on lui entendit dire, & je savais du moins pourquoi il faut que je meure! , Vous le savez bien, lui répondit un des Fiscaux, mais vous l'apprendrez bientôt plus , particulièrement encore. " L'on avait fait venir exprès du Synode Antoine Walaus, Ministre & Professeur à Middelbourg, pour préparer ce grand homme à la mort. Les discours consolants de cette Ecclésiastique prudent & modéré, satisfirent beaucoup le Pensionnaire. Il le pria de demander au Prince deux choses en son nom. Qu'il lui pardonnât s'il l'avait personnellement offensé en quelque chose; & qu'il voulût bien traiter favorablement ses enfans. Le Ministre lui demanda alors, si par pardonner il entendait que l'on révoquât la sentence de mort? Non, répondit Barneveld, après s'être recueilli quelques momens, ma prière ne s'étend pas jusques là. Lorsque Waleus eut fait à son Excellence la commission dont il était chargé, ce Prince lui répondit les larmes aux yeux, à ce que quelquesuns assurent; , Je suis fâché du malheur du Tome II Kk

SI4 ABREGE' DE L'HISTOIRE

, Pensionnaire; je l'ai toujours aimé, & l'ai sou-, vent averti d'en agir autrement. Mais com-, me depuis quelque tems il a cherché à intro-, duire une autre forme de gouvernement, qui , allait ruiner l'Eglise & l'Etat, j'ai été forcé de m'opposer à les desseins. Cependant je lui pardonne volontiers les offenses qu'il m'a fai-, tes personnellement; quoiqu'il eut pû deman-, der ce pardon sans condition *; car il a tâ-, ché de faire rompre aux gens de guerre le , serment qu'ils me doivent comme étant leur , Général. Deux choses m'ont fait de la pei-, ne; l'une, qu'il a dit que je cherchais à usur-, per la souveraineté; l'autre, qu'il m'a mis à , Utrecht dans un si grand danger. Cependant , je laisse à votre prudence de lui dire ou de lui , taire ces choses; car je ne désire que le salut , de cet homme. J'ai aussi prié les juges de ne , lui point faire un crime de ce qu'il peut avoir commis contre moi. Quant à ses enfans , je les traiterai favorablement, tant qu'ils fe-, ront bien. " Le Ministre se préparant à sortir, le Prince le rappella & Jui demanda, ne parle - t - il pas de pardon? (d'obtenir sa grace) surquoi Waleus répondit, qu'à parler sincérement, il ne lui avait rien dit de pareil. Lorsque le Pensionnaire eut appris la réponse de Maurice; , je ne désire rien de plus pour mes ensans, dit-

Te

Les termes dont s'était servi Barneveld pour demander que le Prince lui pardonnat, s'il l'avait offensé, saisaient assez sentir qu'il ne croyait pas l'avoir sait. C'était cette prière d'un pardon conditionnel que Maurice semblait regarder comme une nouvelle offense.

il, mais son Excellence se trompe sort si elle , croit que je demande grace pour moi. "

DE's - LORS Barneveld ne s'occupa plus qu'à Barneveld se préparer à la mort: quoiqu'aucun des Ministres à la mort, qui étaient auprès de lui ne pussent lui faire avouer qu'il l'eût méritée. Il n'en oublia pas cependant ses Compagnons d'infortune; & inquiet sur leur sort, il demanda à ceux qui l'environnaient, , Hogerbeets & mon cher Grotius mour-, ront - ils aussi? " On lui répondit qu'on l'ignorait; " j'en serais fâché, reprit le respecta-, ble Vieillard, ils sont encore jeunes, & peu-, vent rendre de grands services à la Patrie. " N'ayant pû reposer de toute la nuit, il en passa une bonne partie à lire lui - même dans son Pseautier Français, ou à se faire lire quelque chose d'édifiant par l'un des Ministres. Il se leva à cinq heures, ordonna à Jean Franken, son fidèle domestique, de lui couper par devant le collet de sa chemise; ensuite il lui donna son bonnet de nuit, pour le lui rendre quand il le demanderait. Il ordonna tous ces préparatifs avec la plus grande tranquillité. Dès les quatre heures son épouse & ses enfans avaient présenté requête pour qu'il leur fut permis de lui parler pour la dernière fois. Les Juges lui firent demander s'il voulait voir sa femme, ses fils & ses petits-fils; mais ignorant que c'était sa famille elle-même qui avait désiré & demandé cette entrevue, il crut devoir s'y refuser; ce que les juges ayant fait mettre sur la requête de cette famille désolée, elle se désista de sa poursuite. La Princesse Douairiere, apprenant que le Pensionnaire était condamné à la mort, fit tous ses efforts pour parler à Mau-Kk 2

rice, & lui demander la vie de ce Vieillard plus que septuagénaire; elle ne put parvenir à voir le Prince. Du Maurier fit demander des les cina heures du matin, audience aux Etats-Généraux; elle lui fut refusée. Il leur écrivit aussitôt une lettre, par laquelle il les priait de commuer au moins la peine de mort en un bannissement *. Tout fut inutile. A sept heures Barneveld écrivit encore un billet à sa semme & à ses enfans, pour leur faire part de la prière qu'il avait faite au Prince, mais principalement pour leur recommander son domestique Jean Franken.

fentence.

On pro: LE 13. de Mai entre huit & neuf heures du nonce la matin le Pensionnaire sut conduit devant ses juges, qui se trouvèrent tous présents, de même que les trois Fiscaux. Le Greffier lui lut sa sentence; elle était fondée sur ce qu'il avait confessé Es sur ce que les juges avaient découvert de plus, pour lesquels crimes il était condamné à perdre la tête, ses biens confisqués. Pendant la lecture il avait paru dans une sorte d'impatience, toujours prêt à interrompre le Gressier; cependant il eut la force de se retenir & d'attendre jusqu'à la fin. Alors il représenta à ses juges, qu'on mettait plus de choses à sa charge que l'on n'en pouvait tirer de ses aveux. Il trouvait aussi à redire que l'on déclarat ses biens confisqués. Mais un des Juges l'interrompit en lui disant, votre sen-

^{*,,} Il les exhortait entr'autres choses, dit le sils de cet " Ambassideur, à ne pas abréger les jours du plus ancien " Officier de leur Etat, qui s'écouleraient bientot sans l'ai-,, de d'aucune violence. " Memoires d'Aubery du Maurier, par. 404.

tence est luë, dépêchez, dépêchez. Le digne & respectable Vieillard, s'appuyant sur son bâton, fortit alors du lieu de l'audience, & s'avança vers le lieu du supplice, avec cette sérénité & cette sermeté de courage, qui n'abandonnent jamais l'homme vertueux. Arrivé sur l'échassaut il leva les yeux au ciel, en disant; ô Dieu! qu'est-ce que de l'homme! Il se mit ensuite à genoux sur le plancher, ne s'étant point trouvé de coussin à portée. Un des Ministres sit cependant une prière, qui dura près d'un quart d'heure; après quoi le patient parut plus tranquille qu'auparavant; il se deshabilla ensuite, aidé du fidèle Jean Franken; puis s'adressant aux Spectateurs, Amis, leur dit il, ne crojez pas que je sois traitre à ma Patrie; je me suis toujours conduit avec intégrité & probité, comme un bon Patriote, & tel je mourrai. Il redemanda ensuite son bonnet de nuit, qu'il abbaissa sur ses yeux. En marchant vers le monceau de sable, il prononça quelques prières éjaculatoires. L'on ne saurait assurer s'il avait encore alors quelque espérance d'éviter le supplice, & s'il demanda pour cela à son domestique, s'il ne venait per- Il est désonne. Avant neuf heures & demie il se remit capité. à genoux en disant à l'exécuteur, fais vîte, fais vite. En même tems il éleva les mains, en priant, si près du coû, que du même coup qui lui enleva la tête, quelques parties de ses doigts furent aussi emportées. Plusieurs personnes trempèrent leurs mouchoirs dans son sang; d'autres y mirent du sable ensanglanté, ou pour le conserver, ou pour le vendre; il y en eut qui, pour la même fin, coupèrent des morceaux des planches Kk 3 tein-

teintes de ce sang. Cependant des motifs bien dissérents animaient ceux qui en agissaient ainsi. Les uns étaient portés à cette espèce d'enthousiasme par amour & par vénération; les autres n'avaient en vue que de satisfaire encore leur haine ou leur vengeance. On assure, & quelques années plus tard Grotius l'a dit overtement dans quelques uns de ses écrits, que l'ennemi de Barneveld vit exécuter ce grand homme *. Son corps sut enterré la nuit suivante sans cérémonie. Il était âgé, quand il mourut, de soixante onze ans sept mois & dix huit jours.

Les Etats · Généraux firent aussitôt imprimer la sentence qui avait condamné le Pensionnaire, & en envoyerent copie aux différentes Provinces. Il est remarquable qu'ils leur écrivaient en même tems,, que les Juges avaient représenté , que l'on avait produit à la charge de Barne-, veld, plusieurs chefs, non mentionnés dans la , sentence, & qui livraient de fortes présomp-, tions qu'il pourrait avoir eu quelque dessein ,, de se tourner du côté de l'ennemi (l'Espagne). , Mais qu'on n'aurait pû, selon le droit, pro-, noncer une sentence sur ces faits, sans en ve-, nir à un examen plus rigoureux (à la tortu-, re) que l'on avait voulu lui épargner à cause ,, de son grand age & pour d'autres raisons." Mais Grotius observe, que ces lettres n'avaient été écrites que par quelques - uns des Juges qui s'é-

^{*} Du Maurier, qui donne soixante-seize ans à Barneteld, dit que, le Prince regarda cette exécution de ses, senêtres, avec des luncttes de Hollande (d'approche); dont, ajoute-t-il, il sut blamé de plusieurs &c."

taient donnés la qualité d'Etats-Généraux. Il ajoute, qu'il est persuadé que le grand âge du Pensionnaire n'aurait pas empêché ses Juges de lui faire souffrir la question, s'ils s'étaient crûs fondés à le soupçonner de trahison & d'infidélité. Les Etats-Généraux envoyèrent aussi la sentence au Roi de France. Dans la lettre qu'ils écrivaient à ce Prince, ils se plaignaient fort de la conduite de son Ambassadeur du Maurier; & priaient sa Majesté de lui ordonner qu'il eut à s'abstenir à l'avenir de somenter & d'entretenir de pareilles factions dans l'Etat. Cette lettre, dans laquelle on accusait Barneveld de crimes irrémisfibles, dont il n'était point fait mention dans la sentence, fut regardée en France comme l'ouvrage d'Aersens de Sommelsdyk, à qui même, dans certaine lettre écrite à du Maurier, l'on donnait le nom de Garnement., Je ne parlerai , des qualités personnelles du Grand Pension-, naire, dit l'auteur de la grande Histoire, que comme en parlent les Résolutions des Etats , de Hollande, où, après avoir enrégîtré sa mort , au 13. de Mai, on ajoute ces mots. Il fut , homme de grande conduite, besogne, mémoire & , prudence, oui, singulier en tout. Que celui qui , est debout, prenne garde qu'il ne tombe, & que , Dieu soit miséricordieux à son ame. Amen. " Nous ajouterons avec du Maurier. , Jamais , homme ne fut si sage ni si vertueux que Mon-, sieur de Barneveld. Il avait une présence , majestueuse, & disait beaucoup en peu de , paroles, avec une éloquence grave & suc-22 cinte. "

Kk 4

APRE'S

Sentences Apre's l'exécution de l'infortuné Barneveld, pronon- dont la nouvelle étonna autant qu'elle affligea ses cées contre deux amis Hogerbeets & Grotius, on laissa quel-Grotius, ques jours encore l'échassaut sur pié. L'on tâbeers & le chait cependant sous main d'engager la famille cadavre de de ces deux derniers à les porter à demander Ladenberg, grace. Trois des Juges se rendirent même dans

l'appartement de Hogerbeets, pour lui conseiller d'implorer lui - même sa grace, ou d'y employer ses parens. Il eut le courage de se resuser à l'un & a l'autre de ces deux moyens; fur quoi l'un des trois lui dit en colère, eh! bien, l'on vous traitera comme l'on a traité Barneveld, l'échaffaut est encore là. L'Epouse de Grotius sut aussi confeillée par quelqu'un du rang le plus distingué, de demander grace pour son mari. Je n'en ferai rien, répondit avec courage cette généreule Epouse, & s'il l'a mérité, qu'on lui coupe la tête. Elle parla cependant au Prince, qui pour toute réponse lui dit, qu'il fallest prendre la voye de la justice ou de la grace. Les Parens des deux acculés se consultèrent cependant encore sur le parti qu'ils avaient à prendre, mais après bien des débats ils résolurent de ne point s'abaisser à demander grace, & d'attendre la sentence qu'il plairait aux Juges de prononcer.

La Commission avait dès le quinze condamné le cadavre de Ledenberg à être trainé dans son cercueil sur une claye; & à être ainsi pendu à une demie-potence hors de la Haye. Il en sut détaché secrétement peu après & enterré dans la Chapelle du Château de Zuilen, près d'Utrecht, maison appartenante à son gendre Lokhorst. Con-

tre son attente * tous ses biens furent confisqués. Grotius, qui de sa chambre avait entendu lire cette sentence, comme il avait entendu celle de Barneveld, & Hogerbeets qui en fut aussi instruit, ne doutèrent plus qu'ils ne fussent euxmêmes condamnés à la mort. Cependant quoique, outre quelques accusations particulières, on les chargeat des mêmes crimes qui avaient coûté la tête à Barneveld, ils ne furent condamnés tous les deux qu'à une prison perpétuelle, avec confiscation de tous leurs biens. Grotius ne répondit rien alors à sa sentence, mais quelques années plus tard il l'a victorieusement résutée dans un écrit public. Hogerbeets aucontraire, qui avait paru très-troublé pendant la lecture, dit après, que sa sentence ne s'accordait pas avec ce qu'il avait déclaré, & qu'il demandait qu'elle fut réformée. On lui imposa filence, sur quoi se frap-pant la poitrine de la main, il s'appliqua cette belle sentence d'Horace.

Hic murus aheneus esto, Nil conscire sibi, nulla pallescere culpa.

Sentant cependant après, que sa vivacité l'avait emporté trop loin, il en sit des excuses à ses juges. On lui permit de même qu'à Grotius, de recevoir la visite de ses Parens; & le 15. d'Août l'on sit partir ces deux prisonniers d'Etat pour Loevestein. Ce Château situé au

Kkg

^{*} Voyez le billet qu'il écrivit avant de se donner la mort; pag. 492.

au confluent de la Meuse & du Waal sur la pointe occidentale du Bommelerwaard, vis-à-vis de Woudrichem, est depuis devenu fameux dans les fastes de la Hollande, par le nombre d'autres illustres victimes de la raison d'Etat, auxquelles il a servi de prison. C'est de là qu'est venu le nom aussi injurieux que souvent odieusement appliqué,

de Faction de Loevestein.

Telle fut l'issue de cette fameuse affaire qui portés dans priva la République du plus habile Ministre, & les teins peut-être du plus honnête homme qu'elle eut fur la sen-jamais eu; & qui sit perdre à la Hollande en tence pro particulier d'autres grands hommes qui, comme noncée par Barneveld, n'eurent d'autre crime à expier que les Juges-leur fidélité aux ordres de leurs Maîtres légiti-Commis-faires con. mes, & leur généreuse fermeté à soutenir les tre les trois droits & les priviléges de leur Patrie. Si la prisonniers postérité a le droit de juger sans crainte & sans partialité les actions des hommes qui ne sont d'Etat. plus, c'est sans contredit à l'histoire à publicr avec le même courage & la même impartialité les jugemens qu'elle prononce *. , Nous ne pou-

^{*} L'un des deux Rédacteurs de la grande Histoire ne dit pas le mot de tout ce que l'Original a ofé publier d'après le célèbre Binkersboek. L'autre s'est contenté d'ajouter ces mots à la fin de sa rélation des procédures de la Commission qui condamna Barneveld & les autres. ,, Monsieur Wagenaar, " dit-il, à la fin de son XXXIX. Livre, raisonne sur la " justice ou l'injustice de la sentence des trois prisonniers, , mais nous n'avons pas envie de le copier. Nous laissons " la chose telle qu'elle est : ceux qui vealent lire l'original " peuvent juger eux-mêmes de la solidité ou de la sausseté,, de son raisonnement." Cette circonspection peut avoir son prix; mais de nos jours furtout, l'histoire demande à être traités d'une manière moins fèche; le lecteur veut être in-

, vons nous empêcher, ose dire Mr. Wagenaar, , de remarquer que, dans des tems postérieurs, grands & petits ont jugé injuste la sentence portée contre les trois prisonniers. Un Jurisconsulte célèbre (le savant & judicieux Binkersboek) s'est étonné de quel front les Juges du Pensionnaire & d'autres personnes ont pû leur faire un crime capital de l'opinion que chaque province a la droit de régler dans son ressort tout ce qui concerne les affaires de la Religion; puisqu'en expliquant l'article XIII. de l'Union d'Utrecht, il est dit en termes exprès, que l'intention n'est point qu'une Pravince ou Ville s'ingère dans les affaires d'une autre (Ville ou Province) sur l'article de la " Religion." Longtems avant Binkershoek l'on avait pensé & parlé de même sur ce chef d'accusation, produit contre Barneveld, & ses co-accusés. , Monsieur Barneveld, dit du Maurier dans ses mémoires *, fut condamné , pour avoir maintenu les droits de son Pays, & soutenu que c'était aux Etats particu-, liers de chaque Province à connaître des af-, faires de la Religion, & non aux Etats - Géné-, raux, qui convoquèrent un Synode Général, , qu'ils appellèrent National, comme si toutes , les Provinces n'eussent été qu'un seul corps

fruit, & il n'a pas toujours assez de lumières par lui-même pour découvrir dans le simple narré des faits tous les éclair-cissemens qu'il désire. Nous avons donc cru pouvoir sans crainte imiter l'exemple de Mr. Wagenaar, & de tous les bons Historiens.

* Pag. 405.

, & qu'une seule nation. Car un des principaux chess ,, de sa condamnation, fut pour avoir soutenu cette , exorbitante maxime, (ce sont les termes de l'Arrêt) , qu'il appartenait à chaque Province de pouvoir ,, disposer en son ressort du fait de la Religion, , sans que les autres en pussent connaître: c'est-à-, dire, qu'il fut condamné pour avoir maintenu les " priviléges de la Hollande." Le célèbre Binkersboek pose encore comme un fait incontestable, que , Hogerbeets, Grotius & Barneveld lui-mê-, me, n'ont guères pû être condamnés que pour , les conseils qu'ils avaient donnés aux Etats ou , Magistrats particuliers; ou pour avoir exécu-, té les ordres qu'ils en avaient reçus, le tout , sans mauvaise foi (de leur part): ce qui, a-, joute ce grand homme, a été cause que, plus , de quarante ans après, l'ona vu les Magistrats , de Leide & de Rotterdam, être condamnés , par le Conseil supérieur à payer, aux Héri-, tiers de Hogerbeeis & de Grotius, les appoin-, temens que ces Villes devaient encore à ces , deux Pensionnaires. Les Héritiers de Barne-, veld ont reçu eux - mêmes quelque dédom-", magement." Enfin parlant du premier article de l'Union d'Utrecht, par lequel il est dit que, s'il s'élève des différends entre les Provinces particulières, les villes ou les membres (des disférentes Provinces); les autres villes, membres, ou Provinces, ne s'en méleront que comme médiateurs; aussi long-tems que les parties se soumettent au droit (au juge ordinaire). Binkershoek fait voir clairement, que l'on a directement agi contre cet article en 1619. puisque, bien-loin que les trois Prisonniers refusassent d'être mis en justice de-Junt

vant leur juge ordinaire; ils avaient demandé instamment, à n'être jugés que par lui; sur quoi Binkershoek ajoute; si vous voulez savoir de quel droit les juges-Commissaires des Etats-Généraux ont pro-uoncé sur cette affaire, adressez-vous à des gens plus instruits que moi; se ne suis pas en état de vous le dire.

Toute la question sur la justice ou l'injustice de cet arrêt dépend donc uniquement, continue l'Historien de la Hollande, de cette autre question; si la souveraine puissance appartient aux États-Généraux sur les Provinces-Unies, ou si les Etats de chaque Province ont, dans chaque Province, la puissance souveraine sur tout ce qui n'a pas été cédé à l'Union. Cette dernière opinion était celle de Barneveld & de tous ceux de son parti; c'est de nos jours une opinion généralement reçue. Le Prince Maurice & quelques autres étaient pour le sentiment contraire. Dès l'année 1590, les deux opinions avaient été vivement débatues, & quoique toutes deux trouvassent des partisans, celle qui attribuait l'autorité suprême à chaque Province dans l'étendue de son ressort, était la plus généralement suivie; & a toujours été regardée, dit notre

Le célèbre Président de Binkershoek s'exprime encore en ces termes sur ce sameux jugement. Ex bis facile efficies, quacunque in Hollandia annis 1618. El 1619, contra Barneveldium, Hogerbeetssum El Grotium alta El judicata sunt, non alio jure niti, quam quod Prator reddere dicitur, etiam cum inique decernit. Ainsi selon ce grand homme, toutes les procédures saites contre Barneveld, Hogerbeets & Grotius, & la sentence qui s'ensuivit, n'étaient appuyées sur d'autre droit que sur celui que le Préteur (le Juge) est censé rendre, lors même qu'il prononce un arrêt injuste.

notre Historien après Binkershoek, comme la plus raisonnable & la mieux fondée, par les Publicistes les plus censés, & par tous ceux à qui était bien connue la constitution de cette République. Il ne faut donc pas s'étonner si dans le siècle que nous traitons, l'on vit revivre la mê. me diversité de sentimens sur cette matière. Mais delà devait suivre aussi un jugement disférent sur la conduite des accusés. Si la Souveraine puissance appartenait aux Etats - Généraux, Bar neveld & les autres étaient sans-doute coupables, parce qu'ils s'étaient souvent opposés aux résolutions prises par les Etats-Généraux. Mais si c'était aux Etats des Provinces particulières qu'appartenait la puissance Souveraine, leurs Ministres n'étaient point coupables, puisqu'ils n'avaient rien fait que par les ordres de ces Etats, & sans sortir des bornes de leur ressort. Et il ne servirait de rien d'objecter, que ces Ministres eux mêmes avaient conseillé de donner de pareils ordres; puisqu'on ne leur avait confié les charges dont ils étaient revêtus, que pour qu'ils servissent leurs Maîtres de leurs conseils, & qu'il ne parait point de mauvaise foi dans tous ceux qu'ils ont donnés. * Le Pensionnaire n'avait donc

^{*} Les Etats de Hollande se croyaient si peu sondés à saire le moindre reproche de mauvaise soi à leur Pensionnaire Barneveld, que même en l'année 1618, ils le prirent sous leur protection & garde particulière pour les longs & sidèles services qu'il leur avait rendus. Cette Résolution qui sut publiée dans presque toutes les Villes, est du mois de Juin 1618, ainsi deux mois seulement avant que ce grand homme ait été arrêté. Mais le Prince n'avait pas encore changé la Rézence des Villes de cette Province; changement qui en

donc pas tort lorsque la veille de son supplice il dit à un des Ecclésiastiques qui étaient dans sa chambre: Je ne veux point accuser les Juges, mais je viens dans un tems, où l'on suit d'autres principes de gouvernement que ceux adoptés jusqu'ici. Ce qui ayant été rapporté après au Prince, le Pensionnaire, dit-il, n'a point trouvé ces Principes dans l'Etat, mais il acherché à les y introduire., Que le Lecteur impartial, ajoute Mr., Wagenaar, juge lui-même laquelle de ces, deux opinions approche le plus de la vérité."

Quoiqu'il EN soit, peu après la condamnation de Barneveld & de ses prétendus compli-changeces, l'on s'attacha à purger l'Etat & l'Eglise, mens saits du levain de l'Arminianisme. Plusieurs Ministres procédures Rémontrans furent poursuivis & bannis. On contre les donna de nouveaux Curateurs & Professeurs à Prisonniers l'Université de Leide, à la place de ceux que d'Etat. l'on soupçonnait être attachés aux opinions condamnées; on en chassa même les Etudians en Théologie, qui parurent suspects d'avoir sucé un venin qui paraissait si dangereux. Veenbuizen & van der Myle, gendres du Pensionnaire, ne furent plus convoqués comme Membres du Ridder schap, ou du Corps des Nobles de Hollande; & ses deux fils, malgré la parole du Prince, de les traiter favorablement, tant qu'ils se conduiraient bien, furent démis de leurs emplois. Plusieurs Officiers de justice ou de police perdirent aussi leurs charges, ou parce qu'eux-mêmes ils étaient

causa de très-grands dans l'afsemblée des Etats de Hellande; presque toute composée de nouveaux membres.

taient Rémontrans, ou parce qu'ils ne poursuivaient pas avec assez de vigueur les personnes attachées à cette Scête.

gnie des In des Orientales.

Progrès de TANDIS QUE dans les Provinces - Unies l'on la Compa- s'occupait de tous ces objets devenus importants, la puissance de la République prenait de nouvelles forces dans les Indes par les progrès qu'y avait fait la Compagnie. La jalousie des Anglais, qui craignaient que le commerce des Hollandais dans cette partie du monde n'engloutit tout · à - fait le leur, excita contre ces derniers la méfiance de quelques Princes Indiens, & peutêtre les faibles établissemens de la Compagnie dans les Indes allaient être ruinés sans ressource, lorsque la bravoure & la sage conduite du gouverneur Jean Pieterszoon Koen, fit bientôt changer de face aux affaires. Les Hollandais, victorieux de la ruse & de la force de leurs ennemis, fondèrent cette fameuse Capitale des Indes Hollandaises, Batavia, qui par le nombre & la beauté de ses Edifices est devenue & est encore l'une des plus célèbres villes commerçantes de l'Univers. Elle est le siège du Gouverneur Général & du Conseil des Indes; elle est l'entrepôt d'où la Compagnie fournit de toutes sortes de denrées & de marchandises, & les Indes elles-mêmes, & la République, & plusieurs autres parties du Monde.

1620.

Les troubles qui s'étaient élevés en Allemagne, au sujet de l'Election de Frédéric, Comte Palatin, au Royaume de Bohême, embarquèrent en 1620. la République dans une nouvelle guerre, où cependant il ne se passa rien de fort considérable de la part des Etats, la mesintelligence s'étant mise entre les Chefs, & la rigueur de la

Sai-

saison ayant obligé les Etats de rappeller leur Cavalerie. Le Prince Maurice cependant, pour Le Fort de arrêter Spinola, qui voulait se retirer à Rees en Papennuts longeant le Rhin, sit construire, entre Bonn & construit. Cologne, un Fort auquel l'on donna à cause de sa forme quarrée, le nom de Paapenmuts (Bonnet de Prêtre).

CETTE même année Guillaume Louis de Nas- Mort du fau mourut d'apoplexie à Leeuwaarde le 10. de Comte Juin. Il était Stadhouder de Frise, de Groningue Guillaume-Louis, de & de Drente, & avait rendu de grands services Nassau & à l'Etat. Le Prince Maurice lui succéda dans de la Prinles deux derniers Stadhouderats, celui de Frise sur cesse Doudonné au frère du défunt, Ernest-Casimir de rière d'Onnassau. Louise de Coligny, Princesse Douairie.

re d'Orange, qui était repassée en France, mourut à Fontainebleau le 9. d'Octobre de la même année. Le Prince Frédéric-Henri; son fils unique, était alors en Allemagne occupé à la guerre de Bohême. Inquiette sur le sort de son fils, ses craintes redoublèrent pendant sa maladie; & comme l'affaire des Rémontrans avait fait plus'd'un ennemi à ce Prince, qui aurait voulu qu'on les eut traités avec plus de douceur & de modération, cette tendre mère crut que l'on n'avait envoyé son fils dans le Palatinat, que pour le sacrifier aux vues secrètes de la faction opposée. Peut-être cette sollicitude avança-telle la fin de cette respectable Princesse. Quoiqu'il en soit, pendant qu'elle avait été en Hollande, elle avait constamment favorisé les Rémon. trans, & nommément le Ministre Uitenbogaard. Elle n'en fut cependant pas moins estimée des personnes raisonnables de l'autre parti, qui sur Tome II cet

pour avouer que Louise de Coligny était une Princesse aussi pieuse que populaire & astable. L'on aura peine à croire après cela, que cette Princesse aît pû être exposée aux insultes grossiéres de la plus vile populace. Cependant quelques zélateurs du parti Contre-Rémontrant en avaient fait un portrait si affreux, que passant un jour en carosse par la ville de Delst on lui jetta de la bouë, en lui donnant les épithètes les plus offençantes *. Son corps ayant été rapporté en Hollande, sut enterré dans cette dernière ville, où cette Princesse repose dans le même tombeau que seu son Epoux Guillaume I. Prince d'Orange.

Apre's la mort de Barneveld, la charge importante, dont il avait été revêtu, fut provisionnellement occupée par Maître André de With, Pensionnaire de Dordrecht. Celui-ci ayant été fait ensuite Sécrétaire des Etats de Hollande, l'on choisit en 1621. le Conteiller Antoine Duik pour lui consier un emploi aussi dangereux qu'honorable. Mais les Etats jugèrent à propos de donner à leur nouveau Ministre le nom de Conseiller-Pensionnaire au-lieu du titre d'Avocat (Général) de vollande qu'avaient

eu Barneveld + & ses prédécesseurs.

QUEL-

* Le Hollandais dit tout cruëment que l'on traita Louise

de Coligny de P ... Arminienne.

[†] Nous avons donné dans tout le cours de cet Abregé le nom de Pensionnaire, ou de Grand-Pensionnaire indistinctement à Barneveld, parce que ce Ministre des Etats de Hollande est plus connu des Etrangers sous ce titre que sous celui d'Avocat Géneral, qui semble même présenter une autre idée à l'esprit que celle que

QUELQUE tems auparavant la veuve de Bar-Barnevel, meveld & les épouses de Hogerbeets & de Gro-beets & tius, avaient demandé que, suivant les Privilé-Grotius ges de la Province, il leur fut permis de ra-sontjugés cheter la confiscation des Biens des sententiés, s'être renpour une certaine somme. Cette requête sur dus coupacaule que ceux, qui avaient été Juges-Com-me de Lè. missaires dans la cause de ces illustres accusés ze-Majedéclarèrent qu'en formant leur arrêt ils avaientsté. été d'opinion que toutes les personnes condamnées, à l'exception de Daniel Tresel *, s'étaient rendues coupables du crime de Lèze-Majesté. Sur cette Déclaration, que Grotius dit quelque part avoir été faite après coup, & seulement par quelques uns de ces juges, les Etats jugèrent que la confiscation ne pouvait être rachetéc. En 1621. les Parens de ces trois Ministres revinrent à la charge, & furent alors fortement appuyés par la recommandation du Marquis de Puysieux Sécrétaire d'Etat du Roi de France. Cependant bien - loin de se prêter aux instan-

ces

fait naître le nom de Conseiller-Pensionnaire. Mr. Wagenaar croit que l'on donna ce dernier titre au nouveau Ministre, parce que le nom d'Avocat était devenu odieux au
peuple, ou parce que cet emploi ayant en quelque sorte changé de nature par les nouvelles Instructions données à Duik,
l'on avait jugé qu'il conviendrait de donner aussi un nouveau
nom à la charge qu'on lui consiait.

* Ce Daniel Trezel, premier Clerc des Etats. Généraux, avait prêté sa maison aux Députés particuliers des Provinces de Hollande & d'Utrecht, qui s'y étaient consultés sur les moyens d'empêcher le licentiement des Waardgelders, & les autres changemens que l'on prévoyait devoir se faire. Il sut condamné par contumace à deux ans de bannissement

& à une amande de deux-mille florins.

ces de ce Seigneur, & de répondre favorablement a la Requête présentée par les trois famil. les, les Etats-Généraux arreterent de ne recevoir de fix ans ni recommandation ni requête, en faveur des personnes condamnées & bannies. Les Etats de Hollande eux - mêmes suivirent cet exemple, & déclarerent que pendant le même terme de six ans on n'admettrait aucune requête contre les ordonnances ou Edits rendus par les juges, les Etats - Généraux ou les Etats particuliers de chaque Province contre les personnes condamnées, bannies, ou détenues dans les prisons. Cette décission obligea, pour quelque tems au moins, les Parens des trois infortunés Ministres à ne plus faire d'instances inutiles.

montrans.

J'on pour- MALGRE les défenses rigoureuses des Etats sut les Ré-les Rémontrans s'assemblaient soit dans les villes mêmes, soit hors de leurs murs. L'on pensa donc lérieusement aux moyens d'empêcher ces assemblées devenues illicites. Dans plusieurs lieux disférentes personnes furent bannies ou condamnées à de fortes amandes. Ce fut aux Ministres que l'on s'attacha surtout; plusieurs furent traités avec la dernière indignité. Sanuel Prince & Jean Grevius, tous deux Ministres. furent condamnés par les Etats-Généraux à être renfermés dans le Rasphuis * d' Amsterdam & à y être traités de la même manière que les les autres scélérats. Vezekius, autre Ministre,

^{*} Sorte de Maison de force ou de correction, où les malheureux qui y sont condamnés, passent leurs triftes jours à scier du bois de Bresil on à d'autres ouvrages aulli penibles. D'ailleurs ils sont traités en vrais sorçats.

fut jetté dans un affreux cachot, où pendant huit ou neuf jours il fut exposé aux horreurs d'une puanteur presqu'insupportable, ensuite renfermé dans une maison de forçe à Harlem.

Des traitemens aussi rigoureux & qu'il serait difficile de concilier avec l'esprit de modération & de tolérance, ce principe fondamental des premiers Réformateurs, durent paraître d'autant plus extraordinaires aux Esprits sensés, que dans le système Protestant l'Hérésie n'est pas un crime, & qu'on y recommande même la tolérance civile. Plusieurs de ces Arminiens persécutés eurent cependant le bonheur de se dérober par la fuite aux maux qu'on leur préparait; d'autres déjà renfermés, surent tromper la vigilance de leurs gardes, & mettre tous les moyens en usage pour recouvrer leur liberté. Vezekius, Grevius & Prince furent assez heureux pour devoir ainsi la leur ou à leur propre industrie ou aux secours de leurs amis. Le Ministre Sapma, qui procura ensuite celle de ces deux derniers, avait lui-même reçu la sienne des mains de son Epouse. Cette femme généreuse, ayant eu la permission de le voir dans sa prison, lui sit prendre ses habits, & ainsi déguilé il sortit sans que les gardes s'apperçussent de la supercherie qu'on leur faisait. L'évasion de tant de Ministres prisonniers fut cause, que les Etats ordonnèrent de renfermer desormais dans la Forteresse de Leevestein tous les autres dont on pourrait se saisir. Bientôt elle en sut remplie. Mais quels obstacles que l'invention de l'homme ne trouve le moyen de franchir, lorsqu'elle est aiguillonnée par l'ardent désir de la liberté! L'on venait d'en Lls Voir

voir une preuve bien forte dans la manière dont Grotius, quelques mois auparavant, s'était sauvé de cette même prison, que l'on avait crue si fure.

prison.

Grotius se Quand ce grand homme, & Hozerbeets son sauve de sa compagnon d'intortune, surent transférés à Loevestein, l'on permit à leurs Epouses de s'y renfermer avec eux. A certains jours il leur était accordé de se rendre à une des villes voisines pour y acheter les denrées nécessaires pour la table de leurs maris qu'elles apprêtaient elles mêmes. Elles avaient contracté une sorte d'amitié avec le nommé Abraham Datselaar, marchand à Gorinchem, qui leur avait accordé un libre accès dans sa maison toutes les fois qu'elles venaient dans cette ville. Quoique l'Epouse de Hogerbeets fut morte au chateau de Loevestein des le mois d'Cctobre 1620, celle de Grotius n'en continua pas moins d'entretenir une bonne amitié avec Datselaar & sa semme, sour de Thomas Erpenius, Professeur en Langues Orientales à Leyde, & ami intime de Grotius. Tout ce que celui-ci recevait de Hollande ou y renvoyait, était adressé à Datselaar, qui avait soin de le faire parvenir à sa destination ultérieure. Par ce moyen, Grotius qui dans sa prison s'occupait à composer des ouvrages savants, avait plusieurs fois reçu & renvoyé un cosfre rempli de livres, que lui prêtaient Erpenius, Vossius & d'autres. Prounink, Commandant de la Forteresse, & fils de ce Bourguemaître d'Utrecht, ce partisan si zélé de Leycester, avait eu d'abord grand soin de faire ouvrir & d'examiner ce costre; mais n'y trouvant toujours que des livres, il se lassa enfin

sin d'une exactitude si scrupuleuse, & laissa enfuite passer & repasser le coffre sans y faire grande attention. Marie Reigersbergen, épouse de Grotius, s'étant apperçue de cette négligence du Commandant, fut la première à qui l'idée vint de la mettre à profit, pour tirer son mari de sa prison. Elle lui proposa de se mettre luimême dans le coffre. Grotius ayant approuvé cette innocente supercherie, on essaya s'il pourrait y tenir, & combien il lui serait possible d'y rester renfermé sans courir de danger. Prounink étant parti pour Heusden le 22. de Mars, l'on demanda à sa femme la permission de renvoyer un coffre, plein de livres Arminiens; elle l'accorda sans peine. A la pointe du jour Grotius, après avoir fait d'ardentes prières au ciel, se mit dans le coffre, où il ne recevait d'air que par la serrure, obligé d'ailleurs de s'y tenir dans la posture la plus génante, le coffre n'ayant que quatre piés moins deux pouces de long. Lorsque l'on descendit cette caisse, dont les vuides étaient remplis de livres & de quelques paquets de fil, les Soldats, qui la portaient, la trouvant d'une pésanteur extraordinaire, se demandèrent l'un à l'autre si ce n'était pas l'Arminien lui même qui y était renfermé? sur quoi la semme de Grotius répondit, ce sont des Livres Arminiens. Le costre fut heureusement transporté au navire, & de là à Gorinchem chez Datzelaar. La femme de celuici, avertie par la servante de Grotius, à laquelle le secret avait été confié, & qui avait accompagné son Maître, la suivit dans le plus grand étonnement. Retiré de la caisse, Grotius se remit bientôt d'une sorte de faiblesse, causée 114

par le manque de respiration libre, & par la gêne où il avait été pendant plus de deux neures. Il demanda d'abord à parler à Detzelaan; mais celui-ci craignant de se compromettre, refusa de voir l'illustre sugitif, & laufa à sa semme seule le soin de conduire toute cette affaire. Grotius était hors de sa prison, mais il n'était pas encore sauvé. Travesti en manœuvre, par les soins de van der Veen, Beau-frère de la femme de Datzelaar, & accompagné de Jean Lambertzoon, Maitre maçon, il passa en pleine foire par la grande place, une règle de maçon à la main, sans que personne le reconnût ou soupçonnât qu'il fut autre que ce qu'il paraissait être. Ayant avec le même bonheur passé la rivière, Grotius se rendit à pied à Waalouyk, toujours accompagné de l'honnête maçon. D'ici une voiture le teansporta à Anvers, ou il fut reçu & herbergé par Grevinkhoven & Episcopius. Avant de se rendre à Paris, qu'il avait choise pour le lieu de sa retraite, il écrivit d'Anvers au Prince Maurice & aux Etats - Généraux pour justifier son évasion. , Le désir de la liberté. , leur disait - il, est naturel à l'homme; j'ai re-2, couvré la mienne, sans fracture & sans avoir corrompu la fidélité de qui que ce soit." Prounink de retour de Heusden, s'apperçut bientôt que son prisonnier s'était sauve; il sit toutes les perquisitions possibles. On avait été obligé de lui avouer la ruse qui avait rendu la liberté à Grotius. C'était donc à se saisir du coffre qu'abboutissaient toutes ses recherches; il sut trouvé ce bienheureux costre dans la Barque marchande de Delft, mais il ne contenait plus que du fil

sil & du linge. Preunink voulut se venger sur la semme de Grotius du tour qu'elle lui avait joué; il la retint prisonnière, mais il eut ensin ordre de la relacher. Cette Epouse généreuse, qui mérite à plus d'un tître d'être comptée parmi le petit nombre des semmes sortes, se rendit d'abord à Paris auprès de son illustre époux qui, entr'autres bannis, y avait retrouvé son ami, le

Ministre Uitenbogaard.

CEPENDANT la trêve de douze ans étant Fin de la sur le point d'expirer, les Etats des Provinces-trêve de Unies se préparèrent à soutenir une guerre pure-douze aus. ment défensive. Les Compagnies furent augmentées; & l'on fit croiser quelques Vaisseaux de guerre dans la Méditerranée & à la hauteur de Dunkerque. L'ennemi de son côté faisait des préparatifs, & cherchait à faire réuffir quelqu'entreprise avant l'expiration de la trêve. Les Archiducs tentèrent aussi d'attirer à leur parti les, Rémontrans qui s'étaient retirés dans le Braband, en leur faisant sentir que l'on serait assez porté à leur permettre l'exercice de leur Religion dans les Lieux que les Espaznols prendraient sur les Etats, que même ils pourraient y prétendre aux charges de Magistrature. Quelque maltraités qu'eussent été les Rémoutrans par les Etats, ils furent assez généreux pour rejetter toutes ces offres. Spinola, l'Ambassadeur d'Espagne, & le Pensionnaire d'Anvers, avaient de même fait les offres les plus séduisantes à Uirenbogaard, qui ne s'était point encore retiré à Paris. L'on rapporte à cette occasion, que dans un des entretiens que ce général Espagnot eur avec cet Ecclésiastique, il lui demanda, si le Comte Ffenri était des LIS

siens?, Je l'ignore, repartit Uitenbogaard, mais , je pense que ce Prince serait assez porté à , faire du bien aux Rémontrans, s'il en avait le

" pouvoir. "

Nouvelles propositions de paix.

PENDANT que d'un côté les Archidues traitaient si favorablement les Rémontrans, ils faifaient de l'autre faire des propositions de paix à la République. Ils se flattaient que les mauvais succès de la guerre de Bohême porteraient les Etats à se prêter à des conditions qu'ils avaient si fouvent resulées. , Il leur serait avantageux, , leur faisait - on représenter, que tous les Pays-, Bas fussent réunis sous un même Chef. S'ils , voulaient y consentir, ils pouvaient s'attendre , aux conditions les plus raisonnables, qui leur , seraient confirmées non-seulement par les Ar-, chiducs, mais par le Roi d'Espagne lui-mê-, me. " Il n'était guères probable que les Etats acceptassent de telles propositions; aussi sirent - ils voir par leur réponse, qu'ils n'étaient nullement disposés à perdre le fruit de tant de travaux & de sang, en cédant de nouveau à d'autres la souveraineté & la majesté des Provinces - Unies, qu'ils avaient si long-tems maintenues par la force de leurs armes, & qui avaient été solemnellement reconnues par tant de Puissances, & même par les Archiducs & l'Espagne.

Toute espérance de paix s'étant ainsi évanouie, & la trêve expirant le 10. du mois d'Avril, l'on se prépara du côté des Etats à repousser les hostilités, que l'on prévoyait devoir commencer par les Espagnols. Il ne se passa cependant rien de fort important pendant le printems de cette année. Ce qui contribua encore beau-

coup

goup à faire trainer en longueur les opérations Mort de militaires; ce fut la nouvelle que l'on reçut dans Philippe ces Provinces de la mort de Philippe III. Roi d'Espagne, d'Espagne, arrivée le 31. du mois de Mai. Son & de l'Arfils lui succéda sous le nom de Philippe IV. & chiduc Alil était assez naturel de penser que cet évènement bert. pourrait faire changer de face aux affaires des Pays - Bas. Cette mort d'ailleurs fut bientôt suivie de celle de l'Archiduc Albert, décédé à

Bruxelles le 13. de Juillet.

A V E C quelque peu de vigueur cependant que Erection

l'on poussat la guerre que l'on venait de repren. de la Comdre, les Négocians Hollandais profitèrent des cir pagnie des constances pour engager les Etats à consentir à cidentales, l'érection d'une Compagnie des Indes - Occidentales. L'Octroi, daté du 3. d'Août, & accordé pour vingt-quatre ans, était en grande partie assez conforme à celui de la Compagnie des Indes-Orientales. Du reste la nouvelle Compagnie était divisée en cinq Chambres ou Colléges. Vingt Directeurs étaient à la tête de la Chambre d'Amsterdam, qui formait les quatre neuviémes de la Société. La Chambre de Zélande administrait deux neuviémes par douze Directeurs; & quatorze Directeurs étaient chargés de l'administration des Chambres de la Meuse, de la Nord - Hollande, & de la Frise avec Groningue. & les Ommelandes, chacune pour un neuvième. Pour les affaires d'une grande importance l'on convoquerait une assemblée de dix-neuf Personnes, huit de la Chambre d'Amsterdam, quatre de celle de Zélande, & deux de chacune des trois autres; les Etats-Généraux nommeraient la dix - neuviéme personne. Chaque Directeur

& principal Intéressé devait, pour la Chambre d'Amsterdam, avoir dans les fonds de la Compagnie un Capital de six mille Florins, & de quatre mille florins pour chacune des autres Chambres. La Compagnie était affranchie pour huit ans de tous droits d'entrée & de sortie. Les Etats protégeraient sa navigation & son commerce par seize Vaisseaux de guerre & quatres Jachts, auxquels elle ajouterait un pareil nombre de Jachts & de Vaisseaux de guerre. Un an plus tard on lui accorda le privilége exclusif de la traite du Sel à Punto del Rey; mais Hoorn, Enkhuizen & Medenblik s'opposerent avec tant d'instance & de sermeté à cette exclusion, qu'on se vit obligé de leur permettre la traite libre de cette denree; faveur dont cependant ils retirèrent peu d'avantages, par les obstacles qu'ils rencontrèrent du côté des Espagnols. Nous aurons peut-être occasion de parler par la suite des Expéditions de cette Compagnie, qui, malgré tous les encouragemens qu'elle venait de recevoir, ne sut cependant en état de mettre une flotte en mer qu'en l'année 1623.

1622.

La Campagne de 1622, ne fut ouverte par les Etats, qu'au mois de Mai, encore ne se fitil rien de fort considérable. Spinula de son côté assiégea Bergen - op - Zoom, mais sans succès, le Prince Maurice l'ayant foscé à lever le siège, qui avait déjà duré près de trois mois. Cependant le Prince lui-même ne fut pas plus heureux dans différentes entreprises qu'il avait formées sur Bois - le - Duc, Hulf & Anvers.

GROTIUS cependant, qui s'était retiré en Gratius publie son France, y avait travaillé a son Apologie. Cet Apologic.

ou-

ouvrage, dans lequel il justifiait pleinement sa conduite & celle des autres personnes qui, de son tems, avaient eu part à l'administration publique, fut envoyé avec les plus grandes précautions à Amsterdam pour y être imprimé secrétement. Des lettres de l'auteur ayant été interceptées découvrirent le mystère. L'impression arrêtée à Amsterdam sut reprise & achevée à Haorn. Cette fameuse Apologie parut au mois de Novembre de cette année. Auffitôt fut publié un Edit qui interdisait sous les peines les plus sevères le débit & la lecture du livre; cette désense n'empêcha pas qu'il ne sut lû & gouté; & il s'en fit même un débit si considérable, que l'on se vit obligé d'en réitérer plusieurs sois l'impression. Ce même Edit avait déclaré l'auteur punissable en son corps & en ses biens: une rigueur aussi excessive engagea Grotius à implorer la protection de Louis XIII. qui se fit un vrai plaisir d'en assurer ce grand homme. Jean de Haan, qui avait été Pensionnaire de Harlem, & qui, ayant heureusement dérobé sa tête au coup qui la ménaçait, était devenu Conseiller du Duc de Holstein, pensait que Grotius dans son Apologie ne s'était point assez clairement expliqué sur les véritables causes des changemens faits dans le Gouvernement de la République. "L'auteur, , aurait dû, disait-il, montrer hautement quel , était celui qui depuis longtems couvait ce pro-, jet en lui-même, pour parvenir à une auto-, rité plus étendue ou même arbitraire, par , l'anéantissement des droits & des priviléges du , Pays, & en sacrifiant à son ambition les Pa-, triotes que l'âge, le mérite & la fidélité di-" stin-

, stinguaient le plus. " * On voit au moins par là combien certaines personnes, affectionnées à l'ancien gouvernement, en voulaient à celui qu'elles regardaient comme le principal auteur des changemens de l'année 1618. Animosité cependant qui se montra avec des signes bien plus évidents encore, lorsqu'au mois de Février de l'année 1623, on eut découvert une conspiration contre la vie du Prince Maurice, & que l'on eut reconnu parmi les complices des personnes qui avaient été dépouillées de leurs emplois lors de ces changemens, & d'autres généralement avouées pour être du parti Rémontrant.

contre les jours de Maurice.

Attentat Guillaume van Oldenbarneveld, Seigneur de Stoutenbourg, le plus jeune des fils du Pensionnaire; était le chef & l'ame de ce détestable complot. Quoiqu'avec bien des peines, cet esprit inquier & violent avait su faire entrer dans ses vues de vengeance son frère - ainé Reinier van Oldenharneveld, Seigneur de Groeneveld. Tous deux, après la funeste mort de leur père, avaient été privés de leurs emplois, malgré la promesse de Maurice de les protéger tant qu'ils se conduiraient bien. Dépouillés de leur fortune par la confiscation des biens de leur père, fuis

^{*,,} Grotius au contraire, dit notre Auteur, pensait que l'Etat actuel des affaires en France ne lui permettait pas " d'écrire avec plus de liberté ou moins de circonspection. " C'est que la guerre civile était allumée alors entre le Roi & les Protestans de son Royanne, qui demandaient des secours aux Etats-Généraux; & l'on ne sent que trop que, pour se conserver la protection de la France, Grotius était obligé de ménager ses anciens maîtres, ceux du moins qui l'étaient alors de la République.

de tous ceux qui prétendaient aux faveurs & aux graces de la Cour, les deux frères résolurent de se venger d'un seul coup & du supplice de leur malheureux père, & des maux qu'ils en souffraient eux-mêmes. Stoutenbourg, plus impétueux que son frère, qui n'était pour ainsi dire que passif dans toute cette affaire, ne tarda pas à trouver nombre de complices, auxquels il présenta le spécieux prétexte du bien public, & la facilité de faire dans la Régence de nouveaux changemens. Parmi les principaux Conspirateurs l'on compte Adrien van Dyk, qui avait été Sé- Noms des crétaire de Bleiswyk; David Korenwinder qui a principaux vait occupé le même poste à Berkel, Seigneu-de la conrie appartenant à la Dame de Barneveld.; Adrien juration. van der Dussen, marié à la fille de feu Elie van Oldenbarneveld, frère du Grand - Pensionnaire, & lui-même Pensionnaire de Rotterdam; Kors Janszoon van Alfen, gros Marchand de Hareng à Rotterdam; Henri Slatius, qui avait été Ministre à Bleiswyk, & son beau-frère Corneille Gerritszoon van Woerden, Menuisier à Rotterdam, Jean & Abraham Blansaart, Guillaume Parthy, & quelques autres le trouvèrent avoir

IL serait trop long de donner un détail circonstancié de cette conjuration qui, de l'aveu de du Maurier,, fut une des plus grandes qui " se fut faite de long - tems. " Le dessein avait été formé d'assassiner le Prince à Ryswyk, lorsqu'il monterait dans son carosse ou qu'il en descendrait. Les deux Blansaart & Parthy, aidés de trois matelots gagés par les conjurés, devaient faire le coup. Si l'on s'en fut tenu au nombre des

eu connaissance du complot.

des complices que l'on avait déjà, il est assez probable que l'assassinat projetté n'eut que trop malheureulement réuli; mais l'on engagea quatre autres matelots à prêter la main a cet attentat, sans leur en découvrir pourtant les circonstances, ni contre qui il était formé. Effrayés du danger auguel ils allaient s'expoler, ceux-ci

convert, & laplapart des punis,

Le com-résolurent de découvrir au Prince ce qu'ils sap'ot est dé-vaient du complot. L'on donna aussitôt les ordres nécessaires pour s'assurer des Conjurés. Corneille Gerritszegen & les trois premiers matelots, conspira. dont on a parlé, surent découverts & arrêtés dans teurs sont une auberge, où ils s'étaient rendus pour s'abboucher avec les quatre autres matelots. Ils avouerent toutes les circonstances du complot qui leur étaient connues, & reçurent ensuite la punition qu'ils n'avaient que trop méritée. Steutenkourg & van der Dussen, les moins à plaindre de tous les conjurés, parce qu'ils étaient les plus coupables, eurent l'adresse, quoiqu'avec bien des peines, d'échapper à toutes les recherches de la justice. Ils se retirerent dans le Brabant, où l'Archiduchesse Isabelle leur accorda sa protection. Stoutenbourg se rendit Catholique, & porta ensuite les armes contre sa patrie en faveur des Espagnols. Monsieur de Groeneveld, l'ainé des fils du Pensionnaire, sut arrêté dans l'Isle de Vlieland, déguisé en pêcheur, & conduit à la Haye sous forte escorte. Il avoua d'abord tout ce qu'il savait de la conspiration, de sorte qu'il ne sut point appliqué à la question. Il fut condamné à perdre la tête *. Il marcha courageusement

L'on assure que la Mière de Mobsseur de Groeneveld, 28-

à la mort; & s'adressant au peuple, Le désir de la vengeante, dit-il, & de mauvais conseils m'ont amené où je suis. Si j'ai offensé quelqu'un, je le prie au nom de mon Sauveur de vouloir bien me pardonner. Un moment avant l'exécution, & tandis qu'il abaissait son bonnet sur ses yeux, on l'entendit prononcer ces mots, ô Dieu, quel homme j'ai été, & que suis-je maintenant! Patience! ajouta-t-il encore en joignant les mains; mais

accompagnée de son épouse & de son fils, alla se jetter aux piés du Prince pour lui demander la grace de cet infortuné Seigneur. Maurice leur parla avec bonté, mais se crut obligé de laisser à la justice à disposer du sort de tous les coupables. L'on ajoute que s'adressant à Madaine de Barneveld il lui temoigna sa surprise de ce qu'elle faisait pour son fils une démarche qu'elle avait resusé de faire pour son mari. Cette femme généreuse ne répondit que par ce peu de mots; mon mari n'était point coupable. L'on pourrait même croire que Groeneveld ne l'était guères lui-même, & que tout son crime consistait à n'avoir point été le délateur de son frère; c'est là du moins ce qu'en ont pensé bien des gens, & da Maurier entr'autres. Il est sûr au reste, qu'il ne fut point traité comme l'on traite d'ordinaire les criminels. " Il fut conduit à l'échaffaut, dit Mr. Wagenaar, sans " être lié; le chapeau sur la tête, & l'épée au côté. " L'on observe aussi que, s'étant mis à genoux pour saire sa prière, il se plaça non du côté ordinaire, mais le visage tourné vers la maison de son Père. Quelques - uns dans cette particularité crurent appercevoir une marque de sa piété filiale, & un aveu de son innocence & du sacrifice qu'il faifoit volontairement de sa vie à la mémoire de ce grand homme. Monsieur de Groeneveld était Grand-Maître des Eaux & Forêts de Hollande, & Chevalier de l'Ordre de S. Michel, que le Roi de France lui avait conféré en considération des services que lui avait rendus Monsieur de Barneveld. Il sut exécuté le 29. de Mars. Son Corps couvert d'un drap noir & porté chez lui par quatre messagers d'Etat, sut enterré la nuit suivante dans le tombeau du Pensionnaire son Père.

Tome II Mm

à peine il avait eu le tems de prononcer ce dernier mot, que l'exécuteur d'un teul coup lui abbarit la tête. Van Dyk & Korenavinder furent de même décapités; mais leurs cadavres furent ensuite écartelés, & leurs têtes exposées au bout d'une perche. De tous ceux qui avaient attenté à la vie du Prince, le seul Groeneveld mérita d'être plaint & regreté, tant parce qu'il était moits coupable que les autres, que parce qu'il s'était fait généralement aimer par son assabilité & sa douceur.

Statius, déguisé en paysan & couvert d'une grosse bure, sur arrêté dans le Comté de Dienthe, où on le prit d'abord pour un espion *; mais ayant été transféré en Hollande il y sur bientôt reconnu. Son portrait gravé en cuivre & le représentant dans son habit de Paysan, ne tarda pas à paraître & à être vendu publiquement. Dans la prison lui & Jean Blansaart écrivirent avec aigreur contre les Rémontrans; ils croyaient par ce moyen obtenir leur grace; mais

Il s'était arrêté dans un cabaret du Village de Rolde près de Karerden, pour y boire un pot de bierre. La vue de quelques soldats, cui y étaient pour attendre un convoi d'argent venant de Groningue, effraya tellement ce malheureux, qu'il paya sa bierre suns la boire, & se sauva à travers champ. L'ossi ler étant rentré & apprenant de quelle manière le prétendu paysan s'était retiré, le soupçonna d'être espion, & le sit poursurre. Si le pauvre Slatius, qui témogna par la suite tant d'assurance & d'audace, avait en celle de bore transpillement sa bierre, il est probable qu'il aurait conservé su tête. Au reste cette avanture a donne l'eu à un princerbe entre les biberons Hellandais, qui, pour proforcer le pla sir de bien boire, disent, je veux point respendit à Slatius & abandonner mon cout.

ils se trouvèrent trompés, & le 5. de Mai Slatius, les deux Blansaart & Parthy eurent la tête tranchée. Le corps de Slatius fut exposé sur la roue; & sa tête au haut d'une perche. Quinze personnes périrent par la main du bourreau. pour avoir été complices de la conjuration, ou en avoir eu seulement connaissance. Le dernier du mois de Mai on célébra dans toutes les Provinces de l'Union un jour solemnel d'actions de graces, pour remercier le Ciel de l'heureuse découverte de cette Conspiration abominable & barbare. Les Rémontrans n'ont pû desavouer que quelques - uns de leurs frères ont eu part à cet attentat infame; mais d'un autre côté l'on apporte pour leur justification, qu'il fut aussi découvert par d'autres personnes de leur société; les quatre matelots qui en avertirent le Prince étant eux - mêmes Rémontrans. Les Etats - Généraux, pour les en récompenser, donnèrent à chacun d'eux une gratification de six cent florins; outre une solde de quinze florins par mois. Ils les recommandèrent de plus aux Colléges de l'Amirauté, qui eurent ordre de les avancer, préférablement à tout autre, aux postes de marine qu'ils seraient jugés capables de remplir. A tous ces dons, le Prince ajouta une médaille d'or pour chacun des quatres matelots, de la valeur de quatrevingt florins, sur laquelle étaient son buste & ses armes; & leur donna de plus une épée argentée.

Le reste de l'année 1623, la guerre sut assez faiblement poussée de part & d'autre; l'ennemi ne forma même d'entreprise un peu importante que celle de reduire Amsterdam en cendres, en y saisant mettre le seu à dissérents quartiers à

Mm 2

la

la fois, & principalement aux Vaisseaux qui se trouvaient dans le port. Par bonheur cette entreprise aussi hardie que peu glorieute, sut découverte à tems, & ne laisse aux Espagnols que la

honte de l'avoir projettée.

1624.

L'HYVER avait été cette année extrêmement rigourcux, & au mois de Janvier de l'année suivante 1624. la digue du Lek (Lekdyk) se rompit à un demi mile au dessus du Vaart, ce qui causa une inondation, qui couvrit dans les Provinces d'Utrecht & de Hollande toutes les terres qui s'étendaient au Nord & au Nord - Quest jusques à Amsterdam. L'ennemi profita des fortes glaces pour faire une descente dans le Veluwe, où cependant il n'exécuta pas grand' chose, le froid excessif lui ayant même causé de grandes incommodités. Au mois d'Août Spinola vint mettre le siège devant Bréda. Maurice, qui venait de prendre Cléves & Gennep, fit avancer son armée en automne pour forcer Spinola à lever le siège; mais il arriva trop tard pour se saisir d'un poste avantageux près d'Oosterhout; l'Espagnol l'ayant prévenu en faisant occuper ce poste par une partie de son armée. Maurice cependant qui avait son camp assez près de celui de l'ennemi, ne pouvant ou n'osant l'attaquer, voulut surprendre Anvers. Il fit partir pour ce dessein mille fantassins & deux cens Cavaliers, qui pour micux tromper les paysans, s'étaient habillés à l'Espagnole. Ils escaladèrent la ville de nuit, mais ils furent bientôt découverts & repousses. Très - mécontent d'avoir manqué cette entreprise, & de n'avoir pu forcer Spinola à lever le siège de Bréda, le Prince partagea

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 549

gea son armée en deux corps, qu'il confia à Frédéric-Henri, & à Ernest-Casimir, & revint à la Haye au mois de Novembre, attaqué de la Mort du maladie dont il mourut quelque tems après *. Prince Maurice. Son frère Frédéric-Henri, qu'il avait institué son héritier, succéda à ses dignités comme à ses 1625: biens. Peu avant sa mort il avait engagé & presque forcé ce Prince à épouser Amélie; sille de Jean Albert, Comte de Solms. Frédéric-Henri était, dit-on, si peu porté à cette alliance, que pour l'y engager, Maurice, à ce que quelques-uns prétendent, le menaça d'épouser lui-même une jeune Demoiselle, dont il avait quelques ensans naturels, qui déclarés alors légitimes, auraient privé ce Prince de la riche succession de son frère.

Le Prince Maurice, qui n'avait jamais été marié, laissa de N. de Malines, d'une famille noble du Brabant, plusieurs enfans naturels. Les deux ainés, Guillaume & Louis, se sont rendus célèbres. Il les avantagea aussi plus que tous les autres; outre plusieurs Seigneuries qu'il leur laissa par son testament, il sit à chacun d'eux une

Les uns attribuèrent au poison la mort de ce Prince, arrivée le 23. d'Avril 1625. Les autres au chagrin de n'avoir pu surprendre Anvers ni faire lever le siège de Bréda. D'autres ensin au déplaisir d'avoir vû échouer ses projets de souveraineté. Son corps ayant été ouvert immédiatement après qu'il su expiré, l'on n'y découvrit aucune trace de poison; mais l'on trouva dans le soye une tumeur très-dure, ce qui sit juger qu'une obstruction dans ce viscère était la cause prochaine de la mort de ce Prince. Il était alors dans la cinquante huitième année de son âge, & avait gouverné la République pendant quarante & un an.

Mm 3.

rente annuelle de cinq mille florins, réversible à leurs héritiers. A cinq de les Batards, comme ce Prince les nomme lui-même dans un Codicille séparé, il légua des pensions annuelles de quatre, de trois, & de deux mille florins. Lo corps de son Excellence fut, comme il l'avait défiré, dépolé à Delft dans le tombeau de son Père. Le même jour, 16. Septembre, l'on prononça à Leyde son oraison funcbre, mais l'historien remarque que les Etats ne portèrent point les frais de la cérémonie.

lauts.

, TELLE fut la fin de Maurice, Prince d'Odu Prince, range, & le premier Stadbouder sous le Goules vertus , vernement des Etats: car, ajoute M. Wage-& ses de- ,, naar, son l'ère avait été revêtu d'une dignité , plus éminente dès le commencement de la guer-, re, & après que par un Edit public l'on se , fut entièrement soustrait à l'obéissance du Roi , d'Espagne. Aussi Guillaume I. n'avait jamais ,, reçu des Etats, comme son fils, la Commis-, sion de Stadhouder. Maurice sut généralement , regardé comme un des plus grands Capitai-, nes de son siécle. Rarement il manqua de , prudence & de courage. Il porta l'art de la guerre à un plus haut dégré de perfection, , que ne l'avait pû faire personne avant lui. Avant la trêve surtout, il contribua beaucoup à affermir l'Etat. Après l'expiration de la trêve, le mauvais état des finances de la ,, République, ne permit pas de faire tête à , l'ennemi avec autant de vigueur qu'aupara-, vant, ce qui empêcha Maurice de se livrer ,, à toute son ardeur martiale, qui peut-êtro , s'éteignait aussi avec l'âge. D'ailleurs l'on 22 n'était

DE LA HOLLANDE CHAP. X. 551

, n'était plus si étroitement allié avec la France & l'Angleterre. A tous ces obstacles l'on , pourrait, peut-être, ajouter encore, que ceux , qui, par la conduite du Prince, avaient pris le timon des affaires après les changemens de l'année 1618. craignaient eux-mêmes le trop , grand accroissement de son pouvoir, & que , cette crainte les rendait moins ardents à pous-, ser la guerre; ce qui ne pouvait être que , très - desagréable à Maurice. Il conçut un , violent dépit du mauvais succès des affaires de , la Bohême & du Palatinat, de même que du , siége de Bréda, qu'il n'avait pû & qu'il déses-, pérait de faire lever. Tous ces motifs le , rendirent, vers la fin de sa vie, fâcheux & , d'un commerce difficile; ce qui occasiona les , bruits qui coururent qu'il était mort de chagrin. Dans la force de l'âge Maurice était , robuste & infatigable. Il paraissait plus pe-, tit qu'il ne l'était réellement, à cause qu'il , était fort gros & fort replet. Il avait le vi-, fage vermeil, & la barbe blonde, qu'il por-, tait assez grande & quarrée. Le jeu des , Echecs était l'un de ses amusemens favoris; il , s'y divertissait souvent quand il n'était point , en campagne, & surtout pendant la trêve. , Plus franc & plus ouvert que son Père, il , était aussi plus violent & plus emporté que , ce grand homme. Des personnes qui l'ont , particulièrement connu, témoignent qu'il avait , l'art d'allier une prudente économie à l'éclar , d'une cour toujours magnifiquement entrete-, nue. Il aimait la raillerie, & honorait d'une , estime particulière les mathématiciens & les Mm 4 23 fa-

, savants Ingénieurs. Il disposait ordinairement , en faveur de ses domestiques des Emplois qui , venaient à vaquer dans ses domaines; loin do , vouloir se faire des amis & des créatures, , parmi les Magistrats des villes, en leur confiant , ces emplois, comme l'ont fait quelques - uns , de ses successeurs. Quelques - uns représentent , ce Prince comme naturellement foupconneux , Mais il parait que ce reproche n'a été fondé , que sur ce qui lui échappa quelquesois contre , Barneveld, qu'il semblait soupconner d'entre-, tenir des intelligences criminelles avec l'E-, spagne. On lui reproche encore de n'avoir pas été quelquesois assez affable & assez populai-,, re. Le Président Jeannin, dans quelques-, unes de ses lettres, fait souvent l'éloge de sa , sagesse & de sa probité. Il ne cherchait, dit-, il, que par les voyes de douceur à obtenir ce qui l'intéressait personnellement. Cependant " ce qui se passa en 1618. & 1619. a fait por-, ter à plusieurs de ses Contemporains, & à la , plupart de ceux qui sont venus après lui, un ,, jugement tout contraire. La mort de Barne-, veld, dont tout le blâme fut rejetté sur le Prin-, ce, excita d'abord de grands mécontentemens parmi plusieurs, & fut généralement regardée ,, comme un moyen trop violent d'avancer sa , puissance & son autorité. La postérité n'en " a point porté un jugement plus favorable, & , à ses yeux, la gloire acquise par Maurice pen-, dant la guerre, peut à peine compenser en , quelque sorte la honte dont ce Prince s'est cou-, vert, par une sentence aussi sevère contre cet , ancien Serviteur de l'Etat. 14

CHA.

CHAPITRE XI.

Commençant au Stadhouderat de FRE'DE'-RIC-HENRI en 1625. & finissant à la Paix de Munster en 1648.

RE'DE'RIC-HENRI, Prince d'Orange, Frédéries avait quarante & un an accomplis, lorsqu'il Henri veut fut revêtu de la plupart des Dignités dont l'a que l'on pousse avec vait été son frère. Ce Prince qui avait passé vigueur une grande partie de sa vie dans le tumulte des la guerre armes, dont il entendait le métier à fonds, ré-contre solut de pousser la guerre avec plus de vigueur l'Espagne. qu'on ne l'avait fait depuis l'expiration de la trêve; mais pour y engager les Etats, dont les finances étaient très-dérangées, il fallait user de prudence. Né d'une mère Française, & flatté lui -même de bonne-heure par la Cour de France, il sut, mieux que son Frère, se servir de l'influence & du crédit qu'il y avait, pour intéresser cette couronne aux affaires de la République. Aussi parvint-on bientôt par son moyen à conclure différents traités avec la France & même avec la Grande - Bretagne, qui procurèrent de grands avantages à l'Etat. Frédéric-Hemi s'était assuré des secours étrangers, mais il comprit. que, pour faire la guerre avec succès, il fallait que le repos & la concorde regnassent dans l'intérieur de l'Etat. Le meilleur moyen de les y appeller était, non de favoriser l'un des partis au préjudice de l'autre, mais de les ménager assez Mmr

tous les deux, pour laisser aux Rémontrans l'espoir de se relever un jour de l'oppression où ils étaient, & à leurs antagonistes l'idée flateuse qu'ils conserveraient toujours la supériorité qu'ils s'étaient acquise sous le précédent Stadhonderat. Suivant les vues de cette sage politique, il voulait peu-à-peu détruire les mécontentemens de plusieurs personnes, en rétablissant de tems en tems quelques - uns des Magistrats déposés. D'ailleurs, loin de presser l'exécution des Edits rigoureux portés contre les Rémontrans, ce qu'il ne fit jamais, il voyait avec plaisir qu'ils s'enhardissent dans plusieurs villes à tenir publiquement leurs assemblées. Par ce sage tempérament il gagna le cœur & la confiance des mécontents, qui, se voyant rétablis ou espérant de l'être n'avaient aucun motif de se plaindre de la conduite du Prince; tandis que d'un autre côté ceux de l'Eglise dominante, apprenaient par son exemple à être modérés. Aussi l'on vit bientôt cesser toutes ces violences & ces animolités, qui avaient si long-tems troublé l'Eglise & l'Etat. Une conduite aussi prudente affermit & augmenta même son crédit & son autorité, bien plus que s'il avait favorisé l'un des deux partis au préjudice de l'autre.

Prise de Le siège de Bréda durait encore, & Spinola Breda pars'était si bien retranché qu'il sut impossible à Spinola. Frédéric-Henri de le sorcer à lever le siège, ou de jetter quelques secours dans la place, où les vivres commençaient à manquer. Il donna donc ordre à Justin de Nasjan, son frère naturel, qui commandait dans la ville, de faire une capitulation honorable. Le 2. d'Août le traité sut signé,

& le s. du même mois, Bréda fut évacué aux Espagnols; la garnison Hollandaise en sortit avec tous les honneurs de la guerre, tambour battant, mêche allumée & drapeaux déployés. Ce siége avait couté des sommes immenses aux Espagnols & aux Etats, mais les premiers se trouverent si épuisés après, qu'ils se virent eux - mêmes forcés de n'agir plus que défensivement, ce qui mit le Prince en état de dédommager suffisamment la République dans les campagnes suivantes de la perte qu'elle venait de faire de Bréda. Cependant le Gouverneur de Nimégue pour les Etats, avait eu le bonheur de s'emparer par surprise de la ville de Goch *, le 18. de Janvier 11 ne se passa rien de plus cette année sur terre, Les expéditions maritimes ne furent guères plus brillantes. Willekens s'était emparé en 1624. sur la côte du Bresil de la Baie de tous-les-Saints & de St. Salvador; mais par la négligence de ceux à qui l'on avait confié le commandement de ces deux places, elles furent reprises l'année suivante par l'ennemi.

L'Année 1626, ne fut guères plus fertile en exploits. Ernest - Casimir emporta Oldenzeel, dont il sit détruire les fortifications. Les Espagnols tentèrent de leur côté de surprendre l'Ecluse, mais ils surent vigoureusement repoussés. Le 23. de Mai la Princesse d'Orange accoucha d'un sils, qui sut nommé Guillaume, & qui succéda à son Père.

* J'ai mis Goeb d'après Mr. Wagenaar, quoique ses deux-Redacteurs disent que ce sut Goes que surprirent les troupes des Etats. Cette dernière ville est en Zelande, au lieu que Goeb est dans le pays de Cléves.

1625.

Père. L'on vit bientôt aussi quelques exemples des bons effets que procurait le Gouvernement modéré du nouveau Stadhouder. Van der Myle eut la permission de revenir demeurer à la Haye, &, à la prière de Frédéric - Henri, il assilta au convoi funèbre du Prince Maurice; c'était, pour ainsi dire, avertir les autres de ce qu'ils pouvaient espérer eux - mêmes. Hogerbeets à la recommandation du Prince, fut tiré du château de Loevestein, & conduit à une de ses maisons de Campagne *, qu'on lui donna pour prison. Mais il ne jouit guères de cette faveur, étant mort cinq semaines après, agé de soixante-quatre ans; peu après ses enfans obtinrent la permission de racheter, pour une certaine somme, la confiscation de ses biens. Cette même année l'on donna à Nicolas Reigersberg Beau-frère de Grotius, une charge de Conseiller au Haut-Conseil. Des commencemens aussi heureux firent espérer aux Rémontrans, qu'ils pouraient bientôt le relever tout-à-fait. Ils s'enhardirent même dans plusieurs villes à s'assembler publiquement, ce qui donna lieu à quelques émeutes, & engagea les Etats à renouveller les Edits, qui pourtant ne furent nulle part rigoureusement exécutés.

Au mois de Juillet de l'année 1627. le Prince ce d'Orange entreprit le siège de Gral, place Le Prince que Spinola avait extraordinairement fortissée. d'Orange estimate de le se rendit à composition le 19. prendGrol. Août après avoir soutenu un assaut. La garnison sortit avec tous les honneurs de la guerre,

8

A Weer près de Wassenaar dans le voisinage de la Haye.

& fut conduite à Wézel, où le Gouverneur, Mathieu van Dulken qui avait défendu Grol avec bravoure & y avait reçu une blessure, se rendit en carosse. Herman Otton, Comte de Styrum, lui succéda dans ce Gouvernement. Cependant Spinola avait formé le projet de surprendre Zuidbeveland en Zélande, mais son entreprise échouz par le soin que l'on eut de lui opposer plusieurs forts, élevés par les ordres de Frédéric - Henri. Le reste de cette année & la suivante, l'on ne fit de part & d'autre rien de fort important; & si l'on excepte une entreprise de l'ennemi sur Bergen - op · Zoom, qui pourtant ne lui réussit pas, le tout se réduisit à quelques incursions, faites par la cavalerie des deux partis. Sur mer les succès avaient été plus brillants. La Compagnie des Indes Occidentales avait équippé une Hein s'emflotte de trente & un vaisseaux, dont elle don-pare de la na le commandement au fameux Pierre Hein. d'Argent, Il avait ordre de guetter la flotte d'argent à son retour en Espagne, & de s'en emparer s'il était possible. Le 8. de Septembre il découvrit cette riche flotte, qui pour éviter de tomber entre les mains des Hollandais, se retira dans la Baie de Matanza* où échouerent la plupart des Vaisseaux Espagnols. A peine Pierre Hein se fut montré. qu'à la seconde décharge tous les Vaisseaux se rendirent le 9. de Septembre, presque sans coup férir. Ce riche butin, qui fut apporté à Amster-

Cette Baie nommée aussi Mataca ou Mantaca, est située sur la côte septentrionale de l'Île de Cuba en Amérique; c'est là que vont d'ordinaire faire de l'eau les Galions qui retournent en Espagne.

1628.

dam & mis dans les magazins de la Compagnie des Indes Occidentales, consistait en plusieurs caisses d'argent, en or, perles, pierreries, indigo, cochenille, bois de teintures & autres marchandises. Le tout fut évalué à onze millions cinqcens neuf mille, cinq cens vingt - quatre florins; non compris tout ce dont l'Equipage s'était furtivement emparé, dont cependant ensuite une partie sut recouvrée *. L'on célébra en Hollande un jour solemnel d'actions de graces, l'on v fit des réjouissances publiques; les Officiers de la flotte & l'Equipage furent récompensés, & Pierre Hein fut promu au grade de Lieutenant. Amiral de Hollande.

Ansfer-AGTH.

Troubies à Les Rémontrans se donnaient cependant de jour en jour de plus grandes libertés. A Rotterdam ils avaient deux temples publics. Point de Synode par conséquent qui ne livrat continuellement des mémoires aux Etats de Hollande, pour les prier de reprimer ce qu'ils appellaient les insolences Arminiennes +. Les Rémontrans de leur

* " Cette prise, dit du Maurier p. 3.16. sans compter les , Vaisseaux & les Gallions, sut estimée plus de vingt millions, , (argent de France). Il y avalt entrautres richesses trois " cens cuiquante six mille marcs d'argent; trois cens marcs ", d'or; quantité de perles, de cochenille, force bijoux précieux, beaucoup de Bezoar, de Musc, d'Ambre gris; deux , cens cinquante caisses de sucre, & une infinité d'Etosses & ", de marchandises de grande Valeur."

† Le Hollandais die Arminiaansche Stoutigbeden; dans tous les tems, dans tons les Pays, le Clergé dominant à toujours cherché à accélérer l'oppression de ses adversaires par des dénominations odieuses, sans considérer qu'il est des cas, ou ces dénominations recombent indirectement sur le Souverain; & qu'il est de la prudence autant que du devoir, de

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 759

côté livraient d'autres mémoires pour demander un culte public séparé. Les Etats de Hollande renvoyaient prudemment les uns & les autres à leurs Magistrats particuliers. Cependant les plaintes des Contre-Rémontrans continuant toujours, on leur promit, pour s'en débarrasser, de tenir la main à l'exécution des Edits; mais les tens étaient changés, & le soulèvement arrivé à Amsterdam à cette occasion, sit bien voir qu'il était plus facile de renouveller les Ordonnances que de les faire exécuter. Dès l'année précédente quelques personnes qui favorisaient le parti Arminien étaient entrées dans la Magistrature de cette grande ville. Les zélateurs du parti contraire, Ministres & autres, en firent paraître le plus grand mécontentement. Un de ces Ministres, Adrien Smout, osa prêcher publiquementque l'on rappellait le Cheval de Troye: Soit que par cette allusion il désignat les nouveaux Magistrats, soit qu'il n'eut en vue que les Rémontrans, ou même le célèbre Grotius, que l'on travaillait à faire revenir dans sa patrie, Smout mé-

respecter jusques à son silence sur des choses, qui ne tendent pas ouvertement à troubler l'Etat. Or tel était le cas des Rémontrans du tems de Frédéric-Henri; le Souverain ne vou-lait pas leur accorder l'exercice public de leur Religion, mais il fermait prudemment les yeux sur la connivence des Magistrats de quelques villes, qui toléraient qu'ils s'assemblasfent ouvertement pour vaquer à leur culte; c'était aux Ministres de l'Eglise dominante à suivre l'exemple de leurs Maîtres & à se taire. Mais comment le Clergé dominant se serait-il tû alors? De nos jours on a vu, à propos d'un Roman, étranger, rappeller les Arminiaansche Stoutigheden avec une aigreur, peu digne du dix huitième siècle & de la modération qu'il prêche & qu'il voit regner assez généralement.

méritait correction. La populace excitée par les prêches séditieux de ses Pasteurs, avait à deux reprises grossièrement troublé le culte des Rémontrans, que le Magistrat avait chaque fois protégés en leur envoyant quelques troupes de la garnison ordinaire. La résistance enflamma le zèle des mécontents, & l'on se vit obligé, pour tâcher de ramener la paix, d'augmenter le nombre des Weardgelders, & de prier le Prince d'envoyer à Amsterdam quelques Conspagnies de troupes réglées *. Bien-loin cependant que la tranquillité fut rétablie, les ordres du Magistrat pour faire prêter au commencement de l'année 1629. un nouveau serment par la Bourgeoisie, excitèrent bientôt de nouveaux troubles. Les Ministres attifaient le feu de la sédition; & Smout ofa prêcher encore, & soutenir devant les Bourguemaitres qui l'avaient cité, qu'ils étaient les perturbateurs d'Israel, qui, comme Roboam, avaient méprisé le conseil des anciens +. Cette audace qu'au-

Si la nouvelle garnison ne sit pas d'abord cesser les disputes des gens d'Eglise & de leurs adhérants, elle rendit du moins un grand service à la ville, en appaisant une encute des matelots qui, peu contents de la part qu'on leur avait donné du butin pris sur la slotte d'argent, s'étaient attroupés pour exiger par sorce une rétribution plus considérable.

† Par ces anciens le turbulent Smout entendait, dit-il, parler du Bourguemaître Paus & de ceux qui penfaient comme lui. Quelque tems auparavant l'on avait répandu dans Amsterdam une pasquinade indécente, qui représentait toute la Régence de cette ville en trois classes. La première, que l'on disait favoriser les Arminiens, était la plus nombreuse; le faiseur de Pasquinade ne la remplissant que de Marants (Quanten). La seconde était celle des Indisferents, ou, comme dit de Hollandais, des Bonnets chancelants (Waggelmus-

qu'aucun zèle ne pouvait excuser, sut ensin punie, & le 7. de Janvier de l'année suivante il sut ordonné à Smout de sortir de la ville avant le soleil couché. Kloppenburg, autre Ministre, sut aussi chassé quelque tems après. Ce dernier cependant sut appellé à remplir une chaire de Prosesseur à Francker, après avoir habité quelque tems à Leide. L'ardent Smout ne sut plus appellé à la conduite d'aucune Eglise, mais la Régence d'Amsterdam, malgré toutes ses oppositions, sut condamnée à continuer de lui payer ses appointemens comme Ministre. Peu-à-peu cependant le repos se rétablit dans cette grande ville, où le Magistrat sut faire respecter son autorité par le moyen de la garnison entièrement dépendante du Prince, qui favorisait la Magistrature.

Les Rémontrans profitèrent prudemment de Les Armil'heureuse révolution qui s'était faite dans les niens bâtices Esprits en leur faveur; & en 1630, ils obtinrent per-glise & un mission de la Régence d'Amsterdam, de bâtir une Collège à Eglise, & peu après un Collège ou espèce de Amsterdm. Séminaire dans lequel la fameux Episcopius professa publiquement la Théologie Arminienne, depuis 1634. jusqu'à sa mort arrivée en 1643. A la Haye les Rémontrans jouissaient aussi d'une gran-

mussen. La troissème, à la tête de laquelle se trouvait le Bourguemaître Pauw, n'étoit composée que d'honnêtes gens, ou d'honnes pieux (vroomen). Le pasquin était terminé par ces mots latins, Rari certe boni, mis immédiatement après les noms des vroomen. Mots équivoques que l'on crut assezgénéralement alors, & que Mr. Wagenaar soupçonne lui même, avoir été ajoutés par le conseiller Reigersberg, pour ridiculiser ces prétendas (Vroomen) honnêtes ou pieuses gens.

Tome II Nn

grande liberté. Dès l'année 1627. Uitenbegaard avait présenté requête aux États-Généraux pour qu'il lui fut permis de le purget des accusations dont le chargeait la sentence prononcée contre lui. L'Assemblée jugea que la situation actuelle des affaires de la République ne permettait pas encore de révoquer en doute l'équité des jugemens portés en 1619. & sa requête ne fut point admise. Cependant il vivait à la Haye publiquement & sans que personne l'inquiétat; il y prêcha même plusieurs fois jusqu'à sa mort arrivée en 1644. Il est vrai que dans quelques villes, à Leide & à Harlem surtout, les assemblées des Rémontrans ne se faisaient pas si paisiblement, & qu'il se passa plusieurs années avant qu'on cessat de les troubler dans leur culte. Quelques Provinces, celle d'Overyssel surtout, resilterent aussi pendant long-tems. Cependant peu-à-peu l'esprit de modération gagna du terrein, leur liberté s'étendit, & les Synodes s'appercevant que le Gouvernement actuel n'était point disposé à pousser la persécution contre ce petit troupeau, cessèrent eux-mêmes de se plaindre des insolences Arminiennes. Ils se bornèrent alors à réveiller leur zèle contre les Catholiques, à qui l'on permettait aussi de plus grandes libertés qu'auparavant, & qui augmenterent encore considérablement après la fin de la guerre en 1648.

Fondation AVANT de quitter les Rémontrans nous croyde l'École ons devoir parler d'un autre Etablissement sait
illustre à Amsterdam, qui, sans les regarder personnelled'Amster ment, ne laissa pas de leur être favorable, &
d'augmenter les espérances qu'ils avaient déjà

con-

conçues. Le renouvellement du serment de la Bourgeoisie, dont nous avons parlé plus haut, avait engagé certaines personnes à s'adresser à. l'Université de Leide, pour avoir son sentiment fur la nature des engagemens que ce serment exigeait. Les Profesieurs avaient répondu d'une manière à ne point satisfaire la Régence. De là ces différends entre le Magistrat & la plupart des Ecclésiastiques de la ville, qui pensaient sur cette affaire comme l'Université. Messieurs d'Amsterdam, picqués contre les Professeurs qui avaient été d'un sentiment contraire au leur, résolurent de fonder dans leur ville un Collége, sous le nom d'Ecole illustre, dans Jequel la jeunesse de cette ville, serait instruite dans toutes les sciences qui pouvaient la rendre digne de servir un jour l'Etat & l'Eglise. De ce Collége ces jeunes gens pouvaient passer à l'Université, où il ne leur fallait que peu de rems pour prendre leurs dégrés. La ville de Leide s'opposa d'abord soitement à cet établissement; mais Amsterdam ayant sait voir, qu'il n'était par là porté aucune atteinte aux priviléges de l'Université de Leide; l'Ecole illustre fut fondée. Gérard Jean Vossius & Gaspar Barlæus y furent appellés pour remplir les premières chaires de Professeurs, celui-ci en Eloquence, l'autre en Histoire. Les Rémontrans furent très - charmés du choix que l'on avait fait de ces deux grands hommes. Tous deux s'étaient illustrés par leurs savants Ecrits, tous deux avaient été démis de leur Professorat à l'Université de Leide au commencement des troubles causés pour l'Arminianisme, ils ne pouvaient donc être contraires aux Ré-Nn 2 97:0%=

montrans. Aussi ces derniers résolurent de faire profiter de leurs leçons à la jeunesse Arminienne,

destinée au Ministère de l'Eglise.

Bois-le- La prise de la riche flotte d'argent, qui de-Frederic-Henri.

Duc affiégé vait cauter un grand vuide dans les finances du & pris par Roi d'Espagne, fit juger à Frédéric-Henri, que l'on pouvait recommencer à agir offensivement contre l'ennemi commun. Bois · le - Duc était une des plus fortes places des Pays-Bas. Elle était défendue par une forte garnison, & par un Gouverneur plein d'habileté & de bravoure. Pourvue de toutes les munitions de guerre & de bouche, elle était en état de soutenir le plus long siège. Maurice lui-même l'avait attaquée inutilement autresois, & cette considération même, jointe à la fituation de la place & aux fortifications régulières qui la défendaient, la faisaient juger presqu'imprenable. Frédéric - Henri, cependant résolut de l'assiéger. Le 29. d'Avril il sit investir la ville, qui, après s'être désendue avec le courage le plus opiniatre sous la conduite du brave Grobbendonk, se vit enfin forcée de capituler le 14. de Septembre. La Garnison, qui de son aveu même avait perdu plus de douze-cens hommes, sans compter un pareil nombre de blessés, se retira à Anvers; pendant qu'elle défilait, le Prince eut un court entretien avec Grobbendonk, auquel il donna les plus grands éloges sur son intelligence & sa bravoure pendant ce siège mémorable; lequel, ajoute notre Historien, si l'on considère tous les obstacles réunis qui le rendaient si difficile, ne pouvait réussir aussi beureusement que par la présence & l'exemple du Prince. , Mais ce qui fut de merveilleux, dit 212

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 168

du Maurier *, c'est que pendant que le Prince Henri · Frédéric était attaché à ce grand siège, le Comte Henri de Berghe ayant passé la rivière d'Issel avec une grosse armée, ravagea tout le pays d'Utrecht, où il s'empara d'Amersfort, & épouvanta tellement la Hollande, que plusieurs conseillèrent au Prince de quitter son entreprise de Bois-le-Duc, pour sécourir le cœur du Pays, désolé par les en-, nemis: mais il eut la constance de demeurer , jusqu'à ce qu'il se fut rendu Maître de cette , ville si considérable, sans s'émouvoir ni des , conseils de la plûpart de ses chefs & de supé-, rieurs, ni des lamentations des peuples sacca-

gés +". Le Colonel van Dieden surprit aussi Wezel emcette année la ville de Wezel pour les Etats. porté par

LE reste de cette campagne il ne se passa plus surprise. rien de fort important. Le célèbre Pierre Hein, Lieutenant qui avoit été envoyé avec une flotte vers les Amiral, côtes de Flandres, se trouva le 20. d'Août en-Pierre gagé dans un combat avec quelques vaisseaux Hein. ennemis, dont trois furent enlevés par les Hollandais; mais ils eurent le malheur de perdre ce grand homme, qui eut la gloire de périr les armes à la main en défendant sa patrie. Aussi la République qui se faisait alors une espèce de devoir d'immortaliser les Héros qui s'étaient signalés & étaient

Nn3

^{*} À la pag 347. de ses mémoires. † Frédéric · Henri répondit courageusement à ceux qui lui conseillaient d'abandonner cette glorieuse entreprise, qu'il aimerait mieux mourir que d'abandonner un siège qui avait dejà tant couté, & d'où dépendait & l'bonneur de l'Etas & le sien propre.

étaient morts à son service, lui sit ériger un superbe monument à Delft, où il avait été enterré avec beaucoup de pompe. L'E pagne & l'Infante firent proposer aussi cette année même le renouvellement de la trêve pour trente - quatre Frédéric - Henri, sans s'y opposer ouvertement, étuit bien éloigné d'y confentir. Les Ministres soutenaient dans des ecrits publics & dans leurs prêches, que la République n'était sas libre de faire une trêve avec le Roi d'Espagne. Ils alléguaient une raison assez singulière de leur éloignement pour la trêve. ,, Il y avait à craindre que les », Rémontrans ne levassent encore la tête, & , n'excitassent de nouveaux troubles, comme , ils avaient fait, disait on, du tems de la trê-,, ve de douze ans." De sorte que, malgré les souhaits de quelques-uns, qui défiraient la fin de la guerre, les négociations furent interrompues.

1630.

Les Etats-Généraux avaient, à la fin de la dernière campagne, sait une réduction considérable dans leurs troupes, que quelques-uns fai-saient monter alors à plus de cent-vingt-mille hommes, tant Cavalerie qu'Infanterie. La rédiction aurait été encore portée plus loin qu'ellene le sut sans les rémontrances du Prince. Cependant il n'entra point en campagne cette année 1630. Aussi ne se passa-t-il rien de fort important

Frédéric entre les armées de terre. Cette année n'en sut Brai pourtant pas moins glorieuse pour Frédéric - Henrepute dans ri. Il eut le bonheur de rentrer dans la possesla pussible sion de sa principauté d'Orange, dont cherchait de sa prin- a s'emparer Jean d'Osmale, Seigneur de Valkenchaste bourg, qui en était Gouverneur pour le Prince.
d'Orange.

Mais par la résolution & la bonne conduite de son conseiller, Jean de Knuit, il réussit à se défaire de ce traître, qui jusques là avait seul joui des avantages de cette principauté, & n'avait laissé à son Maître qu'un vain titre, dont il cherchait même à le dépouiller *. Cette même année encore les Etats-Généraux, pour faire voir au Prince combien ils étaient satisfaits de ses services, donnèrent la charge de Général de la Cavalerie à son fils Guillaume, qui n'avait pas encore atteint sa quatrième année.

S'IL ne se passa rien de fort important sur Expédition terre, les avantages remportés sur mer compen- du Brésil. sèrent suffilamment cette espèce d'inaction. La Compagnie des Indes - Occidentales, devenue plus entreprenante depuis que Pierre Hein avait si heureusement enlevé la riche flotte d'Espagne, mit bientôt en mer une nouvelle flotte, qui s'empara d'Olinde & de quelques-autres forts sur les côtes du Brésil. Ces succès rendirent la compagnie si puissante, qu'elle sembla vouloir l'emporter sur celle des Indes-Orientales, & que quelquefois même elle distribua à ses intéressés des Dividendes que celle-ci aurait eu peine à fournir.

En 1631. Frédéric-Henri voulut s'emparer 1631. de Dunkerque, d'où les Corsaires ennemis cau-saient de grandes pertes à la navigation commer-sur Dunkerçan- que sans

* Valkenbourg était en négociation avec le Cardinal de Richelieu pour lui remettre la ville, le château & la Principauté d'Orange. Pour prix de sa perfidie il devait recevoir comptant la somme de quatre cens mille livres, & une terro de vingt mille livres de rente en Provence.

cante des Erats. Le Projet était digne du Prince, mais difficile à exécuter. Cependant cet habile Général ayant remontré que dans les entreprises d'importance il est bon de risquer quelque chose, la prise de Dunkerque sut résolue. Déjà les troupes étaient avancées jusqu'à Maldighem lorsque l'on apprit que l'ennemi était campé à deux lieuës de là, dans le dessein de disputer le passage aux Hollandais Les Députés des Etats-Généraux, qui étaient dans l'armée du Prince, furent alors d'avis qu'il fallait reculer. Frédéric - Henri eut beau leur repiésenter que l'honneur de l'Etat & de l'armée dépendait de l'exécution d'une entreprise, à laquelle euxmêmes avaient donné leurs voix. Tout fut inutile; ils protestèrent qu'ils ne voulaient pas être responsables des maux qu'ils prévoyaient si l'armée s'opiniatrait à avancer. L'on assure même qu'ils ajoutèrent, que ,, l'on voyait évidemment combien peu le Prince était porté ,, pour l'Etat, puisque, pour satisfaire son am-,, bition, il consentait à en hazarder la prospé-" rité." Quoiqu'il en soit, le Prince se vit forcé à faire rembarquer ses troupes, & à se désister d'une entreprise qui, en le couvrant de gloire, devait être d'un grand avantage pour la République *. L'ennemi de son côté avait proictte

Les Etats de l'Union avaient coutume de faire accompagner leurs Généraux par quelques membres de leur Assemblée, qu'ils appellaient Gedeputeerde te Velde, (Députes à l'Armée ou en Campagne). Le Général ne pouvait rien entreprendre d'un peu important sans avoir pris l'avis de ces Députés, qui étaient d'ordinaire au nombre de deux., ou même de plusieurs. Si ces Messieurs, qui rarement avaient se génie

jetté de faire une descente dans l'Isle de Tholen; mais les deux stottes s'étant attaquées le 12. de Septembre, les Hollandais remportèrent la victoire la plus complette, prirent presque tous les Vaisseaux Espagnols, & les envoyèrent à Dord-recht. On compta plus de quatre mille prisonniers saits sur l'ennemi, & le Comte Jean de Nassau*, qui commandait cette expédition, eut bien de la peine à se sauver lui-même avec un petit nombre des siens. En Hollande l'on se félicita d'autant plus de cette victoire, que l'on découvrit après, que si ce projet de l'ennemi avait réussi, il serait entré dans l'Isle d'Overslak-kée ou dans le territoire de Voorne.

Les Etats-Généraux, voulant témoigner au Les Etats Prince d'Orange combien ils étaient satisfaits de donnent au ses services, crurent ne pouvoir lui en donner de jeune Prince Guillaus plus fortes preuves, qu'en accordant à son jeune me la survisils Guillaume, le droit de survivance à toutes ses vance des charges. La résolution en avait été prise sur la charges de proposition du Corps des Nobles, qui poussait fredéricproposition du Corps des Nobles proposition des Propères vinces.

,, fu-

génie de la guerre, croyaient voir quelqu'obstacle un peu difficile à surmonter, ou ils déconseillaient l'expédition projettée, ou ils envoyaient à la Haye demander l'avis des Etats. Cette prudence, un peu trop scrupuleuse peut-être, a fait perdre à plus d'un habile Général les occasions de rendre à la République des services, dont elle ne reconnaissait l'importance que lorsqu'il n'était plus tems de saisir le moment savorable & décisif.

* Ce fean de Nassau était Cousin du Prince d'Orange Frédéric-Henri. N'ayant pû se procurer de l'avancement dans la République, il se mit au service de l'Empereur, qui soutenait le parti de l'Espagne contre les Etats-Généraux.

,, furent présentées à ce jeune Prince de la part ,, des Etats dans un petit costre d'or." Le Pen-sionnaire Duik étant mort en 1629. l'on consia ce poste important, resté vacant jusqu'au printems de cette année 1631. à Adrien Pauw Seigneur de Heemstede.

Evasion de Le château de Loevestein rensermait encore quelques sept Ministres Rémontrans, à qui le Gouverneur Ministres laissait la liberté de se promener de tems en tems de la Forte-sur les remparts, à condition cependant qu'ils resse de n'abuseraient pas de cette faveur pour s'évader. Loevestein Mais à quoi ne porte pas le désir de se voir

Loevestein. Mais à quoi ne porte pas le désir de se voir libre! Un de ces Ministres, nommé Niellius, avait lié connaissance avec un soldat de la Garnison, duquel jusqu'alors ils avaient tous reçus d'assez mauvais traitemens, parce qu'il s'imaginait qu'ils étaient Contre-Rémontrans. Informé du contraire il leur témoigna par la suite beaucoup d'amitié & leur fit offre de ses services. La résolution sut prise de se sauver par le moyen de ce soldat; Niellius seul se faisait scrupule d'enfreindre la promesse qu'il avait faite au Gouverneur. On le gagna bientôt cependant, en lui failant sentir que cette promesse ne les engageait qu'à ne point s'échapper dans le tems qu'on leur permettait la promenade. L'évasion sut donc résolue, mais deux obstacles la rendaient presqu'impossible. Par une de ces singularités dont l'on ne peut quelquesois rendre raison pour expliquer certains évenemens, le Gouverneur lui-même leva ces deux obstacles. Du côté qui regarde la Hollande, & par où devait se faire l'évasion, la rivière était embarrassée par un grand amas de jones & de roseaux, desorte qu'aucune barque

ne pouvait avancer assez près du château, qui de ce même côté n'avait qu'un fossé sec. Le Gouverneur s'étant apperçu que, depuis quelque tems, les Espagnols venaient dans de petits bâteaux se cacher dans ces rosiéres, d'où ils commettaient plusieurs brigandages sur ce sleuve, avait fait depuis peu couper & enlever ces roseaux & ces joncs. Cette première dissiculté otée, il en restait une autre plus difficile peutêtre à surmonter. Un gros dogue, accoutumé par ses aboyemens à effrayer & à éloigner tous ceux qui de nuit auraient ofé s'approcher du mur de la forteresse, avait vers le même tems dévoré une bonne partie des provisions destinées à donner un grand repas, le Gouverneur dans sa colère lui fit sauter la cervelle. Ces deux obstacles étant levés si heureusement & d'une manière si inattenduë, les Ministres résolurent d'exécuter leur projet la auit du 19. de Juillet; elle était obscure & orageuse, & le soldat, leur bon ami, était de garde. Le même bonheur les favorisa jusqu'à la fin, & le lendemain vers le midi ils arrivèrent à Rotterdam, où ils furent vûs par plusieurs personnes, & herbergés par Episcopius qui y était encore. Une évasion aussi heureusement exécutée parut à ceux du parti Arminien un de ces évenemens qui tiennent du miracle. D'autres au contraire n'y virent que l'audace la plus coupable de la part des prisonniers, & une négligence très punissable de la part de ceux à qui la garde en était commise. Les plus modérés & les plus raisonnables de tous jugèrent que, sans avoir recours au prodige & a la trahison, l'on pouvait expliquer fort natu-

rellement un fait qui ne présentait tout au plus d'un côté que le désir très-naturel de recouvrer sa liberté, & de l'autre un hazard, peut-être même un relâchement prudemment prémédité, & que les circonstances, si elles avaient été connues, pouvaient fort bien ne point rendre criminel. Quoiqu'il en soit, les Etats de Hollande, ayant reçu la nouvelle de cette évasion, crurent qu'il convenait de s'assurer de la personne à qui la garde de ces Ministres avait été confiée; cependant l'on ne trouve nulle part aucune preuve qu'il aît été autrement puni. Quant aux femmes & aux enfans des Ministres, ils furent relachés quelque tems après.

Grotius palle en

Le célèbre Grotius, qui jusqu'alors s'était tenu en France, hazarda aussi cette même année Hollinde, de repasser dans sa patrie, où depuis quelque gé d'en sor tems plusieurs personnes travaillaient à le faire ur de nou revenir. Le Drossaard * Hooft surtout faisait tous ses efforts pour engager Messieurs d'Amserdam à le recevoir dans leur ville; mais les circonstances ne leur semblaient pas encore assez favorables. En effet l'animofité contre ce grand homme était encore portée si loin, que les Villes de Harlem, Leide, Gouda, Alkmaar & Enkbuizen déclarèrent ne vouloir délibérer sur aucune affaire concernant l'Etat ou le Gouvernement, avant que l'on eut formé quelque résolution contre Grotius. Des lors fut envoyé ordre à tous Baillifs & autres Officiers de Justice de s'assurer cie sa personne. Il se rendit pour-

Le titre de Drossard revient à peu-près à celui de Sénéchal ou de Grand · Baillif.

tant secrétement à Amsterdam, où ses amis voulurent l'engager à présenter requête aux Etats de Hollande. On lui représenta envain que Frédéric-Henri lui voulait du bien, mais que ce Prince lui-même était d'avis qu'on ne le laissat retourner dans sa patrie qu'à certaines conditions. Grotius résista à tout; une requête emportait, croyait-il, une sorte d'aveu des crimes qui lui avaient été imputés, & il était bien éloigné de vouloir s'avouer coupable. Il était rentré en Hollande vers la fin du mois d'Octobre de cette année; au printems de 1632. les Etats de Hollande mirent sa tête à prix, promettant deux mille florins à quiconque se saissrait de sa personne, s'il s'arrêtait plus longtems dans la Province. Ceux qui lui voulaient du bien, renouvellèrent alors leurs instances; on lui présenta même un modèle de requête, où il avouait simplement que ses malheurs ne lui étaient arrivés qu'à cause des différends survenus dans le Gouvernement, & non pour aucun crime. Grotius fut inébranlable, peut - être même un peu trop opiniâtre, comme le lui reprochèrent ses amis. Lui pensait autrement, & quelque ménagées que fussent ces expressions, il-lui sembla encore, que de s'en servir, ce serait en quelque sorte s'avouer coupable. Il résolut donc de chercher ailleurs une retraite assurée, que sa patrie lui refusait; il se retira à Hambourg, où le Gouvernement le reçut avec distinction. Bientôt il sut appellé en Suéde par Axel Oxenstierna, Chancelier du Royaume. Ce Seigneur connaissait tout le mérite de ce grand homme, & n'eut pas de peine à engager les Etats qui gouvernaient pendant la minorité

de Christine, à lui confier l'Ambassade de France. Grotius, pendant quelques années géra cet emploi avec autant d'honneur que de fidélité. Cependant soit que lui - même demandât son rappel, soit que ses envieux lui rendissent de mauvais services à la Cour de la jeune Reine, on lui donna sa démission. De retour en Suéde il s'apperçut que l'air de ce climat, & peut-être même celui de la Cour, ne lui était pas avantageux; il préféra donc de retourner en Allemagne, mais il tomba malade en chemin & mourut à Rostok le 28. d'Apût de l'année 1645. Son corps fut apporté en Hollande, & enterré à Delst, lieu de sa naissance. Le grand nombre de savants ouvrages qu'il a laissés, & ses excellentes qualités, lui ont acquis peu après sa mort parmi tous ses Compatriotes, cette estime, dont il était si digne, que lui témoignait aussi toute l'Europe, & qu'il n'avait perdue dans sa Patrie, que par l'esprit de partialité qui y regnait de son tems. , Il était, dit du Maurier, le plus , universellement savant homme, qui eut paru , dans le monde depuis Aristote. - Franc, , véritable & fidèle, & d'une vertu si solide , que toute sa vie il a sui & détesté les mé-, chans, & recherché l'amitié des gens de bien , & des illustres.

Procees de la République.

LA Campagne de 1632. fut des plus heureudes armes ses pour la République. Venlo, Straalen, Roermonde & Sittart se rendirent par capitulation, & obtinrent le libre exercice de la Religion Catholique - Romaine. Ernest - Casimir, Comte de Nassau, & Stadbouder de Frise, de Groningue & de Drente, sut tué d'un coup de mousquet en

visitant la tranchée, que l'on venait à peine d'ouvrir devant Roermonde. Les Etats perdirent en sa personne un vaillant Capitaine & un Général expérimenté. Après s'être emparé de cette dernière place, Frédéric-Henri alla mettre le siège devant Mastricht. Malgré la proximité des armées Espagnole & Impériale, & les fréquentes escarmouches de ces troupes avec celles des Etats, le Prince emporta cette forte ville qui capitula le 21. de Juin. Cet heureux succès fut bientôt suivi de la conquête du Duché de Limbourg & du pays d'Outre - Meuse. Cette glorieuse campagne sut terminée par la prise d'Orsoi. L'on dut une partie des progrès de cette année aux pratiques secrétes des Comtes de Warfusée & Henri de Bergues, qui s'étant d'abord sourdement déclarés pour les Etats, saisirent la première occasion d'abandonner ouvertement le parti de l'Espagne. Sur mer il ne se passa rien de fort important; cependant les Corsaires Dunkerquois virent réprimer leurs pirateries par la vigilance & la bravoure des Sieurs Adrien & Corneille Lampzins de Flessingue, ce qui rendit la navigation des mers de France plus libre, & les droits d'assurance beaucoup moindres qu'ils n'avaient été de dix ans. Cette année encore l'on Négociaentra en une sorte de négociations à la Haye tions de pour essayer de conclure la paix, ou de renou-paix infrucveller une trêve de plusieurs années. Ces négociations furent poussées pendant près d'un an, mais les mêmes raisons, les mêmes désiances subsistant toujours, la plupart des Provinces ne purent se résoudre à accepter des conditions qu'elles avaient si souvent rejettées, &, au grand déplaisir

plaisir des Députés des Pays - Bas Espagnols; les conférences furent rompues l'année suivante.

En 1633. Frédéric-Henri entra en campagne 1633. vers la fin du mois de Mars, quoique les négo-Rymberk ciations durassent encore de la part des Espagnols. & Philip. pine em . Ce Prince assiégea & prit Rynberk. Le Comte portés par Guillaume de Nassau s'empara aussi de Philippiles Etats. ne, & prépara par là la prise du Sas-de Gand, qui fut emporté en 1644. Ce furent les seuls

exploits d'importance de cette Campagne, qui fut très-coûteuse, & dont l'on s'était promis de plus brillants succès. Cette année n'offrit aux Pays - Bas d'autre évenement un peu remarquable que la mort de l'Infante Isabelle - Claire - Eugé -Mort de nie, Souveraine des Pays · Bas Espagnols. Cette

I'Infante genis.

Princesse mourut à Bruxelles au commencement Claire En. de Décembre, à l'âge de soixante-sept ans. Sa mort accéléra la rupture des négociations pour une trêve, parce que n'ayant jamais eu d'enfans, les Provinces, qui lui avaient été cédées, retournaient à la couronne d'Espagne, suivant les conditions du traité de cession. Vers la fin de l'année suivante le Roi nomma Gouverneur des Pays - Bas son frère Ferdinand, connu sous le nom de Cardinal - Infant, qui s'y rendit avec une armée d'onze à douze mille hommes.

1634.

Dans la Campagne de 1634. il ne se passa rien d'important de part ni d'autre. Frédéric-Henri, pour forcer l'ennemi à lever le siège de Mastricht, seignit de vouloir faire celui de Bréda. L'Espagnol ayant décampé aussitôt, le Prince, qui avait réussi dans son dessein, se retira aussi de devant Bréda, après quoi les deux armées le séparèrent.

SI

Si la Campagne de 1834, ne fut pas brillante, celle de 1635. fut des plus malheureuses pour 1635. les Etats. Ils avaient conclu cette année même un traité avec Louis XIII. Roi de France, par Campagné lequel ce Monarque s'engageait à faire une guer-malheure ouverte à l'Espagne. L'on se promettait les reuse de plus grands succès de cette alliance; cependant cette anaprès avoir vainement assiégé Louvain, l'on perdit encore Diest, le Fort de Schenk, Goch, Gennep. & Limbourg. Le Fort de Schenk fut repris sur les Espagnols, & Cléves emporté. Plus de la moitié de l'armée des Français, forte de vingtmille hommes, périt de maladie & de miséres. Ces troupes avaient été transportées à Rotterdam, où un vent contraire les retint longtems avant qu'elles pussent s'embarquer pour Calais; les hopitaux furent remplis de malades; la peste en emporta un grand nombre, d'autres moururent de faim. L'on y vit plusieurs gentils - hommes vendre pour une Riksdale (environ cinquante fols de Hollande) leurs chevaux avec leurs harnois, & être ensuite reduits à demander l'aumone par les rues. Quelques Ecrivains, un peu trop partiaux pour la France, ont prétendu que Frédéric - Henri, pour se vanger du Cardinal de Richeliea, qui ayait cherché à lui enlever sa principauté d'Orange, avait exprès laissé périr les troupes Françaises de misére & de faim. Mais cette inculpation odieuse doit paraître d'autant moins fondée, qu'une vangeance aussi lâche n'entrait point dans le caractère de ce grand Prince, que d'ailleurs il était suffisamment vangé du Cardinal par la manière dont il avait recouvré sa Principauté, & qu'enfin une action aussi in-Tome II

digne était contraire & à ses propres intérêts & à ceux de la République dont il était le désenseur & le soutien. Il est donc plus vraisemblable que la négligence de la Cour de France sur seule cause des maux que soussirient ses troupes, que, par les conditions du traité, e le était obligée d'entretenir. Au reste l'on assure que dans tous les lieux où elles furent distribuées, les Magistrats & les habitans leur donnèrent des preuves sussissant leurs de la pitié qu'excitaient leurs malheurs *.

Troubles
dans la
Frife.

Pendant le reste de cette année il ne se passa rien de remarquable, si l'on excepte quelques troubles qui s'étaient élevés en Frise au sujet de la levée des impôts, & de quelques autres objets peu intéressants pour l'Etranger. Les Envieux de Frédéric-Henri en prirent occasion de publier que lui-même avait somenté ces troubles, asin d'étendre & d'établir son autorité dans cette Province. Inculpations vagues, qui se renouvellent dans tous les tems contre les personnes dont la puissance & les services se sont trop remarquer; inculpations cependant qu'il est toujours difficile, & souvent dangéreux de prouver.

4636.

Contract of

La campagne de l'année 1636. n'offre aucun évè-

^{*} Si l'Auteur justisse Frédéric-Henri sur cette vengeance basse & puérile, & d'autant moins vraisemblable que jamais la Cour de France, dit-il, ne s'en prit ni à ce Prince ni à la République; il avoue aussi qu'il est très-probable, & que des gens instruits ont regardé comme une chose avézée, que le Prince d'Orange n'avait pas secondé les vues des Français, à d'autres égards, autant qu'il aurait pû lo saire pendant cette campagne.

évenement digne d'être remarqué. L'armée de France & celle des Etats étaient trop affaiblies par les fâcheux succès de l'année précédente pour qu'elles osassent tenter quelque chose de grand. D'ailleurs les finances de la République étaient épuisées, & Frédéric Henri demandait envain des remises qu'on ne pouvait lui fournir; aussi ne put-il s'empêcher de faire éclater son mécontentement; il ne lui restait plus, disait-il, qu'à remettre son épée dans le fourreau, si on ne voulait pas lui fournir les moyens de faire la guerre. L'on était même si las de la guerre que, des que les troupes furent entrées dans leurs quartiers d'hyver, les Etats de Hollande voulurent en licentier une partie; mais les représentations du Prince & celles de Charnacé; Ambassadeur de France, jointes aux gros subsides que cette Cour promit, engagèrent la République à conserver toutes les troupes sur pié.

Le Pensionnaire Adrien Pauw, qui avait été Kats élu envoyé Ambassadeur en France, s'étant démis Grand-pension-cette année du premier de ces emplois, sut rem-naire, placé par Maître Jacob Kats, Zélandais, qui

était alors Pensionnaire de Dordrecht.

L'Université d'Utrecht fut aussi fondée Université cette année; la cérémonie de la dédicace s'en sit d'Utrecht. le 17. Mars. La célébrité qu'elle s'est acquise l'a fait longtems aller de pair avec celle de Leide. L'on comptait alors quatre Universités dans la République, quoique celle de Harderwyk en Gueldres, eut été établie par le quartier du Weluwe dès l'année 1600. Mais elle était tellement déchue depuis, que ce ne sut qu'en 1647. qu'elle se releva & qu'elle sut décorée du titre d'Acadée

démie ou d'Université Provinciale. L'on s'est prudemment borné à ces cinq Universités dans toute l'étendue des sept Provinces, celles d'Overyssel & de Zélande n'en ayant jamais eu aucune *.

Succès de DEPUIS QUE la Compagnie des Indes-Ocla Com-cidentales s'était emparée de Fernambuk, elle ne pagnie des négligea aucune occasion de s'étendre dans le Indes-Oc-Bresil, où elle enleva plusieurs places aux Poreidentales. Presil, où elle enleva plusieurs places aux Portugais, depuis l'année 1630. jusqu'en 1636. La conquête de la petite Isle de Curação parut surtout d'une grande importance aux Etats. La Compagnie ayant ainsi conquis la plus grande partie des Places situées sur la côte du Bresil, résolut d'en donner le Gouvernement au Comte Jean-Maurice de Nassau, qui s'y étant rendu avec quelques troupes, sit bientôt de nouvelles

Mina sur la côte de Guinée.

CE

conquêtes, & envoya une flotte en Afrique, qui s'empara en 1637. du fort de Saint-George Del-

^{*} Quelques - uns disputent à la Zelande le droit d'avoir une Université, prétendant que cette Province s'en est désistée, lors de son union particulière avec la Hollande. Cependant depuis peu il a paru un ouvrage sort estimé, qui semble victorieusement prouver le contraire. Quoiqu'il en sont, il est sûr, comme le remarque le Rédacteur, que cette Province, quelques essorts qu'elle ait sait, n'a pû parvenir encore à ériger une Académie. Il n'y a que quelques années qu'elle est revenue à la charge, & qu'elle a voulu saire valoir les dispositions testamentaires de seu Monsieur P. Mozge de Renesse en saveur d'un établissement aussi unie; mais on a opposé aux Zélandais des dissicultés & des obstacles, qu'ils n'ont pû surmonter. Au reste en accordant à la Zelande le droit qu'elle se suppose, l'on pourrait douter avec raison si l'uiage qu'elle en serait, lui serait sort avantageux.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 581

CE fut en cette année que Louis XIII. qui Le titre venait de conclure un nouveau traité avec la Ré-donné à publique, donna le titre d'Altesse à Frédéric-Frédéric-Henri, qui peu auparavant n'avait pû obtenir Henri. celui de Prince de l'Empire. Le Roi de France voulait par cette nouvelle marque de considération engager ce Prince à continuer avec le même zèle à donner aux Etats & à la France elle-- même de nouvelles preuves de sa valeur & de son expérience. Les Etats - Généraux contentirent aussitôt à accorder à leur Stadbouder le nouveau titre dont il venait d'être décoré. Le Collége des Nobles de Hollande résolut aussi de prier le Prince d'agréer celui de premier Mem. bre de leur corps, honneur qu'il accepta gracicusement. Les Etats de Hollande trouvèrent cependant mauvais que leurs Députés à l'Assem. blée des Etats - Généraux eussent donné leur consentement à ce qui s'y était passé rélativement à cette affaire, avant d'avoir fait leur rapport & reçu de nouveaux ordres; mais la chose était faite, & ils résolurent de faire complimenter le Prince de leur part. Frédéric - Henri, qui n'ignorait pas ce qui s'était passé dans leur assemblée, leur fit entendre; qu'il serait inutile, puisqu'après la Résolution prise par les Etats-Généraux, il était déjà en possession du titre qui lui avait été donné. " Ce qui, dit un Contempo-, rain, était une réponse très expressive. " * POUR

* Les Etats de Hollande n'étaient pas les feuls à qui déplut ce nouveau titre. L'on trouvait surtout étrange que l'Ambassadeur de France & les autres Ministres, qui dans leurs hatangues & leurs mémoires ne traitaient

Pour répondre en quelque sorte aux nouveaux honneurs qu'il venait de recevoir, Frédéric-Henri ouvrit la Campagne de cette année par le siège de Bréda, qui capitula le 7. d'Octobre. L'ennemi cependant s'était rendu maître de Venlo & de Roermonde; tandis que les Français qui agissaient séparément s'étaient emparés de Landrechies, de la Chapelle, & de Maubeuge. Mais cette dernière place étant de peu d'importance, ils l'abandonnèrent.

Différend IL s'éleva cette année aussi quelques différends entre le entre la Cour de Londres & les Etats - Unis, au Roi d'An-sujet de ce que les Anglois nomment le Domaine la Républi ou la Souveraineté de la mer. Jacques I. étant que au su-mort en 1625., son fils unique Charles I. monta jet de la sur le trône d'Angleterre. Les Etats - Généraux souveraineté de la envoyèrent aussitôt complimenter le nouveau Roi, mer. &, quoique l'affaire d'Amboine *, qui saisait

tant

les Etats que de Vos Seigneuries, & de Messieurs, donnassent en leur présence même le titre d'Aitesse à FredericHenri, qui n'était que leur Studhouder. Mais la France &
la République elle même avaient besoin de ce Prince, & le
titre d'Excellence qu'avaient porte tons ses Prédécesseurs, était
devenu si commun qu'il en était presqu'avill. Ce suit à Charnacé, bon Courtisan & grand flatteur, dit on, que le Prince d'Orange eut l'obligation de cette nouvelle qualité; &
quelques uns ont prétendu, quoique sans sondement peutêtre, que la France ne slattait ainsi le Stadhouder, que pour
le porter à se procurer dans les Provinces - Unies une autorité
qui convint mieux au titre d'Altesse.

* Il serait un peu long de rapporter en détail tout ce qui s'est passe dans cette sameuse assaire, qui n'e jamais été décidée, & qui ne sut assoupie qu'en 1654. Il sussir de due que les jalousies de commerce avaient semé la mesir telligence. la métiance, & peut-être même la haire entre les Anglais & les Hollandais qui commerçaient également dans

dif

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 583

tant de bruit alors, eut mis la division entre les deux peuples, la République parvint cependant à conclure avec Charles I. un traité d'alliance offensive. La bonne intelligence avait duré jusqu'en 1630. que l'Angleterre fit la paix avec l'Espagne. L'amitié entre Charles & les Etats se refroidit dès lors considérablement, & les traités de 1634. & 1635. entre la France & la République, ne contribuèrent pas peu à augmenter le mécontentement des Anglais. Le Roi d'An-

différents lieux des Indes. Les Anglais, comme les plus faibles, ne pouvant par la force ouverte détruire le commerce de leurs rivaux, le rendaient, dit-on, aussi difficile & aussi desavantageux qu'il était possible par leurs sourdes pratiques. L'intérêt rend foupçonneux, & le foupçon rend cruel. Le Gouverneur d'Amboine, sur la délation d'un Japanois, pris comme espion, & de quelques autres de ses compatriotes, fit arrêter Gabriel Touwrson, Directeur du Commerce des Anglais à Amboine. On l'accusait, de même que les autres de sa nation, que l'on avait aussi arrêtés, d'avoir voulu faire massacrer le Gouverneur & se rendre maître du châ. teau. Tourveson & ses complices avouerent, disent les Hollandais, tous les crimes dont ils étaient accusés, & furent condamnés à la mort. Les Anglais au contraire assurent que " la prétendue trahison n'était qu'un prétexte pour détruire entiérement leur commerce à Amboine; que l'on ,, avait fait souffrir aux Japaneis & aux Anglais des tour-, mens inouis, asin de leur arracher des aveux contraires " à la vérité; que les Anglais condamnés au supplice a-, vaient de la manière la plus solemnelle, soit de bouche, , soit par écrit, protesté de leur innocence aux Ministres ,, qui les accompagnaient à la mort & à plusieurs autres, " & qu'entin ils avaient été les martirs de la cruauté & , de l'avarice Hollandaise. " Il serait difficile de décider une question qui n'a pu l'être entre les deux Peuples; mais il est sûr que ce que les Anglais nomment le massacre d' Amvoine, imprime encore à leurs yeux une espèce de tache au nom Hollandais, qui ne s'effacera sans doute jamais,

d'Angleterre en prit occasion d'établir un nouvel impôt pour l'entretien d'une flotte, qui devait servir à couvrir les côtes de son Royaume, contre le danger dont les menaçait, disait-il, l'alliance faite entre la France & les Etats. D'ailleurs il prétendait que l'on ne pouvait se passer d'une autre flotte pour protéger la Souveraineté des mers qui environnent la Grande - Bretagne. La dispute au sujet de cette Souveraineté, que s'attribuaient les Rois d'Angleterre, venait d'être réveillée depuis peu par Jean Selden, ou Seldenus, Anglais, qui, pour défendre les prétendus droits de son Prince, avait en 1635. mis au jour son livre, intitulé Mare Claufum (la mer fermée) contre celui de Grotius, publié longtems auparavant, & qui portait pour titre Mare Libe. rum (La mer libre). Le livre de Selden fit du bruit, & les Etats de Hollande, qui en prirent connaissance, récompensèrent, l'Avocat Grasseinkel, qui l'avait supérieurement résuté, en lui accordant une pension annuelle de cinq cens slorins, jusqu'à ce que l'occasion se présentat de lui procurer quelqu'avancement. Le droit du domaine de la mer était cependant opiniatrément soutenu en Angleterre, où dès l'année 1628. le Parlement s'était déjà plaint que l'on pouvait considérer ce droit comme absolument perdu, par le peu de soin que l'on prenait de la marine du Royaume. Le grand point était d'interdire aux étrangers, mais nommément aux sujets de la République, la Pêche du Hareng sur les côtes d' Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande. Charles I le fit en 1636. & menaça même de mettre une flotte en mer pour protéger cette pêche en faveur

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 585

veur de ses sujets, amis & alliés. Les Hollandais & les Zélandais n'en firent pas moins la pêche du Hareng sur ces côtes, quoiqu'ils y rencontrassent obstacles sur obstacles, qui pendant quelque tems leur causèrent des pertes très-senfibles. Ils étaient si peu disposés à reconnaître un droit * qui, s'il était avoué, coupait une des plus fortes branches de leur commerce, qu'ils mirent en mer vers la fin de l'année 1636. quelques vaisseaux de guerre pour protéger leurs pêcheurs. Charles de son côté fit mine de vouloir maintenir ses prétendus droits, & fit pour cet effet construire à Woolwich un gros vaisseau de guerre qui lui coûta des sommes immenses, & qu'il voulut qu'on nommât le Souverain. Mais les troubles de son Royaume augmentant de jour en jour, ce Prince se vit hors d'état de faire respecter sa souveraineté maritime; & les Hollandais ont depuis continué à pêcher sur les côtes & dans les mers des trois Royaumes.

L'on vit vers ce même tems regner en Hol- Commerlande une de ces épidémies, qui se répandent de ce des tems en tems sur la surface de notre globe; dont Hollande.

a

005

^{*} C'est ce qu'ils firent bien sentir au Comte d'Arondel, Envoyé extraordinaire de Charles I. qui, dans un discours prononcé devant les Etats, avait dit avec une sorte d'emphase, que le Roi son Maître avait équipé une flotte pour défendre ses droits sur les quatre mers. Les Etats de Hollande, appréhendant que le silence sur cette espèce de menace ne sut pris pour un aveu de leur part, saissirent cette occasion pour donner à entendre à l'Envoyé que, facques I. avait déjà, fait mention d'un pareil droit; mais qu'il ne sallait pas, se flatter que la Hollande consentit jamais à le reçonnaitre."

la contagion d'abord gagne l'esprit, trouble la rai. son, & cause dans un Etat de ces révolutions aussi subites qu'étranges, qui sur les sottises de la moitié des hommes fondent & établissent la fortune de l'autre. Le commerce des fleurs & surtout des tulipes, que les Hollandais portèrent vers ce tems au comble de l'extravagance la plus ruineuse, & que les Historiens de cette Nation ont nommé avec railon Windhandel (Commerce de vent) fut poussé avec une espèce de fureur, principalement à Harlem, Leide, Amsterdam, Alkmaar, Hoorn & Enkbuizen. Grands & petits donnèrent dans la manie des fleurs. Par les intrigues & les fourberies de quelques - uns de ceux qui se mélaient de ce trafic, les tulipes furent portées à un prix exorbitant. Une fleur (un oignon de tulipe) pelant dix grains, vendue d'abord 95 florins, en valut bientôt 900. La livre de Couronnes jaunes (geele Kroonen) * qui avait fait 20 ou 24 fiorins, fut payée un mois après jusqu'à 1200. florins. Cependant le printems de l'année 1637. apporta une baisse si considérable dans ce commerce, que plusieurs personnes se trouvèrent hors d'état de recevoir les fleurs qu'elles avaient retenues d'avance chez les marchands fleurittes. Ceci donna occasion à divers procès dans les différentes villes, qui s'adresserent à l'Assemblée des Etats, où cependant l'on ne se montra guè. res porté à prononcer sur les différends d'un commerce aussi ridicule, que frivole & imaginaire. Bientôt l'on fut aussi guéri de la manie de

^{*} Probablement une espèce de tulipes ainsi nommées par les seuristes Hollandais.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 587

se ruiner en tulipes; & l'on ne tarda pas à s'ap. percevoir que la plupart de ceux qui s'étaient livrés à cette sorte de trafic, étaient tous gens de basse condition qui, alléchés par l'espoir du gain, avaient quitté leurs professions & leurs métiers ordinaires, pour s'enrichir promptement sans être obligés de faire de grandes mises. Il se sit aussi des fortunes si rapides d'un côté, & des dépenses si folles de l'autre, que l'on assure que dans une certaine ville de Hollande, il se trafiqua pour plus de dix millions de florins en fleurs. Il ne faut donc pas être surpris que les Etats de Hollande ayent mis en délibération d'imposer une taxe sur les fleurs; & sans doute que le nouvel impôt aurait eu lieu, si la promptitude avec laquelle l'on vit tout d'un coup tomber le prix de cette marchandise, n'en avait empêché l'exécution.

La campagne de 1638. se passa de part & d'autre sans aucune action d'importance; toutes les entreprises formées par l'ennemi sur différen. tes places ayant manqué, de même que celles de Frédéric - Henri pour se rendre maître de la ville de Gueldre & d'Anvers. Cependant cette année est remarquable par l'arrivée de la Reine. Mère de Louis XIII. en Hollande. Cette Prin- La Reinecesse que Richelieu, qui lui devait sa fortune & Mère de son élévation, avait forcée à sortir du Royau-France me, avait passé quelque tems en Brabant. De là passe en elle se rendit à la Haye, & visita ensuite la plupart des villes de la Hollande, où on lui sit de grands honneurs, mais surtout à Amsterdam qui la reçut avec une magnificence vraiment royale. De retour à la Haye cette Princesse pria les E-

1638.

Campagne de 1639.

CETTE année 1639. fut presqu'aussi stérile en actions mémorables par les troupes de terre que l'avait été l'année précédente; la prile d'Hédin par les Français ayant été presque la seule affaire d'importance de toute la campagne. Sur mer les armes des Etats furent plus heureuses. Le 21. d'Octobre sut livré ce célèbre combat des Dunes, qui couvrit les Hollandais de gloire, excita la jalousie des Anglais, & causa aux Espagnols une perte qu'ils ne purent réparer de longtems. Le Lieutenant - Amiral de Hollande, Martin Harpertszoon Tromp, secondé par le Vice - Amiral Witte, Corneliszoon de Witte, attaqua jusques sur les côtes d'Angleterre la flotte formidable d'Espagne, commandée par Don Antonio d'Oquendo; prit, brula, ou coula a fon is un

grand nombre des vaisseaux ennemis, & força le reste à suir à la faveur d'un gros brouillard, qui, les déroba à la poursuite des Hollandais. Tromp & Witte furent magnifiquement récompensés de

leur bravoure par les Etats-Généraux. VERS la fin de cette année, les Etats-Gé-Titre &

néraux, qui avaient éprouvé que de tems en rang que tems il s'élevait des difficultés sur le tître & le prennent rang que leur donnaient les Ambassadeurs & les Généraux. Puissances étrangères, réglèrent enfin l'un & l'autre. Ils prétendirent entr'autres, qu'ils devaient suivre immédiatement les Têtes Couronnées & la République de Venise, & précéder les Electeurs, les Princes & autres Etats de la Chrétienté. Quant au titre, ils voulurent que dans les Harangues & les Suscriptions on leur donnât celui de Hauts & Puissants Seigneurs & de Vos Hautes Puissances. Cet article ainsi réglé, l'on passa à celui de la réception des Ambassadeurs Etrangers. Il fut arrêté que ceux des Rois & de Venise seraient reçus & reconduits par le Prince d'Orange, ou en son absence par quelques Membres des Etats. L'on parla aussi de créer un Maître des Cérémonies ou Introducteur des Ambassadeurs, mais la Frise s'y opposa par ménagement, & depuis il n'en a plus été fait mention.

En 1640. Frédéric · Henri fut encore malheu- 1640. reux dans toutes ses entreprises. Le projet de s'emparer de Bruges ne put réussir, & celui de former le siège de Hulst manqua de même. Cependant les Français avaient assiégé & pris Arras. Le Comte Henri-Casimir de Nassau étant mort d'une blessure reçue dans une certaine ren-

contre, Frédéric - Henri travailla à se faire nommer aux Stadiouder its de Frise, de Groningne & de Drente, vacants par cette mort. 610ningue & Drente le choisirent en esset, mais il ne put empêcher que la Frise ne dissolat de cette charge en favour de Guillaume-Fréderie, here de Lenri-Casimir. Le Prince ne le vit pas sans peine frustré de l'espoir dont il s'était flatté de réunir en sa personne le Stadhouderat des sept Provinces. Cependant c'était peut-être moins pour lui-même qu'il désirait ces nouvelles dignités, que pour les transmettre à son fils. Depuis quelque tems on avait mis sur le tapis le laume, fils mariage de ce jeune Prince avec Marie fille aidu Prince née de Charles 1. & comme certaines personnes n'avaient pas manqué d'insinuer au Roi que, si à la dignité de Stadbouder n'était pas attaché le nom de Souverain, il n'en avait pas moins toute l'autorité & la puissance, l'on prévoyait que le mariage projetté en rencontrerait moins d'obstacles, si le jeune Guilleume pouvait espérer qu'après la mort de son Père il serait revêtu du Stadbouderat de toutes les Provinces de l'Union. Cette alliance ne laissa pourtant pas d'être conclue, & le jeune Prince qui était lui-même passe en Angleserre, y époula Marie le 12. Mai 1640. Charles I. y donna son consentement d'autant plus volontiers, qu'il espérait par ce moyen détacher & le Prince d'Orange & les Etats · Généraux du parti de la France, & les lier plus étroitement à ses propres intérêts.

1641.

Mariage de Gull

d'Orange,

avec une Prince Te

d'A.g. -

Serre.

EN 1641. Gennep fut emporté par le Prince Frédéric - Henri, & Aire par les Français. L'ennemi cependant reprit cette dernière place quel-

que

que tems après. La Compagnie des Indes-Orientales emporta aussi cette année, après un long siège, la ville de Malakka sur les Portugais; elle s'empara encore de Colombo & de quelques autres forts dans l'Isse de Ceilon.

La Campagne de 1642. je passa presque toute entière en marches & en contre-marches, l'armée de Etats se trouvant trop faible pour former quelqu'entreprise importante. Les Espagnols cependant eurent quelque avantage dans les Pays - Bas sur les Français & les Hollandais; tandis qu'en Catalogne ils étaient battus par les premiers. La guerre entre Charles I. & son Parlement ayant éclaté cette année, Frédéric - Henri envoya des secours d'argent au Roi, qui trouva aussi les Etats-Généraux assez portés à le favoriser. Mais les Etats particuliers de Hollande semblèrent vouloir soutenir le parti du Parlement. Aussi Strikland, Député de ce corps représentatif de la nation Anglaise, ne pouvant plus obtenir d'audience des Etats-Généraux, continua à traiter séparément avec ceux de Hollande *.

L'on

Eu-

1642.

^{*} Les malheureux évènemens du Regne de l'infortuné Charles Stuard sont trop connus, pour qu'il soit nécessaire d'en répéter le détail dans cet abregé. Voici un fait qui l'est peut-être moins, & dont le lecteur étranger sera sans-doute charmé d'être instruit. La Reine d'Angleterre passant en Hollande, le Roi lui remit plusieurs joyaux de la couronne, dont elle engagea ou vendit une partie à Amsterdam. Elle trouva encore en Hollande des personnes qui lui avancèrent des sommes considérables, dont voici la liste, tirée, & traduite par l'auteur, d'une Lettre de Mylord Jermyn à Mylord Digby, & écrite de France au mois d'Août 1646.

Roi de

France.

Mon de L'on se préparait à entrer en campagne, Louis XIII. lorsque la mort de Louis XIII. Roi de France, arrivée le 14. de Mai 1643. fit craindre quelque changement. Cependant le Cardinal de Mazaria, déclaré bientôt premier Ministre, à la place de Richelieu, mort quelques mois avant son Maitre, confirma le dernier traité fait avec la France, & poussa la guerre contre l'Espagne. En effet les Français ayant battu les Espagnols à la journée de Rocroi, les Etats voulurent tirer avantage de l'embarras où cette défaite venait de jetter l'ennemi. Aussitôt Frédéric - Henri projetra la siège de Hulst, mais cette entreprise man-

Emprunté des Bourguemastre de Rot-
terdani f 400000 : :
de la Banque de cette ville. 25000 : :
En tout de Rotterdam f 425.00:
Emprunté de la Banque d' Amsterdam par
Mr. Sandys 84500:
A la Haye de Fietcher 126000 : . :
Du mème 40000 : :
A la Haye de van Cyren par le Sieur W. Boswel 9000:
De Mr. Degernon: 230000 : :
De Webster sur les perles en pendans, sui-
vant trois obligations, en tout 100000:
Du même
Dn même, de par le même prêté depuis. 70000 : :
Du Sieur Wiegur fort 70000 : :
Du Sieur Charles Hubert 20000 : :
De Collimore, à Anvers 64000 : :
En tout f 1281700 florins.
) 1201/00 Hotalio.
Laissé chez Webster les six Rubis de la
Chaine pour environ 20000 : :
A Webster 20000 : :
Ay Prince d'Orange 300000 : :
, , , , ,

qua encore. Les Français cependant emporterent Diedenhoven; & il se livra depuis plusieurs combats dans l'un desquels le jeune Guillaume, fils du Prince d'Orange, donna les premières preu-

ves de son courage.

Tout semblait cependant présager une paix prochaine & générale; les Plénipotentiaires avaient été nommés de part & d'autre, & l'on était parvenu, après bien des difficultés, à établir le lieu où se tiendrait le congrés. Munster fut celui où devaient s'assembler les Ambassadeurs des Puissances Catholiques; tandis que ceux des Princes &'Etats Protestants tiendraient leurs conférences à Osnabrug. Cela n'empêcha pas les armées d'entrer en campagne; le Prince d'Orange marcha contre le Sas-de-Gand, qu'il emporta au mois de Septembre 1644. tandis que le Duc d'Orléans de son côté avait pris Gravelines sur les Espagnols. En 1645, il ne se passa rien de fort important; le Prince assiégea & prit Hulft, mais il vit échouer jusqu'à deux fois le projet de surprendre Anvers.

Quoique les Négociations fussent déjà entamées à Munster, les Plénipotentiaires de la République ne s'y rendirent qu'au mois de Janvier de l'année 1646. Frédéric-Henri ne vit point sans peine qu'on les fit partir sitôt, quoique les Français de leur côté désirassent fort que la paix pût se conclure. Il entra même en came pagne, sans avoir égard à la faiblesse de sa santé, ni aux prières de la Princesse son Epouse, qui chercha envain à l'en détourner. Il se fit accompagner du Prince Guillaume son fils, &

Tom. II Pp . . . s'arg

16468

s'arrêta affez long tems à Bréda sans rien entreprendre: son dessein était toujours de le rendre Maître d'Anvers; cependant il n'attaqua même pas cette ville. Il assiégea Venlo, qu'il se vit forcé d'abandonner entuite, la saison étant trop avancée pour pousser ce siège. Plusieurs s'étonnaient qu'avec des forces assez considérables l'on eut exécuté si peu de chose cette année; l'on, parlait différemment des vues du Prince pendant cette campagne, dont les uns attribunient l'inaction à des obstacles secrets de la part de quelques Provinces; les autres aux indispositions fréquentes de Frédéric-Henri, ou même à la foiblesse de son esprit, causée & augmentée par l'âge. Quoiqu'il en soit le Prince à son retour, ayant été complimenté par les Etats, leur dit lui-même, je suis fâché , qu'il ne se soit rien fait de plus cet été, , mais on est en paix." Les Français avaient pris Courtrai, Furnes, St. Winok & Dunkerque, ce qui les rendoit moins portés à la paix qu'ils ne l'avaient été auparavant. Avant la fin de cette année, Frédéric-Guillaume, Electeur de Brandenbourg, épousa à la Haye la Princesse Louise, fille ainée du Prince d'Orange. Ce mariage que Erédéric - Henri avait tellement pressé, qu'à sa prière les Etats de Hollande avaient relevé les illustres fiancés de l'obligation de faire proclamer leurs bans; no fut pas plutôt contracté, que l'on! s'appereut que la santé du Prince s'affaibissait de jour en jour; bientôt même l'on désespéra de son rétablissement. Pendant son dérnier léjour à Bréda, il avait déjà déclaré qu'un traité honorable & avantageux avec l'Espagne ne

Serait pas à rejetter; & tant que dura sa maladie, il ne cessa point de conseiller la paix. Les Français, que leur derniers succès avaient rendus moins accommodants, soupçonnèrent la Princesse d'Orange de s'être laissée gagner par l'Espagne, & d'inspirer à son époux ces dispositions pacifiques, que le jeune Prince Guillaume était bien éloigné de goûter. Plein de feu & de l'idée des grandeurs auxquelles allait l'élever la mort de son père, il désirait avec ardeur la continuation de la guerre; c'était selon lui, l'unique moyen d'affermir son autorité, qui, comme on le lui avait fait accroire de bonne heure, devait, de même que les gros revenus qu'il tirait de ses emplois, diminuer considérablement en tems de paix. La maladie de son père, qui avait langui pendant tout l'hyver, augmenta bientôt au point, que les médecins l'abandonnerent, & qu'il mourut le 14. du mois de Mai 1647. dans sa soixantequatrième année. Le 10. de Mai suivant il sut enterré avec grande pompe à Delft dans le tom- Mort de beau de son père; ses héritiers seuls portèrent Henri. les frais de ses funérailles.

OUTRE quatre filles & son fils Guillaume qui Portrait & lui succéda, Frédéric-Henri avait un fils naturel, éloge du nommé Frédéric de Nassau, seigneur de Zuile-range Fréstein, Colonel d'un Régiment d'Infanterie au déric-Han service de la République. Le Prince d'Orange ri. mourut avec la gloire d'avoir tellement abaissé de puissant ennemi de sa patrie, qu'il se voyait enfin obligé de demander lui-même la paix, avec instance, & d'offrir des conditions bien plus favorables qu'on n'eut ofé en attendre quelques années plutôt. Ses Contemporains Tont Pp 2 الر داراكة

estimé le plus grand guerrier de son siècle. Il égala, dit-on, ou surpassa même le grand Mau-rice son frère, & son Maître dans le métier des armes, en conduite, en prudence, & par cette fermeté inébranlable qui le soutient dans les plus grands périls. Si dans quelques-unes de ses dernières campagnes il parut moins actif & moins entreprenant qu'il ne l'était d'ordinaire, c'est moins à la foiblesse de son esprit & à la diminution de ses forces, que l'on croit devoir attribuer ce peu d'activité & l'infréquence de ses succès, qu'à une politique profonde & raisonnée. Il se conduisit toujours avec tant de modération dans les affaires du Gouvernement, qu'il sut se concilier l'estime & l'affection de tous les partis. Egalement modéré sur l'article de la Religion, s'il parut attaché à l'église dominante, il n'en fit pas moins voir combien il détestait la persécution qu'avaient eu les Rémontrans à souffrir sous le gouvernement précédent. Aussi obtinrent-ils sous son administration cette liberté de culte dont ils sont encore en possession. Les Catholiques - Romains cux - mêmes n'éprouvèrent que des bontés de la part de ce grand Prince; ce qui fut même porté si loin, que l'on se persuada, sans autre preuve, à la cour de France, qu'il était secrétement attaché à la Religion de Rome. Quant à ses qualités personnelles, Frédéric-Henri dans la fleur de l'age, avait la taille grande, , l'air noble, le port beau, & une force de ,, corps extraordinaire." D'une santé robuste, il n'eut gueres d'autre incommodité que d'être quelquesois sujet à la goutte. ,, Il avait l'esprit vif & une solidité de jugement admirable. Com-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 197

Comme son père il était fort reservé, & difficile à pénétrer; & avant que de prendre confiance en quelqu'un, il fallait qu'ill'eut éprouvé plusieurs fois. Un peu l'ne dans la conclusion , des affaires; après avoir résolu un traité, ou , gouté un projet, il distit qu'il fallait dormir ,, dessus avant que de le signer, pour voirs'il n'y aurait rien de mieux à faire. " Mais lorsqu'il s'était une fois fortement déterminé. jamais capitaine n'eut plus de fermeté & d'intrépidité que lui dans les grandes actions, ni une plus grande vigilance pour pourvoir à toutes choses. Il était exact & sevère dans le commandement & dans l'exécution de ses ordres; il était généreux, bon ami & libéral; il distinguait les gens de mérite par des familiarités accompagnées de bienfaits, sans en excepter même les étrangers. Il traitait civilement ses ennemis, & n'abandonna jamais ses amis, quelque disgrace qui leur fut arrivée. " Les flatteurs n'avaient point d'accès auprès de lui." S'il travailla à sa propre grandeur & à celle de sa maison, ce fut d'une manière qu'on eut dit, non qu'il les cherchait, mais qu'elles lui venaient d'elles - mêmes; aussi n'en défira-t-il jamais aucune qui eut pû le rendre suspect ou lui faire perdre l'affection des peuples. Quand il n'était point à la tête des armées, il donnait à l'étude des belles-lettres plusieurs de ses loisirs; & l'on assure, qu'il portait ordinai-, rement les commentaires de César en petit volume, en latin."* Il avait la plus grande vé-

^{*} Presque tout ce qui dans le Portrait, que nous avons donné P p 3

nération pour la mémoire de Guillaume I. son père, dont il avait lu & médité les écrits. Aussi portait-il ces mots pour devise *: Patrie-que Patrique, voulant donner à connaître,, qu'il ne songeait, dit du Maurier, qu'à servir les Pro-, vinces, & à venger la mort de son Père.' Ensin Frédéric-Henri, qui lui-même avait marché sur les trâces de ce grand homme, laissa à son

de Frédéric - Henri, est distingué par des guillemets", a été pris des momoires du Comte d'Estrages, doit l'auteur Hollandais lui - même 2 emprunté ses principaux traits; ce qui nous a fait présérer de donner les propres termes de l'Original, tels que nous les fournit Rousset dans une de ses Remarques sur l'Histoire du Stadbouderat. Pour achever l'éloge de ce grand Prince, nous 2jouterons encore ces traits brilants, mais vrais, que le même Rousset a substitués aux ingénieuses, mais matignes ant théses de l'Abbé Raynal., On a dit de ce , grand Prince, qu'il possédait toutes les vertus & toures les , qualités qui font les Héros. En esset il était civil, assa-, ble, obligeant, populaire, desintéresse & sidèle à sa , patrie, pour laquelle il s'exposa à tottes sortes de danger. , Il était d'une probité si bien établie, que sa conduite ne sut , jamais soupconiée. Il était amt de l'Union, constant, " modéré, fage, plein de valeur, gorcreux, & si avare du sang de ses soldats, qu'il en sut surnoma é le Père; " ontre cela il était savant, entendan & parlet plusieurs , langues, & étare d'une piete exemplaire." L'Aobe Ramal qui du grand Frederic-Henri ne veut faire qu'un homme aimable, aurait-il bien connu ce qui fait la ventable gran-

† Guillaune I. av it pris pour devise ces mots qui caractéritaient bien ce grand homme, sevis tranquillus in undir. Celle de Maurice, tand m sit surculus ar or, n'évit pas moins expressive; & ce Prince n'a pas démerti l'estèce de présage rensermé dans ces mots. La devise de Frideric-Henri sait plus d'homicui à son cœur. Elle prouve que, plein de l'idee de ses devoirs, il s'oubliait lui-même pour ne jemer qu'à servir sa patrie, en imitant & en vergeant son rèse.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 199

son fils Guillaume un excellent modèle à imiter. La plupart de ses compatriotes admirèrent ses vertus; la postérité en rappelle avec plaisir la mémoire; & s'il eut des défauts, ils furent en si petit nombre, qu'à peine on les remarqua; ou plutôt le souvenir de ses éminentes qualités & des services multipliés qu'il avait rendus à sa patrie, fit oublier qu'il avait eu quelques faiblesses.

blesses.

Aussitôt après la mort de ce grand homme, Guillaume
Guillaume II. son fils, entra dans la jouissance il succède
à son Père. des charges de Capitaine & Amiral-Général de la République, dont il avait la survivance depuis plusieurs années. Peu de tems après il fut déclaré Stadbouder de Hollande & de Zélande. La Gueldre, Utrecht, Overyssel & Groninguen ne tardèrent pas à suivre le même exemple. D'abord Guillaume parut porté à se prêter aux vues des Etats qui déstraient la paix, dont on poussait les négociations avec succès à Munster. Cependant des que la faison le permit, il voulut absolument entrer en campagne, & en effet, quoique les Etats de Hollanders'y sussent opposés, le Prince se servit du prétexte de couvrir les frontières pour faire marcher quelques troupes avec de l'artillerie du côté de Hulf. Mais les Etats, qui craignaient que tous ces mouvemens ne retardassent les négociations de la paix, l'engagerent non sans peine à les rappeller. Bientôt l'on ne douta plus du succès des conférences de Munster; & en effet le 30. du mois de Jan- Paix de vier 1648. la paix sut signée dans cette ville malgré Munsser ou de West-tous les mussaures & toutes les chicanes des Plé-phalie. nipotentiaires Français, qui trouvaient mauvais que;

Pp4

con-

contre la foi des derniers traités, la République

fit une paix séparée avec l'Espagne.

PAR ce traité le Roi d'E/pagne reconnaissait les Pays · Bas · Unis, pour Etats libres & souverains, sur lesquels lui ni ses successeurs n'avaient & ne formeraient jamais aucunes prétentions; désirant au contraire conclure avec les dits Etats une paix & alliance perpétuelles. Enfin outre tous les autres avantages que les Etats-Unis retiraient de ce traité, on y régla & fixa les frontières de leur nouvelle République. Née dans le sein des troubles & des horreurs de la guerre civile, elle s'était accrue & fortifiée dans le tumulte des armes; & après avoir lutté avec une intrépidité & une constance, dont il n'y a point d'exemple, contre toutes les forces d'un ennemi aussi redoutable que puissant; après avoir échappé, par une espèce de prodige, à tous les dangers d'une guerre de quatre-vingts ans, elle se vayoit enfin parvenue à ce dégré de grandeur & de consistance, qu'admirent encore avec surprise ceux qui dans les fastes de son histoire cherchent à découvrir les causes de tank d'événemens, qui presque tous semblent tenir du miracle.

Quotque le traité de paix eut été signé par sept des huit Plénipotentiaires des Etats à Mun-ser, il s'éleva cependant encore quelques dissi-cultés dans les Provinces au sujet de la ratification. La Zélande & Utrecht resusèrent d'abord de ratisser le traité; parce que ces Provinces étaient mécontentes de ce que l'on avait conclu la paix sans le consentement de la France, & separément de cette couronne. La Hollande de

fon

son côté trouvait à redire à l'article 45. par lequel Zévenberge était considéré comme un sief de l'Espagne; qui, sans en avoir demandé l'aveu de cette Province, permettait dans cette ville le libre exercice de la Religion Catholique. Ces deux difficultés furent bientôt levées par une clause qui satisfit la Hollande, & que l'Espagne se vit forcée d'accorder. La Zélande & Utrecht persistant à resuser leur ratification, il sur résolu de passer outre à la pluralité; Utrecht se joignit bientôt aux cinq autres Provinces, & l'échange des ratifications ayant été faite, la paix fut publiée à Munster le 16. du mois de Mai de l'année 1648. & dans les Provinces - Unies le 5. Août suivant. La Zélande elle - même, quoiqu'elle n'eut point ratifié le traité, consentit enfin à faire publier la paix. Pour engager les Zélandais à faire une démarche, à laquelle ils ne se prêtaient qu'avec répugnance, les Etats-Généraux leur envoyèrent une Députation, pour leur remontrer que, dans une affaire où les autres Provinces ne pouvaient ni ne voulaient reculer, celle de Zélande ne pouvait agir séparément, ni faire seule la guerre à l'Espagne, tandis que les six autres Provinces étaient en paix avec cette Couronne. Il est remarquable que dans les résolutions, que les Etats de Zélande se virent contraints de prendre sur cette affaire, ils s'exprimèrent encore de façon à faire sentir qu'ils n'agissaient que par une condescendance forcée. Quoique plusieurs raisons, disaient - ils, les en-, gageassent à ne pas ratifier la paix, & à ne: point permettre qu'elle fut publiée dans leur Province, ils jugeaient cependant qu'ils ne de-, vaient Pps

, vaient point se charger du reproche, qu'on , aurait pû leur faire, d'avoir troublé la tranquillité intérieure, tandis qu'au de-, hors l'on travaillait à la paix; que, pour ces , raisons, ils permettaient que l'on publiat aussi la paix en Zélande; que cependant ils persistaient à protester qu'ils voulaient être inno-, cents des troubles & des malheurs, dont l'E-,, tat était menacé par cette paix séparée; ne , prétendant point d'ailleurs approuver en au-, cune manière, par cette condescendance, ni , la conduite des Etats-Généraux, ni disféren-, tes résolutions prises par les dits Etats sur cette , affaire. " Cinq jours après la publication de la paix, l'on célébra dans la République un jour solemnel d'actions de graces; dans presque toutes les Villes on fit de grandes réjouissances. De toutes les Provinces, la Zélande seule ne prit point part à l'allégresse publique, n'alluma point de feux de joie; &, ce qui doit paraître singulier, en Hollande, la seule ville de Leide imita l'exemple & le silence des Zélandais. Dans les Prêches qui se firent à l'occasion du jour d'actions de graces, l'on observa que quelques Ministres, ces gens qui tous devraient n'être que des hommes de paix, ne parlèrent que bien faiblement, & comme malgré eux, des avantages qu'apportait à l'Etat celle de Munster. L'histoire ne dit pas les raisons qu'eurent ces Messieurs d'en agir ainsi; elle se contente d'observer, que peut - être ils cherchaient par là à faire leur cour au Prince d'Orange, qui aurait souhaité la continuation de la guerre. Un de ces Ecclésiastiques poussa méme si loin l'audace de la chaire, qu'il sit un pa-1'al -

rallèle profane de l'Etre suprême & du jeune. Prince, en appliquant à celui-ci des passages de l'Ecriture-Sainte, qui ne pouvaient être appliquables qu'à Dieu seul; d'où il prit occasion d'élever le Stadbouder jusqu'aux cieux, parce qu'il avait tout tenté pour arrêter les Négociations, & faire manquer la paix. C'était ainsi, dit notre auteur, que ces gens faisaient peu de cas d'une paix qui rendait la tranquillité aux Provin-

ces, & confirmait la liberté publique.

La paix de Westphalie, qui changea pour ainsi dire tout le système politique de l'Europe, & que l'on cite encore actuellement comme une des principales loix fondamentales de l'Empire, apporta encore cet avantage aux Provinces - Unies. que, du côté de l'Allemagne, la tranquillité fut rendue à leurs frontières. Cependant comme les différends sur la succession du Duc de Juliers & de Cléves & de quelques - autres n'avaient pû être réglés, la République continua à tenir garnison dans les villes de Wezel, Emmerik, Rees, Orsoi; Gennep & Rynberk. Mais ce ne fut qu'un tems assez considérable après la conclusion de la paix de Munster, que l'on évacua-l'Oost-Frise, où les troupes Hessoises avaient été longtems cantonnées. Ainsi, finit cette guerre aussi longue * que coûteuse, qui enleva à l'Espagne un des plus beaux fleurons de sa couronne, & assura aux Pro-

vina

W. O.

[&]quot;* Cette guerre, comme on l'a vu plus haut; avait duré quatrevingts ans; en comptant du 5. d'Août 1568 jour auquel avaient été décapités les Comtes d'Egmond & de Hoorn, jusqu'au 5. du même mois de l'année 1643. que se sit dans ces provinces la publication de la paix de Mursser.

vinces - Unies cet état de repos, de sureté & de liberté, que n'avait jamais connu aucun de ceux qui vivaient alors dans le sein de la nouvelle République.

CHAPITRE XII.

Commençant à la paix de Munster en 1648. Et finissant à la paix du Nord en 1660,

les Etats de Hollande songèrent aux moyens Les Etats de rétablir leurs sinances, en resserrant les dépende travail-ses à porter par la Province. L'on délibéra lentà réta aussi sur la manière dont devrait contribuer aux blir leurs taxes communes le Brabant - Hollandais, * mainsinances, tenant qu'il se trouvait déchargé du poids des à obtenir le licentie. contributions & des autres fardeaux de la guerment d'une re. Depuis quelque tems l'on avait aussi dimipartie de nué de six & un quart jusqu'à cinq pour cent l'armée.

^{*} Ce n'est qu'improprement qu'on dit le Brabant-Hollandais, comme l'on dit, improprement aussi, la République de Hollande. Les villes du Brabant conquises sur l'Espagne appartiennent à la Genéralite, c'est à dire au corps de la République des sept Provinces-Unies, & non à une Province particulière. L'Original dit Staats-Brabant (le Brabant des Etats); mais il a sallu s'accommoder à l'usage, ou plutôt au caprice des Ecrivains Français qui, sans qu'on puisse en déviner la raison, ont toujours dt, République de Hollande, Brabant-Hollandais, Flandre-Holjandaige, &c.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 607

les Intérêts des dettes de la Province, qui de même s'était débarrassée du poids de quelquesautres charges. L'Etat cependant restait encore furchargé du plus pelant de tous les fardeaux, celui des gens de guerre. Au commencement de l'année 1649. la Hollande, pour la part qu'elle devait contribuer à seur entretien, se trouva arriérée de plus de trois millions & demi de florins. Elle demanda donc une diminution de cinquante hommes par compagnie d'Infanterie, à quoi le Prince consentit, de même que les autres Provinces, quoiqu'après bien des débats & des délais. Bientôt cette Province proposa encore une nouvelle réduction; elle voulair qu'on licentiât cinquante Compagnies d'Infanterie étrangère. Le Prince d'Orange représenta qu'une réduction aussi forte ne pouvait se faire sans exposer la République aux plus grands dangers. L'on fit semblant de trouver bonnes les raisons de son Altesse. Mais au mois d'Octobre la Hollande demanda aux Etats-Généraux & au Studhouder, outre la réduction de la grosse Cavalerie, que l'on licentiat la moitié ou du moins une grande partie des gens de Cheval, & cinquante-cinq compagnies des troupes étrangères. Les Etats-Généraux & le Prince d'Orange s'y opposerent avec vigueur. Guillaume cependant se rapprocha un peu des Hollandais, & leur fit une proposition qui ne s'éloignait guères de celle qu'ils avaient faite eux-mêmes. Mais depuis longtems les esprits étaient trop aigris, pour que l'on en put attendre un accommodement facile: d'ailleurs les Etats de Hollande, trouvant que, malgré la réduction proposée par le Prince, l'état

beaucoup sur celui de leur recette, resuserent de se prêter aux vues du Stadhouder. Ils remercièrent même de leu s services ceux des Capitaines d'Infanterie & des Brigadiers de Cavalerie à leur solde, dont ils avaient résolu de retenu les appointemens; & leur envoyèrent des ordres pour leur intimer qu'ils ne devaient plus s'attendre à aucun payement de leur part. Les Etats-Généraux de leur côté écrivirent à ces Officiers qu'ils eussent prêté, & à ne se point laisser licentier sans leurs ordres exprès.

Députa. Tous les tempéramens que l'on avait pû imation de E-giner ayant été inutiles, les États-Généraux tats-Géné résolurent d'envoyer une Députation aux villes raux à ceux de la Hollande, pour tâcher de les engager à ne point exécuter le projet d'un licentiement particulier. Ils prièrent en même tems le Prince

culier. Ils prierent en même tems le Prince, de niettre tout en œuvre pour la conservation, de la tranquillité & de la paix; de même que, pour le maintien de l'Union; autorisant de, plus son Altesse à s'opposer à tout ce qui, pourrait être entrepris au contraire.' En conséquence de cette Résolution, le Prince se mit lui-même à la tête de la Députation, & choissit pour l'accompagner quatre membres de l'Assemblée des Etats-Généraux, & trois autres du Conseil d'Etat *. La Députation se rendit d'apport

^{*} Les membres pris de l'assemblée des Etats-Généraux étaient santsbergen, Mouregnouit, Renssoonde & Klant; & du Conseil d'Etat, Asperen, Lukasz & le Trésprier-Général Brossor.

bord à Dordrecht, où la Régence avait été trèsportée pour l'article de l'Economie +. Le 9. de Juin 1650. tout l'ancien conseil (Oud-Raad) 1650. assemblé donna audience au Prince & aux Députés. Mais avant, un des Bourguemaîtres avait déclaré que l'en n'accordait cette audience qu'enconsidération de l'estime que l'on faisait de son Altesse, sans que cela put porter la moindre atteinte à la souveraineté des Etats de Hollande ni à la liberté de voter dans leur assemblée. Aartsbergen lut au conseil la proposition des Députés. Elle contenait en substance; Que, les Etats de Hollande avaient jetté la République dans de grands troubles, pour avoir de leur autorité privée licentié quelques Compagnies de Cavalerie & d'Infanterie, quoique les autres Provinces se fussent opposées avec force à une démarche si contraire à l'Union; Que les Députés de la ville de Dordrecht avaient consenti à ce licentiement particulier, malgré les ordres contraires du Magistrat de cette Ville; Que cette entreprise d'une seule Province causait d'autant plus de peine & d'inquiétude au Prince & au Conseil d'Etat, qu'il y avait à craindre qu'elle ne rompît l'Union, ne causat la ruine de l'Etat & des Peuples, & par conséquent celle de la Reli-,, gion Réformée; Que pour ces raisons l'on avait résolu de nommer une Députation, à la tête de laquelle le Prince avait bien voulu se mettre, afin de représenter avec plus de for-

ce & de fruit, ce qu'avaient voulu risquer & souffrir leurs ancêtres par zèle pour la confession de la vraie Religion; Que touché des malheurs des Peuples, Guillaume 1. Prince d'Orange, avait engagé les Provinces à prendre les armes, & les avait comme réunies en un seul corps; Que cette Union avait rendu l'Etat formidable à ses conemis, & respectable à tout l'Univers; mais que dès les premières années de la paix, il était menacé d'un changement, qui troublerait sa tranquillité, si l'on souffrait que les Provinces rompissent le nœud qui les unissait; Que pour prévenit ce malheur le Conseil d'Etat avait envoyé aux Provinces un état des troupes nécessaires pout la garde des Places; mais que la Hollande n'avait pas voulu le recevoir, & avait même refusé d'entrer en négociation avec les autres Provinces; Que là dessus s'était ensuivi un licentiement particulier d'une grande partie des troupes, quoique quelques · uns des principaux membres de l'assemblée des Etats de Hollande eussent eux-mêmes voté contre ce licentiement; Que le Prince & le Conseil d'Etat s'étaient en conséquence crûs obligés de se servir de moyens extraordinaires, pour s'opposer à une conduite si extraordinaire elle - mê me; & que l'on n'en avait pû imaginer de meilleur que d'envoyer une Députation aux Villes de la Province; Que l'on ne doutait nullement que les finances de la Hollande ne se trouvassent surchargées; mais que les au-, tres Provinces étaient dans le même cas; , Qu'une guerre de près d'un siècle avait reduit I'E-

, l'Etat à cette extrêmité; mais qu'elle avait , aussi procusé aux peuples cette liberté pré-, cieuse dont ils jouissaient maintenant. Qu'il , fallait soulager la Hollande; mais qu'il était con-, venable que les alliés y consentissent unanime-, ment. Enfin l'on priait la Régence de Dord-, recht de faire attention à toutes ces raisons, , de rester inséparablement attachée à l'Union, , & deréparer ce que l'on avait fait de contraire , à l'Union." Pour toute réponse la régence dit, qu'on délibérerait sur la proposition, & que l'on ferait à l'assemblée des Etats de Hollande le rapport de ce que la Ville auroit résolu. Les Députés peu satisfaits demandèrent pour le lendemain une seconde audience. Aartsbergen porta encore la parole; s'exprima avec une hauteur indécente, & s'oublia même jusqu'à dire, que Messieurs de Dordrecht, ayant viole l'Union, s'étaient rendus coupables d'un crime capital, & méritaient d'être punis dans leurs corps & leurs biens. La présence du Prince n'empêcha pas le Conseil de faire sentir aux Députés combien il était offensé d'un discours aussi insolent; déclarant qu'il s'en souviendrait en tems & lieu, & qu'à la prochaine assemblée des Etats de la Province, il en demanderait satisfaction. Guillaume cependant essaya encore d'engager l'ancien Conseil à renouer cette espèce de négociations, mais tous les membres résolurent unanimement de ne plus donner d'audience à la Députation. De Dordrecht le Prince avec ses Députés se rendit à Gorinchem, Schoonboven, Gouda, la Brille, Rotterdam & Schiedam; toutes ces villes ne donnerent qu'une réponse générale, s'en re-Tome II.

mettant du reste à la prochaine assemblée de la Province. A Delft où l'on ne répondit aussi qu'en termes vagues, le Conseil de la Ville consentit à donner audience au Prince comme Stadbouder, mais nullement aux autres Députés, que l'on refula même de recevoir & d'herberger. Alkmin & la plupart des villes de la Nord-Hollande, excepté Hoorn, où l'on ne fit aux Députés qu'une réception assez médiocre, requrent la Députation en grande cérémonie, sans donner cependant de réponse plus satisfaitante. Mede blik envoya la sienne au Prince; comme celle des autres villes elle n'était conque qu'en termes généraux. Pour s'excuser de recevoir son Altese & sontrain, le Magistrat prit le prétexte honnête des mauvais chemins, & de la petitesse de la ville. Le Conseil d'Amsterdam, voyant que la Députation s'approchait, & appréhendant que le Prince ne voulut venir dans cette ville, quoiqu'on l'eut déjà fait prier de ne pas s'en donner la peine *, lui dépêcha pour la seconde fois deux personnes du Corps de la Magistrature & un sécrétaire, pour lui dire que si son Altesse voulait se rendre à Amsterdam, comme Stadbouder de Hollande, on l'y receviait avec tous les honneurs dûs à cette qualité. Guillaume répondit qu'il s'y rendrait avec sa compagnie, & en toutes les qualités dont il se trouvait revêtu. En effet

^{*,} Parce que, avait-on fait dire au Prince, on ne pour-,, rait le recevoir lui & sa Compagnie en qualité de Député ,, des Etats-Généraux; & que cependant l'on serait suché ,, de rien faire qui parût blesser le respect que l'on devait à ,, son Altesse."

effet il entra peu après dans ': ville, & demanda à être entendu en plein Conseil, avec les autres Seigneurs Députés. Les Bourguemaitres réfusèrent d'assembler le Conseil. Le Prince alors demanda audience comme Stadhouder, mais ayant déclaré en même tems qu'il ne prétendait pas déposer le titre de Député des t tats-Généraux, & qu'il voulait faire entendre la commission dont il étoit chargé, sa demande fut refusée. D' Amsterdam la Députation se rendit à Harlem, qui n'y put aussi obtenir audience du Conseil. Leide au contraire se prêta à tout ce que l'on voulut, & répondit selon les désirs de la Députation. De retour à la Haye, Aartsbergen, dans son rapport à l'assemblée des Etats-Généraux, dit que ,, quelques villes avaient déclaré vouloir rester atta-, chées à l'Union; que quelques - unes en avaient à peine parlé, & que d'autres n'en avoient fait , aucune mention; & que Harlem, Delft, Amster-, dam & Medenblik avaient refusé de donner au-,, dience à la Députation."Quelques jours après, le Prince, en personne se plaignit hautement dans l'Assemblée des Etats de Hollande de la conduite injurieuse de la ville d'Amsterdam; demandant qu'elle fut tenue à lui en faire réparation, & à lui donner une satisfaction proportionnée à l'offense. Messieurs d'Amsterdam cependant surent si bien justifier toute leur conduite, que les Etats de Hollande formèrent à la pluralité une Résolution, par laquelle ils condamnaient & desapprouvaient tout ce qu'avaient fait les Etats-Généraux dans cette affaire; défendant en même tems de recevoir à l'avenir de pareilles Députations dans les villes de la Province. Cependant la Proposition lue par Aarts-Q 9 2

bergen au Conseil de Dordrecht avait été imprimée. Quelques jours après les Etats de Hollande en publièrent aussi la résutation. Ils y difaient entr'autres, que ,, c'était assez mal à pro-, pos que dans cette Proposition l'on avait par-, lé du danger que courait la Religion si le , sentiment de la Hollande prévalait; puisque 3, l'économie (le ménage) & le licentiement des , troupes n'avaient rien de commun avec la , lecture de l'Ecriture-sainte " Les Etats de Hollande raisonnaient peut-être juste; mais les Ecclésiastiquestrouvèrent qu'ilsavaient tort. Aussi quelques ministres ne manquèrent pas dans leurs fermons de s'emporter contre la conduite des Etats de Hollande. L'un d'eux, Jacques Stermont, s'étant plaint en chaire de ceux qui voulaient payer d'ingratitude les sucurs, le sang, & les travaux valeureux (des défenseurs de la Patrie), les Etats ordonnèrent à leur Pensionnaire Kats de lui en faire une vive réprimande. Le zélé prédicateur n'en devint pas plus sage, & les Etats qu'il satyrisait toujours dans ses prêches, trouvèrent un moyen autrement efficace de lui apprendre à être plus circonspect.

Quand on fait réfléxion au peu d'importance du différend qui s'était élevé entre les Etats de Hollande & le Prince, l'on est étonné qu'il ait pû avoir des suites si sérieuses. La Hollande voulait qu'on licentiât 20 Cornettes de Cavalerie, & que dans la réduction des Compagnies d'Infanterie l'on réduisit à soixante celles de soixantedix, & à cinquante celles de soixante hommes. Le Prince au contraire & le Conseil d'Etat voulaient qu'on ne licentiât que seize Cornettes de Ca-

valerie, & cinq hommes par chaque Compagnie d'Infanterie. Ainsi le Prince prétendait que l'on retint 3000 Chevaux, & 26315 Fantassins; aulieu que la Hollande ne voulait retenir que 2700 Cavaliers & un peu moins de 26000 hommes d'Infanterie. Les autres motifs qui divisaient les Provinces entr'elles & celle de Hollande avec le Prince, n'étaient guères plus importants; il ne s'agissait que du plus ou du moins d'appointemens qu'il conviendrait d'accorder aux Officiers des Compagnies réduites, & aux Gouverneurs des l'laces fortes. Il semble donc qu'il eut été facile de trouver un tempérament, & d'acommoder la dispute; mais, outre que les esprits étaient encore plus aigris depuis le Députation dont nous avons parlé, il venait de se passer quelque chose qui acheva de porter la mesintelligence à son comble.

L'Amiral Witte Corneliszoon de Witte, qui Le Prince avait servi la Compagnie des Indes-Occidentales sait arrêter dans le Bresil, en était reparti sans en avoir ob-l'Amiral Witte Cortenu la permission du conseil de Régence Quoi-neliszoon qu'à son arrivée à la Haye il se sut d'abord rendu de Witte & chez le Prince, auquel comme Amiral-Général quelques il devait saire le rapport de son expédition, peu après cependant le Stadhouder, de l'avis de quelques membres des Etats-Généraux, le sit arrêter dans son auberge, & transsérer ensuite dans les prisons publiques de la Haye. L'Amirauté d'Amsterdam sit en même tems, par les ordres des Etats-Généraux, emprisonner quelques Capitaines de l'Escadre de de Witte. Les Etats de Hollande regardant cette démarche comme une violation de leur territoire, & une atteinte

Qq3 por

portée à la souveraineté de leur Province, s'addressèrent au Prince, de qui cependant ils ne purent obtenir aucune satisfaction. Le Magistrat d'Amsterdam de son côté ne s'en tint point aux plaintes. Sur le refus de l'Amiranté d'élargir les prisonniers, il sit forcer les prisons & remettre les Capitaines en liberté. Les Etats - Généraux se trouvèrent si offensés de ce que Messieurs d'Amsterdam venaient de faire, qu'ils livrèrent un mémoire aux Etats de Hollande pour leur représenter qu'en ordonnant d'arrêter de Witte & les Capitaines, ils n'avaient rien fait que ce que, depuis cinquante ans, ils avaient été accoutumés de faire en pareille occasion. La Réponse des Etats de Hollande * fut que, ,, les Etats - Généraux, n'ayant aucune jurisdiction , dans le ressort des Provinces particulières, ne pouvaient y faire appréhender qui que ce soit, , sans la permission des Etats de chaque Province, ou du Juge qui en représente la per-, sonne. Que, suivant les priviléges, les ci-, toyens ou habitans ne pouvaient être juges que par leur juge naturel & compétant. Ou , les Etais Géreraux n'avaient de jurisdiction , que sur les gens de guerre, & seulement en-, core par prévention, & pour des causes con-22 CCT-

^{*} Nous avons ern devoit rapporter cette réponse, que les deux Rélicieurs ont pare sons frence. Elle servin à doc-ner aux étrappers une létée de la parterain et de la Republis que, représentée par les l'et et Cenéralix; & de la lancarie, et de chaque Province dats son propre enssire Dalleurs l'on pourra en déduire de quel drei les l'ests Generalis et de ses co-accusés.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 615

, cernant leur emploi. Que le Brésil étant des-, lors entiérement conquis par les Portugais, les Etats - Généraux n'avaient de même aucune , jurisdiction dans les lieux où aurait été commis le crime en question. Que les Etats particuliers eux-mêmes n'avaient point le droit de donner à leurs sujets des juges nommés par une commission particulière, mais étaient obligés de les appeller devant leur juge ordi-,, naire. Que si quelquefois la chose s'était faite * de la part des Etats-Généraux, ce , n'avait été que du consentement des Etats , Provinciaux, ou de leurs Députés. Que ceux-, ci y avaient consenti ou par ordre, ou sans , ordre de leurs Commettans; s'ils avaient agi , sans ordre, ils avaient des-lors trahi les inté-, rêts de leur Province; & si au contraire les , Etats leur en avaient donné, la chose n'avait , pû arriver que par inattention, par ignoran-, ce, ou pour des vues particulières; qu'en tout , cas ils n'avaient pû rien faire, qui pût pré-, judicier ou porter la moindre atteinte à la , souveraineté de la Province." Les Etats de Hollande ne s'en tinrent pas à cette réponse; ils prièrent le Prince de faire transsérer de Witte a Rotterdam, pour y être jugé parson Juge compérant, l'Amirauté de la Meuse; mais son Artesse remettant l'affaire de jour en jour, ils résolurent d'ordonner au Procureur - Général lui même d'aller tirer de Witte de sa prison.

Q14

^{*} Si que'quesois les Etats Généraux ava ent nommé des Juses Committai es.

Guillaume cependant prévint prudemment cet éclat, & donna ordre que l'on ramenat le prifonnier à l'auberge d'où il l'avait fait enlever. Depuis on lui donna des Juges, mais on laissa trainer les procédures si long-tems, que la mort du Prince étant survenue, l'Amiral sut remis en liberté.

Le Prince Si l'affaire de de Witte augmenta la mesinfait arrêter fin Députés terligence qui subsistait déjà entre les Etats de
aux Etats s'ollande & le Stadbouder, une entreprise bien
de Hollan-plus hardie encore acheva de porter la division
de. a son comble. Entreprise violente qui remplit

à son comble. Entreprise violente qui remplit les esprits de terreur, étonna tous les Princes Voisins, menaça l'Etat d'une révolution ausse dangereuse qu'elle paraissant inévitable, & à laquelle l'on crut que le Prince avait été excité par certaines personnes, qui sur les malheurs de l'Etat cherchaient à établir leur propre gran-deur *. Le Prince, qui n'avait pas oublié combien il avait été mal reçu par les Magistrats de certaines villes, résolut de s'en venger avec éclat. Six personnes avaient surrout encouru la disgrace de son Altesse. Sans y être autorisé par aucune commission particulière, il les sit arrêter, le 30. suillet, & conduire au château de Loevestein, quoique tous ces Messieurs fusient actuellement Députés aux Etats de Hollande alors assemblés. Ces six Messieurs étaient Jacques de Wit, ancien Bourguemaitre de Dordrecht; le Stadhou-

der

^{*} Parmi ceux qui conseillèrent au Prince cette action aussi téméraire qu'inconsidérée, l'Histoire nomme Aastibergen, Rensevoude & Sommelsdyk.

DE LA HOLLANDE CHAP. XII. 617

der était irrité contre ce Magistrat, parce qu'il avait répondu avec sermeté au discours menaçant d'Aartsbergen lors de la sameuse Députation dont nous avons parlé. Jean de Waal, Bourguemaître de Harlem; Albert Ruil, Pensionnaire de la même ville; Jean Duist van Vourbout, Bourguemaître de Delst; Nanning Keizer, Pensionnaire de Hoorn; ceux-ci n'étaient coupables, que parce que le Prince n'avait pas été reçu à son gré a Harlem, à Delst, à Hoorn. Le crime de Nicolas Stellingwerf, Pensionnaire de Médenblik, le sixième de ces nouveaux prisonniers d'Etat, était sans-doute un peu plus grave; il s'était chargé de prier le Prince, au nom de cette ville, de ne point se donner la peine de s'y rendre.

It paraitra peut-être étrange qu'aucun des Guillaus-Députés d'Amsterdam ne se soit trouvé envelop-Mell.cherpé dans la disgrace de ces six Messieurs; cette chè à surville ayant traité le Prince & sa Députation avec infleraussi peu de ménagement qu'aucune autre. Guil·dam. laume ne s'en ressouvenait que trop; mais la vengeance qu'il voulait tirer de l'affront qu'il avait reçu, ne se bornait pas à quelques individus, il prétendait qu'elle s'étendit sur toute la ville.

changer la Régence, & de la forcer ensuite à

Le projet était formé depuis quelques tems de surprendre cette grande & riche ville *, d'y

^{*} L'on prétend que plus de trois semaines avant que l'entreprise éclatat, plusieurs négocians de Harlem, & d'Amsterdam, avaient reçu des lettres de Londres, de Dantzig & d'ailleurs, où l'on parlait du siège d'Amsterdam comme d'une chose astuelle.

voter unanimement avec les autres Membres des Etats. L'entreprise, consiée au Comte Guillaume - Fréleric, Stadhouder de Frise, semblait trop bien concertée pour ne pas réussir; mais un de ces évènemens heureux, que l'on attribue trop légèrement au hazard, sauva Amsterdam & ne laissa à Guillaume que le dépit d'avoir sai un éclat inutile, & qui sembla à plusieurs déceler moins un projet de vengeance personnelle, qui des vues trop ambitieuses. Quoiqu'il en soit un parti de Cavalerie des garnisons de Niméga & d'Arnhem s'étant égaré près du village e Hilversom * dans le Gooiland, fut rencontré pa

* N'avait-on point de guide? ou l'on n'avait pû e trouver, dit notre Auteur, ou i'on naveit ale se conser ces sortes de gens. M is un a tre moyen s'enit piésen à quo ques officiers qui étalent a le recupiratre la route, ce l'on résolut de s'en servir. Près de Hilo ron état une maison ilolce, habitée par un Chrurgien. C'etait la soute qu'il fallait tenir, mus c'é ut au li le lieu où l'on course le plus grand risque de s'égarer. A force d'ament & de prome le ces Officiers engracient le Chirargen à placer, la nuit du 29, au 30, Juillet, une iumière a la pui leure fenetre de sa mailon. Ils prétent orent que que que qui un de leurs amis, ay unt tué un homme, etait oblige pour foir de prendre cette route, & que cette l'unière se vout à le poider. Le Ch rurgien tint parole; mais, quo que dans cette faifun les mits so ent d'ordinaire courses d'oche, celle-er set si obscare, à cause des pluies & li gro-te m qui s'éleva, que le Chirurgien, comme lui-meme l'i rapporte conside, re pouvant s'imagmer que perfonte votiut le meme en riure par un tems fi or leux, etc par il lumbe e vers les on e heures La Cavairne savantan cependant, & n'appencevant nulle part le fignal qui devait le sider, elle se ita dans les langes du Gooiland, ce qui l'empecar de le mus. ver au l'en du rendez vous i l'heure marq és, & danna au Cour er de H.mourz e tems d'avert r Meuleurs d'ilis-Berdam du péril qui les mena vit.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 619

le Postillon de Hambourg qui apprit des Cavaliers eux - mêmes qu'ils avaient dessein de se rendre à Amsterdam. Comme ces troupes ignoraient elles - mêmes le dessein de leur marche, & qu'elles n'avaient point ordre d'arrêter personne en chemin, elles laissérent continuer tranquillement sa route au Postillon, qui d'abord raconta ce qu'il avait vu, au Bureau de la poste, & en donna ensuite connaissance au Bourguemaître Corneille Bikker. Loin de penser que ces troupes fussent celles des Etats, ou d'avoir le moindre soupçon de son Altesse, on s'imagina que ce pouvait être quelque parti Suédois, dont l'armée était alors dans le pays de Liége, ou quelques bandes Lorraines, qui plus d'une fois avaient commis de grands césordres sur les frontières, & qui attirées par l'opulence d'Amsterdam venaient pour piller cette grande Ville. Bikker, le seul Bourguemaître qui fut alors présent, aidé des conseils de l'Echevin Jean Huidekooper, Seigneur de Maarseveen, ordonna d'abord de lever les ponts levis, de fermer les portes, de planter le canon sur les remparts, & de faire prendre les armes à la Bourgeoisse & à la Garnison. L'on mit aussi huit vaisseaux de guerre en état de défendre l'Y, & quelques barques armées sur l'Amstel, pour couvrir la ville de ce côté. Tout le monde était dans l'agitation; tout le monde voulait se rendre nécessaire, Quelques Corps de métier s'offrirent volontairement de travailler aux remparts; les Mennonites, euxmêmes ne voulurent point être exceptés.

LE Comte Guillaume-Fréderie, ayant donc Prince à la trouvé les portes fermees, n'osa se permettre au l'Amster-

cune violence contre une Ville où il voyait tout en mouvement, & qu'il savait peuplée d'un monde immense prêt à tout entreprendre pour sa liberté & ses priviléges. Il se contenta d'envoyer à la Régence une lettre que le Prince lui avait ordonné de remettre lui-même. Son Altesse y disait que ,, pour prévenir d'être encore , traitée aussi étrangement qu'elle l'avait été la , derniére fois, elle avait envoyé le Comte Guil-, laume à Amsterdam à la tête de quelques trou-, pes, afin que tout s'y tint tranquille, & que , quelques mal - intentionnés ne l'empêchassent , pas d'y proposer ce qu'elle avait encore à di-,, re pour le bien de la Province." Le Magistrat, après avoir lu cette lettre, députa vers le Comte les Echevins Huidekoper de Maarse-veen & van der Does. Ils s'avancèrent dans un Jacht armé jusqu'à une maison de plaisance, nommée Welna, où ils trouvèrent le Comte Réponse avec ses troupes. Maarseveen porta la parole, & après avoir fait sentir à Guillaume - Fréderic ,, que les Bourguemaîtres eussent bien souhaité ,, que son Altesse n'eut pas accompagné sa let-, tre de tant d'éclat . . . il ajouta qu'ils priaient , son Excellence d'excuser leur Ville & de vou-, loir bien ne point en approcher de plus près, , sans quoi ils se verraient forcés de se servir , pour leur défense des armes que Dieu & la , Nature leur avaient données. " Le Comte, étonné d'une fermeté à laquelle il ne s'attendait sans-doute pas, n'ayant rien répondu, Maarseveen poursuivit. " Jusqu'ici j'ai dit à votre Ex-, cellence tout ce que les Bourguemaîtres m'ont ordonné de lui dire; maintenant je vous don-

22 IIC

de Mes-Geurs d' Amsterdam.

DE LA HOLLANDE, CHAP, XII. 621

ne de moi-même un conseil d'ami pour votre , bien. Tâchez de faire votre retraite du mieux qu'il vous sera possible. Vous n'êtes point , ici sans le plus grand danger. Notre Ville , abonde de gens d'un étrange caractère; ils pourraient bien entreprendre quelque chose , qui tournerait au desavantage de votre Ex-, cellence, & dont les Bourguemaîtres seraient , fachés. On y parle de façon que ces Magiftrats se verraient peut - être forcés, quoique bien malgré eux, de recourir à des moyens , extrêmes. " * Le Comte, plus embarrassé que jamais, se contenta de répondre au discours mâle & courageux de Marseveen, qu'il n'avait rien fait que par les ordres de son Altesse, à qui il rendrait compte du tout.

Guillaume II. était à table lorsqu'on Dépit du lui apporta la nouvelle du malheureux succès de Prince. son entreprise. Il sut si sensible à cet affront, qu'il se leva brusquement, & s'enferma dans son cabinet, sans vouloir rejoindre la compagnie. Ce sut là que le jeune & ambitieux Stadhouder s'abandonna librement à toute sa colére, & au

Le péril en effet était imminent; l'on avait proposé dans le Conseil de la Ville, s'il ne serait pas à propos de percer la Zeedyk vers la porte Saint-Antoine; de trente-six voix il n'y en eut que deux qui empêchèrent de prendre cette résolution desespérée. Pour satisfaire cependant le peuple, l'on lacha deux Ecluses, & l'on sit percer un Polder (terrein entouré de digues) en quelques endroits. Une si grande partie des terres voisines s'en trouvèrent inondées, que les troupes du Comte ne s'apperçurent que trop sacilement qu'il dépendait de la Ville de saire périr toute l'armée dans les Eaux, si elle resusait de se retirer.

Le Prince dépit de voir reculer sa vengeance *. Le lenpart pour demain Guillaume se mit en route pour Amserdan, dans le dessein de menacer cette Ville d'un
long siège, & de la forcer par là à se soumettre. Arrivé à la maison du Cerf ('t Huis ver
Hart) située entre Amsterdam & Harlem, Louis
de Nassau, Seigneur de Beverweerd, que l'on
dit avoir ignoré les desseins du Prince sur la première de ces deux Villes, lui sit une peinture
si estrayante du péril auquel ses troupes allaient
être exposées, si l'on venait à percer la Dique
Saint-Antoine, près de l'endroit nommé Jup-

* Monsieur Wagenaar rapporte une particularité, qui

prouve blen combien peu l'on s'attendait à Anslerd m à la villes du Price on le se troupes. L'entreprise avoit échoué, & les Député de cette Ville aux Etats de Hollevile ignoraient, de riène que le reste de la Haye, qu'il v ent une pareille entreprise de formée. A onze heures du soit ces de ix Mossi urs, ou l'un d'eux, surent pries de se rendre à la Cour, où un Seigneur avait à le r parler. Ils crurent que ce Seigneur ne pouvait être que son Alt sie, & ils ne donterent pas qu'on ne le envo at à Lorvestein, tenir comprenie aux fix auties pellonn eis. Il eut cié dellicile d'échapper; zinsi le Consoller Kit, l'un des deux Députés, s'aim de coura e a fort t de son Hôtel. Aux environt de la Cour, où touter les lumières étaient éteintes, il sut s'ué par une personne que l'obscurité lui petmettait à peine de diffinguer, & qu'il ne pût reconnaître. On lui sit des excuses de l'avoir sut appeller si tard; & on

lui annonça ensuite,, que l'entreprise sur Amsterdan avait, échoué, & que le Prince, frappant des pieds de dept, , & jett me son chapeau par terre, se tenait dans son cabine tems vouloir voir personne. " Après ces mots il tourne le dos à K & & se retire, sans que l'on ast jamais pu savoir qui é ait cet homme officieux & discret, qui qui te premier communiqué cette importante nouvelle aux Députés d'Amsterdam à la Hoye.

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 623

Hannes, que son Altesse, dans le plus grand embarras, se vit forcé de prendre une résolution contre laquelle dut murmurer son grand cœur. Il envoya Beverweerd à la Haye avec ordre d'engager les Etats-Généraux à prier son Altesse de se retirer avec ses troupes. En effet pour obliger le Prince, qui avait fait entendre par Beverweerd qu'il souhaitait-pouvoir retourner à la Haye avec honneur, les Etats-Généraux nommèrent une Députation de cinq personnes pour faire en leur nom la prière demandée par le Stadbouder. Mais tandis que ces choses se passaient à la Haye, Guillaume, résolu de traiter lui-même au plutôt possible avec Amsterdam, écrivit au Conseil qu'il voulait entrer dans leur Ville. Le Conseil lui députa quelques personnes, auxquelles le Prince déclara qu'il prétendait entrer dans la Ville avec ses troupes qu'il y voulait laisser en garnison. Ceux d'Amsterdam voulaient au contraire que les troupes se retirassent d'abord. Le Prince déclara là - dessus qu'il y con- Accomsentirait, pourvû que l'on s'entendit sur les con-modement ditions. Enfin le 3. du mois d'Août, il se fit un entre le accommodement entre Messieurs d'Amsterdam & Amsterdam & Amsterle Prince, par lequel,, cette Ville consentait à re-dam. cevoir la Liste militaire (l'Etat de la guerre) que son Altesse réglerait suivant la proposition qu'Elle & le Conseil d'Etat avaient faite le r. de Juillet. La Ville promettait encore de recevoir toujours le Prince comme Stadhouder, & de lui donner en cette qualité audience en plein Conseil toutes les fois qu'il le désirerait. Après ces articles signés, le Prince ferait tout de suite retirer ses troupes, & la Ville licentie-

rait

rait celles qu'elle venait de lever. Par un article secret il était dit, que les frères André & Gorneille Bikker renongeraient volontairement & pour toujours aux charges de Magistrature, sans cependant que cette rénonciation pût porter atteinte à leur honneur ou préjudicier à leur réputation." Le Commerce qui était menacé d'une terrible secousse, peut être même d'une ruine totale, si Amsterdam était plus longtems resserré par les troupes du Prince; le danger auquel l'on exposerait toute la Province, si pour se débarrasser de ces troupes l'on était obligé d'avoir recours au moyen terrible de l'inondation d'une plus grande étendue de terrein, obligèrent Messieurs d'Amsterdum à accorder au Prince presque tout ce qu'il avait demandé. Cette Ville, de tous les points sur lesquels elle avait si fortement insisté, ne put obtenir que celui par lequel il était dit, que, le Sénat ne serait obligé de donner audience au Prince qu'en qualité de Stadhouder de la Province. Peu de tems après l'affaire d' Amsterdam, les six Députés, que Guil. laume avait fait transférer à Loevestein, furent relâchés, à condition qu'ils n'entreraient plus dans la Régence. Le Prince cependant crut devoir instruire les Etats de Hollande & les Etats , Généraux des raisons qu'il avait eues de faire arrê. ter ces Messieurs, & de sormer le blocus d'Am. sterdam. , Une faction dangereuse, disait - il , dans son Mémoire, menaçait de renverser l'E-, tat, de rompre le lien qui unissait les Provin-, ces, de ruiner la Religion. Pour prévenir , tous ces maux il avait employé l'autorité dont , l'avaient révêtu les Etats - Généraux (qu'il 22 110m.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 625

, nommait la Puissance Souveraine des Provin-, ces). Et les voyes de douceur ayant été , inesticaces, il s'était vû forcé de recourir à ,, des remèdes extrêmes &c. " Les Etats-Généraux, & ceux de Hollande, pour ne point r'ouvrir une blessure qui commençait à se fermer, jugèrent à propos de ne point faire la lecture de ces mémoires dans leurs Assemblées. Les Etats de Hollande remirent le leur cacheté entre les mains de leur Pensionnaire Kats; & l'on verra en son-lieu quelles en furent les suites. Il est encore à remarquer que la plûpart des Provinces *, dans la réponse qu'elles firent à la lettre que le Prince leur avait écrite avant le départ de ses troupes pour Amsterdam, remerciaient son Altesse des soins qu'elle avait bien voulu prendre pour le bien de l'Etat. Les unes ne s'exprimèrent qu'en termes généraux, les autres lougient hautement toute la conduite du Prince dans cette affaire.

Toute cette grande affaire ainsi terminée, le Prince se rendit à la fin du mois d'Août à sa Maison de Dieren, dans le Véluwe, pour y prendre le plaisir de la chasse. Il s'y arrêta assez long-tems. Au reste il n'est guères probable, du moins il est plus que douteux, que ce Prince aît traité alors secrétement avec la France, pour engager la République dans une nouvelle guerre contre l'Espagne. Pour prouver la réalité de cette prétendue négociation, l'on

Tome II R r

^{*} Cinq des sept; la Hollande pouvait s'en dispenser avec raison, & les Etats de Groningue n'étant pas assemblés, ne frent point de réponse.

l'on rapporte trois pièces: 1. une lettre de son Altesse au Comte d'Estrades; 2. une autre lettre du Cardinal Mazarin à ce même Comte; & 3. le projet d'un traité conclu entre le Prince & d'Estrades. Ce projet se trouve dans les Mémoires du Comte d'Estrades; & les deux lettres dont on vient de parler, celle de Mazarin surtout, découvrent des choses qui semblent consirmer le soupçon. Cependant il ne serait guères facile de concilier les dates de ces pièces avec le tems auquel le Prince se trouvait à Dieren, & celui de la signature du prétendu traité, qui, s'il a existé, n'a jamais été exécuté *.

Quoi-

* L'Auteur remarque, que la lettre du Prince à D'Estrades est datée de la Haye le 2. de Septembre, & le 27. d'Août le Prince était déjà à Dieren. Cependant il ajoute, que la chose n'est pas impossible, en supposant un retour fubit de son Altesse, puisqu'il est sur d'ailleurs, qu'elle s'est trouvée à la Haye vers le tems où se change la Régence de Harlem, ce qui se fait toujours le 7. Septembre. La lettre de Mazarin est datée de Paris le 15. Septembre; tems après lequel il saudrait que D'Estrades sut parti pour avoir pu trouver le Prince à la Haye. Le traité est aussi daté de la Haye le 20. d'Octobre. Or, le Prince n'a pu y être alors, si, comme on l'assure, il a passé, jusqu'au 27. du même mois. trois semaines consécutives à la chasse dans le Vélusve. Ces ralfons font fans doute convainquantes; mais l'auteur ajoute aussi tout de suite, que peut-être il ne saut pas trop presser ces sortes de témoignages, ni les prendre à la lettre, puisque son Alte se amait pu quitter pour deux ou trois jours le plaisir de la chasse, & faire subitement un tour à la H ve. d'autant plus qu'il en avait un prétexte spécieux dans l'état où se trouvait la Princesse son Epouse, qui était enceinte & approchait de son terme. D'ailleurs il ne serait pas impossible que le Prince ne se sut pas trouvé en personne à la rédaction du traité. Ce traité n'a jamais sorti son effet; mais

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 627

Quoiqu'il en soit, le 27. du mois d'Octo- Maladie bre le Prince sentit quelques accès de fiévre. & mort de Il se sit transporter par eau à la Haye, où l'on II. découvrit qu'il avait tous les simptomes de la petite vérole. Les plus célèbres Médecins le traitèrent suivant les règles de l'art, & on le croyait déjà hors de danger. Mais les fiévres con inuelles lui ayant caulé une grande oppres-In, ce jeune Prince mourut à 9 heures du soir le 6. de Novembre de l'année 1650. à l'âge de 24 ans & six mois. La nouvelle de cette mort causa des sensations bien différentes dans les esprits. Les partisans & les amis particuliers du Prince, tous les gens de guerre, & une grande partie du peuple étaient inconsolables. Mais dans les villes, où l'on croyait avoir cu à se plaindre du Prince, l'on voyait dans presque tous les yeux briller une satisfaction secréte. A Amsterdam surtout plusieurs croyaient que la mort de Guillaume était la renaissance de la liberté publique. Les Diacres des Eglises Reformées de cette ville trouvèrent dans le sac des. pauvres * un papier avec quelques piéces d'or,

les réflexions de Mr. Wagenaar porteraient presqu'à croire qu'il a réellement existé.

Le sac des pauvres est une espèce de bourse, ordinairement de velours noir, attachée au bout d'un long bâton flexible. Au bas de cette bourse, dans une espèce de houpe, pend une clochette, destinée peut-être à réveiller les dormeurs. Les Diacres des Eglises Résormées Hollandaises s'en servent pour recueillir, pendant une partie du sermon, les aumônes des sidèles. Cette coutume, assez singulière, gêne un peu l'attention, & il parait que celle des Eglises Françaises est plus décente. Après l'office les Diacres se pos-

Et ces mots: Que le don (que l'on faisait aux pauvres) était plus grand qu'à l'ordinaire, parce que depuis quatre-vingts ans, l'on n'avait point recu de nouvelle plus agréable que celle de la mort du Prince. En effet depuis le blocus d'Amsterdam l'on y avait si mal parlé de son Altesse, que le peuple ne pût s'empêcher lui-même de témoigner sa joye d'une mort si inattendue. Les Etats voisins se montrèrent aussi différemment affectés à la nouvelle de cette mort. L'Espagne & la nouvelle République d'Angleterre, en furent entiérement satisfaites; & l'on assure, que le Brun, Ambassadeur de Philippe IV. à la Haye, étant retourné à Bruxelles auflitôt après la mort du Prince, y avait dit publiquement, que tous les avantages remportés par son maitre, en Catalogne, dans les Pays-Bas, ou en Italie, ne pouvaient entrer en comparaison avec ceux qu'il avait à attendre de cette mort. L2 France au contraire en parut très-affligée, & Mazarin croyait que les jours du Stadhouder avaient été avancés par des moyens violents. L'on assure, qu'en public il louait l'habileté de ceux qui avaient su à tems se désaire du Prince. Muis, ajoute l'Auteur, peut-être était-il chagrin de voir ses desseins sécrets s'évanouir par cette mort imprévue *.

GUIL

tent aux différentes portes du temple, & le peuple en sortant met son aumone dans la bourse qu'on lui présente. Cette remarque pourra paraître minutieuse; mais il n'en est point de telle quand elles peuvent servir à indiquer quelqu'abus, que le tems peut voir détruire.

· * Rouffer, que l'on ne peut guères taxer de partialité

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 629

GUILLAUME II. Prince d'Orange, fut re- Portrait gardé par ses contemporains comme un Prince, de Guil-qui, dans un âge si peu avancé, ne le cédait à laume II. aucun de ses ancêtres en brillantes qualités: était courageux, vigilant, & infatigable, quoi-qu'un peu affaibli par les violents exercices auxquels il se livrait. Affable & civil, il poussait la libéralité au point d'en déranger ses propres affaires. Quelques uns ont remarqué, que son mariage avec une Princesse d'Angleterre lui avait inspiré des desseins ambitieux, que l'on croyait pernicieux à la liberté des Provinces · Unies. Guillaume d'ailleurs était bel homme, & jouissait d'une santé assez vigoureuse, quoique sujet

en faveur des Magistrats de la République, & des Hollandais en particulier, produit, dans ses Remarques sur l'Histoire du Stadhouderat, un fragment de lettre de Mazarin à l'Ambassadeur Boreel. du 30. Novembre 1650. En parlant de la mort de Guillaume II. cette Eminence s'exprime ainsi: " Les Etats ont bien raison d'être affligés de la mort d'un " tel Prince, quand même on considérerait cette mort com-,, me une chose indifférente; c'est une chose pitoyable que , de voir s'éclipser une si belle lumière dans la fleur de son ", âge Les qualités extraordinaires, qui paraissaient évi-,, demment en sa personne, donnaient une confiance en-,, tière, que peu d'années de vie auraient donné à L. H. P. ,, un Chef très - excellent, & très - propre & nécessaire pour ,, la conservation & l'honneur de la Republique. C'est l'af-", fection & le désir que nous avons de voir cette Répu-, blique dans le lustre & dans la prospérité qui nous font ", parler ainsi." L'éloge est beau, & pouvait êtré vrai. Mais était-il sincère? L'on connaît le Mazarin, l'on connait le stile des Cours; & la conservation & l'honneur de la République pouvaient bien aux yeux de la Cour de France être toute autre chese qu'à ceux de la Hollande; d'ailleurs c'était à un Ambassadeur de cete République que l'on écrivait.

Rr 3

à de grands maux de tête par son intempérance dans le manger. La chasse, la paume, tous les exercices violents étaient autant de divertissemens auxquels il se livrait avec trop peu de modération. Il aimait aussi beaucoup à nager & a se baigner dans des bains froids. Peu accoutumé à ménager sa santé, l'on attribua la maladie dont il mourut aux fatigues d'une chasse continuée trois semaines dans une sailon rude & mal-saine. Il ne laissa point d'enfants; mais la Princesse son Epouse accoucha le 14. de Novembre de la même année, d'un fils posthume, qui recut le nom de Guillaume-Henri . Le corps du défunt Stadhouder ne sut point expolé aux yeux du public, parce que la petite vérole l'avait trop défiguré; & le 8. de Mars de l'année suivante il fut enterré à Delft, avec les cérémonies ordinaires, dans le tombeau de ses ancêtres.

La mort de Guillaume II. ne pouvait manquer de causer de grands changemens dans la forme du gouvernement. Jamais la République ne s'était trouvée dans de pareilles circonstances; & chaque Stadbouder à sa mort avait laissé ou un fils ou un frère, à qui l'on avait pu conférer les dignités dont lui-même avait été revêtu. Guillaume II. mort sans enfans & sans frère, laissait les Provinces sans Stadbouder, & les troupes sans Chef. L'on se vit donc forcé de mettre ordre aux affaires les plus pressantes de la Ré-

^{*} C'est ce jeune Prince que l'on verra bientôt, sous le nom de Guillaune III. être Stadbouder des Provinces de l'Union, & Roi d'Angleterre.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 631.

République; & même de faire des changemens considérables dans la forme actuelle du gouvernement. Pendant que l'on délibérait encore sur toutes ces choses naquit Guillaume - Henri, huit jours après la mort de son Père. La Princesse, Douairière de Frédéric - Henri, écrivit aux Etats des différentes Provinces pour leur recommander son petit-fils, lorsqu'il s'agirait d'élire un Capitaine-Général des troupes de la République & un Stadhouder pour les Provinces. Pour les engager à favoriser le jeune Prince, sa grand' mère rappellait aux Etats le souvenir des services importants rendus à la République par ses ancêtres. Cette lettre n'eut pas tout le succès que la Princesse en avait sans-doute attendu; & le Comte Guillaume - Frédéric de Nassau, qui était déjà Stadhouder de Frise, fut bientôt après élevé au Stadhouderat de Groningue & des Ommelandes. Cette élévation donnait un grand crédit à ce Seigneur, qui ne tardá pas à l'augmenter encore par son mariage avec Albertine - Agnés, la seconde des filles du Prince d'Orange, Frédéric - Henri.

Dans les autres Provinces l'on ne parut gué. Changeres plus porté en faveur du Prince nouveau né. mens en En Zélande l'on avait arrêté, le jour même de en Hollansa naissance, ,, que la qualité de Premier - Noble de.

,, de cette Province n'étant que personnelle, & ,, ne pouvant être prétendue par les Princes , d'Orange, en vertu d'aucuns biens ou do-

" maines qu'ils possédassent en Zélande ——
" elle devait être considérée comme anéantie
" par la mort du dernier Prince." La nouvelle de la naissance du jeune Guillaume ne sit point
R r 4 chan-

changer de résolution aux Zélandais, & malgré toutes ses protestations, Knuit, qui avait représenté son Altesse, en qualité de Premier-Noble de Zélande, sut aussitôt démis de son emploi.

Les Etats de Hollande, qui, aussitôt après la mort du dernier Stadhouder, avaient envoyé une Députation aux autres Provinces *, firent dans la leur, en attendant, quelques changemens qui semblaient présager dès-lors l'anéantissement du Stadhouderat en Hollande. Dans toutes les Viilles de cette Province, le Stadhouder, comme Chef de la haute Cour de Justice, faisait l'élection des Echevins, dans quelques-unes même celle des Bourguemaîtres. Les Etats offrirent aux Villes un Octroi par lequel ils leur accordaient la liberté & le privilége de se choisir elles-mêmes leurs propres Magistrats. Cependant, à d'autres égards, les Etats de Hollande se réservèrent une partie essentielle des droits attachés autresois à la charge de Stadhouder †.

* Cette Députation devait engager les dissérentes Provinces à consentir que les Etats particuliers de chacune delles sussent convoqués à la Haye, pour y délibérer, & conclure unanimément sur tous les points concernant l'Union, la Religion & la Milice. En esset nous verrons bientôt ces dissérents Etats réunis sormer cette Grande Assemblee, si sameuse dans les Annales de la Hollande, & que l'on peut regarder comme la Diète Générale de la République.

† Les Etats se réservaient entr'autres la disposition de tous les Emplois militaires, à la répartition de la Province, y compris ceux de Capitaine; & la nomination au Rectorat de l'Université de Leyde, sur la proposition qui en serait saite par le Sénat Académique. Ils disposeraient de même, sur la proposition du Corps des Nobles, de la Lieutenance de la Maîtrise des Eaux & Forêts; se réservant à cux-mêmes tous les droits de la Grand' Mattrise. Les sa-

veurs,

La plûpart des Villes, jouissant du droit de suffrage aux Etats de la Province, accepterent l'Octroi qui leur donnait ce beau privilége, ou confirmait celui qu'elles avaient déjà. La seule Cour de Hollande opposa quelques difficultés, Elle prétendait qu'au défaut de Stadhouder, c'était à elle à disposer des charges de la Magistrature, de même qu'elle l'avait fait avant l'établissement de la République. Cependant elle se désista bientôt de ses prétentions, ne trouvant pas à propos de s'opposer trop fortement à la volonté des Etats, qui plus que jamais montraient qu'ils voulaient agir désormais en véritables & seuls Souverains de la Province. L'exemple donné par la Hollande fut ou suivi ou imité dans les autres Provinces, qui se rég'èrent sur ce point d'après leurs propres loix ou leurs coutumes particulières.

Vaillaient comme de concert à détruire, ou du moins à abbaisser l'édifice du Stadhouderat, la au sujet de naissance du jeune Prince d'Orange mettait la di-la tutelle vision entre la Princesse Royale sa mère, & la du jeune Princesse Douairière de Frédéric-Henri sa Grand-Prince d'Orange. Mère. Toutes deux prétendaient à la tutelle du jeune Guillaume. La Princesse Royale son-

dait

veurs, les Lettres de grace, celles d'abolition, accordées autresois par le Stadbouder, ne pourraient plus l'être que par les Etats, à qui il faudrait s'adresser directement pour les obtenir. Ensin la Garde à cheval du désunt Prince requit le nom de Garde du Corps des Etats de Hollande, qui en même sems de la Garde à pié formèrent un Régiment de dix Compagnies.

dait ses prétentions sur son droit de Mère; & principalement sur un testament informe de seu son Mari qui l'appellait à la tutelle. La Douairière au contraire prétendait seule être Tutrice; sa bellefille, disait-elle, étant mineure avait elle-même besoin d'un Tuteur ou du moins d'un Curateur; d'ailleurs le prétendu testament manquait de toutes les formes judiciaires, n'ayant même ni date ni signature. Tandis que ces deux Princesses soutenaient leurs droits, & que la Mère du jeune Prince alléguait, pour preuve de sa majorité, & sa haute naissance & son mariage, d'autres concurrents se mirent sur les rangs. Philippe-Louis & Frédéric-Louis de Bavière, Palatins du Rhin, prétendaient à la tutelle comme petits-fils de Guillaume I. Prince d'Orange *. D'un autre côté Emanuel & Louis - Guillaume, Princes de Portugal, demandaient à être admis à la tutelle du chef de leur Mère, nommée aussi Emilie de Nassau, & propre sœur du feu Prince Maurice. Mais de tous ceux qui se présentèrent pour Compétiteurs des deux Princesses, aucun n'établit mieux ses droits que Frédéric-Guillaume, Electeur de Brandebourg, marié à la sœur ainée de Guillaume II. Cependant, après bien des débats, les parties s'accordèrent entr'elles à l'amiable, & il fut arrêté que la tutelle du jeune Prince serait confiée aux deux Princesses & à l'Electeur de Brandebourg, mais que

Philippe Louis était fils de Julienne de Nassau; & Frédéric - Louis l'était d'Emilie de Nassau, toutes deux filles de Guillaume I.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 635

que la Princesse Royale y aurait elle seule autant

de part que les deux autres ensemble.

Les Tuteurs du jeune Guilloume curent bien- Troubles tôt un nouveau démêlé avec les Etats de Zé: à Middellande. Dans toutes les grandes Villes de cette bourg en Province, excepté à Goes, c'était le Stadbouder qui nommait aux postes de la Magistrature; mais dans les Villes de Flessingue & de Vecre, c'était en qualité de Marquis de ces deux Villes, non en qualité de Stadbouder, qu'il disposait de ces charges. Telle au moirs avait été jusques alors l'opinion la plus générale; mais les tems étaient changés, & les Etats de Zélande qui venaient d'anéantir le titre & le droit de Premier - Noble, n'avaient garde de consentir que des Princes étrangers, sous prétexte qu'ils étaient Tuteurs du jeune Prince, s'arrogeassent le droit de régler la Régence de ces deux dernières Villes. Cependant la maison d'Orange n'était pas fans amis dans cette Province. Henri Thibaut, Seigneur de St. Aagtenkerke, & le Docteur Jean van Landsbergen, tous deux Bourguemastres de Middelbourg, travaillaient de tout leur pouvoir à faire nommer dès-lors, ou du moins à destiner le jeune Guillaume au Stadhouderat de Zélande, ce qui par la suite lui aurait rendu le droit de disposer de la Régence de toutes les Villes. Mais ayant eu l'imprudence, dans la nouvelle forme d'élection qu'ils voulaient introduire, de porter atteinte aux droits de la Bourgeoisie, celle-ci en murmura, quelques Ecclésiastiques du haut de leur chaire sousserent le seu de la discorde, & la populace, ameutée par les cris de ses Pasteurs, jura la mort des deux Bour-

guemaîtres, qui pourtant eurent le bonheur de se sauver par la fuite. Irritée de n'avoir pû satisfaire sa vengeance, la populace se jetta sur la maison de Landsbergen, où tout sut pillé ou détruit. Celle de Thibaut n'échappa au même sort que par les soins de quelques Ministres, qui eurent le pouvoir d'appaiser les mutins. Aussitôt fut annullée la nouvelle forme pour l'Election des Magistrats, & les Villes de Middelbourg, Zierikzée, Goes & Thoolen se choisirent les leurs en vertu de l'Octroi que chacune d'elles avaient obtenu des Etats. Flessingue & Veere, d'acçord avec les Tuteurs du jeune Prince, soutenant que c'était comme Marquis, non comme Stadhouders, que les Princes d'Orange avaient disposé dans ces Villes des charges de la Magistrature, refusèrent longtems de se soumettre aux nouvelles dispositions des Etats. Mais enfin les droits motivés par les Tuteurs ayant été trouvés peu fondés, ces deux Villes prirent le parti de suivre l'exemple des autres, à condition cependant que, si les Tuteurs du seune Prince d'Orange trouvaient à propos de se pourvoir en justice, elles seraient affranchies par les Etats de tous les frais de la procédure. Tous ces changemens firent espérer à quelques Gentilshommes Zélandais, qu'ils pourraient, dans ces conjonctures, obtenir facilement séance à l'Assemblée des Etats de la Province. Ils présentèrent un Mémoire dans lequel ils déduisaient amplement tous leurs droits; mais quelque solides qu'ils dussent paraître, la prière des Nobles fut aussi infructueuse qu'elle l'avait été en 1619. sur le même objet, & les Villes dont lc

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 637

le pouvoir s'était considérablement accru depuis la mort du dernier Stadhouder, ne se trouvèrent pas disposées à partager leur autorité avec la Nobleffe.

LE détail de toutes ces affaires domestiques a Ouverture paru nécessaire, pour mieux prévenir le lecteur de la Gransur les dispositions particulières des dissérentes de - Assem-Provinces, dont les Etats étaient extraordinaiment assemblés à la Haye. Ceux de Hollande même, dès avant la fin de l'année 1650, avaient trouvé le moyen de persuader aux Zélandais, qu'il serait dangereux, dans les circonstances actuelles, de révêtir le jeune Prince de la dignité de Stadhouder; & malgré le penchant des Zélandais pour l'avancement de Guillaume, malgré tous les efforts des Princesses sa Mère & sa Grand-Mère, son exclusion fut résolue dans ces deux Provinces. Telle était à - peu - près la disposition des esprits lorsque le 18. de Janvier 1651. se fit à la Haye l'ouverture de la Grande - Assemblée, dans la grande Salle de la Cour, décorée des Drapeaux & des Etendarts, enlevés aux Espagnols pendant la guerre de quatre - vingts ans. Le Pensionnaire Kats ouvrit cette auguste Assemblée, de la part des Etats de Hollande, par un discours très - étendu, où l'on découvrait évidemment les vues de cette Province sur la nouvelle forme qu'elle voulait donner à la constitution de la République. L'Union, la Religion, la Milice étaient les trois objets principaux des délibérations de l'Assemblée. Quant Unim à l'Union, les Provinces ne purent alors rien établir de fixe sur ce point, rélativement surtout à la conduite qu'elles seraient obligées de

tenir dans la décission des différends qui surviendraient entr'elles. Il est vrai que dans le Traité d'Utrecht de l'année 1579, l'on avait indiqué certains moyens de décider les disférends qui pourraient naître entre les Provinces. Mais, outre que les termes mêmes du Traité n'étaient point assez clairs, il n'était guères possible, dans les circonstances actuelles, d'adopter des expédients qui avaient pû suffire alors. Après donc bien des débats sur cet article, il resta indécis. L'article de la Religion occupa de même la Grande Assemblée pendant un assez longtems. On parvint enfin, après bien des disficultés, à le régler fur un pié égal; & les sept Provinces déclarérent * que chacune d'elles maintiendrait pour soi & chez soi, & défendrait de toute son autorité la vraie Religion Chrétienne Reformée, telle qu'elle était enseignée publiquement dans toutes les Eglises de la République, & conformément aux canons du Synode National de Dordrecht, sans fouf.

^{*} L'on remarque que le Greffier des Etats ayant ajouté le mot premettre à celui de déclarer, il eut ordre de rayer le premier de ces termes, parce qu'il n'avait été employé par aucun des Députés des différentes Provinces. Que ques-uns en ont pris occasion de soutenir, que n'ayant pas positivement promis, les Provinces ne pourraient être obligées, à la rigueur, à ne protéger & à ne maintenir que la Religion Resormée, telle que l'explique le Synode de Dordrecht. Peut-être n'est-ce là qu'un pur sophisme; mals il est sût que l'intérêt du Commerce, & par conséquent celui de la République, engagea la Province de Hollande à s'opposer sortement aux propositions peu mitigées de quelques Provinces, & aux déclamations outrées des Ecclésiastiques, rélativement aux Sedes qui n'étaient que telerres, & aux progrès du Papisme.

souffrir que personne y sit jamais le moindre changement. Ce ne fut aussi qu'avec bien des pei- Milies. nes, que l'on parvint à s'entendre sur l'article de la Milice. La Hollande persistait à soutenir l'inutilité d'un Capitaine - Général, & quoique, sans oser se découvrir aussi ouvertement, la plupart des autres Provinces pensassent à - peu - près comme elle sur ce point, elle rencontra pourtant de grands obstacles de leur part sur ce qui concernait la direction des affaires de la guerre. Cependant elle consentit à céder quelque chose; & bientôt fut formé un plan, par lequel cette direction fut provisionnellement confiée aux Etats-Généraux, obligés pourtant de prendre préalablement l'avis du Conseil d'Etat.

Quoique cette grande affaire parut réglée, La Hollanla Hollande craignait toujours que l'on n'en vint de tâche do à proposer l'élection d'un Capitaine - Général. convaincre La Frise & Groningue avec les Ommelandes é-de l'inutitaient extrêmement portées pour cette élection, lité d'un & l'on savait qu'elles travaillaient sous main à Capitaine-

gagner la Zélande à leur opinion, & à l'enga-Général, ger à donner sa voix au jeune Prince d'Orange. Les autres Provinces, il est vrai, restaient tranquilles; mais si la Zélande se laissait gagner, l'on prévoyait qu'il serait bien difficile d'empêcher que cette élection ne passat à la pluralité des suffrages. Pour prévenir ce coup, la Hollande résolut d'envoyer une Députation aux Etats de Zélande. Cette Commission délicate sut consiée à Messieurs Jacques de Wassenaar, Seigneur d'Obdam, Jean de Wit, Pensionnaire de Dordrecht, Guillaume Nieuwpoort, Membre du Conseil de Schiedam, & Franco ou François Riccen,

Pensionnaire de Purmerende. Ces Députés représentèrent que, ,, dans les circonstances ac-, tuelles, l'on n'avait pas besoin de Capitaine-Général; mais surtout qu'il ne fallait pas , revêtir de cette dignité le jeune Prince d'O-, range." Les motifs de cette exclusion étaient pris, de la nécessité où i'on pourrait se trouver de lui substituer un autre Capitaine - Général pendant sa minorité; de l'espoir que la paix serait de longue durée; enfin du danger que, si le jeune Guillaume était actuellement destiné à cet emploi, l'Etat ne se vit un jour déchiré par des factions & des divisions, en cas que le Prince d'Orange s'avisat un jour de demander cette charge, dans des circonstances, où il pourrait arriver que les Etats ne trouvassent pas à propos de la lui conférer. Les Etats de Zélande ne donnèrent d'abord qu'une réponse générale; mais quelques mois après s'étant fait des changemens considérables dans la Régence de cette Province, elle consentit entièrement à tout ce qu'avaient demandé les Hollandais; ce qui fut cause que l'on ne parla plus de cette affaire dans la Grande Assemblée.

Effets que Le moment approchait que cet Assemblée allait produit le se séparer. Les Etats de Frise crurent alors devoir dernier proposer, qu'il conviendrait d'accorder une ammémoire de Guil. nistie générale de tout ce qui s'était passé en leaume II. l'année 1650. de la part de quelques Provinces aux Etats ou Personnes contre d'autres Personnes ou Prode Hollan-vinces. Voici ce qui donna lieu à cette proposition. L'on se rappellera que Guillaume II. avait remis aux Etats - Généraux & à ceux de Hollande une espèce de Mémoire, contenant les

121-

raisons qui avaient engagé son Altesse à saire arrêter six Députés des Etats de cette Province & à former l'entreprise d'Amsterdam. * Les Etats de Hollande, sans l'avoir lu, avaient mis entre les mains de leur Pensionnaire le Mémoire qui leur avait été présenté. Kats, voulant se démettre de son Emploi, rendit aux Etats de Hollande, ses maîtres, l'Ecrit qu'il avait gardé jusqu'alors. L'on délibéra quelque tems s'il fallait ouvrir & lire ce Mémoire, ou s'il ne conviendrait pas mieux de le bruler sans en faire l'ouverture. La plupart des Membres demandèrent qu'il fût lu; mais aucun d'eux ne put en entendre la lecture sans témoigner son indignation de ce qu'il contenait. On remit ensuite cette Pièce entre les mains de quelques Cominissaires, qui furent d'avis, ,, qu'il fallait le ré-, futer par écrit; remettre cette Réfutation à , la Grande - Assemblée; condamner, comme , contraire à l'ordre & à la forme du Gouver-, nement, la députation du mois de Juin de 1, l'année passée aux différents Conseils des Vil-, les de Hollande; prier les Etats des autres Provinces de vouloir desapprouver & déclarer , comme illégales, & de nulle valeur les Réso-, lutions des 5. & 6. du même mois; qu'un petit nombre des Députés de la Générali-, té, avait prises par ménagement pour le , grand crédit du Prince d'Orange; & reti-, rer en même tems les remercimens forcés, , faits alors à son Altesse. " Enfin les Commissaires soutenaient encore, qu'il fallait, par 22 une

^{*} Voyez pag. 625.
Tome II

, une Résolution claire & manifeste, déclarer que , l'on tenuit l'entreprise d' Antierdam & l'empri-2, sonnement des six Messieurs, pour un atten-, tat à la liberté, la majesté & la souveraineté , de la Hollande, & directement contraire à 5, toutes les loix, aux droits & aux priviléges ,, de la Province." En effet les Etats de Holunde formèrent une Résolution assez consorme a l'avis des Commissaires. Ils firent plus; ils exigèrent que les Villes, dont avaient été Députés les six Messieurs arrêtés par Guillaume II. declaraffent par écrit, si, en donnant leurs avis & leurs voix pour la réduction des troupes, ils s'étaient conduits ou non d'après les ordres de leurs inlaires. Dordrecht, Harlem, Delft. Amftera... n, Hoorn & Medenblik donnerent leur déclamion, par laquelle elles reconnaissaient les six Députés pour vrais Patriotes, qui avaient part litement satisfait aux vues de leurs Commettans. Surquoi les Etats de Hollande, par une Déclaration en date du 23. d'Août, approuvèrent pleinement t ut ce que ces six Messieurs avaient fait dans cette affaire. Les raisons alléguées dans le Mémoire du vince furent amplement réfutées dans un Ecrit imprimé sous le nom & par les ordres des Etats de Milande: & enfin l'on publia l'amnistic proposée par les Etats de Frise. La Ville d'Amsterdam sut même dédommagee par la suite, de la part des Leus de Hellande, des frais extraordinaires qu'elle avait été obligée de faire l'année précéden-L'on jugeait actuellement qu'ils n'avaient été faits, que pour le service & l'utilité de la

[?] Ils se montaient à 54045 storins & 10 soûs.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 643

Patrie, & que l'on devait une grande reconnaissance à la Ville, en considération du zèle & de la vigilance qu'elle avait témoigné dans cette occasion.

Tour ce qui avait fait l'objet des délibérations Cloture de de la Grande-Assemblée ayant ainsi été heureusement la Grande. terminé, le Pensionnaire Kats en fit la cloture. Aisemblee. au nom des Etats de Hollande, le 21. d'Août de l'année 1651. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, il fit observer entr'autres, que si l'unanimité & la concorde avaient regné dans une Assemblée si nombreuse, c'était au Ciel seul que l'on en avait l'obligation. Il finit par remercier tous les Députés des différentes Provinces, & par rendre graces à Dieu, qui jusques là avait si évidemment répandu ses bénédictions sur toutes les Délibérations de cette auguste Assemblée. Le 13. Septembre on célébra dans toute l'étendue de la République un jour solemnel d'actions de graces, qui sur suivi de toutes les réjouissances publiques que put inspirer la satisfaction d'un succès aussi heureux.

CROMWEL, après avoir fait couper la tête Mesintel. à son Roi, forcé Charles II. fils de cet infor ligence entuné Monarque, à s'expatrier pour se dérober tre les Proaux coups de son fanatisme politique, & changé nies & le toute la constitution du Royaume d'Angleterre, Pariement s'était rendu si redoutable par le succès de ses d'Anglearmes, que les Puissances étrangères recherchè. rent elles - mêmes l'amitié de cet homme extraordinaire, & n'osèrent refuser de reconnaître la fouveraineté de sa nouvelle République. Les seuls Etats - Généraux avaient réfisté au torrent, &, malgré les instances des Etats de Hol-

Ss 2

lande, ils avaient constamment resusé audience aux Ambassadeurs que l'Usurpateur leur avait envoyés. Il est vrai que Guillaume II. Prince d'Orange vivait encore. Peu satisfait de la conduite des Etats · Généraux, le Parlement d'Angleterre fit dire à Joachimi, Envoyé ordinaire des Etats à Londres, qu'il pouvait le retirer. Un autre motif du mécontentement des Anglais, était l'ordre donné au Lieutenant - Amiral Tromp de s'opposer aux pyrateries du Gouverneur des Sorlingues, qui incommodait fort le Commerce des Hollandais. Les Etals de Hollande cependant, craignant que le congé donné à Joachimi ne fut un prétexte pour rompre les melures qu'ils avaient prises afin d'entretenir la bonne intelligence entre la nouvelle République & leur Province en particulier, firent partir pour l'Angleserre, Gérard Schasp, Membre du Confeil d'Amsteraam, avec le tître de leur Commissaire. Il était chargé de reconnaître la souveraincré du Parlement actuel, & de lui accorder tous les tîtres qu'il pourrait désirer. Let l'affaire des Sorlingues étant survenue, Schaup reçut aussitot de nouveaux ordres d'informer le Couvernement Anglais des véritables motifs de l'armement de Tromp. *

CET-

^{*} Le Parlement d'Argleterre prétendait que les S'ilingues appartenaient à la Republique Argletife, & croiait que les Etats par cet armement voulaient s'en rendre maîtres. Mais comme Charles II é at alors en possession de ces Isles, les Hollandair, qui soupçonnaient Guillaum II d'avoir excité par vengeance ce Monarque à trouber leur Commerce, crusent devoir faire représenter à Cromw-1 e à son Parlement, que ce n'était que pour souteur & proté-

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 645

CETTE démarche de la Hollande, & la mort Le Parles de Guillaume II. arrivée peu après, fit espérer d'Angle-à Cromwel & à la République d'Angleterre, terre-enqu'ils pourraient enfin engager toutes les Pro-voye des vinces de l'Union à embrasser leurs intérêts. De Ambassanouveaux Ambassadeurs furent donc envoyés deurs à la aux Etats, qui les reconnurent comme Ministres d'une République souveraine, & les reçurent avec beaucoup d'éclat & de magnificence. Les affaires avaient tellement changé de face, qu'ils furent d'abord admis à l'audience de la Grande - Assemblée. On nomma aussitôt des Commissaires pour traiter avec eux; mais n'ayant pû parvenir à s'entendre, & s'étant plaints des insultes auxquelles ils étaient journellement exposés, le Parlement rappella ses Ambassadeurs, & sur le rapport desavantageux qu'ils firent de leur Ambassade, résolut de déclarer la guerre aux Etats. * En effet bientôt l'on vit paraître cet Acte,

ger leur Commerce & leur Navigation qu'ils avaient or-

donné à Tromp de mettre en mer.

* Cromwel avait fait proposer de réunir les deux Républiques de façon qu'elles ne formassent plus qu'un seul & même Etat. Il voulait aussi que les Provinces-Unies s'engageassent à prendre le Parti du Parlement contre Charles II. & à empêcher qu'il pût jamais être soutenu par la maison d'Orange. De leur côté les Etats-Généraux avaient unanimement résolu que, quelque traité qu'ils pussent conclure avec le Parlement, ils ne se mêleraient point dans le dissérend qu'il avait avec Charles II. ou avec l'Ecosse. Cette résolution arrêta le cours des Négociations, qui cependant furent rompues sous d'autres prétextes. Quant aux insultes dont se plaignaient les Ambassadeurs, elles avaient été aussi groffières qu'on peut en attendre d'une vile populace excitée fous main par des perfonnes du premier rang. A leur entrée publique à la Haye ils avaient été salués du nom Ss 3 odieur

Acte, devenu si fameux sous le nom d' Acte pour l'accroissement de la Navigation & du Commerce. L'on ne put douter, par les défenses contenues dans cet Acte, qu'il ne tendit uniquement à ruiner sans ressource le Commerce des Hollandais & des Zélandais en Angleterre. Les Etats, prévoyant une rupture certaine, pensèrent d'abord aux moyens de la prévenir par une Ambassade extraordinaire. Mais avant qu'ils pussent parvenir à s'entendre, parce que quelques Provinces paraissaient assez portées à rompre avec l'Angleterre, le Parlement avait fait une démarche qui ne laissait presque plus d'espérance de raccommodement. Sous prétexte que quelques sujets de la République avaient causé des dommages à certains particuliers Anglais, il accorda à ceuxci des Lettres de Représaille; & bientôt furent mis en mer deux vaisseaux de guerre Angliis, qui en peu de tems causèrent de grandes pertes

olieux de Régicides par une bande de polissons, ameurés, dit-on, par un des Pages de la Princesse Roya'c. Le Prince Elouari, fils du Palatin Fréderic, Roi de none de Bole ne, avait, d'uns une antre occasion, en l'apprellerce de s'aboutier à la brutaité du peuple. Ce Prince & quelquesuns de la fuite avaient hué en pleine rue les Arriballideurs du Parlement, en leur criant qu'ils étaient des Captins, & leurs domestiques des Chiens. Il est vrai que sur les plaintes que l'on en fit, les Etats de Hollande siront a oumer le Prince Edouard à son de cloche; mais il s'étrit prudemment retiré de la Haye, où l'on se saist de cuelones. uns de ses gens, qui surent punis & pour leur propie sottise, & pour celle de leur maitre, l'un par le fone, d'autres par le bannissement. Satisfaction qui den cont autre tems aurait pû paraitre sussifiante, mais qui dans les coniondures aduelles n'empêcha pas que les Ambasiadeurs ne fussent rappellés.

DE LA HOLLANDE CHAP. XII. 647

aux Hollandais & aux Zélandais. Ce commencement d'hostilités hâta le départ de l'Ambassade, composée de Kats * & de Schaap pour la Hollande, & de van de Perre pour la Zélande. Les Négociations furent entamées, mais avec 1652. si peu de succès par les prétentions exorbitantes des Anglais, que l'on ne put parvenir à conclure un traité. Un évenement, que le hasard seul peut avoir fait naître, augmenta cependant la mesintelligence, & rendit la supture inévitable entre les deux Nations. Les Anglais avaient donné des marques trop évidentes de leur éloignement pour la paix, pour que les Etats attendissent tranquillement le succès des Négociations jusqu'alors infructueuses. Ils résolurent donc de mettre en mer une flotte considérable, afin d'affurer leur Navigation & leur Péche. Tromp, à qui l'on avait confié le commandement de cette flotte, avait ordre d'éviter les côtes d'Angleterre, mais il était chargé en même tems de protéger les vaisseaux de la République contre quiconque voudrait les visiter ou s'en saisir. L'Amiral Anglais, Robert Blake, croisait cependant vers les côtes d'Angleterre avec une flotte de cinquante Vaisseaux. Tromp n'en avait alors que Rencon. quarante - deux sous son Pavillon. Poussé partre de le gros tems & des vents contraires vers les mê. Tromp & mes côtes, il s'en éloigna pourtant bientôt & se de Blake. retira sous Calais. Il ne tarda pas à y recevoir des avis certains que sept Navire's richement char-

* Kats s'était démis peu avant ce tems de la Chargo de Grand-Pensionnaire, que l'on conséra pour la secondo sois à Airim Paux, Sugneur de Heemstele.

chargés, revenant du Détroit, couraient risquo d'être enlevés par douze vaisseaux de guerre dna glais. Tromp à cette nouvelle s'avance de nouveau vers les côtes d'Angleterre, & rencontre Blake à la hauteur de Douvres. Il se préparait à faire honneur au Pavillon Anglais, lorsque Blake lui tira deux coups de canon; Tromp ne répondit qu'au troissème coup, par un boulet qui perça le Pavillon de l'Amiral Anglais. Celui-ci vire de bord, & lache toute sa bordée sur Tromp, qui ne demeure pas en reste. Le combat fut bientôt général, & continua pendant quatre heures avec une égale violence de part & d'autre. Les deux Amiraux s'accuserent réciproquement d'avoir rompu la paix. Blake cependant n'osa déclarer ouvertement que Tromp lui avait donné la première bardée, au · lieu que du côté des Etats, plusieurs Capitaines de Vaisseaux assurèrent que Blake avait commencé l'attaque. * A peine le bruit de ce combat na. val s'était répandu dans Londres, que les Ambassadeurs des Etats se mirent en devoir de justifier la conduite de Tromp, en prouvant que ce n'était pas par sa faute que les flottes en étaient venues à se combattre. Le Parlement ne leur répondit qu'au bout de quinze jours; & leur fit

Quelques uns ont cru, dit notre auteur, que Blake, & Tromp avaient reçu ordre de se conduire vis à vis, l'un le l'autre, de saçon qu'aucun d'eux ne parut avoir, été l'aggresseur." La chose ne serait pas impossible, quoiqu'il semble que l'inté êt de la Hollande & de la Zelande demandat que ces Provinces evitassent de consensir à de ordres, qui pouvaient accé éter une rupture, qu'elles cherchaient à prévenir par toutes sortes de moyens.

DE LA HOLLANDE. CHAP, XII. 649

entendre qu'il voulait réparation des dommages soufferts jusqu'alors, & des suretés pour l'avenir. Le Conseiller - Pensionnaire Pauw se rendit aussi en Angleterre avec ordre de ses Maîtres de justifier la conduite de Tromp, & d'accommoder le différend à l'amiable. ne fut pas plus heureux que les autres Ambassadeurs; les Anglais voulaient la guerre, & firent en conséquence des propositions qu'ils savaient bien ne pouvoir être acceptées. Les Etats s'appercevant donc que la guerre était inévitable, ordonnèrent à Tromp, même avant le retour de leurs Ambassadeurs, d'attaquer la flotte Anglaise, & de lui causer tout le dommage possible. Bientôt il eut occasion de remplir au moins une partie de sa commission, en s'emparant de quelques Pêcheurs Anglais; mais Blake ne tarda pas à se venger de cette petite perte; il enleva aux Etats un grand nombre de Navires, sortis pour la pêche du hareng, & treize vaisseaux qui leur servaient de convoi. Informé de ce désastre, Tromp se préparait à attaquer Blake, mais il fut atteint d'une furieuse tempête, qui le força de ramener dans les Ports de la République toute la flotte, qui avait extraordinairement souffert.

Comme les malheureux ont toujours tort, Trompest Tromp perdit la faveur de plusieurs de ceux qui avaient part au Gouvernement. La malheureuse rencontre de Blake devant Douvres, & l'impossibilité de s'opposer à la fureur des vents étaient les seuls crimes qu'on pût lui reprocher. Mais ses envieux en inventerent un autre; ils osèrent publier que son attachement à la maison d'Orange l'avait poussé à embarquer les E-

SSF

tats dans une guerre contre la République d'Angleterre. Quoiqu'il en soit, Tromp fut disgracié, & de Ruiter eut ordre de mettre en mer avec une flotte d'environ trente Frégates & huit Brulots. Le 26. Août 1652. il rencontra le Vice-Amiral d'Angleterre, George Askue vers le Pas de Calais. Le combat fut bientôt engagé, & quoique l'Anglais eut sous son Pavillon quarante Vaisseaux de guerre, il se vit poussé avec tant de vigueur, qu'il fut contraint de se retirer à Plymouth. De Ruiter, n'ayant pû l'y poursuivre par les vents contraires, se contenta de ramener en sureté dans les Ports, les vaisseaux marchands qu'il avait sous son escorte. Vers le commencement d'Octobre de Ruiter s'étant joint à la flotte que commandait le Vice-Amiral Witte, sur les côtes de Flandres, eut un nouveau combat à foutenir contre les flottes combinées de Blake & d'Askue. Witte & de Ruiter combattirent avec toute la bravoure que l'on pouvait attendre de deux si excellents hommes de mer. Ils furent même courageusement secondés de quelques Capitaines; mais ils se virent lâchement abandonnés par plus de vingt autres, qui profitèrent de la nuit pour fuir avec plus de sureté. De Ruiter, trop assaibli par cette défection, évita prudemment le lendemain de rengager le combat avec les Anglais, qui s'avangaient sur lui, & ramena ses vaisseaux dans les Ports. Bientôt les Etats équipèrent une nouvelle flotte. La plus grande satisfaction que Tromp aurait pû désirer, cut ôté sans doute de se revoir à la tête des forces navales de la République; il cut la gloire d'en jouir. Les Etats

ne connaissant pas dans toutes lès sept Provinces d'homme plus expérimenté que lui dans la guerre maritime, considérant d'ailleurs qu'il était extrêmement aimé des matelots & autres gens de mer, sûrs sans doute aussi de son innocence & de sa sidélité, ils lui consièrent le commandement général de leur flotte. Jean Evertszoon, Witte, de Ruiter & Pierre Floriszoon lui furent subordonnés; mais Witte étant tombé malade. & obligé de rester à terre, son Escadre sut donnée à de Ruiter. Le 10. de Décembre la Flotte des Etats découvrit celle des Anglais entre Douvres & Falfon. Elle était commandée par Blake. Vers les trois heures de l'après midi, le combat fut engagé, queiqu'une bonne partie des Vaisseaux Hollandais ne put y prendre part. Evertszoon & de Ruiter eurent ainsi seuls toutes les forces de l'ememi sur les bras; Tromp, pourtant se mit à portée de les soutenir, & y réussit. Deux Vaisseaux Anglais furent enlevés. Du côté des Etats le feu prit à celui que montait le Capitaine Juinbol, qui périt avec tout son monde. Blake blessé rentra vers le soir dans la Thamise, & laissa Tromp maître de la mer. Le lendemain il s'empara encore d'un vaisseau de guerre & d'un navire marchand Anglais.

Tandis que les Anglais & les Hollandais se Projet des donnaient ouvertement des pieuves réciproques Anglais de leur bravoure & de leur habileté, les pre-pour ruiners, qui avaient appris à leurs dépens à ne les forces plus mépriser les forces de leur ennemi, voulu-navales des rent d'un seul coup les mettre hors d'état de Etats, pousser plus loin ses succès. Au moyen de machines a seu secrètement magonnées dans des

V 215-

Vaisseaux loués exprès, ils formèrent le projet de bruler toutes les forces navales des Etats, & de détruire en même tems & les Ports où elles se trouveraient, & les principales Villes marchandes. Les Etats en ayant eu connaissance ne négligèrent aucun des moyens qu'ils crurent nécessaires pour éviter le péril qui les menaçait. En effet soit que les Anglais eussent d'eux-mêmes changé de dessein, soit qu'ils soupçonnassent que leur projet était éventé, cette entreprise hazardeuse n'eut point lieu. Quelque tems après quelqu'un proposa aux Etats un secret moins dangereux peut être, mais dont le succès eut été aussi peu glorieux. C'était de mettre par en bas le feu aux Vaisseaux Anglais, au moyen d'un petit batteau, que l'on assurait pouvoir voguer sous l'eau. Cependant, soit magnanimité de la part des Etats, soit qu'ils se méfiassent du succès, il est sûr qu'ils ne tentèrent pas l'entreprise.

Troubles La guerre avec l'Angleterre déplaisait aux intérieurs. Hollandais & aux Zélandais en général, parce qu'ils en craignaient l'affaiblissement de leur Commerce. La populace murmurait hautement, & était excitée sous main par les amis de la maison d'Orange. Quelques Villes de la Hollande avaient arrêté qu'elles ne souffriraient plus de Stadhouder. Cette Résolution, & quelques changemens qui ne déclaraient que trop que l'on voulait ôter au jeune Prince jusqu'a l'espoir même d'occuper les charges de ses Pères, contribuaient peut-être plus que tout le reste à in-

disposer les peuples contre le Gouvernement actuel, que l'on cherchait à rendre odieux en lui

don-

donnant le nom détesté de faction Loevestine. , Il , fallait, disait - on, un Chef à l'Etat, il ne , pouvait subsister sans Stadhouder & sans Ca-, pitaine - Général. " Au mois de Septembre de cette année les matelots de la flotte des Etats se souleverent à Amsterdam sous prétexte qu'ils ne voulaient plus servir si on ne leur donnait leur solde entière. Quelques uns ont cru que le véritable motif de ce soulèvement était de préparer les voyes, pour demander ensuite avec plus de succès l'avancement du jeune Prince; quoique, selon d'autres, il n'ait pas clairement paru que ç'ait été le dessein des matelors. Quoiqu'il en soit, tandis que l'on menait au supplice les auteurs de cette émeute, la frayeur, dit-on, épouvanta tellement les spectateurs, & causa dans la foule un mouvement si extraordinaire, que quelques Officiers, s'imaginant que l'on avait dessein d'arrêter ou de troubler l'exécution des coupables, ordonnèrent de faire feu. Huit personnes furent tuées, &, outre un très-grand nombre de blessés, plusieurs furent écrasés ou noyés en cherchant à sa sauver par la fuite. Cependant la termeté de la Régence remit tout en ordre, & dans Amsterdam, comme dans quelques-autres Villes, le peuple s'en tint pour un tems aux murmures, sans oler se soulever ouvertement.

En Zélande cependant plusieurs se déclarèrent de tranhautement pour le jeune Prince, en affectant de sporte au
porter des rubans couleur d'Orange. Tout le ce d'OranPeuple de cette Province, soutenu par tous les ge les charmembres du Clergé, portait avec tant d'ardeur ges de Camembres du Clergé, portait avec tant d'ardeur ges de Camembres du clergé, portait avec tant d'ardeur ges de Camembres du clergé, portait avec tant d'ardeur ges de Catats, Général,

Etats, sur la proposition qu'en sit Middelbeurg arrêtèrent au mois de Septembre, qu'il con-, viendrait que le jeune Prince fût désigné, , Capitaine & Amual - Général des forces de , terre & de mer de l'Etat, & que cependant , le Comte Guillaume de Nussau, Stadheeder de , Frise, fut élu pour lui servir de Lieutenant , pendant sa minorité. " Il était de l'intérêt de la Hollande de prévenir ce coup, qui rompait toutes les mesures qu'elle avait prises pour abolir toutes les grundes charges de l'Etat. Aussi des qu'elle prévit la démarche qu'allaient faire les Zélandais, elle theha de les en détourner, en leur envoyant une Députation à la tête de laquelle se trouvait Jean de Witt , alors Pensionnaire de Dordrecht. Mais tout sut inutile &c la Zélande persista dans sa résolution.

Quelque mauvais succès qu'eut en la Députation, les Etats de Hollande furent si persuadés

que

Fean de Wittestelu naire de

1653.

Maître

Conseiller- C'est ce même Jean de Witt, devenu depuis si célè-Pension- bre par ses services & par ses malheurs. Le Etits de Hillande ne pouvaient faire choix d'une personne plus propre Helland: à pousser les intérêts qu'ils avaient alors. Opposé par inclination à la maison d'Orange, l'on pouveit s'assitter qu'il embrasserait avec zèle tout ce qui devait contribuer à la tenir dans l'abaissement. C'est ce qu'il sit hien voir dans cette Députation même. La populace s'état atroupple vers le lieu où s'assemblent les Etats de la Province, & menaçait de massacrer les Députés de Hollande. On conseilla à ceux-ci de donner leurs propositions par ecrie, & de ne point se rendre au leu de l'Assemblée; le Collégues de de Witt y ctaient résolus, mais celus-ei leur 33. clara avec sermeté, que quelque close qui sus en artier, il se sentait assez de comme, pur expuer ini seul la commission dont ils claimt tous comses.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 655

que de Will s'était acquité de sa commission avec tout le zèle qu'on lui connaissait pour empêcher l'élection d'un Capitaine - Général 3 que Pauw étant venu à mourir au mois de Février de l'année 1653. ils ne crurent pouvoir le remplacer par une personne qui eut plus de mérite que Jean de Witt. Dès le même mois il fut donc provisionnellement nommé Conseiller-Pensionnaire, & confirmé dans cet important emploi au mois de Juillet suivant, ayant eu la gloire de réunir tous les suffrages en sa faveur. De Witt n'avait pas encore vingt - huit ans accomplis lorsqu'on lui confia cette grande charge, mais à des, talens supérieurs pour l'Administration publique il joignait, comme l'avouent même ses ennemis, tant de courage, d'esprit, & de fermeté, qu'il s'acquit en peu une estime si générale, que quelques - uns lui donnèrent le nom de Sagesse de la Hollande, Il n'en eut pas moins ses ennemis & ses envieux, surtout parmi la populace à qui cet habile homme devint odieux, parce qu'elle le croyait ennemi déclaré de la maison d'Orange *. Dès le commencement de son

Le Comte de Guiche dans ses mémoires raconte que facob de Witt, Bourguemaitre de Dordrecht, & l'un des lix Députés que Guillaume II. avait fait arrêter, "donnait, "fouvent le bon jour à son fils (fean de Witt,) en lui, disant, fouvenez-vous de la prison de Lovvestein, bien , qu'il ne parût pas à son procédé, ajoute le Comte, que, cela sût sorti de sa mémoire. "L'anecdote peut être vraie, & Mr. de Guiche assure la tenir d'original; mais la partialité de ce Seigneur Français contre tout ce qui porte le nom de de Witt, & les portraits ridicules qu'il a affecté de faire du Père & de ses deux fils, doivent rendre son témoignage un peu suspect à tout lesteur judicieux.

emploi il cut occasion de déployer une partie de ses grands talens, en faisant finir la guerre d'Angleterre, qui sut poussée cette année avec

plus de fureur que jamais.

Les Etats & Cromwel s'étaient préparés pendant tout l'hyver à soutenir avec succès la guerre qu'ils allaient reprendre au printens de cette année. Les deux Puissances avaient mis leurs flottes sur un pié formidable, & l'on s'attendait de part & d'autre à quelque coup d'éclat. En esset vers la fin de Février Tromp & Blake, ayant chacun soixante-dix vaisseaux de guerre sous leur Pavillon, se rencontrèrent à la hauteur de Portland. Le combat fut bientôt engagé, & continué pendant trois jours avec beaucoup de bravoure de part & d'autre & des succès àpeu-près égaux. Les Anglais s'attribuèrent la Victoire; ils n'avaient perdu que cinq ou six vaisseaux de guerre, les Hollandais en avaient vu prendre ou périr neuf des leurs, outre vingtquatre navires marchands; mais du côté des Anglais le nombre des morts était de deux mille hommes au moins, & de cinq ou six cent seule. ment du côté des Hollandais, qui se félicitèrent encore d'avoir pu ramener surement dans leurs ports le plus grand nombre de leurs vaisseaux marchands. , Aussi les Etats de Hollande furent si satisfaits de la bonne conduite & de la bravoure de quelques Chefs * de la Flotte, qu'ils

Parmi les Officiers qui se distinguèrent dans cette occasion, l'histoire a consacré les noms de de Ruiter, de Corneille Adriaanszoon Kruik, d'Isaak Sweerts, de Poort, de Kleidyk & de Rogemorter. Poort sut tué dans le combat, & Sweerts sait prisonnier après avoir vu couler son vairseau à sonds.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 657

e leur témoignèrent par de magnifiques présens. L'on pensa ensuite à réparer les forces navales de la République, qui se trouvèrent bientôt en état de remettre en mer. Les Anglais cepenlant n'eurent pas lieu de se réjouir long-tems deremportée eur prétendue victoire. Jean van Galen, quipar van commandait dans la Méditerranée une Escadre Galen & fa les Etats, remporta le 14. de Mars sur les cô-mort. ces de Tescane une victoire des plus complettes ur le Commandeur Appleton. Mais le brave van Galen ayant eu la jambe droite fracassée d'un poulet de canon, mourut le 23. du même mois Livourne, où il s'était fait transporter. Son Corps rapporté dans sa patrie fut inhumé à Amferdam dans l'Eglise-Neuve, où les Etats lui ont fait ériger un magnifique tombeau.

TANT que les pertes de l'un des partis pou- Combat vaient être compensées par celles du parti contrai- de Nieuws, e, l'on ne pouvait espérer de voir finir une guer-poort.

e qui pesait également aux deux Puissances. Il allait donc quelqu'échec plus confidérable pour forcer l'un des deux à demander une paix, que 'autre serait lui - même bien - aise d'accorder. 'Cependant de nouvelles flottes couvraient les mers, & les deux nations également braves & belliqueuses, ne cherchaient que les occasions de combattre de nouveau. Le 12. du mois de Juin Tromp rencontra à la hauteur de Nieuropoort la lotte Anglaise, commandée par le Général George Monk, & par l'Amiral Richard Deane Les Hollandais avaient quatre-vingt-dix-hoit vaiseaux de guerre & six brulots, la slotte Anglaise. stait de quatre-vingt-quinze ou cent voiles. Le combat fut opiniâtre & sanglant. Dès la pre-Tome II mic-

658 ABREGE' DE L'HISTOIRE

mière attaque Deane fut tué. Le vaisseau de

Juste Bulter, Capitaine au service des Etats, ayant été percé de cinq ou six coups sous l'eau, coula à fonds, Bulter lui-même couvert de blesfures, combattait cependant encore, & se noya les armes à la main. Enfin les Anglais plièrent, mais ayant bientôt gagné le vent, ils revinrent à la charge. Des deux côtés il y eut plusieurs vaisseaux d'endommagés; le combat qui avait commencé à onze heures du matin, ne finit que vers les neuf heures du soir. Une heure après un vaisseau de guerre des Etats, commandé par Corneille van Velzen, sauta par ses propres pou-De Dun-dres. Le lendemain le combat fut renouvellé à la vue de Dunkerque. Tromp s'était envain efforcé de regagner le vent sur les ennemis, il combattit cependant; mais au plus fort de la mêlée, soit imprudence, soit inexpérience de quelques officiers, le desordre se mit dans la flotte des Etats; le combat dura cependant jusqu'à une heure après le soleil couché, que les flottes se séparèrent. Tromp perdit deux vaisseaux, qui étaient tombés entre les mains des Anglais, & qui brulèrent. Le lendemain il découvrit encore la flotte ennemie, mais il trouva un si grand nombre de vaisseaux hors d'état de combattre, qu'il jugea à propos de se retirer au IVielingen *. Cependant les Etats, sur les instances

kerque.

L'Histoire remarque une chose que nous avons cru devoir rapporter. Charles II. qui ne voyait encore guères jour à monter sur le Trons de ses pères, usurpé ou pluto: renversé par Cromquel, avait fait dire aux Etais - Généraux qu'il défirerait se rendre auprès d'eux pour passer ensuite LUI

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 659

de ce grand homme, ayant renforcé & mieux équippé leur flotte, le 8. d'Août il attaqua à la hauteur de Catwyk les Anglais, commandés par Monk. Le combat dura jusqu'à une heure De Cataprès le coucher du soleil, sans qu'aucun des wyk. deux partis put se flatter d'avoir remporté quelqu'avantage sur son ennemi. Les vents contrai. res ayant empêché les deux flottes de reprendre le combat le lendemain, elles se trouvèrent vers le soir du 9. Août avoir dérivé jusques vers l'embouchure de la Meuse. Tromp qui avait alors cent-six voiles, fit chasse sur l'ennemi, qui s'éloigna d'abord, & fut poursuivi toute la nuit par les Hollandais. Le 10. vers les sept heures du matin les deux flottes s'approchèrent à la hauteur de Ter Heide ou de Scheveningen. Le combat fut bientôt engagé. Les Hollandais s'étaient déjà ouvert un passage au travers de la flotte ennemie, & ils se préparaient à y percer encore, lorsqu'une balle de mousquet vint frapper le brave Tromp à la poitrine, & lui arracher la victoire avec la vie *. La mort de ce grand Tromp est

fur leur flotte. Mais les États de Hollande, qui, malgré vant Schela guerre qu'on faisait à Cromwel, voulaient le ménager, veningenfirent ensorte que l'on s'excusa honnêtement d'accepter la

hom- tué dans le

proposition du malheureux Monarque. Ils sirent plus; pour prévenir de pareilles propositions à l'avenir, il sut résolu qu'aucun grand Seigneur étranger ne pourrait entrer dans leur Province, sans leur permission particulière.

L'on prétend que Tromp s'était exposé avec trop d'imprudence, & que Monk à qui il avait été facile de le distinguer, avait ordonné à ses soldats de tirer tous à la fois sur lui. D'autres rapportent que l'Amiral Anglais ayant appris la mort de l'Amiral Hollandais, en sit aussitôt annoncer la nouvelle à toute sa sotte, ajoutant que la bataille était à moi-

homme n'empêcha cependant pas de poursuivre le combat, qui ne finit qu'à deux heures de l'après midi. Les Vaisseaux de Jean Evertszoon & de de Ruiter furent si maltraités, qu'ils furent obligés de sortir du combat & de se faire remorquer dans la Meuse. Plusieurs vaisseaux Anslais furent coulés à fonds; un sauta en l'air. La flotte Hollandaise avait jusqu'à quatre reprises passé au travers de celle des ennemis; plusieurs Officiers avaient donné les plus grandes preuves de conduite & de bravoure, & peutêtre la mort de Tromp causa seule la perte de la bataille. Quelques Hollandais cependant avaient évité lâchement le combat, & avaient fait force de voiles pour s'éloigner de l'ennemi. Monk, assuré de la victoire, rentra dans les ports d'Angleterre; & la flotte des Etats revint au Texel. Les Anglais perdirent dans cette action huit vaisseaux de guerre, curent quatre-cens morts & sept-cens blessés. La perte des Hollandais fut de neuf à dix vaisseaux; le nombre des morts & des blessés était à - peu - près égal de part & d'autre, mais les Anglais avaient fait sept-cens prisonniers, qui furent transportés à Londres, ou on les traita avec beaucoup de cruauté. Mais de toutes les pertes que fit alors la République, celle de Tromp fut la plus sensible; elle était ir-TĆ-

moîtié gagnée pulsque Tremp était mort. C'était d'un seul mot saire l'éloge de ce grand homme, qui eut la gloire de mourir comme il l'avait toujours ardemment souhaité. La plus grande grace, disait-il souvent, qu'il demandait au Ciel, était de répandre soi sang en combattant pour sa Patrie.

réparable, & fut la seule aussi qui put causer une véritable joye aux ennemis. Ce grand Homme fut enterré avec la plus grande pompe dans l'Eglise de Delft, où l'Etat lui fit élever un magnifique mausolée de marbre. Pour honorer d'une manière toute particulière la mémoire de ce Héros, les Etats-Généraux & ceux de Hollande avaient, par une Députation solemnelle, fait faire des complimens de condoléance à sa Veuve. Ils la firent assurer en même tems, qu'ils reconnaitraient les services de son mari en la personne de ses descendans. Nous aurons lieu de voir par la suite que les Etats ont tenu parole.

Les perres que l'on venait de faire, quelque Dommagrandes qu'elles dussent paraître, n'abattirent ges causés point le courage des défenseurs de la Républi-des Etats que. Au mois de Septembre de Witte remit en par une mer, mais ne trouva point d'Anglais à combat-furienses tre. Rentrée au Texel la Flotte des Etats y es-tempête. suya une si furieuse tempête, que plusieurs vaisseaux furent brisés sur la côte ou engloutis, & que les autres, entièrement endommagés, furent contraints de relacher dans les différents ports. La flotte Anglaise n'avait pas été plus épargnée, desorte que de part & d'autre l'on fut obligé de desappareiller. Ce fut par ce desaître que se termina cette année la guerre maritime entre les deux nations. Guerre poussée avec une égale violence de part & d'autre, mais guerre si coûteuse & si ruincuse pour la République, que toutes celles qu'elle avait fait par mer aux Espagnols, prises ensemble, avaient moins épuisé ses finances, & causé moins de mal à son Commerce, qui seul faisait sa force & son soutien. Tt 3

662 ABREGE DE L'HISTQIRE

Le négoce, le trafic, étaient si considérablement déchus à Amslerdam, que l'on y comptait environ trois mille maisons de vuides *; preuve la plus évidente que l'on pût donner de la décadence du Commerce dans cette grande Ville.

Punition de quel ques Officiers de Marine.

Les malheureux succès des armes navales de la République s'étaient succédés coup sur coup, mais peut-être la mauvaise conduite de certaines personnes en avait causé quelques-uns. Plusieurs Capitaines & Lieutenants avaient manqué à leur devoir ou s'étaient rendus coupables de lâcheté dans le dernier combat naval. de Hollande voulurent qu'on les poursuivit en justice & qu'on leur fit leur procès. L'infamie dont ils s'étaient couverts était trop notoire pour qu'ils pussent se justifier. On punit les uns de la cale; les autres furent piloriés & exposés aux yeux du public la corde au coû; on les condamna ensuite à une amande pécuniaire, ou à être renfermés dans des maisons de correction. Un seul, & le plus coupable sans doute, après avoir vû ignominieusement casser son épée devant les pieds, fut déclaré infame & chassé comme un coquin. Quelques - uns en furent quittes pour une simple amande.

Troubles inclins.

heureule, vint se joindre des maux plus dangereux encore, les murmures & le mécontentement du peuple, prêt à se soulever dans plusieurs Villes par les instigations & les pratiques secrètes des partisans de la maison d'Orange., Ce

D'autres réduisent ce nombre à peu-près à la moitié.

5, n'était, disait-on, que parce que la Répu-, blique avait été sans Chef, que l'on avait en , dernier lieu essuyé tant de pertes sur mer. " Si quelqu'un était cru s'opposer à l'élection d'un Capitaine - Général, il devenait suspect. Le Peuple accusait les Etats de Hollande d'avoir vendu la Patrie aux Anglais, & livré des vaisseaux & des munitions de guerre au Parlement. pour lui faciliter la conquête des Provinces. Unies. Les gens sensés étaient, il est vrai, bien éloignés d'ajouter foi à ces ridicules inculpations; mais il n'est pas moins vrai aussi, qu'au moyen des troubles qu'elles préparaient, & que l'on vit bientôt éclater, ces inculpations ne tendaient qu'à accélérer l'élection d'un Capitaine-Général, & à pousser la guerre contre l'Angleterre. Mais les Etats de Hollande, aussi peu portés à reprendre les armes qu'à se donner un Chef, ne virent point d'expédient plus propre à séconder leurs vues, que de presser les négociations commencées depuis quelque tems avec Cromwel & son Parlement.

La guerre, qui pendant deux ans avait été Les Anpoussée avec tant de violence entre les deux na glais & les
tions, était aussi ruineuse à l'une qu'à l'autre rent égaleLa Navigation & le Commerce des Anglais n'a-ment la
vaient pas moins souffert que le Commerce & paix.
la Navigation des Hollandais. Leurs sinances
étaient également épuisées, surtout celles des

étaient également épuisées, surtout celles des Etats, qui sortaient à peine d'une guerre de quatre-vingts ans. D'un autre côté, Charles II. avait des amis en Angleterre, & l'autorité de Cromwel quelque bien établie qu'elle sut, n'y était pas encore si bien affermie, qu'elle ne put Tt 4 être

664 ABREGE DE L'HISTOIRE

être renversée par quelque révolution subito. L'Usurpateur avait des envieux; il n'ignorait ni leurs desseins, ni les secrètes démarches qu'ils faisaient pour lui saire perdre l'autorité qu'il avait usurpée. Il savait que, sous prétexte de foutenir les dépenses nécessaires à l'entretien de la flotte, on prétendait l'obliger à licentier son armée de terre, qui faisait toute sa force. A ces motifs s'en joignait un autre, non moins pressant peut-être, & dont les dangers n'échappaient pas à l'habile politique. La guerre que les Anglais faisaient aux Provinces - Unies contribuait plus, que tout le reste à y donner des Partisans au Prince d'Orange. Si leur nombre, qui croissait de jour en jour, devenait assez fore pour élever ce jeune Prince aux dignités dont avait été revêtu son père, il était à craindre qu'il n'employ at bientôt toutes les forces de la République en faveur de Charles II. qu'il était de son intérêt de rétablir sur son trône. Cette considération seule était plus que sussifiante pour porter Cromwel & ses adhérans à désirer la paix. Mais ils ne voulaient la conclure qu'à des conditions qui a surassent entiérement la nouvelle forme de gouvernement qu'ils avaient introduir en Angleterre.

D'un autre côté la République avait si considérablement sousseit dans cette guerre, que toutes les Provinces, & les commerçantes surtout, sentaient le besoin de la paix. La Hollande avait une autre raison qui lui était propre, mais commune avec Cromwel. Ceux qui étaient à la tête du gouvernement de cette Province ne voulaient pas l'avancement du jeune Prince d'O-

9-1373 -

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 669

range, du moins ils ne croyaient pas qu'il fut encore tems de le désigner Stadhouder & Capitaine-Général; & cependant ils voyaient que la guerre lui frayait le chemin à ces dignités. C'avait toujours été au nom du Prince d'Orange que s'étaient faites dans la République les levées des troupes, tant de mer que de terre. Soldats & matelots avaient toujours regardé les Princes d'Orange comme leurs véritables Chefs. Il n'était donc pas surprenant que le Peuple crût ne devoir attribuer tous les malheurs de la dernière guerre qu'au manque d'un Chef suprême; idée dans laquelle il était d'ailleurs fortifié par les menées & les sermons de ses Ministres. Cette division d'intérêts donna lieu à divers mouvemens dans quelques Provinces, qui firent craindre à la Hollande d'y voir enfin prendre une résolution contraire à ses vues. Elle mit donc tout en œuvre pour engager les Etats-Généraux à consentir que les Négociations fussent renouées avcc l'Angleterre.

DE WITT & quelques membres des Etats de Démar-Hollande ayant été informés, par les Agens se che de la ciets qu'il avaient à Londres, que les Anglais Hollande eux-mêmes semblaient assez portés à la paix, vée par les se hâtèrent d'annoncer cette importante nouvelle autres Pros à l'Assemblée. Mais ils ajoutèrent, que plu-vinces.

" fieurs Anglais craignaient que les obstacles ne " vinssent de la part des Provinces-Unies; que " pour cette raison ils soumettaient au jugement " de l'Assemblée s'il ne serait pas à propos d'é-" crire en Angleterre, pour y faire connaître que " la République désirait elle-même la paix." Avant de saire cette proposition l'on avait eu Tt s

666 ABREGE' DE L'HISTOIRE

soin de s'assurer qu'elle serait tenue secrète en

liant tous les membres par la religion du serment. Tous y consentirent, à l'exception cependant des Députés de la Ville de Leide, qui ne pouvaient approuver que l'on écrivit une pareille lettre au nom de la Hollande seule, & sans en donner connaissance aux autres Provinces. La pluralité cependant l'emporta, & la lettre, écrite en termes généraux, fut envoyée. A peine elle eut été remise au Parlement, qu'el-Réponse le parut imprimée en Anglais & en Latin sous le titre, d'Humble prière des Etats de Hollande, qui implorent la paix du Parlement d'Angleterre. Le Parlement répondit cependant à la lettre des Etats de Hollande, & écrivit en même tems aux Etats-Généraux, ,, que l'on était , toujours porté en Angleterre à vivre en bonne amitié avec les Provinces · Unies, & que , l'on voulait bien reprendre les négociations, , sur le pied proposé en dernier lieu à Monsseur Pauw van Heemstede. Cette facon d'agir des Anglais rompit toutes les mesures prises par les Etats de Hollande, qui, n'ayant pu s'attendre que le Parlement renouvellerait les mêmes conditions que l'on avait déjà rejettées, crurent que l'Angleterre ne désirait pas la paix aussi sérieusement qu'on se l'était imaginé. D'un autre côté les autres Provinces témoignèrent le plus grand mécontentement de ce que la Hollande avait voulu renouer les négociations sans leur en donner connaissance. Les Etats de cette Province s'excusèrent du mieux qu'ils purent, & après bien des débats & des disficultés, ils parvinrent enfin à engager les Etats - Généraux à nommer des Dé-

des Anglais.

pu-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 667

putés pour passer en Angleterre. Messieurs van Beverningk, Nieuwpoort, van de Perre & Jongestal furent honorés de ce difficile emploi. Beverningk, qui était député de la Hollande, se rendit en Angleterre quelques jours avant les autres Envoyés; il avait ordre d'essayer si l'on ne pourrait pas engager les Anglais à se désister des propositions faites à Pauw, l'on crut même qu'il était chargé de quelques instructions secrètes de la part de la Hollande. Quoiqu'il en soit, Beverningk & ses Collégues trouverent les choses bien changées à leur arrivée à Londres. 11 n'y avait plus de Parlement *; & ce fut au Conseil-d'Etat, nouvellement érigé par Cromwell, qu'ils furent obligés de s'addresser. Les Anglais proposèrent de réunir les deux Républiques de façon qu'elles ne formeraient plus qu'un seul & même Etat, gouverné par une Puissance souveraine, qui serait composée de personnes tirées des deux nations. Cette proposition fut rejettée comme impraticable. En-

^{*} Cromwell s'étant apperçu que la trop grande autorité qu'il avait usurpée commençait à déplaire au Parlement, craignit que cette assemblée ne pensat à mettre des bornes à sa puissance. Pour prévenir ce coup, il résolut de la dissoudre; ce qu'il sit avec une facilité étonnante qui prouve & son audace, & la pusillanimité des membres qui représentaient aiors la nation Anglaise. On ne peut sans indignation lire dans les mémoires de Ludlow la manière outrageante, & la violence avec laquelle il cassa cette Assemblée, qui avait siégé plus de douze ans; au reste de tous les actes d'autorité qu'exerça jamais l'Usurpateur, celui-ci sut peut-êtie le plus hasardeux, & celui pourtant qui lui coûta le moins de peine.

Entr'autres satisfactions, pour l'injure qu'ils prétendaient leur avoir été faite, ils demandèrent aussi que Tromp sut démis de ses Emplois. *

Les Envoyés des Provinces - Unies & le Conscil - d'Etat d'Angleterre ne pouvant s'accorder sur les conditions d'un traité, Nieuwpoort & Jongestal repassèrent la mer pour venir rendre compte à leurs maîtres du peu de succès de leurs négociations, dont restèrent chargés Beverningk & van de Perre. Cependant après le retour de ces deux Envoyés en Angleterre l'on s'apperçut que les deux Députés de Hollande, Beverningk & Nieuwpoort, négociaient sécrétement avec les Anglais, sans en rien communiquer aux deux autres. L'on soupgonna les Etats de Hollande d'avoir donné à leurs Députés des ordres secrets contraires aux intérêts du jeune Prince d'Orange, & l'on crut généralement que le Pensionnaire de Witt était l'ame qui dirigeait de la Haye tout ce que Beverningk & Nieuwpoort faisaient à Londres +. Quoiqu'il en soit les amis de la maison d'Orange en prirent occasion de se réu-

* Les négociations avec l'Angleterre avaient été commen-

DIL

cées avant le dernier combat où Tromp sut tué.

[†] Ce soupen n'était pas sans sondement, puisque l'on a encore une lettre de de Witt à ces deux Envoyés par laquelle il leur mandait., Si vous restez en Angleterre, & qu'il y, ait quelqu'espérance que vous réussissiez dans vos négo, ciations, je vous enverrai un Chisre. Au moins ne laissez, voir cette lettre à aucun de vos Collégues, & prenez gar, de de ne la point laisser sur votre table, asin qu'elle ne, tombe jamais entre les mains d'aucun d'eux. Fongestat l'un de ces Collégues, avan été averti par une lettre anonyme, de ne point se sier à ses Collégues Hollandais, qui, étaient de rusés stipons, & d'être sur ses gardes quand il pur parlait."

hir de nouveau pour travailler avec plus de succès à l'élévation du jeune Guillaume. Ils savaient que le peuple étoit mécontent du gouvernement actuel, qu'il chargeait de tous les mauvais succès de la dernière guerre. Ils fomentèrent ce mécontentement, ne doutant pas que les troubles qu'il ferait naître, ne fussent favorables à leurs vues, & n'accélérassent l'élévation du Prince.

BIENTÔT en effet l'on vit dans les diffé- Troubles rentes Provinces regner plus que jamais la mes-dans les intelligence & la division entre les Peuples & la Provinces. différentes Régence. Il y eut peu de Villes en Hollande où l'on ne donnat d'un côté des preuves de l'affection que l'on portait à la maison d'Orange, En Hollan? de l'autre des marques de l'éloignement que l'on de. y avait pour son élévation. A Rotterdam certain Leonard van Naarsen fut cité en justice pour quelques paroles, que l'on disait tendre à soulever le peuple. A Vlaardingen l'on avait fait, pour la Flotte des Etats, des levées au nom du Prince d'Orange. Les Etats de Hollande chargerent les Conseillers Commissaires (Gecommitteerde-Raaden) de s'opposer fortement à de pareilles démarches. L'on voulut à Amsterdam forcer le Tambour, qui battait la caisse pour faire des recrues, à se servir aussi du nom du Prince; cependant il n'osa obéir, quoique l'on assure que la moitié de cette grande Ville était alors dans les intérêts de la maison d'Orange; mais la Régence ne les favorisait pas, & elle venait d'en faire sortir quatre Ministres, parce: qu'ils avaient publiquement prié pour le Prince. La Bourgeoise de Dordrecht, en montant la garde, affecta de déployer les banderoles d'Orange;

670 ABREGE' DE L'HISTOIRE

la Régence n'osa s'y opposer ouvertement quoiqu'elle condamnat cette conduite comme tendant à la révolte. A Alkman la populace cassa les vîtres d'un certain Cordier soupçonné d'avoir livré des agrès à l'ennemi, quoiqu'il parût ensuite que ce soupçon avait été mal sondé. Sa maison allait être pillée, mais la Cavalerie, en garnison dans la ville, écarta les séditieux. Cependant trois jours après une troupe de femmes, conduite par deux d'entre elles, dont l'une faisait la fonction de Capitaine, l'autre celle d'Enseigne, marcha en ordre à la corderie de ce malheureux bourgeois, y pilla, brila & détruisit tout ce qui s'offrit à sa sureur. La Bourgeoisse sut obligée de prendre les armes pour disperser ces furieules. Le peuple de la Haye ne fut pas plus modéré que celui des autres Villes. La Bourgeoisse, étant sous les armes au mois de Mai, ne s'etait pas contentée de témoigner son zèle pour la maison d'Orange, par des cris de joye, & par d'autres marques d'attachement & d'affection *; elle perça ses drapeaux même parce que l'on en avait oté les armes de son Altesse. On n'en resta pas là. L'on attendait le Prince de Bréda, où il avait été se faire installer comme seigneur & Baron de cette Ville. Chaque jour une troupe de Po-

^{*} Parmi toutes les marques de l'affection publique pour la maison d'Orange, il n'en est point, actuellement encore, de plus générale, qu'un ancien Vaudeville sait en l'honneur de Guillaume I. & qui commence par ces mots Wilbelmus van Nassauwen. Il est dans toutes les bouches, on le carillonne dans toutes les villes, il sait une partie essentielle de la musique guerrière de la République. L'on conçoit que la Bourgeoisse de la Haye ne l'oublia pas.

Polissons de la Haye, tout couverts des armoiries de la maison d'Orange, s'affemblait, se formait en compagnies, paradait avec des drapeaux, des Echarpes & des Plumets de papier Orange, &: se préparait ainsi à honorer l'entrée du jeune Prince. Le 6. d'Août son Altesse fut introduite de nuit dans la Haye. Le lendemain on affecta de le montrer aux fénêtres de la Cour. A cette vue tous ces Polissons poussent de grands cris, font sonner de la trompette, & remplissent l'air de leurs Houzées, Les Etats de Hollande, craignant que la joye immodérée de cette jeunesse badaude n'annonçât ou ne fît naître un soulèvement général, donna ordre au Fiscal Corneille Boy de la dissiper. Cette sage précaution pensa être la cause des plus grands maux. Un Barbier voulant traverser le Fiscal dans les sonctions de sa charge, l'accabla des injures les plus grossières. Aussitôt la plus vile canaille s'attroupe, marche à la maison de cet Officier public, & en casse toutes les vîtres; tandis qu'une autre troupe pareille exerçait de même sa fureur sur les Hôtels de Messieurs de Dordrecht & d' Amsterdam, & sur trois ou quatre autres maisons. Les séditieux cependant joignaient à ces actes de violences les invectives & les injures contre les habitans de ces maisons, & principalement contre le Pensionnaire de Witt qu'ils traitaient tous de coquins, de traitres & d'ennemis du Prince; & ce ne fut qu'avec bien des peines que la garde à cheval vint à bout d'écarter les Mais tous ces troubles n'étaient rien en comparaison de ce qui se passa à Enckhuizen. Un Tambour ayant eu ordre du Souverain

672 ABREGE DE L'HISTOIRE

verain de battre la caisse à Enekhuizen pour y faire des recrues au nom seul des Etats-Généraux, fut forcé par la populace de se servir de celui du Prince d'Orange. La Régence, pour prévenir de plus grands troubles, n'avait osé s'y opposer. Peu latisfaite de cette condescendance, la populace marche à la maison du Bourguemaître de Lange, en casse les vîtres, pille, dé. truit, ruine tous ses meubles, sous prétexte qu'étant membre de l'Amirauté, il avait empêché la vente de deux navires pris sur l'ennemi, quoiqu'il fut avéré qu'ils n'avaient point encore été déclarés confisqués. Le Magistrat, appréhendant les suites de cet esprit de révolte, demanda quelques troupes aux Etats de Hollande. Les troupes furent commandées & s'embarque. rent pour Enckhuizen. Noordreyk, qui les commandait, trouva à son arrivée devant la Ville, que tout y était dans la confusion & le desordre. La populace s'était emparée de l'Hôtel de Ville, avait placé des gardes aux portes, & après avoir trainé le canon sur les remparts, l'avait pointé contre les vaisseaux de Noordroyk, qui se vit forcé de se retirer au Texel. Maitre de la Ville, le peuple arbora partout l'étendart d'Orange, déposa la Magistrature, brisa les portes de la maison de force, & enleva d'un mouiin à poudre, situé près de la Ville, huit cens livres de poudre. Ce ne fut pas tout. Les Etats de Hollande, en faisant partir des troupes, avaient aussi jugé à propos d'envoyer des Commissaires à Enckhuizen, avec ordre de faire des recherches sur la cause de ce soulèvement, de se saisir des coupables, de les envoyer prisonniers à la Haye, & d'avoit

soin que l'on battit la caisse en leur présence & suivant les ordres donnés par le Souverain. Arrivés à Hoorn ils y apprirent que les troupes avaient été violemment empêchées d'entrer dans Enckhuizen, & qu'eux-mêmes auraient bien de la peine à s'en faire ouvrir les portes. En effet après avoir couru risque de la vie par la brutalité d'un misérable qui arrêta leur voiture à quelque distance de la Ville, ils en trouvèrent les portes fermées, les ponts levis haussés & les remparts couverts de peuple, qui leur cria, vous n'entrerez pas, partez, partez. Les Députés demandèrent avec honnêteté,, qu'on les introduisit , dans la Ville, qu'ils avaient à parler aux Mesfieurs, à qui ils priaient qu'on les annonçat." Nous sommes les Messieurs, leur répondit on, nous sommes les Bourguemaîtres, nous ne voulons pas que vous entriez dans la Ville. Un des Capitaines de la Bourgeoisse parut alors sur les remparts & promit aux Députés qu'on irait prendre les clefs & qu'on leur ouvrirait les portes; il ne revint qu'à neuf heures du soir pour prier les Députés de patienter encore une demiheure. Mais ceux-ci qui, pendant l'absence du Capitaine, avaient été exposés aux insultes & aux menaces des séditieux, n'osant se confier sans troupes dans une Ville mutinée, répondirent qu'il était trop tard, & retournerent à Hoorn, où une Députation de la Magistrature, du Conseil de guerre, & de la Bourgeoisie d'Enckhuizen, vint les trouver le lendemain, pour leur proposer que, pour appaiser le tumulte, il serait à propos de soudoyer deux cens hommes de la Bourgeoisie. La proposition ne sut point · Tome II

acceptée, & les Députés n'avant pû se faire nommer les premiers auteurs des troubles, retournèrent à la Haye, où ils firent rapport de leur commission. Peu - à - peu cependant les esprits se calmèrent, & les Etats de Hollande ayant trouvé le moyen de faire entrer adroitement neuf Compagnies dans Enckhuizen, la tranquilité y fut entièrement rétablie, & cette ville qui, peu auparavant avait paru si portée pour la maison d'Orange, changen tout - à - coup de sentiment; & se se déclara assez généralement pour le parti des Etats. L'on ne pouvait plus douter que tous ces troubles ne tendissent à faire élever le jeune Prince d'Orange à la charge de Capitaine Général. Cependant aucune Ville n'en avait fait la proposition à l'assemblée des Frats de Hollande. La Bourgeoisse de Harlem, ayant paradé pendant la foire de cette année avec les couleurs, les armes & le drapeau d'Orange, la Régence crut prévenir un soulèvement en faifant enlever ce drapeau, mais les Bourgeois forcèrent bientôt le Magistrat à le leur rendre; dès ce moment toute la ville retentit des cris redoublés de vive Orange, en désit de l'Angleterre & de l'Espagne. Cerre affection du peuple pour la maison d'Orange engagea enfin la magistrature à former une rélolution portant, , qu'il conve-, mit de satissaire le désir des peuples; que la , Hollande elle-même devrait être la première , à proposer à l'Assemblée des Etats-Géné-, raux l'élection du jeune Prince à la charge ,, de Capitaine-Géneral; & qu'elle devait s'y , porter librement & de bonne volonté, avant , de s'y voir forcée par le peuple ou par les 2, 24-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 675

naire de Harlem, & qui et ait alors Penfionnaire de Harlem, & qui en 1650. avait été
l'un des six Prisonniers d'Etat rensermés à
Loevestein, eut ordre de faire l'ouverture de cette résolution à l'assemblée des Etats de Hollande.
Mais de Witt eut le crédit d'engager Ruil à ne
pas se presser, & ce délai sut cause que Messicurs de Harlem changèrent d'avis, & prirent
des mesures entièrement opposées à leur première résolution.

Si la Hollande se vit troublée par ces émo- Et en tions populaires, la Zélande n'y fut pas moins Zélande. exposée; mais les partisans de la maison d'O. range eurent la satisfaction d'y voir mieux réussir leurs desseins. A Goes la populace s'étant ameutée dans le tems que l'on y changeait la Régence, elle parvint à y faire entrer quelques personnes que l'on savait favoriser les intérêts du Prince; ce parti étant par là devenu le plus fort, on vit bientôt arborer le pavillon d'Orange dans cette ville. Cet exemple fut aussitôt suivi à Middelbourg, où la magistrature se vit forcée d'y donner son consentement. A Zierikzée le peuple contraignit les filles mêmes des magistrats à se parer de rubans couleur d'Orange. Un Apoticaire, membre de la Régence de Bergen-op-Zoom, pour avoir dit que l'on pouvait en ôter les armes du défunt Prince d'Orange * avec

* Il s'agissait de savoir si la Princesse de Hobenzollern, à qui le Marquisat de Bergen-op-Zoom venait d'être cédé, avait le droit de saire mettre ses armes à la place de celles du seu Prince.

avec autant de droit que l'on en avait autrefois enlevé celles du Roi d'Espagne, qui était Seigneur de tout le Pays, vit piller sa mai-Ion & sa bourique, & ce ne fut qu'avec bien des peines que le Gouverneur de la ville parvint à appaiser la populace, qui, sière de ce qu'elle venait d'exécuter, faisait retentir les airs des cris redoublés de vive Orange. Les Etats de Zélande considérant qu'il pourrait être dangereux de s'opposer plus long-tems au désir des peuples, arrêterent, d'après la résolution qu'ils en avalent prise dès l'année précédente, de proposer d'élire le jeune Prince Capitaine-Général, & de lui donner le Comte Guillaume pour Lieutenant. La proposition en sut saite aux Etats-Généraux, par un des Députés de la Zélande qui préfidait alors; mais les Etats de Hollande firent si bien que l'on ne mit point l'affaire en délibération; quoique la Frise & Groningue avec les Ommelandes cussent fait de grands remercimens à la Zélande, pour lui témoigner combien elles approuvaient la démarche qu'elle venait de faire en faveur du Prince. Les Etats de Hollande ne s'en tinrent pas là. Ayant tout lieu d'appréhender que la proposition des Zélandais ne mît encore la division entre les Provinces, & qu'il pourrait arriver que les Etats-Généraux voulussent envoyer une Députation aux Villes, ils arrêtèrent qu'une pareille Députation ne pourrait être admise dans aucune Ville de la Province. A cette précaution ils en ajoutérent une autre qui ne leur parut pas moins nécessaire. Ce fut de publier, & d'envoyer aux Etats des dissérentes Provin-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 677

ces, un mémoire motivé & très-étendu par lequel ils prétendaient prouver évidemment combien l'élection d'un Capitaine & d'un Lieutenant. Général était inutile, desavantageuse même à l'Etat *.

Tous ces troubles avaient beaucoup contri- Ces troubué à reculer la conclusion du traité de paix bles retarque l'on négociait en Angleterre. Bientôt ce- gociations pendant les négociations furent renouées; & en Angle-Cromwell, n'ayant pû obtenir que les Etats-terre. Généraux consentissent à exclure pour toujours le jeune Prince d'Orange des dignités & des charges qu'avaient possédées ses ancêtres, se contenta d'exiger la parole de la Hollande seule pour cette exclusion, parce qu'il prévoyait ,, bien, dit-il, que si l'on entreprenait d'en-, gager toutes les Provinces particulières à v , consentir, ce serait risquer de ne jamais finir." Comme l'ambitieux Protesteur avait fait sentir que de ce point seul, qui lui tenait sort à cœur, dépendait la conclusion de la paix ou la continuation de la guerre, Beverningk lui promit d'en donner connaissance à ses maîtres. En effer l'afa

* Monsieur Wagenaar a cru-deveir prévenir le reproche qu'il prévoyait qu'on aurait pû lui faire de s'être un peu trop appésanti sur le récit qu'il a fait de ces derniers troubles. Et pour prouver qu'il a eu raison d'en agir ainsi, il se sonde sur l'autorité du célèbre Historien Hollandeis, Hooft Les raisons qu'allègue Mr. Hooft nous ont paru si solides que nous avons cru pouvoir sans scrupule imiter l'exactitude de Mr. Wagenaar; quoiqu'elle puisse paraitre trop minurieuse à certains Lecteurs, qui ne restéchissent pas que, d'ins une République, c'est presque toujours le peuple, parce qu'il se croit libre, qui donne le brante aux grands changemens.

ABREGE' DE L'HISTOIRE

clution.

l'affaire ayant été mise en délibération dans l'assemblée des Etats de Hollande, l'exclusion fut Ared Ex résolue à la pluralité. Le Pensionnaire de Witt en forma aussitôt l'acte par lequel il était dit; que sur les instances réitérées de son Altesse, le Seigneur Protecteur de la République d'Angleterre, & sur l'appréhension qu'elle avait témoignée plusieurs fois, que si le Prince d'Orange, ou quelqu'un de ses descendans, qui tireraient leur extraction de la maison de Stuart, venait à avoir les plus hauts Emplois dans l'Etat, cela ne causat une grande désiance & de la jalousie entre les deux Nations, qui produiraient une dangereuse guerre; ce que les Etats de Hollande (& de West - Frise) souhaitant de prévenir, ils déclaraient qu'ils n'éliraient jamais le Prince d'Orange ni aucun de ses Descendans, pour Stadbouder, ou pour Amiral de cette Province, ni ne consentiraient, autant que leur avis particulier pour-, rait s'étendre, qu'il fut jamais élu Capitaine-, Général des Troupes des Etats - Généraux. "* Quoique cet Acte eut passé à la pluralité, Harlem cependant, Leyden, Alkmaar, Enkhuizen & Edam, refuscrent constamment d'y consentir. Ces Villes firent même enrégistrer leurs protestations contre l'Atte d'Exclusion comme contraire à la liberté & à la majesté de l'Etat en général, & de la Province de Hollande en particulier, & comme tendant à semer la division en-

Voyez l'Histoire du Stadbouderat (pag. 124.) par l'Abbe Raynal, où Rousset a inseré en entrer tout que nous le donnons ici; l'Historien & ses Rédacteurs n'en ayant donné que la substance.

tre les Provinces & le Peuple. Ces Protessations & les démarches que firent les Etats-Généraux pour découvrir ce qui s'était passé, rélativement au Prince, dans la dernière assemblée des Etats de Hellande, ne servirent qu'à accélérer le départ des Couriers qui étaient chargés de porter en Angleterre l'acte qui exclusit pour toujours la maison d'Orange de toutes les grandes charges de l'Etat. *

1644.

Les Etats de Hollande, prétendant n'être obligés de rendre compte de leurs actions à qui que ce fût, ne' purent être portés à donner connaissance de cette exclusion aux Etats · Généraux, ni même à ceux de Zélande. Cependant le secret ne fut pas si bien gardé, que la chose ne devint bientôt publique. Les Princesses d'Orange & l'Electeur de Brandebourg, comme Tuteurs du jeune Prince, prièrent instamment les Etats de Hollande de ne point exécuter la Résolution qu'ils venaient de prendre au desavantage de leur pupille. Leur requête pour le moment n'eut d'autre effet que de faire donner ordre anx deux Ambassadeurs, Hollandais, Beverningk & Nieupoort, de retenir par devers eux l'Acre d'exclusion, aussi longtems qu'il serait possible. Mais quelques semaines après, les Etats firent répondre aux Princesses, que ce n'était point par aucune haine que l'on portat à la maison o'Orangel, que l'on s'était vû forcé de consentir à l'ex-

V 7 4

^{*} Ces Couriers partirent le 5. du mois de Mai 1654. le lendemain même de la signature de l'acte, qui après bien des délais sut ensin délivré à Cromwell le 12. du mois de Juin suivant.

elusion, mais uniquement parce que le bien-être de l'Etat & le péril dont il était menacé, avaient

exigé cette démarche.

La paix gleterre cit publiée.

CROMWELL cependant, à qui rien n'était caavec l'An ché de ce qui se passait à la Haye, pressait si souvent les Ambassadeurs de lui remettre l'acte signé par les Etats de Hollande, qu'enfin il lui fut délivré vers le 12. du mois de Juin. La paix fut alors entiérement assurée entre les deux Nations. Aussi l'on s'y était tellement attendu en Hollande, que des le 27. du mois de Mai elle avait été publiée dans cette Province, & célébrée par un jour solemnel d'actions de graces, & par quelques réjouissances. Cette paix cependant ne plût pas également à tous. Les partisans de la maison d'Orange & les Ecclésiastiques surtout ne manquèrent pas de la décrier. Quelques - uns même d'entre ces derniers, ne purent s'empêcher de témoigner un peu trop ouvertement combien ils en étaient peu fatisfaits. Dès avant la publication de la paix, Stermont, Ministre de la Haye, avait dit en chaire, que Dieu confondrait les Achitofels & leurs Confeillers, si la paix n'était pas sincère. Le Veldmaréchal Bréderode, qui avait été le premier d'entre les Nobles à consentir à l'acte d'exclusion, crut qu'il regagnerait l'affection des troupes en leur faisant quelques libéralités à l'occasion de la paix. Il leur sit distribuer quelques barriques de vin; mais quelques - uns ne voulurent même pas en goûter, & quand il se montra aux soldats, aucun d'eux ne donna la moindre marque de satisfaction ou de joye. L'allégresse ne sut guères plus vive dans les autres Villes, & celle de Leide même s'abstint de toute espèce de réjouissances, Aussi ne s'apperçut-on que trop à cette froideur des Habitans, que la paix avec l'Angleterre, & surtout les conditions auxquelles elle avait été concluë, n'étaient guères au goût du

peuple.

Les Provinces - Unies ne retirerent d'autre a-Réflexions vantage du Traité de Westminster, que la cessa-de l'Au-tion des hostilités, & l'espoir de voir se relever te paix. leur Commerce, qui était considérablement déchu. Cromwell au contraire obtint pour les Anglais tout ce qu'il voulut exiger. L'on permit il est vrai, aux sujets de la République de commercer librement en Angleterre, mais cette liberté sut bornée par tant de restrictions, qu'à peine pouvait elle passer pour un avantage, D'ailleurs l'Acte du 9. Octobre 1651. qui avait occasionné la guerre entre les deux Nations, sut conservé dans toute sa force; & l'on refusa aux Hollandais la liberté de naviguer & de commerccr aux Colonies Anglaises situées hors de l'Europe. Les Provinces - Unies furent encore obligées de s'engager à ne donner jamais aucun fecours à la maison de Stuart, mais même de promettre que, ,, quiconque pourrait être élu, , par les Etats-Généraux ou par quelque Pro-, vince particulière Capitaine - Général & Ami-, ral ou Chef de toutes les Troupes tant de , mer que de terre, ou Stadhouder, serait obli-" gé de jurer l'observation de ce Traité & de , ses articles, & de promettre d'aider à le , maintenir autant qu'il serait en lui. " Cromwell, qui n'avait pû sur ce point réduire les Etats - Généraux à se plier à toutes ses voiontés, VVS

682 ABREGE DE L'HISTOIRE

n'en avait pas moins pris ses suretés du côté des Etats de Hollande, qui comme on l'a vu plus haut, s'obligèrent à ne jamais élire le Prince d'Orange ni aucun de ses Descendans aux charges de Capitaine-Général, ou de Stadhouder de leur Province. Clause par laquelle ils se mettaient hors d'état d'inquiéter le gouvernement actuel d'Angleterre, quelque raison qu'on leur en donnât. Au reste l'on voit que par ménagement pour un Tyran fanatique, tel que Cromwell, les Etats firent une paix aussi peu honorable qu'avantageuse, & dont le Protecteur seul recueillait tous les fruits.

La Frise proteste contre l'Ade d'Exclu-

CEPENDANT l'Ade d'Exclusion causait de grandes inquiétudes aux Etats - Généraux. Hautbois, Député de la Frise, avait dejà protessé contre les négociations secrètes & particulières de la Hollande, qu'il avait déclaré contraires à la Liberté & à l'Union, préjudiciables aux intérêts du Prince & de la maison d'Orange, & honteuses à l'Etat. Les autres Députés s'étaient exprimés avec plus de modération que Haut. bois, quoique quelques - uns ayent cru qu'il n'avait point reçu ordre de ses maîtres d'en agir ainsi. Bientôt le bruit se répandit que ce n'était pas Cromwell qui avait exigé l'Acle d'Exclusion. mais qu'il lui avait été proposé par le l'ension. naire de Witt & par ceux qui, comme lui, haissaient la maison d'Orange & cherchaient son abaissement. Dans cette supposition la Frije sit présenter à l'Assemblée des Etats - Généraux une Déclaration, conque en termes bien plus forts encore. Elle choqua extrêmement les Députés de Hollande, qui firent tous leurs efforts, pour

cn-

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 683

engager ceux de Frise à la retirer. Mais tout fut inutile, &, malgré toutes les raisons que pût apporter la Hollande pour justifier ce qu'elle avait fait, les Etats de Frise persistèrent dans leur Déclaration, & demandèrent même que Beverningk & Nieupoort sussent rappellés & punis.

. CES deux Ambassadeurs cependant avaient La Z& reçu ordre des Etats de Hollande d'envoyer Co-lande livre pie de l'Acte d'Exclusion aux Etats-Généraux, mémoire qui l'avaient instamment demandé. Dès que cet contre acte eut été mûrement examiné, les Etats de l'Acte Zélande présentèrent à l'assemblée un mémoire d'Exclutrès-étendu & raisonné, dans lequel ils remon-sion. traient avec modération, mais avec force, que la Hollande n'avait pû avoir le droit de conclure ce traité secret, qui n'avait même passé qu'à la pluralité, qui était contraire à l'union, & qui faisait l'unique base de la paix honteuse que l'on venait de faire. La Hollande ne resta pas sans réplique. Elle publia bientôt une très-longue Déduction ou Déclaration, par laquelle les Etats de cette Province justifiaient dans le plus grand détail la conduite qu'ils avaient tenue en accordant l'Atte d'Exclusion. Le Pensionnaire de Witt, qui avait le plus contribué à la paix avec l'Angleterre, fut aussi celui qui eut le plus de part à la composition de cet écrit. Mais si aux yeux de plusieurs cet habile Ministre en vit augmenter sa gloire & sa réputation, d'un autre côté il n'en devint que plus odieux à ceux qui ne le haissaient déjà que trop. *

DE-

Nous aurions souhaité pouvoir saire part de cette pièce à nos Lecteurs, mais l'extrait qu'en a donné Mr. Wa-

684 ABREGE' DE L'HISTOIRE

Depuis la conclusion de la paix avec l'Angleterre, les mouvemens que l'on s'était donnés en Hollande en faveur du Prince d'Orange, avaient cessé presque partout. C'est qu'à chaque changement de régence dans les disférentes Villes, l'on avait eu soin d'y faire entrer un plus grand nombre d'amis de la liberté, comme l'on nommait alors ceux qui étaient opposés à la maison d'Orange. L'on prétend même que de Witt, qui avait épousé une fille du seu Bourguemaître d'Amsterdam, Jean Bikker, n'avait pas peu contribué, quoique sécrétement, à ces sortes d'élections dans cette grande Ville, où l'on semblait craindre au commencement de l'année 1655, que la Magistrature ne sût remplie de personnes trop intéressées à savoriser le Prince.

Nouveaux Mais si le calme paraissait rétabli en Hollande, troubles il ne l'était pas dans la plupart des autres Prodans quel-vinces. Depuis quelques années la division reques Propinces. gnait entre la Ville de Groningue & les Omme-A Gronin-landes; & sur les plaintes des parties les Etatsque & dans Généraux y avaient envoyé une Députation, les Omme-dont de Witt était Membre, pour essayer landes.

genaar est lui-même si étendu, qu'il n'a pû trouver place dans cet abrégé. Nous ne pouvons cependant passer sous silence une résexion des deux Rédasseurs de la grande Histoire. "Cest que cette Déclaration & les autres pièces rélatives à cet important article, sont voir, disent-ils, évidemment combien une Regence sans Stadbouder dissère, de cet état heureux dont jouissent actuellement ces Proposes." La résexion peut être juste, mais Mr. Wagenaar, en habile Historien, a cru qu'elle n'était pas de son ressort, & que le Lecteur seul avant droit de prononcer sur un point aussi délicet.

iber.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 685

d'accommoder le différend à l'amiable. Mais la faction opposée au Stadhonder, Guillaume-Frédérie de Nassau, persistait toujours à soute. nir que l'on avait accordé trop d'autorité à ce Prince, desorte que les troubles ne purent être entiérement appailés dans cette Province. éclatèrent surtout avec violence en l'année 1657. à l'occasion du changement annuel de la Magistrature. La maison du Bourguemaître Tjassens fut pillée, & lui - même courut risque de la vie, quoiqu'il se fut retiré dans une Eglise; mais le Prince Guillaume - Frédéric de Nassau le fauva heureusement, par le soin qu'il prit de faire élire des Magistrats au gout du peuple. Cependant ce ne fut qu'en 1679, que le différend fut terminé.

La nomination aux Emplois causa aussi de grands troubles dans la Province de Gueldre. Les En Gueldeux principales Villes, Arnhem & Zutphen, dre, prétendaient que sur ce point leurs suffrages devaient seuls valoir autant que les suffrages de toutes les autres Villes des deux Quartiers du Welles soutenaient au contraire que chacune d'elles avait & devait avoir sa voix. L'on travailla envain à accommoder ce différend, mais les arbitres ayant prononcé d'une manière peu satisfaisante pour les petites Villes, l'affaire resta indécise.

A Utrecht le premier Membre de l'Etat * était A Utrecht, brouil-

^{*} L'Etat d'Utrecht est composé du Clergé, du Corps des Nobles, & des Députés de la Ville. Mais par le Clergé l'on ne doit point entendre le corps actuel des Ecclés siastis.

brouillé avec la Ville, qui prétendait que ce Membre devait fournir à l'entretien des Ministères, en cédant pour cet esset une somme considérable des Biens Ecclésiastiques dont il était en possession; clause à laquelle ce premier Membre ne voulait du tout point entendre. D'un autre côté les Nobles, qui sont le second Membre de l'Etat, avaient, dès le mois de Juillet de l'année 1654, nommé le Prince d'Orange Stadhonder de la Province. Mais malgré tous les soins du Comte Guillaume de Nassau, qui se trouvait alors à Utrecht, la Ville resulta constamment de se joindre aux deux premiers Membres de l'Etat.

Les Villes y étaient toutes généralement dans le parti ou la dépendance du Stadhouder. Mais plusieurs des autres Membres commençaient à considérer cet article sous le même point de vue que la Hollande; ce qui mettait continuellement la division dans les Assemblées.

En Zélan. En Zélande même quelques Villes avaient de. changé de sentiment. En 1653, le peuple de Goes s'était soulevé, & avait placé par violence quel-

firstiques Protestans, qui dans toute l'étendue de la République ont été prudemment exclus du Gouvernement. Ce premier Corps du Souverain ou de l'Etat d'Utres et est formé par les Représentans des anciens Chapitres qui substituent encore, & dont les Prebendes ou Chanoinies se donnent ou se vendent à des particuliers, qui de là portent le nom de Prebendaires, ou de Chanoines (Dom-Heer) de tel ou tel Chapitre. Au reste les Députés des petites Villes de la Province ont séance à l'Assemblée des Etats Provinciaux d'Utrecht.

quelques Partisans du Prince dans la Magistrature. Mais l'année suivante le même peuple se servit avec un égal succès du même moyen pour rétablir quelques Magistrats, qui avaient été déposés alors. En l'année 1655, de nouveaux troubles s'élevèrent dans cette Ville, après que le Bourguemaître regnant, Barthelemi Dankerts, cût été élu Baillif; mais les Etats parvinrent pour lors à appaiser les esprits par les soins de leurs Députés Commissaires. Cependant la division fut encore si grande cette année entre les différents Membres de la Zélande, que plusieurs. affaires en souffrirent ou furent suspendues, parce que les Villes de Middelbourg, Zierickzée & Tholen, étaient diamétralement opposées à celles de Goes, Flessingue & Veere. L'année suivante les Paysans de Walcheren se souleverent contre les Dykgraafs * & leurs Conseillers (Heemraaden) dont ils étaient mécontents; mais il ne parait pas que ce soulèvement ait eu des suites fort importantes. Peu-à-peu l'on vint à bout d'appaiser tous ces troubles; cependant il se trouva certaines personnes qui accuserent la Hollande, & nommément le Pensionnaire de Witt, d'avoir excité & fomenté la division dans les disférentes Provinces, afin d'introduire dans la Ré-

La Charge de Dykgraaf (comme qui dirait Comte des Digues) revient à celle d'Inspecteur des Digues & Chaus-sées. Le Dykgraaf est Chef du Collége des Heemraaden, qui sont ses Conseillers ou Assesseurs. Pour pouvoir entrer dans l'un de ces Colléges il faut posséder une certaine quantité de terres ou bien-sonds, situés dans le district même soumis à la jurisdiction de ce Collége.

gence d'autres personnes, dont les sentimens étaient plus conformes aux siens. Ces bruits n'avaient probablement d'autre source que la haine que l'on portait à de Witt, qui dans toutes les occassons ne manqua pas de justifier & ses maitres & lui même du reproche odieux qu'on leur faisait.

veriffel.

Dans l'O. L'Esprit de discorde & de division ne regnait cependant nulle part avec plus de violence que dans la Province d'Overifiel, où depuis assez longrems tout était dans la confusion. Bientôt les États se partagèrent; une partie s'assem. bla à Zwol, l'autre à Déventer; & les uns & les autres, prétendant seuls être les véritables Etats & représenter le Souverain, levèrent des troupes & se préparèrent à soutenir par la force leurs prétendus droits respectifs. Les Etats de Zwol élurent aussitot le Prince d'Orange pour leur Stadbouder, & donnerent au Prince Guil. laame - Frédéric la charge de son Lieutenant. Les Etats assemblés à Déventer, excités, diton, sous main par-ceux de Hollande, s'opposerent au contraire de tout leur pouvoir à cette double élection. Les deux partis enfin s'en remirent à l'arbitrage des Etats de Hollande qui conclurent à accommoder les différends, & qui sans doute cussent réussi dès-lors, si leurs soins n'avaient été traveisés par les Etats-Généraux, dont les vues, sur les moyens, se trouveront tout - à - fait dissérentes. Les troubles n'en devinrent que plus difficiles à appaiser, & vers le commencement de l'Eté de 1657. les Etats assemblés à Zwol firent assiéger Hasselt, & de. mandèrent du secours à la Ville d'Amsterdam. Mais

Mais lorsque la division fut à son comble, & que l'on n'attendait que la ruine de l'un des deux partis, tous deux se lassèrent, & convinrent enfin de s'en remettre pleinement à la décision des seuls Etats de Hollande. Corneille de Graaf, Seigneur de Zuid-Polsbroek, & le Pensionnaire de Witt furent chargés de cette importante affaire. Ils s'acquittèrent avec tant d'habileté d'une Commission si difficile, que les Commissaires des deux partis se soumirent à leur décision, s'embrassèrent amicalement pour marque d'une parfaite réconciliation, & remercièrent de Graaf & de Witt. Ces deux Messieurs furent de même remerciés & magnifiquement régalés par les Gecommitteerde Raaden, au nom des Etats de Hollande.

Un nouveau différend venait de s'élever aussi Différend vers le même tems entre les différentes Provin entre les ces, par la mort du Veldmaréchal Brédérode, Provinces au sujet de arrivée le 13. de Septembre de l'année 1655. l'Election Cette importante charge ne fut pas plutôt va · d'un Veldcante, que le Prince Guillaume - Frédéric de Nas-maréchal. sau & le Prince Jean Maurice cherchèrent à s'en faire revêtir par les Etats-Généraux & par les Etats particuliers des différentes Provinces. Mais la Hollande, informée que, si le choix tombait sur quelque Prince de la maison de Nassau, l'Angleterre s'en ressentirait comme d'une atteinte portée à l'Acte d'Exclusion, s'y opposa avec tant de succès, que toutes les Provinces se rendirent enfin à ses raisons, dont les principales étaient, que chaque Province a une pleine autorité sur les troupes qui sont à sa solde par-

Tome II. Xx ti

690 ABREGE' DE L'HISTOIRE

ticulière, & que, dans les circonstances actuelles, l'on n'avait point besoin de Veldmaréchal.

Les Suédois menaçaient d'assiéger Dantzig, Ja Hollande dimie qu'il était de l'intérêt de la République de pronue les intéger; mais les frais qu'elle était obligée de rérêts de cinq à qua faire pour l'équipement de la flotte qu'elle entre pour voyait dans la Baltique, étaient si excessifs, que CCHG pour y subvenir, l'on se vit dans la nécessité de recourir à des moyens extraordinaires. Aussi depuis longtems de Witt faisait tous les efforts possibles pour diminuer de cinq à quatre pour cent les rentes & les intérêts que la Hollande était obligée de payer; il eut enfin le bonheur d'opérer cette réduction, & de faire par ce moyen gagner à la Hollande environ quatorze tonnes d'or (1400000 florins) par an; ce qui prouve que cette Province avait alors à sa charge cent-

quarante millions de florins en rentes & obligations. L'épargne était sans doute considérable, mais le malheur arrivé depuis peu à la Ville de Delft, priva l'Etat pour longtems de l'avantage que venait de lui procurer son habile Ministre. Le Magazin à poudre ayant sauté le 12. d'Octobre 1654 *, ruina une grande partie de la

L'on remarque que cette terrible explosion arriva à one ze heures du matin, un moment après que le Commis Soctens sut entré dans le Magazin. Ce Commis y périt, sans que l'on ait pu ensute retrouver aucun de ses membres. Il n'y eut pas une seule maison dans la ville qui ne sut endommagée Deux cens maisons voisines du Magazin su tent entièrement détruites & renversées. Tous les arbres

Ville, & y causa d'ailleurs des pertes si énormes, que l'Etat se vit forcé d'accorder pour quatre années aux habitans de Delft l'exemption des taxes ordinaires (Verpandingen) sur toutes les maisons, ce qui faisait une somme d'environ 30000 florins par an; la même exemption, pendant quatorze ans, pour toutes les maisons qui devaient être rebâties de nouveau, & plusieurs autres franchises.

CEPENDANT l'Electeur de Brandebourg, contre la parole qu'il en avait donnée, venait de conclure un Traité avec la Suède. Les Etats qui en eurent connaissance au mois de Février de l'année 1656., en témoignèrent le plus grand 1656. mécontentement, & envoyèrent aussitôt leurs Ambassadeurs en Suède, en Pologne & en Dannemarc. Vers le même tems malgré tous les ef-

des deux Doelen (†) furent abbatus rez terre, comme si l'on y avait mis la hache. Le nombre des morts se monta 3 54 personnes: mais il ne sut pas possible de déterminer celui des blessés. Une particularité digne de remarque, c'est que trois enfants, deux vieillards & une semme surent miraculeusement conservés, & retirés de dessous les décombres. L'explosion sut si forte, qu'elle se sit sentir dans toute la Hollande, comme si ç'avait été un tremblement de terre: & que la secousse se prolongea même jusqu'à Amersfoort & à Wageningen, à l'extrémité de la Province d'Utrecht.

(†) Les Doelen en Hollande sont une sorte de grande place publique, où les Bourgeois des Villes s'exerçaient autrefois à tirer de l'arquebuse. Actuellement ils sont presque partout transformés en grandes Auberges, quoique l'on s'en serve encore quelquesois pour faire parader la Bourgeoisie.

X x 2

802 ABREGE DE L'HISTOIRE

forts des amis du Prince, l'on confia le commandement de la Flotte des Etats à Jaques de Wassenaar, Seigneur d'Obdam, devenu Lieutenant-Amiral de Hollande & de West-Frise après la mort de Tromp. De Ruiter, qui croisait dans la Méditerranée, en sut rappellé pour venir renforcer la Flotte d'Obdam, qui, s'étant montré devant Dantzig, empêcha les Suédois d'en sormer le siège. Le Lieutenant-Amiral revint en Hollande au mois d'Octobre, & de Ruiter sut renvoyé avec une Escadre dans la Méditerrannée.

Pyrateries des Fran- rais.

La guerre, qui depuis plusieurs années durait entre la France & l'Espagne, & qui venait de se renouveller entre cette dernière Couronne & l'Angleterre, excitait les habitans des Pays. Bas à pousser leur Commerce dans les Etats du Roi Catholique. Mais ils ne pouvaient le faire sans être continuellement exposés aux tracasseries des Français & des Anglais. Ceux · ci s'arrogeaient le droit de visiter en pleine mer les Vaisseaux de la République. Ceux - là s'en emparaient sans façon, & leurs Corsaires en avaient déjà pris plusieurs sous prétexte qu'ils portaient des marchandises de Contrebande ou appartenant à l'Ennemi. Et en conséquence de cette maxime Française, que Robe d'ennemi confisque celle d'ami, ils déclaraient réellement confisqués des effets non confiscables, parce qu'ils étaient trouvés sur des Vaisseaux, qui portaient aussi des effets confiscables ou déclarés de contrebande. Les Ambassadeurs des Etats-Généraux se plaignaient de ces violences, & pour toute réponse on leur rendait plaintes pour plaintes. Cependant

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 693

les Corsaires Français continuaient leurs pyrateries, & souvent les accompagnaient de cruautés, qui en les rendant odieux aigrissaient les esprits contre toute la nation. L'on rapporte même qu'ils avaient massacré un Mastre de Navire, tandis qu'il était occupé à chercher ses Connoissemens pour les leur montrer. L'Ambassadeur Boreel travaillait pourtant toujours à conclure un Traité avec la Cour de France; mais Louis XIV. était si éloigné de se prêter aux désirs des Emis, qu'au mois de Mars de cette même année 1656. le Duc de Vendôme, Amiral de France, avait fait mettre un arrêt sur tous les Vaisseaux marchands de la République, qui se trouvaient alors dans le port de Toulon. Roi, il est vrai, sous prétexte que l'Amiral avait agi sans ordre, fit quelque tems après lever l'arrêt.

DE RUITER cependant que l'on avait envoyé 1657. dans la Méditerranée, s'empara le 27. Février Prise de 1657. à la hauteur de l'Isle de Corse, de deux deux Cor-Vaisseaux Français que l'on reconnut bientôt saires Franêtre des Corsaires qui avaient pris tant de navi-sais par de res de la République. La Cour de France s'en Ruiter. tint si offensée, que dans toute l'étendue du Royaume on fit mettre saisse sur les Vaisseaux, & généralement sur tous les effets appartenant aux sujets des Etats. Boreel renouvella ses plaintes; mais le Ministère, au-lieu de lui répondre, ordonna à Jacques Auguste de Ihou, Ambassadeur de France à la Haye, de demander satisfaction aux Etats - Généraux pour la prise des deux Corsaires, que l'on faisait passer pour Vaisseaux du XX3

694 ABREGE DE L'HISTOIRE

Roi. Les Etats de Hollande crurent alors que le plus sûr moyen de se faire rendre justice, était d'user de représailles, ils prisent une résolution vigoureuse & la firent agréer aux Etats-Généraux, qui ordonnèrent aussitôt la saisse des Vaisseaux, Lettres - de - change, & autres effets appartenant aux Français; interdirent l'importation des marchandises de France; sirent désense de commercer dans ce Royaume, & délibérèrent d'en bloquer les ports. Cette fermeté des Etats rendit les Français plus traitables; & quoique Louis XIV. conservat tout son ressentiment contre la République, la nécessité l'obligea à conclure avec elle un Traité, par lequel la saisse devait être levée en France dès que les Etats auraient fait rendre en nature ou en valeur les deux Vaisseaux pris par de Ruiter. Le Roi cependant ne se pressait pas de ratisser ce traité; & pour l'y forcer, il ne fallut rien moins que la nouvelle que de Ruiter avait renouvellé la paix avec la Regence de Salé, qu'il avait attaqué cinq Vaisseaux de guerre Français, dont un avait été pris, & qu'il tenait les quatre autres bloqués dans les ports de Spezza.

Chierre avec le Portugal.

La République ayant vainement taché de s'accommoder à l'amiable avec le Portugal au sujet du Brézil, dont cette Couronne s'était emparée, la guerre entre les deux Etats devint indispensable. Wassenaar eut ordre de croiser dans les mers du Portugal, & vers le commencement du mois de Novembre de cette année, il emporta quinze Vaisseaux de la stotte Portugai-se, revenant du Brésil à Lisbonne, chargée de su-

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 699

sucre. Ce sut à peu près ce qui se passa cette année d'un peu important dans cette guerre, que les Etats ne purent pousser avec autant de vigueur qu'ils l'eussent souhaité, a cause des troubles du Nord, dans lesquels ils se trouvaient en

gagés.

En effet, les Suédois avaient recommencé la guerre contre le Danemark, & avaient mis le siège devant Coppenhague. Les Etais, qui ne voyaient pas de bon œuil le progres des armes Suédoises, firent partir au mois d'Octobre 1658. le Lieutenant - Amiral Wassenaar pour la Baltique avec une flotte de 35 voiles. avait ordre de protéger le Commerce dans cette mer, & de donner du secours aux Danois contre les Suédois. Ses instructions secretes portaient aussi qu'il tacherait de ruiner la flotte de Wrangel, qui bouchait le passage du Sund, & qui était sort supérieure à la sienne. Au commen- La Flotte cement de Novembre Wassenaar parut devant des Eleis le Sund, & malgré le feu vif & continuel des entre des châteaux de Kronenbourg & d'Elzinbourg, situé, sand. des deux côtés dans les Isles de Zélande & de Schoonen, il força le passage, sans avoir souffert que peu ou point de dommage. Mais a peine Combas Wassenaar out pénétré dans le Sund qu'il se trou-navel enva aux prises avec la flotte de Wrangel. Le un Wasse. combat, qui se livrait en présence du Roi de mar & Suéde lui - même, alors au Château de Kronenbourg, fut des plus opiniatres. Du côté des Hollandais furent tués en combattant courageusement les Vice - Amiraux Witte Korneliszoon de Witte & Pierre Floriszoon. Le Vaisseau du Lieu-

XX 4

LC-

696 ABREGE DE L'HISTOIRE

tenant - Amiral courut grand risque d'enfoncer ou de bruler, mais il fut heureusement sauvé par la bravoure de van Nes, de van Kampen, & de quelques - autres Capitaines qui vinrent à son secours. Plusieurs Vaisseaux Suédois, & celui que montait Wrange! même, furent si maltraités qu'ils se virent forcés d'abandonner le combat. L'ennemi perdit onze Vaisseaux dans cette action, dont trois furent pris, les huit autres coulés à fond ou brulés. Du côté des Hollandais il n'y eut que le seul Vaisseau de de Witte de perdu; le nombre de leurs morts ne sut aussi que de 400. au-lieu que les Suédois eurent plus de 1000 hommes de tués. Après six heures de combat l'ennemi se retira sous le Canon de Kronenbourg', d'où il passa ensuite dans le port de Landskroon pour se remettre. Le lendemain les Hollandais débarquèrent 138 Compagnies de troupes de terre, devant Coppenhague; & ils eussent attaqués les Suédois pour la seconde fois, s'ils n'avaient eu alors les vents & la marée contraires, Wassenaar eut ordre d'hyverner en Danemark, où l'on envoya l'année suivante 1659. de Ruiter pour renforcer sa flotte, & transporter Slingeland, Vogelzank, de Huybert & van Haren, Ambassadeurs nommés par les Etats pour moyenner une paix entre les Couronnes du Nord. Les deux flottes s'étant ainsi réunies, les forces navales des Etats dans ces Quartiers se trouvérent monter alors à plus de soixante-dix Vaisseaux de guerre, outre quelques Galiottes & Brulots, & environ sept-mille matelots ou soldats. Au mois de Juillet Wassenaar s'avança vers Cop-Della-

\$679.

penhague que tenait bloquée la flotte Suédoise, mais qui n'osa tenir devant lui. Au mois de Novembre Wassendar revint en Hollande avec environ vingt Vaisseaux, tandis que ete Ruiter, à qui il laissa le commandement, se rendit à Fune. Les Suédois qui venaient d'être battus, s'étaient retirés dans Nybourg. De Rui- Prise de ter les y suivit & canonna la place avec tant de Nybourg violence & de succès, qu'il la força de se ren-par de Rusdre à discrétion. Toute la garnison, composée des meilleures troupes Suédoises, fut faite prisonnière de guerre, & la Ville livrée au pillage. De Ruiter après cette expédition passa l'hyver

à Coppenhague.

L'on travaillait toujours à la paix entre les Mort de deux Rois; & les Etats, pour en accélérer la Charlesconclusion; avaient résolu d'envoyer une nou Roi de velle flotte dans la Baltique. Mais le Roi de Suède. Suède, Charles - Gustavê, étant mort le 23. de Février de l'année 1660. la face des affaires changea confidérablement dans ce Royaume. La flotte Suédoise mit pourtant en mer; & étant ensuite entrée dans les ports de Landskroon, de Ruiter l'y tint enfermée, ce qui fit échouer probablement quelque dessein formé sur la Baltique. D'ailleurs la conclusion de la paix en fut Paix conaccélérée, & le 3. de Juin elle fut conclue à clue entre Coppenhague entre la Suède & le Danemark. La la Suède & France, l'Angleterre & les Provinces - Unies paru-mark, rent dans ce Traité comme Médiateurs. Le Traité de Rotschild y fut en partie confirmé, & changé à quelques égards. Entr'autres Dront. hem fut de nouveau cédé au Danemark; & les Suédois évacuèrent aussi toutes les places qu'ils XXX

898 ABREGE' DE L'HIST. DE LA HOLL.

avaient conquises dans la Zélande & les autres Iles Dantises. La Ville de Dantzig sut comprise dans le Traité d Elbing, qui sut enfin ratihé. L'on ne tarda même pas à s'accommoder & à traiter avec la Moscovie. Les Ambassadeurs des Etats ayant ainsi heureusement terminé cette grande & longue querelle, retournèrent bientôt en Hollande. Mais de Ruiter, que le Roi de Dannemark venait d'annoblir, en récompense des services qu'il lui avait renduc; s'arrêta encore quelque tems avec sa flotte devant Coppenhague, afin d'être plus à portée de faire observer les conditions de la paix; & ce ne fut qu'au commencement de Septembre qu'il entra dans le Vlie. Ce fut de cette manière, qu'après une guerre qui avait duré cinq ans, les Etats du Nord & la Baltique virent renaître la tranquillité & la paix, d'où dépendait aussi en grande partie la sureté & l'avancement du Com. merce de la République des Provinces - Unies.

Fin du Tome second.











BINDING SECT. SEP 2 7 1972

PLEASE DO NOT REMOVE CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DJ Kerroux, Louis Gabriel

111 Florence

K4 Abregé de l'histoire

t.2 de la Hollande et des

Provinces-Unies

